|  |  |
| --- | --- |
| Parlement européen  2014-2019 |  |

Document de séance

<NoDocSe>A8-0188/2017</NoDocSe>

<Date>{08/05/2017}8.5.2017</Date>

<RefProcLect>\*\*\*I</RefProcLect>

<TitreType>RAPPORT</TitreType>

<Titre>sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services</Titre>

<DocRef>(COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD))</DocRef>

<Commission>{IMCO}Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs</Commission>

Rapporteur: <Depute>Morten Løkkegaard</Depute>

Rapporteurs pour avis (\*):

Ádám Kósa, commission de l’emploi et des affaires sociales

Keith Taylor, commission des transports et du tourisme

(\*) Commissions associées – article 54 du règlement

|  |
| --- |
| Légende des signes utilisés |
| \* Procédure de consultation  \*\*\* Procédure d’approbation  \*\*\*I Procédure législative ordinaire (première lecture)  \*\*\*II Procédure législative ordinaire (deuxième lecture)  \*\*\*III Procédure législative ordinaire (troisième lecture)  (La procédure indiquée est fondée sur la base juridique proposée par le projet d’acte.) |

|  |
| --- |
| Amendements à un projet d’acte |
| **Amendements du Parlement présentés en deux colonnes**  Les suppressions sont signalées par des ***italiques gras*** dans la colonne de gauche. Les remplacements sont signalés par des ***italiques gras*** dans les deux colonnes. Le texte nouveau est signalé par des ***italiques gras*** dans la colonne de droite.  Les première et deuxième lignes de l’en-tête de chaque amendement identifient le passage concerné dans le projet d’acte à l’examen. Si un amendement porte sur un acte existant, que le projet d’acte entend modifier, l’en-tête comporte en outre une troisième et une quatrième lignes qui identifient respectivement l’acte existant et la disposition de celui-ci qui est concernée.  **Amendements du Parlement prenant la forme d’un texte consolidé**  Les parties de textes nouvelles sont indiquées en ***italiques gras***. Les parties de texte supprimées sont indiquées par le symbole ▌ ou barrées. Les remplacements sont signalés en indiquant en ***italiques gras*** le texte nouveau et en effaçant ou en barrant le texte remplacé.  Par exception, les modifications de nature strictement technique apportées par les services en vue de l’élaboration du texte final ne sont pas marquées. |

SOMMAIRE

Page

PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN 5

EXPOSÉ DES MOTIFS 120

AVIS de la commission de l’emploi et des affaires socialeS (\*) 123

AVIS de la commission des transports et du tourismE (\*) 210

AVIS Commission de la culture et de l’éducation 280

AVIS de la commission des droits de la femme et de l’égalité des genres 295

AVIS de la commission des pétitions 328

PROCÉDURE DE LA COMMISSION COMPÉTENTE AU FOND 420

VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL EN COMMISSION COMPÉTENTE AU FOND 422

(\*) Commissions associées – article 54 du règlement

PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services

(COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD))

(Procédure législative ordinaire: première lecture)

*Le Parlement européen*,

– vu la proposition de la Commission au Parlement européen et au Conseil (COM(2015)0615),

– vu l’article 294, paragraphe 2, et l’article 114 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, conformément auxquels la proposition lui a été présentée par la Commission (C8-0387/2015),

– vu l’article 294, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne,

– vu l’avis du Comité économique et social européen du 25 mai 2016[[1]](#footnote-1),

– vu l’article 59 de son règlement,

– vu le rapport de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs et les avis de la commission de l’emploi et des affaires sociales, de la commission des transports et du tourisme, de la commission de la culture et de l’éducation, de la commission des droits de la femme et de l’égalité des genres ainsi que de la commission des pétitions (A8-0188/2017),

1. arrête la position en première lecture figurant ci-après;

2. demande à la Commission de le saisir à nouveau si elle remplace, modifie de manière substantielle ou entend modifier de manière substantielle sa proposition;

3. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu’aux parlements nationaux.

<RepeatBlock-Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>1</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Visa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***vu la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, et en particulier son article 26,*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>2</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres ***grâce à l’élimination des*** obstacles à la libre circulation de certains produits et services accessibles. Cela augmentera la disponibilité ***de*** produits et services accessibles ***sur le*** marché intérieur. | (1) La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres ***et en éliminant les*** obstacles à la libre circulation de certains produits et services accessibles. Cela augmentera la disponibilité ***et améliorera l’accessibilité et l’utilité pratique des informations sur des*** produits et services accessibles ***au sein du*** marché intérieur. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>3</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de ***citoyens*** présentant ***un handicap et/ou une limitation fonctionnelle*** est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive et ***facilite*** l’autonomie. | (2) La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de ***personnes*** présentant ***une limitation fonctionnelle, y compris de personnes handicapées au sens de l’article premier de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (ci-après, «la convention»),*** est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive et ***constitue une condition préalable à*** l’autonomie. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>4</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 bis) L’accessibilité universelle, la conception pour tous et l’égalité des genres doivent être garanties dans les produits, outils, dispositifs et services afin qu’ils puissent être couramment utilisés par des personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>5</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (3) La disparité des dispositions législatives et administratives adoptées par les États membres en matière d’accessibilité ***des*** produits et services aux personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées, crée des obstacles à ***la*** libre circulation ***de ces produits et services*** et fausse la concurrence effective sur le marché intérieur. Ces obstacles portent tout particulièrement préjudice aux opérateurs économiques, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME). | (3) La disparité des dispositions législatives et administratives adoptées par les États membres en matière d’accessibilité ***de certains*** produits et services aux personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées, crée des obstacles à ***leur*** libre circulation et fausse la concurrence effective sur le marché intérieur***. Pour d’autres produits, les disparités devraient s’accroître du fait de l’entrée en vigueur de la convention.*** Ces obstacles portent tout particulièrement préjudice aux opérateurs économiques, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>6</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (5) Les consommateurs de produits accessibles et les bénéficiaires de services accessibles doivent s’accommoder de prix élevés du fait de la concurrence limitée qui existe entre les fournisseurs. La fragmentation des réglementations nationales limite les avantages qui pourraient résulter du partage d’expériences en matière d’adaptation aux évolutions sociétales et technologiques avec des pairs nationaux et internationaux. | (5) Les consommateurs de produits accessibles***, notamment de technologies d’assistance,*** et les bénéficiaires de services accessibles doivent s’accommoder de prix élevés du fait de la concurrence limitée qui existe entre les fournisseurs. La fragmentation des réglementations nationales limite les avantages qui pourraient résulter du partage d’expériences en matière d’adaptation aux évolutions sociétales et technologiques avec des pairs nationaux et internationaux. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>7</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) Il est donc nécessaire de rapprocher les mesures nationales à l’échelle de l’Union pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et mettre un terme à la fragmentation du marché des produits et services accessibles, pour réaliser des économies d’échelle, pour faciliter les échanges ***et la*** ***mobilité transfrontières***, ainsi que pour aider les opérateurs économiques à concentrer des ressources sur l’innovation plutôt qu’à les affecter à la ***mise en conformité avec des*** ***exigences légales fragmentées dans l’Union***. | (6) Il est donc nécessaire de rapprocher les mesures nationales à l’échelle de l’Union pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et mettre un terme à la fragmentation du marché des produits et services accessibles, pour réaliser des économies d’échelle, pour faciliter les échanges ***transfrontières, la libre circulation des marchandises et*** ***des services, ainsi que la*** ***libre circulation des personnes, y compris des personnes handicapées***, ainsi que pour aider les opérateurs économiques à concentrer des ressources sur l’innovation plutôt qu’à les affecter à la ***prise*** ***en charge des*** ***dépenses découlant d’une législation morcelée***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>8</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 8 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(8 bis) L’article 10 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne (TFUE) impose à l’Union de combattre la discrimination fondée sur le handicap dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions. L’article 19 du traité FUE lui confère le pouvoir de légiférer en vue de lutter contre toute discrimination.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>9</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (9) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés notamment par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Elle vise en particulier à assurer le plein respect du droit des personnes handicapées de bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté, et à promouvoir l’application ***de l’article*** 26 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. | (9) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés notamment par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Elle vise en particulier à assurer le plein respect du droit des personnes handicapées ***et des personnes âgées*** de bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté, et à promouvoir l’application ***des articles*** ***21, 25 et*** 26 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>10</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(9 bis) Une meilleure accessibilité des produits et des services améliorera l’existence, non seulement des personnes handicapées, mais également des personnes présentant d’autres limitations fonctionnelles permanentes ou temporaires, par exemple les personnes âgées, les femmes enceintes et les personnes voyageant avec des bagages. Cependant, il est important de limiter le champ d’application de la présente directive aux seules personnes handicapées et de ne pas l’élargir aux personnes présentant des limitations fonctionnelles permanentes ou temporaires en général, de manière à aligner la présente directive sur la convention et à assurer la sécurité juridique des opérateurs économiques.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>11</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(9 ter) La prévalence du handicap dans l’Union est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. Les femmes handicapées sont confrontées à de multiples formes de discrimination et sont confrontées à des obstacles significatifs dans l’exercice de leurs libertés et droits fondamentaux. Il est question, à ce propos, de violence physique, émotionnelle, sexuelle, économique et institutionnelle. Il faut mentionner également des discriminations en matière d’accès à l’éducation et à l’emploi, ce qui peut engendrer un isolement social et un traumatisme psychologique. Les femmes sont également exposées de manière disproportionnée au handicap dans leur rôle d’aidantes de membres de leur famille souffrant de handicap et font face à une discrimination par association plus fréquemment que les hommes. Vu ce qui précède, des mesures sont nécessaires pour assurer que l’égalité de traitement et les mesures et politiques positives en faveur des femmes handicapées et des mères d’enfants handicapés soient un droit fondamental de la personne humaine et une obligation morale.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>12</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (10) L’objectif général de la «stratégie pour le marché unique numérique» est de procurer des avantages économiques et sociaux durables grâce à un marché unique numérique connecté. Les consommateurs de l’Union ne profitent toujours pas pleinement des avantages en matière de prix et de choix que peut offrir le marché unique car les transactions en ligne transfrontières sont encore très limitées. La fragmentation a aussi pour effet de limiter la demande de transactions transfrontières de commerce électronique. Il convient également de mener des actions concertées pour faire en sorte que le nouveau contenu électronique soit totalement accessible aux personnes handicapées. Il est donc nécessaire d’harmoniser les exigences en matière d’accessibilité sur le marché unique numérique et de veiller à ce que tous les citoyens de l’Union, quelles que soient leurs capacités, puissent profiter de ses avantages. | (10) L’objectif général de la «stratégie pour le marché unique numérique» est de procurer des avantages économiques et sociaux durables grâce à un marché unique numérique connecté ***en facilitant les échanges commerciaux et en renforçant l’emploi au sein de l’Union***. Les consommateurs de l’Union ne profitent toujours pas pleinement des avantages en matière de prix et de choix que peut offrir le marché unique car les transactions en ligne transfrontières sont encore très limitées. La fragmentation a aussi pour effet de limiter la demande de transactions transfrontières de commerce électronique. Il convient également de mener des actions concertées pour faire en sorte que le nouveau contenu électronique soit totalement accessible aux personnes handicapées. Il est donc nécessaire d’harmoniser les exigences en matière d’accessibilité sur le marché unique numérique et de veiller à ce que tous les citoyens de l’Union, quelles que soient leurs capacités, puissent profiter de ses avantages. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>13</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 12 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(12 bis)*** ***L’article 4 de la Convention demande aux États parties d’entreprendre ou d’encourager la recherche et le développement, et d’encourager l’offre et l’utilisation de nouvelles technologies – y compris les technologies de l’information et de la communication, les aides à la mobilité, les appareils et accessoires, et les technologies d’assistance – qui soient adaptées aux personnes handicapées. La convention invite également à privilégier les technologies d’un coût abordable.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>14</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 13 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(13 ter)*** ***Au-delà des exigences définies dans la présente directive, des efforts devraient être consentis pour mettre en œuvre et faire respecter la législation de l’Union concernant les droits des passagers utilisant les transports en avion, en autobus, en train et par voie navigable. Ces efforts devraient se concentrer sur les aspects intermodaux en vue de promouvoir l’accessibilité sans obstacle, y compris des aspects tels que les infrastructures et les véhicules de transport.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>15</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 13 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(13 quater) La Commission devrait encourager les pouvoirs publics des villes à incorporer l’accessibilité sans obstacle aux services de transport urbain dans leurs plans de mobilité urbaine durable et à publier régulièrement une liste des pratiques exemplaires en matière d’accessibilité sans obstacle aux transports publics urbains et de mobilité sans entrave.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>16</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 15</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (15) La «Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves»***33***, en phase avec la convention, mentionne l’accessibilité parmi les huitdomaines d’action qu’elle a répertoriés et a pour objectif de garantir l’accessibilité des produits et des services. | (15) La ***communication de la Commission du 15 novembre 2010*** «Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves», en phase avec la convention, mentionne l’accessibilité***, préalable fondamental de la participation à la société,*** parmi les huitdomaines d’action qu’elle a répertoriés et a pour objectif de garantir l’accessibilité des produits et des services. |
| ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |  |
| ***33 COM(2010) 636.*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>17</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) Les produits et services relevant du champ d’application de la présente directive ont été sélectionnés à l’issue d’un examen réalisé au cours de l’élaboration de l’analyse d’impact, qui a recensé les produits et services pertinents pour les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes*** handicapées ***et les personnes âgées***, pour lesquels les États membres ont adopté ou sont susceptibles d’adopter des exigences nationales divergentes en matière d’accessibilité. | (16) Les produits et services relevant du champ d’application de la présente directive ont été sélectionnés à l’issue d’un examen réalisé au cours de l’élaboration de l’analyse d’impact, qui a recensé les produits et services pertinents pour les personnes handicapées, pour lesquels les États membres ont adopté ou sont susceptibles d’adopter des exigences nationales divergentes en matière d’accessibilité. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>18</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 16 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(16 bis) La directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil1 bis impose un certain nombre d’obligations aux fournisseurs de services de médias audiovisuels. Il est par conséquent plus approprié d’inclure des exigences en matière d’accessibilité dans cette directive. Cependant, en ce qui concerne les sites web et les services intégrés sur appareil mobile, la directive 2010/13/UE s’applique uniquement au contenu audiovisuel. Il convient donc d’inclure dans le champ d’application de la présente directive l’architecture des sites web et des services intégrés sur appareil mobile ainsi que tous les contenus qui ne relèvent pas du champ d’application de la directive 2010/13/UE. La présente directive devrait s’appliquer aux critères d’accessibilité pour les sites web et équipements de services de téléphonie. Elle devrait également s’appliquer aux critères d’accessibilité pour les services de téléphonie à moins qu’ils ne relèvent d’un autre acte de l’Union. Dans ce dernier cas, l’acte de l’Union en question devrait l’emporter sur la présente directive.*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil******du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive Services de médias audiovisuels) (JO L 95 du 15.4.2010, p. 1).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>19</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 17</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (17) Pour être accessible aux personnes handicapées ***et*** ***aux personnes âgées, chaque produit ou service doit*** respecter les exigences en matière d’accessibilité ***prévues*** à l’article3 et énumérées à l’annexeI. Les obligations en matière d’accessibilité pour le commerce électronique s’appliquent également à la vente en ligne de services en vertu de l’article 1er, paragraphe 2***, points a) à e)***, de la présente directive. | (17) Pour être accessible aux personnes handicapées***, chaque produit ou service relevant du champ d’application de la présente directive*** ***et*** ***mis sur le marché après la date d’application de la présente directive devrait*** respecter les exigences en matière d’accessibilité ***énoncées*** à l’article3 et énumérées à l’annexeI. Les obligations en matière d’accessibilité pour le commerce électronique s’appliquent également à la vente en ligne de services en vertu ***des points a) à e)*** de l’article 1er, paragraphe 2, de la présente directive. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>20</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 17 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(17 bis) Même lorsqu’un service est intégralement ou partiellement sous-traité à un tiers, son accessibilité ne devrait pas être compromise et les prestataires de services devraient se conformer aux obligations énoncées dans la présente directive. Les prestataires de services devraient également veiller à ce que leur personnel soit formé de manière adéquate et continue afin de s’assurer qu’il dispose de connaissances solides sur l’utilisation de produits et services accessibles. Cette formation devrait porter sur des questions telles que la fourniture d’informations, le conseil et la publicité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>21</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 18</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (18) Il est nécessaire que les exigences en matière d’accessibilité soient introduites de telle manière ***qu’elles entraînent*** le moins de contraintes possible pour les opérateurs économiques et les États membres, ce qui implique notamment qu’elles ne s’appliquent qu’aux produits et services soigneusement sélectionnés. | (18) Il est ***d’une part*** nécessaire que les exigences en matière d’accessibilité soient introduites de telle manière ***à avoir une efficacité maximale et à entraîner*** le moins de contraintes possible pour les opérateurs économiques et les États membres, ce qui implique notamment qu’elles ne s’appliquent qu’aux produits et services ***qui ont été*** soigneusement sélectionnés ***et qui entrent sur le marché après la date d’application de la présente directive. Il est d’autre part nécessaire de permettre aux opérateurs économiques de mettre efficacement en œuvre les exigences en matière d’accessibilité établies dans la présente directive, en tenant tout particulièrement compte de la durée de vie des terminaux en libre-service, des distributeurs de titres de transport et des bornes d’enregistrement automatiques. En outre, le rôle particulier des PME dans le marché intérieur européen devrait être pris en considération. Par ailleurs, les micro-entreprises, du fait de leur taille, de leurs ressources et de leur nature, ne devraient pas être tenues de se conformer aux obligations en matière d’accessibilité énoncées dans la présente directive ou être contraintes de recourir à la procédure de l’article 12 pour être exemptées des obligations de la présente directive***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>22</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 20 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(20 bis) Afin d’assurer un meilleur fonctionnement du marché intérieur, les autorités nationales devraient utiliser les exigences en matière d’accessibilité prévues par la présente directive lors de l’application des dispositions relatives à l’accessibilité des actes juridiques de l’Union visés par la présente directive. La présente directive ne devrait pas, cependant, modifier la nature obligatoire ou facultative des dispositions qui figurent dans ces autres actes juridiques de l’Union. Elle devrait ainsi garantir que, lors de l’application des obligations en matière d’accessibilité conformément à ces autres actes, ces obligations soient les mêmes à travers l’Union.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>23</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 21</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (21) La ***proposition de la Commission relative à une directive*** du Parlement européen et du Conseil34 prévoit des exigences en matière d’accessibilité pour ***un éventail spécifique*** de sites web ***d’organismes du secteur public***. En outre, elle ***propose d’établir*** les fondements d’une méthode de contrôle de la conformité des sites web concernés aux exigences figurant dans ladite directive et de présentation des rapports sur les résultats de ce contrôle. Tant les exigences en matière d’accessibilité que la méthode de contrôle et de présentation de rapports prévues dans ladite directive doivent être appliquées aux sites web d’organismes du secteur public. Aux fins notamment de veiller à ce que les autorités compétentes appliquent les mêmes exigences en matière d’accessibilité quel que soit le type de ***site*** web réglementé, les exigences en matière d’accessibilité énoncées dans la présente directive devraient être alignées sur celles de la ***proposition de*** directive ***relative à l’accessibilité des sites web d’organismes du secteur public***. Les activités de commerce électronique des sites web d’organismes du secteur public qui ne sont pas régies par ladite directive entrent dans le champ d’application de la présente directive afin de garantir que la vente en ligne de produits et services est accessible aux personnes handicapées ***et aux personnes âgées***, qu’il s’agisse d’une vente publique ou privée. | (21)La ***directive (UE) 2016/2102*** du Parlement européen et du Conseil34 prévoit des exigences en matière d’accessibilité pour ***les sites web et les applications mobiles des organismes du secteur public.*** ***Néanmoins, le fait de rendre certains contenus de sites web et d’applications mobiles et certains types de sites web et d’applications mobiles entièrement accessibles créant une charge disproportionnée, ladite directive contient une liste spécifique d’exceptions.*** En outre, elle ***établit*** les fondements d’une méthode de contrôle de la conformité des sites web ***et applications mobiles*** concernés aux exigences figurant dans ladite directive et de présentation des rapports sur les résultats de ce contrôle. Tant les exigences en matière d’accessibilité que la méthode de contrôle et de présentation de rapports prévues dans ladite directive doivent être appliquées aux sites web ***et applications mobiles*** d’organismes du secteur public. Aux fins notamment de veiller à ce que les autorités compétentes appliquent les mêmes exigences en matière d’accessibilité quel que soit le type de ***sites*** web ***ou d’applications mobiles*** réglementé, les exigences en matière d’accessibilité énoncées dans la présente directive devraient être alignées sur celles de la directive ***(UE) 2016/2102***. Les activités de commerce électronique des sites web ***et applications mobiles*** d’organismes du secteur public qui ne sont pas régies par ladite directive entrent dans le champ d’application de la présente directive afin de garantir que la vente en ligne de produits et services est accessible aux personnes handicapées, qu’il s’agisse d’une vente publique ou privée. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 34 ***Proposition de directive*** du Parlement européen et du Conseil relative à l’accessibilité des sites ***web d’organismes*** du secteur public***,*** ***COM***(***2012) 721 final***. | 34 ***Directive (UE) 2016/2102*** du Parlement européen et du Conseil ***du 26 octobre 2016*** relative à l’accessibilité des sites ***internet et des applications mobiles des organismes*** du secteur public (***JO L 327 du 2.12.2016, p. 1)***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>24</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 22 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(22 bis) Certains aspects des obligations en matière d’accessibilité énoncées dans la présente directive, en particulier celles qui figurent à l’annexe I à propos de la fourniture d’informations, sont déjà couverts par des actes législatifs existants de l’Union dans le domaine du transport. Ces actes sont notamment le règlement (CE) nº 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil1 bis, le règlement (UE) nº 1300/2014 du Parlement européen et du Conseil1 ter, et le règlement (UE) nº 454/20111 quater de la Commission en ce qui concerne le transport ferroviaire; le règlement (UE) nº 181/2011 du Parlement européen et du Conseil1 quinquies en ce qui concerne le transport par autobus et autocar; et le règlement (UE) nº 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil1 sexies en ce qui concerne le transport maritime. S’il est satisfait aux volets concernés de ces actes, alors, dans un souci de cohérence et de prévisibilité réglementaires pour les opérateurs économiques auxquels ils s’appliquent, les obligations de la présente directive devraient également être réputées satisfaites. Cependant, lorsque les exigences en matière d’accessibilité ne sont pas couvertes par ces actes, par exemple l’obligation d’assurer l’accessibilité des sites web des compagnies aériennes, la présente directive devrait s’appliquer.*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis Règlement (CE) nº 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires (JO L 315 du 3.12.2007, p. 14).*** |
|  | ***1 ter Règlement (UE) nº 1300/2014 de la Commission du 18 novembre 2014 sur les spécifications techniques d’interopérabilité relatives à l’accessibilité du système ferroviaire de l’Union pour les personnes handicapées et les personnes à mobilité réduite (JO L 356 du 12.12.2014, p. 110).*** |
|  | ***1 quater Règlement (UE) nº 454/2011 de la Commission du 5 mai 2011 relatif à la spécification technique d’interopérabilité concernant le sous-système «applications télématiques au service des voyageurs» du système ferroviaire transeuropéen (JO L 123 du 12.5.2011, p. 11).*** |
|  | ***1 quinquies Règlement (UE) nº 181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) nº 2006/2004 (JO L 55 du 28.2.2011, p. 1).*** |
|  | ***1 sexies Règlement (UE) nº 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 concernant les droits des passagers voyageant par mer ou par voie de navigation intérieure et modifiant le règlement (CE) nº 2006/2004 (JO L 334 du 17.12.2010, p. 1).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>25</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 22 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(22 ter) La présente directive est destinée à compléter la législation sectorielle de l’Union qui couvre les aspects non régis par la présente directive.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>26</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 22 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(22 quater) La détermination du champ d’application de la présente directive en ce qui concerne les services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs devrait s’appuyer sur la législation sectorielle existante concernant les droits des passagers. Lorsque la présente directive ne s’applique pas à certain types de services de transport, les États membres devraient avoir la faculté d’encourager les prestataires de services à appliquer les obligations en matière d’accessibilité que prévoit la présente directive.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>27</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 23</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (23) Dans certains cas, ***des exigences communes en matière d’accessibilité applicables à l’environnement bâti faciliteraient la libre circulation*** des services concernés ***et des personnes handicapées***. C’est pourquoi la présente directive ***permet aux*** États membres ***d’inclure*** l’environnement bâti utilisé dans la fourniture des services dans le champ d’application de la présente directive, garantissant le respect des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe X. | (23) Dans certains cas, ***l’accessibilité à l’environnement bâti est indispensable pour permettre aux personnes handicapées de bénéficier réellement*** des services concernés. C’est pourquoi la présente directive ***devrait obliger les*** États membres ***à inclure*** l’environnement bâti utilisé dans la fourniture des services dans le champ d’application de la présente directive, garantissant le respect des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe X. ***Les États membres ne devraient toutefois pas être obligés de modifier leurs dispositions législatives nationales sur l’accessibilité de l’environnement bâti ou d’en introduire, s’ils ont déjà adopté une législation nationale couvrant de manière adéquate l’environnement bâti des services concernés. Par ailleurs, les exigences en matière d’accessibilité ne devraient s’appliquer que lors de la construction de nouvelles infrastructures ou de rénovations importantes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>28</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 23 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(23 bis)*** ***Si le droit de l’Union en vigueur prévoit le caractère volontaire des exigences en matière d’accessibilité, il ne devrait pas être modifié par la présente directive.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>29</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 24</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (24) Il est nécessaire de prévoir que, pour les actes législatifs de l’Union établissant des obligations en matière d’accessibilité sans prévoir d’exigences ou de spécifications pertinentes, l’accessibilité est définie par référence aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. ***C’est le cas de*** la directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil35, ***de*** la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil36 et ***de*** la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil37, qui exigent que les spécifications techniques et les exigences techniques ou fonctionnelles des concessions, travaux ou services relevant de leur champ d’application prennent en considération des critères d’accessibilité pour les personnes handicapées ou la notion de «conception pour tous». | (24) Il est nécessaire de prévoir que, pour les actes législatifs de l’Union établissant des obligations en matière d’accessibilité sans prévoir d’exigences ou de spécifications pertinentes, l’accessibilité est définie par référence aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. ***Parmi ces actes figurent*** la directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil35, la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil36 et la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil37, qui exigent que les spécifications techniques et les exigences techniques ou fonctionnelles des concessions, travaux ou services relevant de leur champ d’application prennent en considération des critères d’accessibilité pour les personnes handicapées ou la notion de «conception pour tous». |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 35 Directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l’attribution de contrats de concession (JO L 94 du 28.3.2014, p. 1). | 35 Directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l’attribution de contrats de concession (JO L 94 du 28.3.2014, p. 1). |
| 36 Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (JO L 94 du 28.3.2014, p. 65). | 36 Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (JO L 94 du 28.3.2014, p. 65). |
| 37 Directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l’eau, de l’énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE (JO L 94 du 28.3.2014, p. 243). | 37 Directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l’eau, de l’énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE (JO L 94 du 28.3.2014, p. 243). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>30</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 24 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(24 bis) L’obligation d’assurer l’accessibilité des infrastructures de transport sur le réseau transeuropéen de transport figure dans le règlement (UE) nº 1315/2013 du Parlement européen et du Conseil1 bis. Les obligations en matière d’accessibilité que prévoit la présente directive devraient également s’appliquer à certains éléments de l’infrastructure de transport réglementés par ledit règlement, pour autant que les produits et services régis par la présente directive soient concernés et que les infrastructures et l’environnement bâti en rapport avec ces services soient destinés à l’usage des voyageurs.*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis Règlement (UE) nº 1315/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 sur les orientations de l’Union pour le développement du réseau transeuropéen de transport (JO L 348 du 20.12.2013, p. 1).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>31</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 24 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(24 ter) La présente directive ne devrait pas, cependant, modifier la nature obligatoire ou facultative des dispositions qui figurent dans ces autres actes législatifs de l’Union, comme l’article 67 de la directive 2014/24/UE relatif aux critères d’attribution du marché que les pouvoirs adjudicateurs peuvent utiliser pour déterminer l’offre économiquement la plus avantageuse. Les éventuels aspects sociaux, s’ils sont considérés comme liés à l’objet du marché public en question, peuvent être inclus. La présente directive devrait ainsi garantir que, lors de l’application des obligations en matière d’accessibilité conformément à ces autres actes, ces obligations soient les mêmes à travers l’Union.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>32</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 25</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (25) L’accessibilité devrait résulter de l’élimination et de la prévention des obstacles, de préférence au moyen d’une approche caractérisée par la conception universelle («conception pour tous»). L’accessibilité ne devrait pas exclure la mise à disposition d’aménagements raisonnables, si la législation nationale ou de l’Union l’exige. | (25) L’accessibilité devrait résulter de l’élimination et de la prévention des obstacles, de préférence au moyen d’une approche caractérisée par la conception universelle («conception pour tous»). ***Selon la convention, cette approche désigne «la conception de produits, d’équipements, de programmes et de services qui puissent être utilisés par tous, dans toute la mesure possible, sans nécessiter ni adaptation ni conception spéciale». Conformément à la convention, la «conception universelle» «n’exclut pas les appareils et accessoires fonctionnels pour des catégories particulières de personnes handicapées là où ils sont nécessaires».*** L’accessibilité ne devrait pas exclure la mise à disposition d’aménagements raisonnables, si la législation nationale ou de l’Union l’exige. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>33</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 25 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(25 bis) Le fait qu’un produit ou un service entre dans le champ d’application de la présente directive n’amène pas d’office à inclure ce produit ou ce service dans le champ d’application de la directive 93/42/CEE1 bis du Conseil.*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis Directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux (JO L 169 du 12.7.1993, p. 1).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>34</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 25 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(25 ter) Lors de la définition et de la classification des besoins des personnes handicapées auxquels le produit ou service doit répondre, le principe de la conception universelle devrait être interprété sur la base de l’observation générale nº 2(2014) du comité des droits des personnes handicapées des Nations unies sur l’article 9 de la convention.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>35</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 27</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (27) La présente directive devrait se fonder sur la décision nº 768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil38 dans la mesure où elle concerne des produits déjà soumis à d’autres actes de l’Union, assurant ainsi la cohérence de la législation de l’Union. | (27) La présente directive devrait se fonder sur la décision nº 768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil38 dans la mesure où elle concerne des produits déjà soumis à d’autres actes de l’Union, assurant ainsi la cohérence de la législation de l’Union. ***Cependant, les dispositions de cette décision relatives à la sécurité, par exemple celles qui concernent les rappels, ne devraient pas faire partie intégrante de la présente directive, étant donné qu’un produit non accessible n’est pas un produit dangereux.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 38 Décision nº 768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits (JO L 218 du 13.8.2008, p. 82). | 38 Décision nº 768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits (JO L 218 du 13.8.2008, p. 82). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>36</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 28</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (28) Tous les opérateurs économiques intervenant dans la chaîne d’approvisionnement et de distribution devraient faire en sorte qu’ils ne mettent à disposition sur le marché que des produits conformes aux exigences en matière d’accessibilité de la présente directive. Il convient de prévoir une répartition claire et proportionnée des obligations correspondant au rôle de chaque opérateur dans le processus d’approvisionnement et de distribution. | (28) Tous les opérateurs économiques ***relevant du champ d’application de la présente directive et*** intervenant dans la chaîne d’approvisionnement et de distribution devraient faire en sorte qu’ils ne mettent à disposition sur le marché que des produits conformes aux exigences en matière d’accessibilité de la présente directive. Il convient de prévoir une répartition claire et proportionnée des obligations correspondant au rôle de chaque opérateur dans le processus d’approvisionnement et de distribution. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>37</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 29</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (29) Les opérateurs économiques devraient être responsables de la conformité des produits et services, en fonction de leur rôle respectif dans la chaîne d’approvisionnement, de manière à ***garantir un niveau élevé de protection de l’accessibilité et*** une concurrence loyale sur le marché de l’Union***.*** | (29) Les opérateurs économiques devraient être responsables de la conformité des produits et services, en fonction de leur rôle respectif dans la chaîne d’approvisionnement, de manière à ***parvenir à une accessibilité améliorée et à garantir*** une concurrence loyale sur le marché de l’Union |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>38</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 30</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (30) En raison de la connaissance détaillée qu’il a de la conception et du processus de production, le fabricant est le mieux placé pour accomplir intégralement ***la procédure d’évaluation*** de la conformité. ***C’est également*** à lui que ***devraient*** incomber ***les obligations liées à l’évaluation*** de la ***conformité***. | (30) En raison de la connaissance détaillée qu’il a de la conception et du processus de production, le fabricant est le mieux placé pour accomplir intégralement ***l’évaluation*** de la conformité. ***Cependant, ce n’est pas*** à lui ***seul*** que ***devrait*** incomber ***la responsabilité de cette évaluation. Une autorité renforcée de surveillance du marché pourrait jouer un rôle crucial dans la procédure d’évaluation.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>39</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 32</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (32) Les importateurs devraient veiller à ce que les produits en provenance de pays tiers qui entrent sur le marché de l’Union soient conformes aux exigences en matière d’accessibilité de la présente directive, ***et veiller notamment à ce que les fabricants aient appliqué les*** procédures d’évaluation de la conformité adaptées à ces produits. | (32) Les importateurs devraient veiller à ce que les produits en provenance de pays tiers qui entrent sur le marché de l’Union soient conformes aux exigences en matière d’accessibilité de la présente directive, ***en fournissant toutes les informations nécessaires à l’autorité de surveillance du marché compétente aux fins de l’exécution des*** procédures d’évaluation de la conformité adaptées à ces produits. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>40</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 36</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (36) Pour des raisons de proportionnalité, les exigences en matière d’accessibilité ne devraient ***s’appliquer que dans la mesure où elles n’imposent pas*** de charge disproportionnée à l’opérateur économique concerné ou n’exigent pas que des changements soient apportés aux produits et services qui entraîneraient leur modification radicale selon les critères spécifiés. | (36) Pour des raisons de proportionnalité, les exigences en matière d’accessibilité ne devraient ***pas imposer*** de charge disproportionnée à l’opérateur économique concerné ou n’exigent pas que des changements soient apportés aux produits et services qui entraîneraient leur modification radicale selon les critères spécifiés. ***Il faut néanmoins des mécanismes de contrôle afin de vérifier le droit aux dérogations à l’application des exigences en matière d’accessibilité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>41</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 36 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(36 bis)*** ***Pour évaluer si le respect des exigences en matière d’accessibilité impose une charge disproportionnée aux opérateurs économiques, il convient de tenir compte de la taille, des ressources et de la nature de ces opérateurs économiques ainsi que de l’estimation des coûts et des avantages que représente pour eux le respect de ces exigences par rapport à l’estimation des avantages pour les personnes handicapées. Cette analyse coûts – bénéfices devrait tenir compte, entre autres, de la fréquence et de la durée d’utilisation du produit ou du service spécifique, y compris de l’estimation du nombre de personnes handicapées qui utilisent le produit ou le service spécifique, de la durée de vie de l’infrastructure et des produits utilisés pour fournir un service et de la mesure dans laquelle d’autres solutions sont mises gratuitement à disposition, y compris par les prestataires de services de transport de voyageurs. Lors de l’évaluation visant à déterminer si, le cas échéant, les exigences en matière d’accessibilité ne peuvent être satisfaites compte tenu de la charge disproportionnée qu’elles imposeraient, seules des raisons légitimes devraient être prises en compte. L’absence de priorité ou le manque de temps ou de connaissances ne constituent pas des raisons légitimes.*** |

</Amend><Amend>**Amendement** <NumAm>42</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 39</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (39) Afin de faciliter l’évaluation de la conformité aux exigences applicables, il est nécessaire d’instaurer une présomption de conformité pour les produits et services qui répondent aux normes harmonisées volontaires adoptées conformément au règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil39 aux fins de la formulation des spécifications techniques détaillées de ces exigences. La Commission a déjà adressé aux organismes européens de normalisation un certain nombre de demandes de normalisation portant sur l’accessibilité, qui seraient pertinentes pour l’élaboration de normes harmonisées. | (39) Afin de faciliter l’évaluation de la conformité aux exigences applicables ***en matière d’accessibilité***, il est nécessaire d’instaurer une présomption de conformité pour les produits et services qui répondent aux normes harmonisées volontaires adoptées conformément au règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil39 aux fins de la formulation des spécifications techniques détaillées de ces exigences. La Commission a déjà adressé aux organismes européens de normalisation un certain nombre de demandes de normalisation portant sur l’accessibilité, qui seraient pertinentes pour l’élaboration de normes harmonisées. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 39 Règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision nº 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 316 du 14.11.2012, p. 12). | 39 Règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision nº 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 316 du 14.11.2012, p. 12). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>43</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 39 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(39 bis) Le règlement (UE) nº 1025/2012 prévoit une procédure pour la présentation d’objections formelles à l’encontre de normes harmonisées jugées non conformes aux exigences de la présente directive.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>44</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 40</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (40) ***En l’absence de normes harmonisées et, si nécessaire, à des fins d’harmonisation du marché, la Commission devrait être en mesure d’adopter des actes d’exécution établissant des spécifications techniques communes pour les exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive.*** | (40) ***Les normes européennes devraient être ajustées aux conditions du marché, tenir compte de l’intérêt public, ainsi que des objectifs clairement formulés dans la demande d’élaboration de normes harmonisées adressée par la Commission à une ou plusieurs organisations de normalisation européennes, et s’appuyer sur un consensus. Les spécifications techniques ne devraient donc être qu’une solution de dernier recours. La Commission devrait avoir la faculté d’adopter des spécifications techniques, par exemple, lorsque le processus de normalisation est bloqué en raison de l’absence de consensus entre les parties prenantes, et que cela crée des retards exagérés dans la mise en place d’une exigence, telle que l’interopérabilité, qu’il serait impossible de mettre en œuvre sans l’adoption d’une norme appropriée. La Commission devrait accorder suffisamment de temps entre l’adoption d’une demande d’élaboration de normes harmonisées auprès d’une ou plusieurs organisations de normalisation européennes et l’adoption d’une spécification technique liée à la même exigence en matière d’accessibilité. La Commission ne devrait être autorisée à adopter une spécification technique qu’après avoir essayé d’assurer la couverture des exigences en matière d’accessibilité par le système européen de normalisation. La Commission ne devrait pas utiliser la procédure d’adoption de spécifications techniques pour contourner le système européen de normalisation.*** |

</Amend><Amend>**Amendement** <NumAm>45</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 40 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(40 bis) En vue d’établir des normes harmonisées et des spécifications techniques respectant, avec un maximum d’efficacité, les exigences en matière d’accessibilité énoncées dans la présente directive pour les produits et les services, la Commission devrait, dans la mesure du possible, associer au processus décisionnel les organisations faîtières européennes représentant les intérêts des personnes handicapées et toutes les autres parties prenantes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>46</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 42 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(42 bis) Lorsqu’elles effectuent la surveillance d’un produit sur le marché, les autorités de surveillance du marché devraient examiner l’évaluation en coopération avec des personnes handicapées et les organisations qui les représentent, ainsi que leurs intérêts.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>47</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 44</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (44) ***Le marquage «CE», qui matérialise la conformité d’un produit aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive, est le résultat visible d’un processus global comprenant l’évaluation de la conformité au sens large.*** Il convient que la présente directive respecte les principes généraux régissant ***le marquage «CE» établis dans*** le règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil40 fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits. | (44) Il convient que la présente directive respecte les principes généraux régissant le règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil40 fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits. ***En plus de la déclaration de conformité, le fabricant devrait informer les consommateurs, à moindre coût, de l’accessibilité de leurs produits au moyen d’une notice sur l’emballage.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 40 Règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) nº 339/93 du Conseil (JO L 218 du 13.8.2008, p. 30). | 40 Règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) nº 339/93 du Conseil (JO L 218 du 13.8.2008, p. 30). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>48</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 45</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (45) ***Conformément au règlement (CE) nº 765/2008, en apposant le marquage «CE» sur un produit, le fabricant déclare que celui-ci est conforme à toutes les exigences applicables en matière d’accessibilité et qu’il en assume l’entière responsabilité***. | (45) ***La non-conformité d’un produit aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3 ne devrait pas constituer en soi un risque grave au sens de l’article 20 du règlement (CE) nº 765/2008***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>49</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 48</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (48) Les États membres devraient veiller à ce que les autorités de surveillance du marché contrôlent si les opérateurs économiques ont respecté les critères mentionnés à l’article 12, paragraphe 3, conformément au chapitre V. | (48) Les États membres devraient veiller à ce que les autorités de surveillance du marché contrôlent si les opérateurs économiques ont respecté les critères mentionnés à l’article 12, paragraphe 3, conformément au chapitre V ***et organisent régulièrement des consultations avec les organisations qui représentent les personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>50</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 48 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(48 bis) La création de bases de données nationales contenant l’ensemble des informations pertinentes relatives au degré d’accessibilité des produits et services répertoriés dans la présente directive permettrait une meilleure inclusion des personnes handicapées et de leurs organisations dans la surveillance du marché.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>51</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 49</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (49) Les États membres devraient veiller à ce que les autorités compétentes visées à l’article 22 notifient à la Commission le recours aux exceptions visées à l’article 22, paragraphe 1, et joignent à leur notification l’évaluation visée au paragraphe 2, conformément au chapitre VI. | (49)Les États membres devraient veiller à ce que les autorités compétentes notifient à la Commission le recours aux exceptions établies à l’article 22. ***L’évaluation initiale accomplie par les autorités compétentes concernées devrait être soumise à la Commission, à sa demande. Pour évaluer si le respect des exigences en matière d’accessibilité impose une charge disproportionnée aux autorités compétentes, il convient de tenir compte de la taille, des ressources et de la nature de ces autorités compétentes ainsi que de l’estimation des coûts et des avantages que représente pour elles le respect de ces exigences par rapport à l’estimation des avantages pour les personnes handicapées. Cette analyse coûts – bénéfices devrait tenir compte, entre autres, de la fréquence et de la durée d’utilisation du produit ou du service spécifique, y compris de l’estimation du nombre de personnes handicapées qui utilisent le produit ou le service spécifique, de la durée de vie de l’infrastructure et des produits utilisés pour fournir un service et de la mesure dans laquelle d’autres solutions sont mises gratuitement à disposition, y compris par les prestataires de services de transport de voyageurs. Lors de l’évaluation visant à déterminer si, le cas échéant, les exigences en matière d’accessibilité imposeraient une charge disproportionnée, seules des raisons légitimes devraient être prises en compte. L’absence de priorité ou le manque de temps ou de connaissances ne constituent pas des raisons légitimes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>52</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 50</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (50) Il convient d’instaurer une procédure de sauvegarde qui ne s’appliquerait qu’en cas de désaccord entre les États membres sur les mesures prises par un État membre et qui permettrait aux parties intéressées d’être informées des mesures qu’il est prévu de prendre à l’égard des produits non conformes aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. Cette procédure de sauvegarde devrait également permettre aux autorités de surveillance du marché, en coopération avec les opérateurs économiques concernés, d’agir à un stade plus précoce en ce qui concerne ces produits. | (50) Il convient d’instaurer une procédure de sauvegarde qui ne s’appliquerait qu’en cas de désaccord entre les États membres sur les mesures prises par un État membre et qui permettrait aux parties intéressées d’être informées des mesures qu’il est prévu de prendre à l’égard des produits non conformes aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. Cette procédure de sauvegarde devrait également permettre aux autorités de surveillance du marché, en coopération avec les ***organisations représentant les personnes handicapées, ainsi qu’avec les*** opérateurs économiques concernés, d’agir à un stade plus précoce en ce qui concerne ces produits. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>53</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 51 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(51 bis) Dans un souci de bonne application du principe de proportionnalité en ce qui concerne les obligations relatives à l’identification des opérateurs économiques et les critères à utiliser pour évaluer si le respect d’une obligation au titre de la présente directive imposerait une charge disproportionnée, le pouvoir d’adopter des actes conformément à l’article 290 du traité FUE devrait être délégué à la Commission pour définir la période durant laquelle les opérateurs économiques doivent être en mesure d’identifier tout opérateur économique qui leur a fourni un produit ou tout opérateur économique auquel ils ont fourni un produit, et adopter des lignes directrices, et pour préciser davantage les critères qu’il y a lieu de prendre en compte pour tous les produits et services relevant de la présente directive lors de l’évaluation permettant de déterminer si la charge est à considérer ou non comme disproportionnée, sans modifier ces critères. Cette période devrait être proportionnée au cycle de vie du produit. Il importe particulièrement que la Commission procède aux consultations appropriées durant son travail préparatoire, y compris au niveau des experts, et que ces consultations soient menées conformément aux principes définis dans l’accord interinstitutionnel du 13 avril 2016 «Mieux légiférer»1 bis. En particulier, pour assurer leur égale participation à la préparation des actes délégués, le Parlement européen et le Conseil reçoivent tous les documents au même moment que les experts des États membres, et leurs experts ont systématiquement accès aux réunions des groupes d’experts de la Commission traitant de la préparation des actes délégués.*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis JO L 123 du 12.5.2016, p. 1.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>54</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 51 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(51 ter) Les États membres devraient veiller à ce que des moyens suffisants et efficaces existent pour assurer le respect de la présente directive et, dès lors, mettre en place des mécanismes de contrôle appropriés, tels que des contrôles a posteriori par les autorités de surveillance du marché, afin de vérifier que la dérogation à l’application des exigences d’accessibilité est justifiée. Lors du traitement de plaintes en matière d’accessibilité, les États membres devraient se conformer au principe général de bonne administration et, en particulier, à l’obligation des fonctionnaires de veiller à ce qu’une décision soit prise pour chaque plainte dans un délai raisonnable.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>55</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 52 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(52 bis) Les États membres devraient assurer l’existence de voies de recours efficaces et rapides contre des décisions prises par les autorités et entités contractantes sur la question de savoir si un marché donné relève du champ d’application des directives 2014/24/UE et 2014/25/UE. Vu le cadre juridique existant en ce qui concerne les recours dans les domaines que couvrent les directives 2014/24/UE et 2014/25/UE, il convient cependant d’exclure ces domaines des dispositions de la présente directive relatives aux mesures d’exécution et aux sanctions. Une telle exclusion est sans préjudice de l’obligation que les traités font aux États membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l’application et l’efficacité du droit de l’Union.*** |

</Amend>

**<Amend>Amendement<NumAm>56</NumAm>**

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 53 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(53 bis) Les obligations qu’impose la présente directive en matière d’accessibilité devraient s’appliquer aux produits mis sur le marché de l’Union après la date d’application des mesures nationales qui transposent la présente directive, y compris aux produits usagés et de seconde main importés d’un pays tiers et mis sur le marché de l’Union après cette date.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>57</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 53 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(53 ter) Toutefois, les marchés publics de fournitures, de travaux ou de services qui relèvent de la directive 2014/24/UE ou de la directive 2014/25/UE et qui ont été attribués avant la date d’application de la présente directive devraient continuer d’être exécutés conformément aux éventuelles exigences en matière d’accessibilité prévues par ces marchés.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>58</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 53 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(53 quater) Afin de donner aux prestataires de services un temps suffisant pour s’adapter aux exigences de la présente directive, il est nécessaire de prévoir une période de transition, pendant laquelle les produits utilisés pour la prestation d’un service ne doivent pas satisfaire aux obligations en matière d’accessibilité qui figurent dans la présente directive. Vu le coût et la longueur du cycle de vie des guichets de banque, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques, il est approprié de prévoir que, lorsque de tels dispositifs sont utilisés pour la prestation de services, ils peuvent continuer à l’être jusqu’à la fin de leur vie économiquement utile.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>59</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 54 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(54 bis) Le déploiement d’applications qui fournissent des informations grâce à des services de données géographiques contribue à la circulation de manière autonome et en toute sécurité des personnes handicapées. Les données géographiques utilisées par de telles applications devraient permettre de fournir des informations adaptées aux besoins spécifiques des personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>60</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article -1 (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article -1*** |
|  | ***Objet*** |
|  | ***La présente directive a pour objet d’éliminer et de prévenir les obstacles à la libre circulation des produits et des services couverts par la présente directive découlant d’exigences divergentes en matière d’accessibilité dans les États membres. Elle a également pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les obligations d’accessibilité de certains produits et services.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>61</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les chapitres I, II à V et VII s’appliquent aux produits suivants***:*** | 1. Les chapitres I, II à V et VII s’appliquent aux produits suivants***, mis sur le marché de l’Union après le ...*** ***[date d’application de la présente directive];*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>62</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) matériel informatique et systèmes d’exploitation à usage général; | a) matériel informatique et ***ses*** systèmes d’exploitation ***embarqués*** à usage général***, destinés à être utilisés par les consommateurs***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>63</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point b – sous-point iii bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***iii bis) terminaux de paiement;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>64</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) équipements terminaux grand public ***avec capacités informatiques avancées,*** liés aux services de téléphonie; | c) équipements terminaux grand public liés aux services de téléphonie; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>65</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) équipements terminaux grand public ***avec capacités informatiques avancées,*** liés aux services de médias audiovisuels. | d) équipements terminaux grand public liés aux services de médias audiovisuels. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>66</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point d bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis) lecteurs de livres numériques.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>67</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Les*** chapitres I, II à V et VII s’appliquent aux services suivants***:*** | 2. ***Sans préjudice de l’article 27, les*** chapitres I, II à V et VII s’appliquent aux services suivants***, fournis après le ... [date d’application de la présente directive];*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>68</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point -a (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***-a) systèmes d’exploitation lorsqu’ils ne sont pas intégrés dans le matériel informatique et sont fournis en tant que bien incorporel aux consommateurs;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>69</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) services de téléphonie et équipements terminaux connexes grand public ***avec capacités informatiques avancées***; | a) services de téléphonie et équipements terminaux connexes grand public; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>70</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend><Article>Article 1 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) services de médias audiovisuels ***et équipements connexes grand public avec capacités informatiques avancées***; | b) ***sites web et services intégrés sur appareils mobiles des*** services de médias audiovisuels; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>71</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) services bancaires; | d) services bancaires ***aux consommateurs***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>72</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| e) livres numériques; | e) livres numériques ***et équipements liés, utilisés par le prestataire de services pour la fourniture de ces services, et l’accès à ces derniers***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>73</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) marchés publics et concessions régis par la directive 2014/23/UE***42***, la directive 2014/24/UE et la directive 2014/25/UE. | a) marchés publics et concessions régis par la directive 2014/23/UE, la directive 2014/24/UE et la directive 2014/25/UE***, conçus ou accordés après le ... [date d’application de la présente directive];*** |
| ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |  |
| ***42 Directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l’attribution de contrats de concession (JO L 94 du 28.3.2014, p. 1).*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>74</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) préparation et mise en œuvre des programmes au titre du règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ***portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche***43***;*** et du règlement (UE) nº 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil44; | b) préparation et mise en œuvre des programmes au titre du règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil43et du règlement (UE) nº 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil44***, adoptés ou mis en œuvre après le ... [date d’application de la présente directive];*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 43 Règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) nº 1083/2006 du Conseil (JO L 347 du 20.12.2013, p. 320). | 43 Règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) nº 1083/2006 du Conseil (JO L 347 du 20.12.2013, p. 320). |
| 44 Règlement (UE) nº 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) nº 1081/2006 du Conseil. | 44 Règlement (UE) nº 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) nº 1081/2006 du Conseil ***(JO L 347 du 20.12.2013, p. 470)***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>75</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) ***procédures*** d’appel d’offres pour des services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route en vertu du règlement (CE) nº 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil.***45*** | c) ***contrats de service public attribués, directement ou par voie*** d’appel d’offres ***concurrentiel, après le … [date d’application de la présente directive],*** pour des services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route en vertu du règlement (CE) nº 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil***45***. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 45 Règlement (CE) nº 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE) nº 1191/69 et (CEE) nº 1107/70 du Conseil (JO L 315 du 3.12.2007, p. 1). | 45 Règlement (CE) nº 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE) nº 1191/69 et (CEE) nº 1107/70 du Conseil (JO L 315 du 3.12.2007, p. 1). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>76</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d)infrastructures de transport conformément au règlement(UE) nº 1315/2013 ***du Parlement européen et du Conseil46***. | d)infrastructures de transport conformément au règlement(UE) nº 1315/2013***, conçues ou construites après le ... [date d’application de la présente directive];*** |
| ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |  |
| ***46 Règlement (UE) nº 1315/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 sur les orientations de l’Union pour le développement du réseau transeuropéen de transport (JO L 348 du 20.12.2013, p. 1).*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>77</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 – point d bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis) règlements existants qui traitent des services de transport afin de permettre une cohérence accrue entre eux et d’inclure les aspects intermodaux indispensables à l’obtention d’une accessibilité sans obstacle; ces règlements servent de socle aux règles sur l’accessibilité des services de transport et de mobilité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>78</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 bis. Le paragraphe 3 ne s’applique qu’aux produits et aux services visés aux paragraphes 1 et 2.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>79</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 ter. La présente directive ne s’applique pas aux contenus des sites internet et applications mobiles suivants:*** |
|  | ***a) les formats de fichiers bureautiques publiés avant ... [date d’application de la présente directive];*** |
|  | ***b) les cartes et les services de cartographie en ligne, si les informations essentielles sont fournies sous une forme numérique accessible pour ce qui concerne les cartes destinées à la navigation;*** |
|  | ***c) les contenus de tiers qui ne sont ni financés ni développés par l’opérateur économique ou l’autorité compétente concernés, et qui ne sont pas sous le contrôle de cet opérateur ou de cette autorité;*** |
|  | ***d) le contenu des sites web et applications mobiles qui sont considérés comme des archives, à savoir qu’ils ne présentent que des contenus qui ne sont pas actualisés ou modifiés après le ... [date d’application de la présente directive].*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>80</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 1 bis*** |
|  | ***Exclusion des micro-entreprises*** |
|  | ***La présente directive ne s’applique pas aux micro-entreprises qui fabriquent, importent ou distribuent des produits et des services relevant de son champ d’application.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>81</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1) «produits et services accessibles»: les produits et services qui ***sont perceptibles***, ***utilisables*** et ***compréhensibles pour*** les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées, sur la base de l’égalité avec*** ***les*** ***autres***; | 1) «produits et services accessibles»: les produits et services qui ***peuvent être perçus***, ***utilisés*** et ***compris par*** les personnes ***handicapées et qui sont suffisamment robustes pour que celles-ci*** ***les*** ***utilisent***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>82</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***2) «conception universelle» ou «conception pour tous»: la conception de produits, d’équipements, de programmes et de services qui puissent être utilisés par tous, dans toute la mesure possible, sans nécessiter ni adaptation ni conception spéciale. La «conception universelle» n’exclut pas les appareils et accessoires fonctionnels pour des catégories particulières de personnes handicapées là où ils sont nécessaires;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>83</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 5 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***5 bis) «service»: un service au sens de l’article 4, point 1), de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil1 bis;*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (JO L 376 du 27.12.2006, p. 36).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>84</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 5 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***5 ter) «prestataire de services»: une personne physique ou morale qui offre ou fournit un service orienté vers le marché de l’Union;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>85</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 16 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***16 bis) «PME»: une petite ou moyenne entreprise au sens de la recommandation 2003/361/CE1 bis de la Commission;*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis Recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises (JO L 124 du 20.5.2003, p. 36).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>86</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 19</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***19) «rappel»: toute mesure visant à obtenir le retour d’un produit qui a déjà été mis à la disposition de l’utilisateur final sur le marché;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>87</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 20 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***20 bis) «services bancaires aux consommateurs»: les services permettant aux consommateurs d’ouvrir et d’utiliser des comptes de paiement aux fonctionnalités de base dans l’Union européenne au sens de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil1 bis;*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis Directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l’accès à un compte de paiement assorti de prestations de base (JO L 257 du 28.8.2014, p. 214).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>88</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 21) «commerce électronique»: la vente en ligne de produits et de services. | 21) «commerce électronique»: la vente en ligne***, par des entreprises aux consommateurs,*** de produits et de services ***relevant du champ d’application de la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil1 bis***. |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l’information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique») (JO L 178 du 17.7.2000, p. 1).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>89</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 bis) «services de transport aérien de voyageurs»: des services fournis par des transporteurs aériens, des organisateurs de voyages et les entités gestionnaires d’aéroports au sens de l’article 2, points b) à f), du règlement (CE) nº 1107/2006 du Parlement européen et du Conseil1 bis;*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Règlement (CE) nº 1107/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 concernant les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite lorsqu’elles font des voyages aériens (JO L 204 du 26.7.2006, p. 1).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>90</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 ter) «services de transport de passagers par autobus»: des services couverts par l’article 2, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE) nº 181/2011;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>91</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 quater) «services de transport ferroviaire de voyageurs»: tous les services de transport ferroviaire de voyageurs couverts par l’article 2, paragraphes 1 et 2, du règlement (CE) nº 1371/2007;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>92</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 quinquies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 quinquies) «services de transport de passagers par voie d’eau»: des services de transport de passagers couverts par l’article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) nº 1177/2010.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>93</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Les terminaux en libre-service suivants: guichets de banque, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionII. | 3. Les terminaux en libre-service suivants: guichets de banque, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques, ***et terminaux de paiement,*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionII. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>94</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les services de téléphonie, y compris les services d’urgence et les équipements terminaux connexes grand public ***avec capacités informatiques avancées***, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section III. | 4. Les services de téléphonie, y compris les services d’urgence et les équipements terminaux connexes grand public, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section III. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>95</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Les services de médias audiovisuels et les équipements terminaux connexes grand public ***avec capacités informatiques avancées*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section IV. | 5. Les ***sites web et les services mobiles des*** services de médias audiovisuels et les équipements terminaux connexes grand public sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section IV. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>96</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. Les services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs, les sites web, les services intégrés sur appareils mobiles, les systèmes de billetterie intelligents et l’information en temps réel ainsi que les terminaux en libre-service, les distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section V***.*** | 6. Les services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs, les sites web, les services intégrés sur appareils mobiles, les systèmes de billetterie intelligents et l’information en temps réel ainsi que les terminaux en libre-service, les distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section V***, lorsque celles-ci ne relèvent pas déjà des actes suivants:*** |
|  | ***a)*** ***en ce qui concerne le transport ferroviaire, le règlement (CE) nº 1371/2007, le règlement (UE) nº 1300/2014 et le règlement (UE) nº 454/2011,*** |
|  | ***b)*** ***en ce qui concerne le transport par autobus et autocar, le règlement (UE) nº 181/2011,*** |
|  | ***c)*** ***en ce qui concerne le voyage par mer ou par voie de navigation intérieure, le règlement (UE) nº 1177/2010, ou*** |
|  | ***d)***  ***en ce qui concerne le transport aérien, le règlement (CE) nº 1107/2006.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>97</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 7</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 7. Les services bancaires, les sites web, les services bancaires intégrés sur appareils mobiles, les terminaux en libre-service, y compris les guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section VI. | 7. Les services bancaires ***aux consommateurs***, les sites web, les services bancaires intégrés sur appareils mobiles, les terminaux en libre-service, y compris ***les terminaux de paiement et*** les guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section VI. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>98</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 8</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 8. Les livres numériques sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, section VII. | 8. Les livres numériques ***et les équipements connexes*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, section VII. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>99</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 10. Les États membres ***peuvent décider, compte tenu des circonstances nationales,*** que l’environnement bâti utilisé par les clients de services de transport de voyageurs *–* y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires, les centres de services à la clientèle et les magasins gérés par des opérateurs de téléphonie *–* ***doit*** être conforme aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe I, section X, afin d’optimiser leur utilisation par des personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes*** handicapées. | 10. Les États membres ***veillent à ce*** que l’environnement bâti utilisé par les clients de services de transport de voyageurs – y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires ***aux consommateurs***, les centres de services à la clientèle et les magasins gérés par des opérateurs de téléphonie – ***doive*** être conforme aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe I, section X ***dans le cadre de la construction de nouvelles infrastructures, ou de rénovations se traduisant par une modification importante de la structure du bâtiment existant***, afin d’optimiser leur utilisation par des personnes handicapées***.*** ***Cette règle est sans préjudice des actes juridiques de l’Union et de la législation nationale en matière de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique.*** |
|  | ***Les États membres qui ont déjà mis en place une législation nationale relative aux exigences en matière d’accessibilité en ce qui concerne l’environnement bâti sur leur territoire ne doivent satisfaire aux exigences en matière d’environnement bâti énoncées dans la présente directive que dans la mesure où les services visés au premier alinéa ne sont pas couverts par cette législation.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>100</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 4 – alinéa unique</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Les États membres ne font pas obstacle à la mise à disposition sur le marché, sur leur territoire, des produits ***et des services*** qui sont conformes à la présente directive pour des raisons liées aux exigences en matière d’accessibilité. | Les États membres ne font pas obstacle***, pour des raisons liées aux exigences en matière d’accessibilité,*** à la mise à disposition sur le marché, sur leur territoire, des produits qui sont conformes à la présente directive***. Les États membres ne font pas obstacle,*** pour des raisons liées aux exigences en matière d’accessibilité***, à la prestation, sur leur territoire, des services qui sont conformes à la présente directive***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>101</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les fabricants s’assurent, lorsqu’ils mettent leurs produits sur le marché, que ceux-ci ont été conçus et fabriqués conformément aux exigences applicables en matière d’accessibilité prévues à l’article 3. | 1. Les fabricants s’assurent, lorsqu’ils mettent leurs produits sur le marché, que ceux-ci ont été conçus et fabriqués conformément aux exigences applicables en matière d’accessibilité prévues à l’article 3***, à moins qu’il ne soit pas possible de satisfaire à ces exigences parce que l’adaptation du produit concerné nécessiterait une modification radicale de la nature fondamentale du produit ou imposerait une charge disproportionnée pour le fabricant concerné, conformément à l’article 12***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>102</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2 – alinéa 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Lorsqu’il a été démontré, à l’aide de cette procédure, qu’un produit respecte les exigences en matière d’accessibilité applicables, les fabricants établissent une déclaration UE de conformité ***et apposent*** ***le*** ***marquage CE***. | Lorsqu’il a été démontré, à l’aide de cette procédure ***d’évaluation de la conformité***, qu’un produit respecte les exigences en matière d’accessibilité applicables ***visées à l’article 3***, les fabricants établissent une déclaration UE de conformité ***qui indique clairement que*** ***le*** ***produit est accessible***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>103</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les fabricants tiennent un registre des plaintes***,*** des produits non conformes ***et des rappels de produits et tiennent les distributeurs informés de toute mesure de suivi de ce type***. | 4. Les fabricants tiennent un registre des plaintes ***et*** des produits non conformes. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>104</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 7</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 7. Les fabricants veillent à ce que le produit soit accompagné d’instructions ***et d’informations de sécurité*** fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et les utilisateurs finals, déterminée par l’État membre concerné. | 7. Les fabricants veillent à ce que le produit soit accompagné d’instructions fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et les utilisateurs finals, déterminée par l’État membre concerné. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>105</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 8</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 8. Les fabricants qui considèrent ou ont des raisons de croire qu’un produit qu’ils ont mis sur le marché n’est pas conforme à la présente directive prennent sans délai les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité***,*** le retirer ***ou le*** ***rappeler***, selon le cas. En outre, si le produit ***présente un risque lié à l’accessibilité***, les fabricants en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et toute mesure corrective adoptée. | 8. Les fabricants qui considèrent ou ont des raisons de croire qu’un produit qu’ils ont mis sur le marché n’est pas conforme à la présente directive prennent sans délai les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité ***ou*** le retirer, selon le cas. En outre, si le produit ***n’est pas conforme à la présente directive***, les fabricants en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et toute mesure corrective adoptée. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>106</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 9. Sur requête motivée d’une autorité nationale compétente, les fabricants communiquent à celle-ci toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent, à sa demande, avec cette autorité à toute mesure adoptée en vue ***d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché et*** d’assurer la conformité ***aux exigences visées à l’article 3***. | 9. Sur requête motivée d’une autorité nationale compétente, les fabricants communiquent à celle-ci toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent, à sa demande, avec cette autorité à toute mesure adoptée en vue d’assurer la conformité ***à la présente directive***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>107</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 6 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) sur requête ***motivée*** d’une autorité nationale compétente, à lui communiquer toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit; | a) sur requête d’une autorité nationale compétente, à lui communiquer toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>108</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 6 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) à coopérer, à leur demande, avec les autorités nationales compétentes, à toute mesure adoptée en vue ***d’éliminer les risques présentés par les*** produits relevant de leur mandat. | b) à coopérer, à leur demande, avec les autorités nationales compétentes, à toute mesure adoptée en vue ***de garantir la conformité des*** produits relevant de leur mandat ***avec la présente directive***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>109</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Avant de mettre un produit sur le marché, les importateurs s’assurent que la procédure d’évaluation de la conformité prévue à l’annexe II a été appliquée par le fabricant. Ils s’assurent que le fabricant a établi la documentation technique prévue à ladite annexe, que le produit ***porte le marquage CE, qu’il*** est accompagné des documents requis et que le fabricant a respecté les exigences visées à l’article 5, paragraphes 5 et 6. | 2. Avant de mettre un produit sur le marché, les importateurs s’assurent que la procédure d’évaluation de la conformité prévue à l’annexe II a été appliquée par le fabricant. Ils s’assurent que le fabricant a établi la documentation technique prévue à ladite annexe, que le produit est accompagné des documents requis et que le fabricant a respecté les exigences visées à l’article 5, paragraphes 5 et 6. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>110</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Lorsqu’un importateur considère, ou a des raisons de croire, qu’un produit n’est pas conforme aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3, il ne met pas le produit sur le marché tant que ce produit n’a pas été mis en conformité. En outre, si le produit ***présente un risque***, l’importateur en informe le fabricant ainsi que les autorités de surveillance du marché. | 3. Lorsqu’un importateur considère, ou a des raisons de croire, qu’un produit n’est pas conforme aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3, il ne met pas le produit sur le marché tant que ce produit n’a pas été mis en conformité. En outre, si le produit ***n’est pas conforme à la présente directive***, l’importateur en informe le fabricant ainsi que les autorités de surveillance du marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>111</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Les importateurs veillent à ce que le produit soit accompagné d’instructions ***et d’informations*** fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals, déterminée par l’État membre concerné. | 5. Les importateurs veillent à ce que le produit soit accompagné d’instructions fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals, déterminée par l’État membre concerné. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>112</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 7</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 7. Les importateurs tiennent un registre des plaintes***,*** des produits non conformes ***et des rappels de produit et tiennent les distributeurs informés de toute mesure de suivi de ce type***. | 7. Les importateurs tiennent un registre des plaintes ***et*** des produits non conformes. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>113</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 8</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 8. Les importateurs qui considèrent ou ont des raisons de croire qu’un produit qu’ils ont mis sur le marché n’est pas conforme ***aux exigences visées à l’article 3*** prennent sans délai les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité***,*** le retirer ***ou le rappeler***, selon le cas. En outre, si le produit ***présente un risque***, les importateurs en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la nature de la non-conformité et sur toute mesure corrective adoptée. | 8. Les importateurs qui considèrent ou ont des raisons de croire qu’un produit qu’ils ont mis sur le marché n’est pas conforme ***à la présente directive*** prennent sans délai les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité ***ou*** le retirer, selon le cas. En outre, si le produit ***n’est pas conforme à la présente directive***, les importateurs en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la nature de la non-conformité et sur toute mesure corrective adoptée. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>114</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 9. Sur requête motivée d’une autorité nationale compétente, les importateurs communiquent à celle-ci toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue ***d’éliminer les risques présentés par*** des produits qu’ils ont mis sur le marché. | 9. Sur requête motivée d’une autorité nationale compétente, les importateurs communiquent à celle-ci toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue ***de garantir la conformité*** des produits qu’ils ont mis sur le marché ***avec les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>115</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Avant de mettre un produit à disposition sur le marché, les distributeurs vérifient qu’il ***porte le marquage CE,*** qu’il est accompagné des documents requis ainsi que d’instructions ***et d’informations*** fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et les autres utilisateurs finals de l’État membre dans lequel le produit doit être mis à disposition et que le fabricant et l’importateur ont respecté les exigences visées à l’article 5, paragraphes 5 et 6, et à l’article 7, paragraphe 4. | 2. Avant de mettre un produit à disposition sur le marché, les distributeurs vérifient qu’il ***est conforme à la présente directive et*** qu’il est accompagné des documents requis ainsi que d’instructions fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et les autres utilisateurs finals de l’État membre dans lequel le produit doit être mis à disposition et que le fabricant et l’importateur ont respecté les exigences visées à l’article 5, paragraphes 5 et 6, et à l’article 7, paragraphe 4. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>116</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Lorsqu’un distributeur considère, ou a des raisons de croire, qu’un produit n’est pas conforme aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3, il ne met pas le produit à disposition sur le marché tant qu’il n’a pas été mis en conformité. En outre, si le produit ***présente un risque***, le distributeur en informe le fabricant ainsi que les autorités de surveillance du marché. | 3. Lorsqu’un distributeur considère, ou a des raisons de croire, qu’un produit n’est pas conforme aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3, il ne met pas le produit à disposition sur le marché tant qu’il n’a pas été mis en conformité. En outre, si le produit ***n’est pas conforme à la présente directive***, le distributeur en informe le fabricant ainsi que les autorités de surveillance du marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>117</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Les distributeurs qui considèrent ou ont des raisons de croire qu’un produit qu’ils ont mis à disposition sur le marché n’est pas conforme à la présente directive veillent à ce que soient prises les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité***,*** le retirer ***ou le*** ***rappeler***, s’il y a lieu. En outre, si le produit ***présente un risque***, les distributeurs en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la nature de la non-conformité et sur toute mesure corrective adoptée. | 5. Les distributeurs qui considèrent ou ont des raisons de croire qu’un produit qu’ils ont mis à disposition sur le marché n’est pas conforme à la présente directive veillent à ce que soient prises les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité ***ou*** le retirer, s’il y a lieu. En outre, si le produit ***n’est pas conforme à la présente directive***, les distributeurs en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la nature de la non-conformité et sur toute mesure corrective adoptée. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>118</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. Sur requête ***motivée*** d’une autorité nationale compétente, les distributeurs communiquent à celle-ci toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue ***d’éliminer les risques présentés par*** des produits qu’ils ont mis à disposition sur le marché. | 6. Sur requête d’une autorité nationale compétente, les distributeurs communiquent à celle-ci toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue ***de garantir la conformité*** des produits qu’ils ont mis à disposition sur le marché ***avec les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>119</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les opérateurs économiques sont en mesure de communiquer les informations visées au paragraphe1 pendant une ***durée*** ***de*** ***dix***ans à compter de la date à laquelle le produit leur a été fourni ***et pendant une durée de dix ans*** à compter de la date à laquelle ils ont fourni le produit. | 2. Les opérateurs économiques sont en mesure de communiquer les informations visées au paragraphe1 pendant une ***certaine période, qui est au minimum*** ***de*** ***cinq*** ans***,*** à compter de la date à laquelle le produit leur a été fourni ***ou*** à compter de la date à laquelle ils ont fourni le produit. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>120</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l’article 23 bis complétant la présente directive afin de préciser la période mentionnée au paragraphe 2 du présent article. Cette période est proportionnée au cycle de vie du produit concerné.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>121</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les prestataires de services préparent les informations nécessaires conformément à l’annexe III, en expliquant comment ***les*** services répondent aux exigences d’accessibilité visées à l’article 3. Les informations sont mises à la disposition du public ***sous forme écrite et orale, y compris*** d’une façon qui soit accessible ***aux personnes présentant des limitations fonctionnelles et*** aux personnes handicapées. Les prestataires de services conservent les informations aussi longtemps que le service est disponible. | 2. Les prestataires de services préparent les informations nécessaires conformément à l’annexe III, en expliquant comment ***leurs*** services répondent aux exigences d’accessibilité visées à l’article 3. Les informations sont mises à la disposition du public d’une façon qui soit accessible aux personnes handicapées. Les prestataires de services conservent les informations aussi longtemps que le service est disponible. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>122</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les prestataires de services communiquent à l’autorité compétente, sur demande ***motivée*** de celle-ci, toutes les informations nécessaires pour démontrer la conformité du service aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3. Ils coopèrent avec cette autorité, sur demande de celle-ci, à toute mesure prise en vue de rendre le service conforme avec ces exigences. | 4. Les prestataires de services communiquent à l’autorité compétente, sur demande de celle-ci, toutes les informations nécessaires pour démontrer la conformité du service aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3. Ils coopèrent avec cette autorité, sur demande de celle-ci, à toute mesure prise en vue de rendre le service conforme avec ces exigences. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>123</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. La charge n’est pas réputée disproportionnée si elle est compensée par un financement provenant d’autres sources que les ressources propres de l’opérateur économique, qu’elles soient d’origine publique ou privée. | 4. La charge n’est pas réputée disproportionnée si elle est compensée par un financement provenant d’autres sources que les ressources propres de l’opérateur économique, qu’elles soient d’origine publique ou privée***, mises à disposition dans le but d’améliorer l’accessibilité***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>124</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Il incombe à l’opérateur économique d’évaluer si la conformité des produits ou services avec les exigences en matière d’accessibilité impose une modification essentielle ou une charge disproportionnée. | 5. Il incombe à l’opérateur économique d’évaluer ***en premier*** si la conformité des produits ou services avec les exigences en matière d’accessibilité impose une modification essentielle ou une charge disproportionnée. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>125</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 5 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***5 bis. La Commission adopte des actes délégués conformément à l’article 23 bis afin de compléter les dispositions du paragraphe 3 du présent article en précisant davantage les critères qu’il y a lieu de prendre en compte pour tous les produits et services relevant de la présente directive lors de l’évaluation permettant de déterminer si la charge est à considérer ou non comme disproportionnée, sans modifier ces critères.*** |
|  | ***La Commission adopte le premier de ces actes délégués couvrant tous les produits et services qui entrent dans le champ d’application de la présente directive au plus tard le ... [un an après la date d’entrée en vigueur de la présente directive].*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>126</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. Lorsque les opérateurs économiques ont appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1 à 5 pour un produit ou un service spécifique, ils en informent l’autorité de surveillance du marché compétente de l’État membre sur le territoire duquel le produit ou le service est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché. ***Cette notification inclut*** l’évaluation visée au paragraphe 3. Les ***micro-entreprises*** sont exemptées de cette obligation de notification, mais elles ***doivent être*** en mesure de fournir la documentation concernée à la demande d’une autorité de surveillance du marché compétente. | 6. Lorsque les opérateurs économiques ont appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1 à 5 pour un produit ou un service spécifique, ils en informent l’autorité de surveillance du marché compétente de l’État membre sur le territoire duquel le produit ou le service est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché. L’évaluation visée au paragraphe 3 ***est présentée à l’autorité de surveillance du marché à sa demande***.Les ***PME*** sont exemptées de cette obligation de notification, mais elles ***sont*** en mesure de fournir la documentation concernée à la demande d’une autorité de surveillance du marché compétente. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>127</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 bis. La Commission adopte des actes d’exécution établissant un modèle de notification pour les besoins du paragraphe 6 du présent article. Ces actes d’exécution sont adoptés en conformité avec la procédure consultative visée à l’article 24, paragraphe 1 bis. La Commission adopte le premier de ces actes d’exécution au plus tard le ... [deux ans après la date d’entrée en vigueur de la présente directive].*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>128</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 ter. Un dialogue structuré est établi entre les parties prenantes, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent ainsi que les autorités de surveillance du marché, en vue de garantir que des principes adéquats sont fixés pour l’évaluation des exceptions afin de veiller à leur cohérence.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>129</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 quater. Les États membres sont encouragés à prévoir des incitations et des lignes directrices à l’intention des micro-entreprises pour faciliter la mise en œuvre de la présente directive. Les procédures et lignes directrices sont élaborées en concertation avec les parties intéressées concernées, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>130</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Chapitre IV – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Normes harmonisées, spécifications techniques ***communes*** et conformité des produits et des services | Normes harmonisées, spécifications techniques et conformité des produits et des services |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>131</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 13 – alinéa unique</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Les produits et services conformes ***à des*** normes harmonisées ou à des parties de normes harmonisées dont les références ont été publiées au *Journal officiel de l’Union européenne* sont présumés conformes aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3 qui relèvent de ces normes ou parties de normes. | ***1.*** Les produits et services conformes ***aux*** normes harmonisées ou à des parties de normes harmonisées dont les références ont été publiées au *Journal officiel de l’Union européenne* sont présumés conformes aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3***,*** qui relèvent de ces normes ou parties de normes. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>132</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 13 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis. La Commission demande, conformément à l’article 10 du règlement (UE) nº 1025/2012, à une ou plusieurs organisations européennes de normalisation d’élaborer des normes harmonisées pour chacune des exigences en matière d’accessibilité des produits visées à l’article 3. La Commission adopte ces demandes au plus tard le ... [deux ans après la date d’entrée en vigueur de la présente directive].*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>133</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 13 – paragraphe 1 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 ter. La Commission peut adopter des actes d’exécution établissant des spécifications techniques conformes aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3. Toutefois, elle ne le fait que lorsque les conditions suivantes sont réunies:*** |
|  | ***a) aucune référence à des normes harmonisées n’a été publiée au* Journal officiel de l’Union européenne *conformément au règlement (UE) nº 1025/2012;*** |
|  | ***b) la Commission a adopté une demande conformément au paragraphe 2 du présent article; et*** |
|  | ***c) la Commission constate des retards injustifiés dans la procédure de normalisation.*** |
|  | ***Avant l’adoption des actes d’exécution mentionnés au paragraphe 3, la Commission consulte les parties prenantes concernées, y compris les organisations représentant les personnes handicapées.*** |
|  | ***Ces actes d’exécution sont adoptés conformément à la procédure d’examen visée à l’article 24, paragraphe 2, de la présente directive.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>134</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 13 – paragraphe 1 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 quater. Lorsqu’aucune référence aux normes harmonisées visées au paragraphe 1 du présent article n’a été publiée au* Journal officiel de l’Union européenne*, les produits et services conformes aux spécifications techniques visées au paragraphe 3 du présent article ou à des parties de celles-ci sont présumés conformes aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3 qui relèvent de ces spécifications techniques ou de parties de celles-ci.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>135</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 14 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***Article 14*** | ***supprimé*** |
| ***Spécifications techniques communes*** |  |
| ***1. Lorsqu’aucune référence à une norme harmonisée n’a été publiée au* Journal officiel de l’Union européenne *conformément au règlement (UE) nº 1025/2012 et que des précisions complémentaires sur les exigences en matière d’accessibilité de certains produits et services seraient nécessaires pour l’harmonisation du marché, la Commission peut adopter des actes d’exécution établissant des spécifications techniques communes («STC») pour les exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe I de la présente directive. Ces actes d’exécution sont adoptés conformément à la procédure d’examen visée à l’article 24, paragraphe 2, de la présente directive.*** |  |
| ***2. Des produits et des services qui sont conformes aux STC visées au paragraphe 1 ou à des parties de celles-ci sont présumés conformes aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3 qui relèvent de ces STC ou de parties de celles-ci.*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>136</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. La déclaration UE de conformité est établie selon le modèle figurant à l’annexe III de la décision nº 768/2008/CE. Elle contient les éléments précisés à l’annexe II de la présente directive et est mise à jour de façon continue. Les exigences concernant la documentation technique évitent d’imposer une charge disproportionnée aux ***microentreprises et aux*** petites et moyennes entreprises. Cette documentation est traduite dans la (les) langue(s) requise(s) par l’État membre sur le territoire duquel le produit est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché. | 2. La déclaration UE de conformité est établie selon le modèle figurant à l’annexe III de la décision nº 768/2008/CE. Elle contient les éléments précisés à l’annexe II de la présente directive et est mise à jour de façon continue. Les exigences concernant la documentation technique évitent d’imposer une charge disproportionnée aux petites et moyennes entreprises. Cette documentation est traduite dans la (les) langue(s) requise(s) par l’État membre sur le territoire duquel le produit est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>137</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Lorsqu’un produit relève de plusieurs actes de l’Union imposant une déclaration UE de conformité, ***une seule*** déclaration UE de conformité est établie pour l’ensemble de ces actes. La déclaration mentionne les titres des actes concernés, ainsi que les références de publication. | 3. Lorsqu’un produit relève de plusieurs actes de l’Union imposant une déclaration UE de conformité, ***la*** déclaration UE de conformité est établie pour l’ensemble de ces actes. La déclaration mentionne les titres des actes concernés, ainsi que les références de publication. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>138</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis. Outre la déclaration UE de conformité, le fabricant appose un avis sur l’emballage informant les consommateurs de manière simple, précise et à moindre coût que le produit contient des éléments d’accessibilité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>139</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 16</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***Article 16*** | ***supprimé*** |
| ***Principes généraux du marquage CE des produits*** |  |
| ***Le marquage CE est soumis aux principes généraux énoncés à l’article 30 du règlement (CE) nº 765/2008.*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>140</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article -17 (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article -17*** |
|  | ***Base de données nationale*** |
|  | ***Chaque État membre établit une base de données publique afin d’enregistrer les produits non accessibles. Les consommateurs peuvent consulter et enregistrer des informations sur les produits non accessibles. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour informer les consommateurs ou les autres parties intéressées de la possibilité d’introduire des plaintes. Un système interactif entre les bases de données nationales est envisagé, si possible sous la responsabilité de la Commission ou des organisations représentatives adéquates, afin que les informations sur les produits non accessibles puissent être diffusées dans toute l’Europe.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>141</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 18 – paragraphe 2 – alinéa 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Chaque État membre veille à ce que le public soit informé de l’existence, des responsabilités et de l’identité des autorités nationales visées au premier alinéa. Ces autorités mettent les informations ***à disposition*** sur demande dans des formats appropriés. | Chaque État membre veille à ce que le public soit informé de l’existence, des responsabilités et de l’identité des autorités nationales visées au premier alinéa. Ces autorités mettent ***à disposition*** les informations ***relatives aux activités qu’elles mènent et aux décisions qu’elles ont prises*** sur demande ***des membres du public concerné*** dans des formats appropriés. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>142</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 1 – alinéa 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Lorsque les autorités de surveillance du marché d’un État membre ont pris des mesures conformément à l’article 20 du règlement (CE) nº 765/2008 ou qu’elles ont des raisons suffisantes de croire qu’un produit relevant de la présente directive ***présente un risque lié*** à ***des aspects d’accessibilité régis par*** la présente directive, elles effectuent une évaluation du produit en cause en tenant compte de toutes les exigences établies dans la présente directive. Les opérateurs économiques concernés coopèrent pleinement avec les autorités de surveillance du marché. | Lorsque les autorités de surveillance du marché d’un État membre ont pris des mesures conformément à l’article 20 du règlement (CE) nº 765/2008 ou qu’elles ont des raisons suffisantes de croire qu’un produit relevant de la présente directive ***n’est pas conforme*** à la présente directive, elles effectuent une évaluation du produit en cause en tenant compte de toutes les exigences ***pertinentes*** établies dans la présente directive. Les opérateurs économiques concernés coopèrent pleinement avec les autorités de surveillance du marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>143</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 1 – alinéa 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Si, au cours de cette évaluation, les autorités de surveillance du marché constatent que le produit ne respecte pas les exigences établies dans la présente directive, elles demandent sans retard à l’opérateur économique en cause de prendre toutes les mesures correctives appropriées pour mettre le produit en conformité avec ces exigences, ***le retirer*** du marché ***ou le rappeler dans*** le ***délai raisonnable, proportionné à la nature du risque, qu’elles prescrivent***. | Si, au cours de cette évaluation, les autorités de surveillance du marché constatent que le produit ne respecte pas les exigences établies dans la présente directive, elles demandent sans retard à l’opérateur économique en cause de prendre toutes les mesures correctives appropriées pour mettre le produit ***concerné*** en conformité avec ces exigences***.*** ***Si l’opérateur économique concerné ne prend aucune mesure corrective adéquate***, ***les autorités de surveillance*** du marché ***lui demandent de retirer*** le ***produit du marché dans un délai raisonnable***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>144</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4.Lorsque l’opérateur économique en cause ne prend pas des mesures correctives adéquates dans le délai visé au paragraphe 1, deuxième alinéa, les autorités de surveillance du marché adoptent toutes les mesures provisoires appropriées pour interdire ou restreindre la mise à disposition du produit sur leur marché national***,*** pour le retirer de ce marché ***ou pour le rappeler***. Les autorités de surveillance du marché en informent immédiatement la Commission et les autres États membres. | 4.Lorsque l’opérateur économique en cause ne prend pas des mesures correctives adéquates dans le délai visé au paragraphe 1, deuxième alinéa, les autorités de surveillance du marché adoptent toutes les mesures provisoires appropriées pour interdire ou restreindre la mise à disposition du produit sur leur marché national ***ou*** pour le retirer de ce marché. Les autorités de surveillance du marché en informent immédiatement la Commission et les autres États membres. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>145</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 5 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5.Les informations visées au paragraphe 4 contiennent tous les détails disponibles, notamment en ce qui concerne les données nécessaires pour identifier le produit non conforme, son origine, la nature de la non-conformité alléguée ***et du risque encouru***, ainsi que la nature et la durée des mesures nationales adoptées et les arguments avancés par l’opérateur économique concerné. En particulier, les autorités de surveillance du marché indiquent si la non-conformité est imputable à l’un des éléments suivants: | 5.Les informations visées au paragraphe 4 contiennent tous les détails disponibles, notamment en ce qui concerne les données nécessaires pour identifier le produit non conforme, son origine, la nature de la non-conformité alléguée, ainsi que la nature et la durée des mesures nationales adoptées et les arguments avancés par l’opérateur économique concerné. En particulier, les autorités de surveillance du marché indiquent si la non-conformité est imputable à l’un des éléments suivants: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>146</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 5 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) non-conformité du produit ***à des*** exigences ***liées à celles*** de l’article 3 ***de la présente directive***, ou | a) non-conformité du produit ***aux*** exigences ***pertinentes*** de l’article 3, ou |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>147</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 8</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 8. Les États membres veillent à ce que des mesures restrictives appropriées soient prises sans tarder à l’égard du produit concerné, par exemple son retrait de leur marché. | 8. Les États membres veillent à ce que des mesures restrictives appropriées ***et proportionnées*** soient prises sans tarder à l’égard du produit concerné, par exemple son retrait de leur marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>148</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 20 – paragraphe 1 – alinéa 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Lorsque, au terme de la procédure visée à l’article 19, paragraphes 3 et 4, des objections sont émises à l’encontre d’une mesure prise par un État membre ou lorsque la Commission ***considère*** qu’une mesure nationale est contraire à la législation de l’Union, la Commission entame sans tarder des consultations avec les États membres et le ou les opérateurs économiques concernés et procède à l’évaluation de la mesure nationale. En fonction des résultats de cette évaluation, la Commission décide si la mesure nationale est ou non justifiée. | Lorsque, au terme de la procédure visée à l’article 19, paragraphes 3 et 4, des objections sont émises à l’encontre d’une mesure prise par un État membre ou lorsque la Commission ***détient la preuve raisonnable*** qu’une mesure nationale est contraire à la législation de l’Union, la Commission entame sans tarder des consultations avec les États membres et le ou les opérateurs économiques concernés et procède à l’évaluation de la mesure nationale. En fonction des résultats de cette évaluation, la Commission décide si la mesure nationale est ou non justifiée. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>149</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 20 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 20 bis*** |
|  | ***Groupe de travail*** |
|  | ***1. La Commission établit un groupe de travail.*** |
|  | ***Ce groupe de travail est constitué des représentants des autorités nationales de surveillance du marché et des parties prenantes concernées, y compris des personnes handicapées et des organisations qui les représentent.*** |
|  | ***2. Le groupe de travail exécute les tâches suivantes:*** |
|  | ***a) faciliter l’échange d’informations et de bonnes pratiques entre les autorités de surveillance du marché;*** |
|  | ***b) garantir la cohérence dans l’application des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3;*** |
|  | ***c) exprimer un avis sur les exceptions aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3 dans les cas jugés nécessaires après réception de la demande de la Commission.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>150</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 21 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis) lors de la révision des règlements de l’Union qui établissent les droits des passagers dans le transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus, en tenant compte de leurs aspects intermodaux;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>151</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 21 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***c) lors de l’établissement des exigences en matière d’accessibilité liées aux critères sociaux et critères de qualité établis par les autorités compétentes dans les procédures d’appel d’offres concernant des services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route en vertu du règlement (CE) nº 1370/2007;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>152</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article21 s’appliquent dans la mesure où elles n’imposent pas de charge disproportionnée aux autorités compétentes aux fins dudit article. | 1. Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article21 s’appliquent dans la mesure où elles n’imposent pas de charge disproportionnée aux autorités compétentes ***ou aux opérateurs en leur qualité de contractants desdites autorités*** aux fins dudit article. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>153</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. L’évaluation du point de savoir si la conformité aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 21 impose une charge disproportionnée est effectuée par les autorités compétentes concernées. | 3. L’évaluation ***initiale*** du point de savoir si la conformité aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 21 impose une charge disproportionnée est effectuée par les autorités compétentes concernées. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>154</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 3 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 bis. La Commission adopte des actes délégués conformément à l’article 23 bis afin de compléter les dispositions du paragraphe 2 du présent article en précisant davantage les critères qu’il y a lieu de prendre en compte pour tous les produits et services relevant de la présente directive lors de l’évaluation permettant de déterminer si la charge est à considérer ou non comme disproportionnée, sans modifier ces critères.*** |
|  | ***La Commission adopte le premier de ces actes délégués couvrant tous les produits et services qui entrent dans le champ d’application de la présente directive au plus tard le ... [un an après la date d’entrée en vigueur de la présente directive].*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>155</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4.Lorsqu’une autorité compétente a appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1, 2 et 3 pour un produit ou un service spécifique, elle en informe la Commission. ***Cette notification inclut*** l’évaluation visée au paragraphe 2. | 4.Lorsqu’une autorité compétente a appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1, 2 et 3 pour un produit ou un service spécifique, elle en informe la Commission. L’évaluation visée au paragraphe 2 ***est présentée à la Commission à sa demande***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>156</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis. Si la Commission a des raisons de remettre en question la décision de l’autorité compétente concernée, elle peut demander au groupe de travail visé à l’article 19 bis de vérifier l’évaluation visée au paragraphe 2 du présent article et de formuler un avis.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>157</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 4 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 ter. La Commission adopte des actes d’exécution établissant un modèle de notification pour les besoins du paragraphe 4 du présent article. Ces actes d’exécution sont adoptés en conformité avec la procédure consultative visée à l’article 24, paragraphe 1 bis. La Commission adopte le premier de ces actes d’exécution au plus tard le ... [deux ans après la date d’entrée en vigueur de la présente directive].*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>158</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Chapitre VII – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| COMPÉTENCES D’EXÉCUTION ET DISPOSITIONS FINALES | ***ACTES DÉLÉGUÉS,*** COMPÉTENCES D’EXÉCUTION ET DISPOSITIONS FINALES |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>159</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 23 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 23 bis*** |
|  | ***Exercice de la délégation*** |
|  | ***1. Le pouvoir d’adopter des actes délégués conféré à la Commission est soumis aux conditions fixées au présent article.*** |
|  | ***2. Le pouvoir d’adopter des actes délégués visé à l’article 10, paragraphe 2 bis, à l’article 12, paragraphe 5 bis, et à l’article 22, paragraphe 3 bis, est conféré à la Commission pour une durée indéterminée à compter du ... [date d’entrée en vigueur de la présente directive].*** |
|  | ***3. La délégation de pouvoir visée à l’article 10, paragraphe 2 bis, à l’article 12, paragraphe 5 bis, et à l’article 22, paragraphe 3 bis, peut être révoquée à tout moment par le Parlement européen ou le Conseil. La décision de révocation met fin à la délégation de pouvoir qui y est précisée. La révocation prend effet le jour suivant celui de la publication de ladite décision au* Journal officiel de l’Union européenne *ou à une date ultérieure qui est précisée dans ladite décision. Elle ne porte pas atteinte à la validité des actes délégués déjà en vigueur.*** |
|  | ***4. Avant l’adoption d’un acte délégué, la Commission consulte les experts désignés par chaque État membre, conformément aux principes définis dans l’accord interinstitutionnel «Mieux légiférer» du 13 avril 2016.*** |
|  | ***5. Dès qu’elle adopte un acte délégué, la Commission le notifie au Parlement européen et au Conseil simultanément.*** |
|  | ***6. Un acte délégué adopté conformément à l’article 10, paragraphe 2 bis, à l’article 12, paragraphe 5 bis, et à l’article 22, paragraphe 3 bis, n’entre en vigueur que si le Parlement européen ou le Conseil n’a pas exprimé d’objections dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet acte au Parlement européen et au Conseil, ou si, avant l’expiration de ce délai, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux informé la Commission de leur intention de ne pas exprimer d’objections. Ce délai est prolongé de deux mois à l’initiative du Parlement européen ou du Conseil.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>160</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 24 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis. Lorsqu’il est fait référence au présent paragraphe, l’article 4 du règlement (UE) nº 182/2011 s’applique.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>161</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les moyens visés au paragraphe 1 comprennent: | *(Ne concerne pas la version française.)* |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>162</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) ***des dispositions permettant à un*** consommateur de saisir les tribunaux ou les organes administratifs compétents en vertu du droit national, afin de garantir le respect des dispositions nationales transposant la présente directive; | a) ***la possibilité, pour le*** consommateur ***qui est directement touché par la non-conformité d’un produit ou service,*** de saisir les tribunaux ou les organes administratifs compétents en vertu du droit national, afin de garantir le respect des dispositions nationales transposant la présente directive; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>163</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) ***des dispositions permettant à des*** organismes publics ou ***privés,*** associations, organisations ou autres entités juridiques ayant un intérêt légitime à l’application des dispositions de la présente directive de saisir, au nom de consommateurs, les tribunaux ou les organes administratifs compétents en vertu du droit national, afin de garantir le respect des dispositions nationales transposant la présente directive. | b) ***la possibilité, pour les*** organismes publics ou ***les*** associations, organisations ou autres entités juridiques ***privées*** ayant un intérêt légitime à l’application des dispositions de la présente directive***,*** de saisir, au nom de consommateurs, les tribunaux ou les organes administratifs compétents en vertu du droit national, afin de garantir le respect des dispositions nationales transposant la présente directive. ***Cet intérêt légitime pourrait être la représentation de consommateurs qui sont directement touchés par la non-conformité d’un produit ou service;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>164</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau) </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis) la possibilité, pour le consommateur qui est directement touché par la non-conformité d’un produit ou service, d’avoir recours à un mécanisme de plainte. Ce mécanisme pourrait être géré par un organe existant, par exemple un médiateur national.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>165</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis. Les États membres veillent à ce que, avant que les tribunaux ou les organes administratifs compétents ne soient saisis conformément au paragraphe 1, points a) et b), d’autres mécanismes de règlement des différends soient en place pour remédier à tout non-respect présumé de la présente directive signalé au moyen du mécanisme de plainte visé au paragraphe 1, point b bis.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>166</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 ter. Le présent article ne s’applique pas aux contrats couverts par les directives 2014/24/UE et 2014/25/UE.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>167</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 26 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les sanctions ainsi prévues sont effectives, proportionnées et dissuasives. | 2. Les sanctions ainsi prévues sont effectives, proportionnées et dissuasives***, mais ne se substituent pas au respect, par les opérateurs économiques, de leur obligation de rendre leurs produits ou leurs services accessibles***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>168</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 26 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les sanctions doivent tenir compte de l’étendue du cas de non-conformité, notamment du nombre d’unités de produits ou services non conformes mais aussi du nombre de personnes concernées. | 4. Les sanctions doivent tenir compte de l’étendue du cas de non-conformité, notamment ***de sa gravité et*** du nombre d’unités de produits ou services non conformes mais aussi du nombre de personnes concernées. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>169</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 27 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Ils appliquent ces dispositions à partir du ***[***... ***insérer la date – six*** ans après l’entrée en vigueur de la présente directive]. | 2. Ils appliquent ces dispositions à partir du ... ***[cinq*** ans après l’entrée en vigueur de la présente directive]. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>170</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 27 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis. Sans préjudice du paragraphe 2 ter du présent article, les États membres prévoient une période transitoire de cinq ans à compter du ... [six ans après la date d’entrée en vigueur de la présente directive] au cours de laquelle les prestataires de services peuvent continuer à fournir leurs services en utilisant les produits qu’ils utilisaient légalement pour fournir des services similaires avant cette date.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>171</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 27 – paragraphe 2 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 ter. Les États membres peuvent décider que les terminaux en libre-service légalement utilisés par les prestataires de services pour la fourniture de services avant le ... [six ans avant la date d’entrée en vigueur de la présente directive] pourront continuer à être utilisés pour la fourniture de services similaires jusqu’à la fin de leur durée de vie économiquement utile.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>172</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 27 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Les États membres ***qui font usage de la possibilité prévue à l’article 3, paragraphe 10,*** communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu’ils adoptent ***à cette fin*** et présentent à la Commission un rapport sur les progrès réalisés dans leur mise en œuvre. | 5. ***Le cas échéant,*** les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu’ils adoptent ***aux fins de l’article 3, paragraphe 10,*** et présentent à la Commission un rapport sur les progrès réalisés dans leur mise en œuvre. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>173</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 28 – partie introductive </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Au plus tard le ***[***... ***insérer la date – cinq*** ans après la mise en application de la présente directive] et tous les cinqans par la suite, la Commission soumet au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport sur l’application de la présente directive. | ***-1.*** Au plus tard le ... ***[trois*** ans après la ***date de*** mise en application de la présente directive] et tous les cinqans par la suite, la Commission soumet au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport sur l’application de la présente directive. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>174</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 28 – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Le rapport décrit entre autres***, à la lumière de l’évolution sociale, économique et technologique, les développements en matière d’accessibilité des produits et des services et les incidences sur les opérateurs économiques et les personnes handicapées, en précisant si possible les domaines dans lesquels la charge devrait être réduite, le but étant d’examiner si une révision de la présente directive est nécessaire. | 1. ***Ces rapports évaluent, sur la base des notifications reçues conformément à l’article 12, paragraphe 6, et à l’article 22, paragraphe 4, si les objectifs fixés par la directive ont été atteints, en particulier en ce qui concerne l’amélioration de la libre circulation des produits et services accessibles. En outre, ces rapports décrivent***, à la lumière de l’évolution sociale, économique et technologique, les développements en matière d’accessibilité des produits et des services***, la nécessité d’intégrer de nouveaux produits et services dans le champ d’application de la présente directive, ou d’en exclure certains produits ou services,*** et les incidences ***de la présente directive*** sur les opérateurs économiques et les personnes handicapées, en précisant si possible les domaines dans lesquels la charge devrait être réduite, le but étant d’examiner si une révision de la présente directive est nécessaire. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>175</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 28 – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les États membres communiquent en temps utile à la Commission toutes les informations dont elle a besoin pour établir ***un tel rapport***. | 2. Les États membres communiquent en temps utile à la Commission toutes les informations dont elle a besoin pour établir ***de tels rapports***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>176</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 28 – point 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Le rapport de la Commission prend en considération le point de vue des acteurs économiques et des organisations non gouvernementales concernées, notamment les organisations représentant ***respectivement*** les personnes handicapées ***et les personnes âgées***. | 3. Le rapport de la Commission prend en considération le point de vue des acteurs économiques et des organisations non gouvernementales concernées, notamment les organisations représentant les personnes handicapées. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>177</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – partie A (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***A. Systèmes d’exploitation*** |
|  | ***1. Afin de garantir une utilisation raisonnablement prévisible optimale par les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences en matière de performances fonctionnelles visées à la partie C et les éléments suivants doivent être accessibles:*** |
|  | ***a) des informations sur le fonctionnement des services concernés et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité; et*** |
|  | ***b) des informations électroniques, y compris les sites web nécessaires à la fourniture des services concernés.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>178</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – partie B (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***B. Matériel informatique et systèmes d’exploitation intégrés à usage général*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>179</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et fabrication: | 1. Conception et fabrication: |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes*** handicapées ***et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge***, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***ce que les éléments suivants soient accessibles:*** | Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par les personnes handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***respecter les exigences en matière de performances fonctionnelles visées à la partie C.*** |
|  | ***Les produits sont conçus et fabriqués de manière à rendre accessibles les éléments suivants:*** |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***étiquetage***, instructions***, avertissement***). Ces informations***:*** | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***l’étiquetage***, ***les*** instructions ***et l’avertissement***)***, qui sont compréhensibles et perceptibles afin d’optimiser sa lisibilité dans des conditions d’utilisation prévisibles. Ces informations sont également communiquées dans des formats numériques accessibles;*** |
| ***i) doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) doivent être compréhensibles;*** |  |
| ***iii) doivent être perceptibles;*** |  |
| ***iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** |  |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination); | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***, afin d’optimiser sa lisibilité dans des conditions d’utilisation prévisibles. Ces informations sont également communiquées dans des formats numériques accessibles et permettent à l’utilisateur de savoir si le produit concerné contient des éléments d’accessibilité et s’il est compatible avec les technologies d’assistance concernées***; |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions***:*** | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit***. ***Ces instructions sont également communiquées dans des formats numériques accessibles, énumèrent les éléments d’accessibilité du produit concerné et expliquent comment les utiliser, et indiquent si le produit est compatible avec les technologies d’assistance concernées;*** |
| ***i) ont un contenu disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) prévoient des solutions de substitution au contenu non textuel;*** |  |
| d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) ***conformément au point 2;*** | d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie)***;*** |
| e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***présentant des limitations fonctionnelles*** sont proposées ***conformément au point 2***; | e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***handicapées*** sont proposées; |
| f) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. | f) l’interfaçage du produit avec des dispositifs ***et des technologies*** d’assistance ***lorsque ceux-ci sont pertinents pour l’utilisation du produit***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>180</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***[...]*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>181</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – partie C (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***C. Exigences en matière de performances fonctionnelles*** |
|  | ***À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur sont conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes:*** |
|  | ***a) Utilisation en l’absence de vision*** |
|  | ***Lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, il prévoit au moins un mode d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire.*** |
|  | ***b) Utilisation en cas de vision limitée*** |
|  | ***Lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, il prévoit au moins un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs d’utiliser le produit avec des capacités visuelles limitées, par exemple en offrant des fonctions permettant d’adapter le contraste et la luminosité, des fonctions flexibles d’agrandissement sans perte de contenu ou de fonctionnalité, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels de l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler et des moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire.*** |
|  | ***c) Utilisation en l’absence de perception des couleurs*** |
|  | ***Lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, il prévoit au moins un mode d’utilisation pour lequel il n’est pas nécessaire que l’utilisateur perçoive les couleurs.*** |
|  | ***d) Utilisation en l’absence d’audition*** |
|  | ***Lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’utilisation, il prévoit au moins un mode d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire.*** |
|  | ***e) Utilisation en cas d’audition limitée*** |
|  | ***Lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’utilisation, il prévoit au moins un mode d’utilisation disposant de fonctionnalités audio adaptées, par exemple la disponibilité d’une commande du volume par l’utilisateur et des méthodes flexibles permettant d’isoler les sons de l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan lorsque la voix et le fond sonore sont disponibles en bandes audio séparées.*** |
|  | ***f) Utilisation en l’absence de capacité vocale*** |
|  | ***Lorsque le produit fonctionne via l’intervention vocale des utilisateurs, il prévoit au moins un mode d’utilisation ne nécessitant pas de production vocale de la part de ceux-ci. La production vocale fait référence à l’ensemble des sons générés oralement tels que des paroles, des sifflements ou des claquements de langue.*** |
|  | ***g) Utilisation en cas de capacités de manipulation ou de force limitées*** |
|  | ***Lorsque le produit requiert des actions manuelles, il prévoit au moins un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres actions ne nécessitant pas de commande fondée sur la motricité fine, la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment.*** |
|  | ***h) Utilisation en cas de portée limitée*** |
|  | ***Lorsque les produits sont autonomes ou installés, les éléments servant à leur fonctionnement sont à la portée de tous les utilisateurs.*** |
|  | ***i) Réduction du risque de déclenchement de réactions photosensibles*** |
|  | ***Lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, il évite les modes d’utilisation connus pour déclencher des réactions photosensibles.*** |
|  | ***j) Utilisation en cas de capacités cognitives limitées*** |
|  | ***Le produit prévoit au moins un mode d’utilisation intégrant des caractéristiques qui en rendent l’utilisation plus simple et plus facile.*** |
|  | ***k) Protection de la vie privée*** |
|  | ***Lorsque le produit comporte des fonctionnalités permettant l’accessibilité, il prévoit au moins un mode d’utilisation qui préserve la vie privée lors de l’utilisation de ces fonctionnalités du produit permettant l’accessibilité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>182</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – partie D (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***D. Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance fournissent des informations sur l’accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>183</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section II – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Terminaux en libre-service: guichets de banque automatiques, distributeurs de titres de transport ***et*** bornes d’enregistrement automatiques | Terminaux en libre-service: guichets de banque automatiques, distributeurs de titres de transport***,*** bornes d’enregistrement automatiques ***et terminaux de paiement*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>184</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section II – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et fabrication: | 1. Conception et fabrication: |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées et*** les ***personnes présentant des déficiences liées*** à ***l’âge***, ***les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ce*** que ***les éléments suivants soient accessibles:*** | Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par les personnes ***handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à respecter*** les ***exigences en matière de performances fonctionnelles visées*** à ***la partie C de la section I. À cet égard, il n’est pas nécessaire, pour qu’un utilisateur active un élément d’accessibilité dont il a besoin, que ledit élément soit déjà activé.*** |
|  | ***Les produits sont conçus et fabriqués de manière à rendre accessibles les éléments suivants:*** |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***étiquetage***, ***instructions, avertissement). Ces informations:*** | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***l’étiquetage***, ***les instructions et l’avertissement);*** |
| ***i) doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) doivent être compréhensibles;*** |  |
| ***iii) doivent être perceptibles;*** |  |
| ***iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** |  |
| b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) ***conformément au point 2;*** | b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie)***;*** |
| c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des ***limitations fonctionnelles sont proposées conformément*** au ***point 2***; | c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***handicapées sont proposées, par exemple en permettant l’utilisation d’écouteurs personnels, lorsque le temps de réponse est limité, en transmettant à l’utilisateur un signal par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels et en donnant la possibilité de prolonger le temps de réponse, et en*** présentant ***un contraste suffisant et*** des ***touches et boutons de commande perceptibles*** au ***toucher***; |
| d) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. | d) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>185</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section II – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***[...]*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>186</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Services de téléphonie, y compris les services d’urgence et les équipements terminaux grand public connexes ***avec capacités informatiques avancées*** | Services de téléphonie, y compris les services d’urgence et les équipements terminaux grand public connexes |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>187</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie A – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***des*** personnes ***présentant des limitations*** fonctionnelles ***et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter*** les ***exigences suivantes:*** | 1. Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par ***les*** personnes ***handicapées, les services doivent respecter les exigences en matière de performances*** fonctionnelles ***visées à la partie C de la section I et*** les ***éléments suivants doivent être accessibles:*** |
| a) les produits utilisés dans la fourniture du service ***sont accessibles*** conformément aux exigences de la partie B ***«Équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées»***; | a) les produits utilisés ***par les prestataires de services*** dans la fourniture du service ***en question,*** conformément aux exigences de la partie B ***de la présente section***; |
| b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité ***sont fournies suivant les modalités suivantes:*** | b) des informations sur le fonctionnement des services ***concernés*** et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité***;*** |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii)*** les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture ***d’un*** service***, sont fournies conformément à la lettre c)***; | ***b bis)*** les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture ***du*** service ***en question***; |
| c) les sites web ***sont accessibles*** d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | c) les sites web***,*** d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |
|  | ***c bis) les applications mobiles;*** |
| d) des informations ***accessibles sont fournies*** en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; | d) des informations en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; |
| e) ***sont également incluses des*** fonctions, des pratiques, des stratégies ***et*** des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***présentant des limitations fonctionnelles***. | e) ***des*** fonctions, des pratiques, des stratégies***,*** des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***handicapées et à garantir l’interopérabilité, par exemple en supportant la communication vocale, visuelle et textuelle en temps réel, seule ou combinée (conversation totale), entre deux utilisateurs, ou entre un utilisateur et un service d’urgence***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>188</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| B. Équipements terminaux connexes grand public ***avec capacités informatiques avancées*** | B. Équipements terminaux connexes grand public |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>189</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et fabrication: | 1. Conception et fabrication: |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués*** de ***manière à ce que*** les éléments suivants ***soient*** accessibles: | Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par les personnes ***handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à respecter les exigences en matière de performances fonctionnelles visées à la partie C*** de ***la section I et*** les éléments suivants ***doivent être*** accessibles: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***étiquetage***, ***instructions, avertissement). Ces informations:*** | a)les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***l’étiquetage***, ***les instructions et l’avertissement);*** |
| ***i) doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) doivent être compréhensibles;*** |  |
| ***iii) doivent être perceptibles;*** |  |
| ***iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** |  |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination); | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination); |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***. Ces instructions:*** | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***;*** |
| ***i) ont un contenu disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) prévoient des solutions de substitution au contenu non textuel;*** |  |
| d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) ***conformément au point 2;*** | d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie)***;*** |
| e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***présentant des limitations fonctionnelles*** sont proposées ***conformément au point 2;*** | e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***handicapées et garantissant l’interopérabilité*** sont proposées***, par exemple en supportant un son haute fidélité, une résolution vidéo permettant une communication en langue des signes, un texte en temps réel seul ou combiné à une communication vocale et vidéo ou en assurant une connexion sans fil efficace aux dispositifs liés à l’audition;*** |
| f) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. | f) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>190</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***[...]*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>191</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Services de médias audiovisuels et ***les*** équipements connexes grand public ***avec capacités informatiques avancées*** | ***Sites web et applications en ligne de*** services de médias audiovisuels et équipements connexes grand public |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>192</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie A – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| A. ***Services*** | A. ***Sites web et applications en ligne*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>193</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie A – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***des*** personnes ***présentant des limitations*** fonctionnelles ***et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter*** les ***exigences suivantes***: | 1.Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par ***les*** personnes ***handicapées, les services doivent respecter les exigences en matière de performances*** fonctionnelles ***visées à la partie C de la section I et*** les ***éléments suivants doivent être accessibles***: |
| a) ***les produits utilisés dans la fourniture du service sont accessibles conformément aux exigences de la partie B «Équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées»;*** | a) ***les sites web, d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |
| b) ***des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes:*** | b) ***des applications sur appareil mobile.*** |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettre c);*** |  |
| ***c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |  |
|  |  |
| ***d) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance;*** |  |
| ***e) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles.*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>194</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| B. Équipements connexes grand public ***avec capacités informatiques avancées*** | B. Équipements connexes grand public |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>195</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et fabrication: | 1. Conception et fabrication: |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués*** de ***manière à ce que*** les éléments suivants ***soient*** accessibles: | Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par les personnes ***handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à respecter les exigences en matière de performances fonctionnelles visées à la partie C*** de ***la section I et*** les éléments suivants ***doivent être*** accessibles: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***étiquetage***, ***instructions, avertissement). Ces informations:*** | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***l’étiquetage***, ***les instructions et l’avertissement);*** |
| ***i) doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) doivent être compréhensibles;*** |  |
| ***iii) doivent être perceptibles;*** |  |
| ***iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** |  |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination); | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination); |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***. Ces instructions:*** | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***;*** |
| ***i) ont un contenu disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) prévoient des solutions de substitution au contenu non textuel;*** |  |
| d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) ***conformément au point 2;*** | d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie)***;*** |
| e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***présentant*** des ***limitations fonctionnelles sont proposées conformément*** au ***point 2;*** | e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***handicapées sont proposées, par exemple en offrant la possibilité de sélectionner, de personnaliser et d’afficher des services d’accès tels que le sous-titrage pour les personnes sourdes ou malentendantes, la description audio, le sous-titrage audio et l’interprétation en langue des signes, en proposant des moyens permettant une connexion sans fil efficace aux dispositifs liés à l’audition ou en fournissant à l’utilisateur des dispositifs de contrôle pour l’activation*** des ***services d’accès pour les services audiovisuels*** au ***même niveau que les dispositifs de contrôle primaires;*** |
| f) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. | f) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>196</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***[...]*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>197</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Services de transport aérien, ferroviaire, maritime et par autobus de voyageurs; sites web utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs; services intégrés sur appareils mobiles, billetterie intelligente et information en temps réel; terminaux en libre-service, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs | Services de transport aérien, ferroviaire, maritime et par autobus de voyageurs; sites web utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs; services intégrés sur appareils mobiles, billetterie intelligente et information en temps réel; terminaux en libre-service, ***y compris terminaux de paiement,*** distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs***.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>198</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***des*** personnes ***présentant des limitations*** fonctionnelles ***et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter*** les ***exigences suivantes***: | 1.Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par ***les*** personnes ***handicapées, les services doivent respecter les exigences en matière de performances*** fonctionnelles ***visées à la partie C de la section I et*** les ***éléments suivants doivent être accessibles***: |
| a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité ***sont fournies suivant les modalités suivantes:*** | a) des informations sur le fonctionnement des services ***concernés*** et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité***;*** |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii)*** les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture ***d’un*** service ***sont fournies*** conformément à la lettreb); | ***a bis)*** les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture ***du*** service ***concerné,*** conformément à la lettreb); |
| b) les sites web ***sont accessibles*** d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | b) les sites web***,*** d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |
| c) ***sont également incluses des*** fonctions, des pratiques, des stratégies ***et*** des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***présentant*** des ***limitations fonctionnelles***. | c) ***des*** fonctions, des pratiques, des stratégies***,*** des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***handicapées, par exemple en proposant*** des ***systèmes de billetterie intelligents (réservation électronique, réservation de billets, etc***.***), des informations aux passagers en*** ***temps réel (horaires, informations relatives aux perturbations du trafic, services de liaison, connexion avec d’autres modes de transport, etc.) et des informations supplémentaires concernant le service, par exemple sur le personnel présent en gare, les ascenseurs hors service ou les services momentanément indisponibles;*** |
|  | ***c bis) des services intégrés sur appareils mobiles, une billetterie intelligente et des informations en temps réel.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>199</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie B</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***B. Sites web utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs*** | ***supprimé*** |
| ***a) Les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale.*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>200</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie C </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***C.*** ***Services intégrés sur appareils mobiles, billetterie intelligente et information en temps réel*** | ***supprimé*** |
| ***1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes:*** |  |
| ***a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes:*** |  |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettre b);*** |  |
| ***b) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>201</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| D. Terminaux en libre-service, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs | D. Terminaux en libre-service, ***y compris terminaux de paiement,*** distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>202</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et production: | 1. Conception et production: |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués*** de ***manière à ce que*** les éléments suivants ***soient*** accessibles: | Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par les personnes ***handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à respecter les exigences en matière de performances fonctionnelles visées à la partie C*** de ***la section I et*** les éléments suivants ***doivent être*** accessibles: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***étiquetage***, ***instructions, avertissement). Ces informations:*** | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***l’étiquetage***, ***les instructions et l’avertissement);*** |
| ***i) doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) doivent être compréhensibles;*** |  |
| ***iii) doivent être perceptibles;*** |  |
| ***iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** |  |
| b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) ***conformément au point 2;*** | b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie)***;*** |
| c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***présentant des limitations fonctionnelles*** sont proposées ***conformément au point 2***; | c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***handicapées*** sont proposées; |
| d) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. | d) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>203</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***[...]*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>204</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Services bancaires; sites web utilisés pour la fourniture de services bancaires; services bancaires intégrés sur appareils mobiles; terminaux en libre-service, y compris guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires | services bancaires ***aux consommateurs***; sites web utilisés pour la fourniture de services bancaires; services bancaires intégrés sur appareils mobiles; terminaux en libre-service, y compris ***les terminaux de paiement et les*** guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>205</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie A – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***des*** personnes ***présentant des limitations*** fonctionnelles ***et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter*** les ***exigences suivantes:*** | 1. Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par ***les*** personnes ***handicapées, les services doivent respecter les exigences en matière de performances*** fonctionnelles ***visées à la partie C de la section I et*** les ***éléments suivants doivent être accessibles:*** |
| a) les produits utilisés dans la fourniture du service ***sont accessibles*** conformément aux exigences de la partie***D***; | a) les produits utilisés ***par les prestataires de services*** dans la fourniture du service ***en question,*** conformément aux exigences de la partie***D de la présente section***; |
| b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité ***sont fournies suivant les modalités suivantes:*** | b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité***;*** |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii)*** les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture ***d’un*** service, ***sont fournies conformément*** à la ***lettre c)***; | ***b bis)*** les informations électroniques, y compris les ***sites web et les*** applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture ***du*** service ***en question. Cela peut notamment faire référence aux méthodes d’identification électronique***, ***de sécurité et de paiement nécessaires*** à la ***fourniture du service***; |
| ***c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |  |
| d) ***sont également incluses des*** fonctions, des pratiques, des stratégies ***et*** des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***présentant des limitations fonctionnelles***. | d) ***des*** fonctions, des pratiques, des stratégies***,*** des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***handicapées***. |
|  | ***d bis) des services bancaires intégrés sur appareils mobiles.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>206</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie B</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***B. Sites web utilisés pour la fourniture de services bancaires*** | ***supprimé*** |
| ***Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes:*** |  |
| ***a) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>207</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie C</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***C.*** ***Services bancaires intégrés sur appareils mobiles*** | ***supprimé*** |
| ***1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes:*** |  |
| ***a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes:*** |  |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettre b);*** |  |
| ***b) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>208</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie D – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| D. Terminaux en libre-service, y compris guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires | D. Terminaux en libre-service, y compris ***les terminaux de paiement et les*** guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires ***aux consommateurs*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>209</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie D – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et production | 1. Conception et production |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués*** de ***manière à ce que*** les éléments suivants ***soient*** accessibles: | Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à respecter les exigences en matière de performances fonctionnelles visées à la partie C*** de ***la section I et*** les éléments suivants ***doivent être*** accessibles: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***étiquetage***, ***instructions, avertissement). Ces informations:*** | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***l’étiquetage***, ***les instructions et l’avertissement);*** |
| ***i) doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) doivent être compréhensibles;*** |  |
| ***iii) doivent être perceptibles;*** |  |
| ***iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** |  |
| b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) ***conformément au point 2;*** | b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie)***;*** |
| c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***présentant des limitations fonctionnelles*** sont proposées ***conformément au point 2***; | c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***handicapées*** sont proposées; |
| d) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. | d) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>210</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie D – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***[...]*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>211</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Livres numériques | Livres numériques ***et matériels connexes*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>212</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – partie A – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***des*** personnes ***présentant des limitations*** fonctionnelles ***et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter*** les ***exigences suivantes:*** | 1. Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par ***les*** personnes ***handicapées, les services doivent respecter les exigences en matière de performances*** fonctionnelles ***visées à la partie C de la section I et*** les ***éléments suivants doivent être accessibles:*** |
| a) les produits utilisés dans la fourniture du service ***doivent être accessibles*** conformément aux exigences de la partie B ***«Produits»***; | a) les produits utilisés ***par les prestataires de services*** dans la fourniture du service ***en question,*** conformément aux exigences de la partie B ***de la présente section***; |
| b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité ***sont fournies suivant les modalités suivantes:*** | b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité***;*** |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii)*** les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture ***d’un*** service***, sont fournies conformément à la lettre c)***; | ***b bis)*** les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes ***ainsi que les liseuses*** nécessaires à la fourniture ***du*** service ***en question***; |
| c) les sites web ***sont accessibles*** d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à ***l’échelle*** internationale***;*** | c) les sites web ***et les applications sur appareil mobile,*** d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à ***l’échelle*** internationale***.*** |
| d) des informations ***accessibles sont fournies*** en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; | d) des informations en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; |
| e) ***sont également incluses des*** fonctions, des pratiques, des stratégies ***et*** des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***présentant des limitations fonctionnelles***. | e) ***des*** fonctions, des pratiques, des stratégies***,*** des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>213</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – partie B </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| B. Produits | B. Produits |
| 1. Conception et production | 1. Conception et production |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment*** les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***ce que*** les éléments suivants ***soient*** accessibles: | Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***respecter les exigences en matière de performances fonctionnelles visées à la partie C de la section I et*** les éléments suivants ***doivent être*** accessibles: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***étiquetage***, ***instructions, avertissement). Ces informations:*** | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (***l’étiquetage***, ***les instructions et l’avertissement);*** |
| ***i) doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) doivent être compréhensibles;*** |  |
| ***iii) doivent être perceptibles;*** |  |
| ***iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** |  |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination); | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination); |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***. Ces instructions:*** | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***;*** |
| ***i) ont un contenu disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) prévoient des solutions de substitution au contenu non textuel;*** |  |
| d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) ***conformément au point 2;*** | d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie)***;*** |
| e) les fonctionnalités du produit; ***des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2;*** | e) les fonctionnalités du produit; |
| f) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. | f) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>214</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – partie B – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***[...]*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>215</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***des*** personnes ***présentant des limitations*** fonctionnelles ***et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter*** les ***exigences suivantes:*** | 1. Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par ***les*** personnes ***handicapées, les services doivent respecter les exigences en matière de performances*** fonctionnelles ***visées à la partie C de la section I et*** les ***éléments suivants doivent être accessibles:*** |
| a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité ***sont fournies suivant les modalités suivantes:*** | a) des informations sur le fonctionnement des services ***concernés*** et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité***;*** |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii)*** les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture ***d’un*** service ***sont fournies*** conformément à la lettre b)***;*** | ***a bis)*** les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture ***du*** service ***concerné,*** conformément à la lettre b)***. Celles-ci*** ***peuvent notamment faire référence aux méthodes d’identification électronique, de sécurité et de paiement nécessaires à la fourniture du service;*** |
| b) les sites web ***sont accessibles*** d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | b) les sites web***,*** d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>216</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et production | 1. Conception et production |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment*** les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***ce que*** les éléments suivants ***soient*** accessibles: | Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***respecter les exigences en matière de performances fonctionnelles visées à la partie C de la section I et*** les éléments suivants ***doivent être*** accessibles: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement)***. Ces informations:*** | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement)***;*** |
| ***i) doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) doivent être compréhensibles;*** |  |
| ***iii) doivent être perceptibles;*** |  |
| ***iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** |  |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination); | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination); |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***. Ces instructions:*** | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***;*** |
| ***i) ont un contenu disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) prévoient des solutions de substitution au contenu non textuel;*** |  |
| d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) ***conformément au point 2***; | d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie); |
| e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***présentant des limitations fonctionnelles*** sont proposées ***conformément au point 2***; | e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***handicapées*** sont proposées; |
| f) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. | f) l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>217</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***[...]*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>218</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie B – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***des*** personnes ***présentant des limitations*** fonctionnelles ***et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter*** les ***exigences suivantes***: | 1. Afin de garantir une utilisation ***raisonnablement*** prévisible optimale par ***les*** personnes ***handicapées, les services doivent respecter les exigences en matière de performances*** fonctionnelles ***visées à la partie C de la section I et*** les ***éléments suivants doivent être accessibles***: |
| a) l’environnement bâti à l’endroit où le service est fourni, y compris les infrastructures de transport conformément à la partie C, ***est rendu accessible,*** sans préjudice de la législation nationale et de l’Union en matière de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; | a) l’environnement bâti à l’endroit où le service est fourni, y compris les infrastructures de transport conformément à la partie C, sans préjudice de la législation nationale et de l’Union en matière de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; |
| b) les installations, y compris les véhicules, les embarcations et les équipements nécessaires à la fourniture du service, ***sont rendues accessibles*** selon les modalités suivantes: | b) les installations, y compris les véhicules, les embarcations et les équipements nécessaires à la fourniture du service, selon les modalités suivantes: |
| i) la conception de l’espace bâti est conforme aux exigences de la partie C en ce qui concerne l’embarquement, le débarquement, la circulation et l’utilisation; | i) la conception de l’espace bâti est conforme aux exigences de la partie C en ce qui concerne l’embarquement, le débarquement, la circulation et l’utilisation; |
| ***ii) les informations sont disponibles sous différentes formes et au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***iii) des solutions de substitution au contenu visuel non textuel sont fournies;*** |  |
| c) les produits utilisés dans la fourniture du service ***sont accessibles***, conformément aux exigences de la partie A; | c) les produits utilisés dans la fourniture du service, conformément aux exigences de la partie A; |
| d) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité ***sont fournies suivant les modalités suivantes:*** | d) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité***;*** |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettre e).*** |  |
| e)les sites web ***sont accessibles*** d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***;*** | e) les sites web ***et les applications sur appareil mobile,*** d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***.*** |
| f) des informations ***accessibles sont fournies*** en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; | f) des informations en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; |
| g) ***sont également incluses des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***présentant des limitations fonctionnelles***. | g) ***des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>219</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie C – point 1 – partie introductive </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Afin de garantir une utilisation prévisible et indépendante, par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes*** handicapées, de l’environnement bâti, les exigences en matière d’accessibilité s’appliquent aux éléments suivants des zones destinées au public: | 1. Afin de garantir une utilisation prévisible et indépendante, par les personnes handicapées, de l’environnement bâti, les exigences en matière d’accessibilité s’appliquent aux éléments suivants des zones destinées au public: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>220</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section X – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Afin de garantir une utilisation prévisible et indépendante, par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes*** handicapées, de l’environnement bâti à l’endroit où le service visé à l’article 3, paragraphe 10, est fourni, les exigences d’accessibilité s’appliquent aux éléments suivants des zones destinées au public: | Afin de garantir une utilisation prévisible et indépendante, par les personnes handicapées, de l’environnement bâti à l’endroit où le service visé à l’article 3, paragraphe 10, est fourni, les exigences d’accessibilité s’appliquent aux éléments suivants des zones destinées au public: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>221</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe II – point 4.1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***4.1. Le fabricant appose le marquage CE visé dans la présente directive sur chaque produit qui est conforme aux exigences de la présente directive qui lui sont applicables.*** | ***supprimé*** |

</Amend>

</RepeatBlock-Amend>

EXPOSÉ DES MOTIFS

## Observations préliminaires

L’acte législatif sur l’accessibilité, ci-après «l’acte», vise à améliorer le fonctionnement du marché intérieur des produits et services accessibles en supprimant les obstacles dus à des dispositions législatives divergentes et en empêchant la création de nouveaux obstacles susceptibles d’apparaître, et ce en raison des obligations qui incombent aux États membres en vertu de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, ci-après «la convention». Souvent, l’Union intervient a posteriori pour supprimer les obstacles créés par les États membres au fil des ans. Le présent texte est un exemple d’action préventive.

La proposition de la Commission constitue une bonne base de travail, mais plusieurs adaptations sont nécessaires pour que l’acte atteigne ses objectifs: trouver le bon équilibre entre les besoins des personnes handicapées et créer des possibilités pour les produits et services innovants tout en limitant les coûts excessifs pour les entreprises. Votre rapporteur est conscient que cet acte a déjà été annoncé dans la stratégie de la Commission en faveur des personnes handicapées de 2010 et estime qu’il est temps d’agir.

## Cohérence par rapport au contexte international

Votre rapporteur a veillé à aligner l’acte sur la situation internationale. Ainsi, la proposition de la Commission souhaitait étendre le champ d’application de la directive aux «personnes ayant des limitations fonctionnelles». Étant donné que la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées ne mentionne que cette première catégorie et que l’objectif de l’acte est de limiter l’apparition de nouveaux obstacles en raison de la convention, votre rapporteur n’a pas repris cette proposition de la Commission. La définition des personnes ayant des limitations fonctionnelles relève de la compétence exclusive de la commission de l’emploi et des affaires sociales et n’a dès lors pas été modifiée. Or, cette définition ne figure que dans un nouveau considérant.

Ce considérant explique que l’acte aura une incidence positive pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles telles que les personnes âgées ou les femmes enceintes. Il est en effet prouvé que les produits et services qui permettent une meilleure accessibilité permettent aussi d’améliorer l’existence d’autres personnes que les seules personnes handicapées.

## Une approche sectorielle dans la mesure du possible

Votre rapporteur comprend que, pour certains produits et services, il faille une approche transversale, mais il estime qu’une approche secteur par secteur est préférable lorsqu’elle est possible. Par conséquent, votre rapporteur a pris acte de l’intention des rapporteurs de la proposition de directive sur les services de médias audiovisuels d’inclure certaines exigences d’accessibilité dans son champ d’application. Dans le projet de rapport, votre rapporteur a décidé de ne pas exclure ces services et équipements du champ d’application de la présente directive. Toutefois, il suivra de près l’avancée des négociations en commission de la culture et il retirera ces services et équipements s’il estime qu’ils sont suffisamment couverts par la convention des Nations unies.

De même, les services et équipements de téléphonie sont également réglementés par la récente proposition de directive instituant le code européen en matière de communications électroniques. Dans le projet de rapport, votre rapporteur a décidé de ne pas exclure ces services et équipements du champ d’application de la présente directive et de ne pas en harmoniser la définition. De même, si ces produits et services peuvent être suffisamment couverts par le code européen, votre rapporteur proposera d’y déplacer ces dispositions.

## Un cadre juridique européen cohérent

La proposition de la Commission proposait que l’acte serve de dispositif de sécurité pour les exigences relatives à l’accessibilité en prévoyant qu’il s’applique en plus de la législation en vigueur afin de parvenir à un même niveau d’exigence dans toute l’Europe pour un certain nombre de produits et services. Votre rapporteur estime que cette approche se justifie lorsque la législation en vigueur ne détaille pas la façon de parvenir à l’accessibilité, mais il n’y est pas favorable lorsqu’il s’agit de secteurs qui appliquent déjà les nouvelles exigences européennes ou qui sont déjà réglementés en ce qui concerne l’accessibilité, comme c’est le cas du secteur des transports. La modification des règles au beau milieu de la procédure est loin d’être une pratique exemplaire et pourrait même avoir des incidences extrêmement négatives.

Par conséquent, votre rapporteur a veillé à ce que, lorsque la législation européenne sur l’accessibilité s’applique déjà aux opérateurs, les présentes dispositions ne viennent pas s’y ajouter. De même, votre rapporteur a éliminé les exigences redondantes applicables aux opérateurs économiques ainsi que les incohérences éventuelles entre ces exigences. Il importe par ailleurs de préciser que la présente directive ne modifiera pas le caractère obligatoire ou facultatif de la législation en vigueur. Son seul but est de préciser quelles sont les exigences en matière d’accessibilité lorsque la législation comporte des exigences en la matière.

## L’adaptation du nouveau cadre législatif à l’accessibilité

Votre rapporteur est favorable à la décision de la Commission d’appliquer le nouveau cadre législatif à la présente directive[[2]](#footnote-2). Or, ce cadre doit être légèrement adapté à l’acte. Ainsi, les rappels de produits ne sont généralement demandés par les autorités de surveillance du marché que lorsqu’un produit n’est pas sûr pour les consommateurs ou qu’il est dangereux pour l’environnement. Un produit non accessible ne relève d’aucune de ces deux catégories. En cas d’infraction à la directive par un fabricant, d’autres sanctions et mesures correctrices resteront applicables comme, en dernier recours, le retrait du produit au cas où, par exemple, le fabricant continuerait, malgré la demande de l’autorité, à commercialiser un produit non accessible relevant du champ d’application de la directive. De même, un produit non accessible ne présente aucun risque en tant que tel. La proposition de la Commission a été adaptée pour tenir compte de cette réalité.

**«Think Small First»**

Il devrait être difficile aux microentreprises de satisfaire aux obligations découlant de la directive. Selon la proposition de la Commission, un petit détaillant ou un libraire souhaitant créer un site web pour y vendre ses produits serait tenu de le rendre pleinement accessible aux personnes handicapées. Votre rapporteur estime qu’il s’agit d’une exigence excessive. Le recours à l’exception prévue aux articles 12 et 22 ne constituerait pas non plus une solution pour ce détaillant étant donné qu’il serait tenu de procéder, à la demande de l’autorité, à une analyse de «l’estimation des coûts et des avantages pour les opérateurs économiques par rapport à l’avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique».

Il faut limiter la charge que la directive ferait peser sur les petites et moyennes entreprises. Or, il importe qu’elles relèvent néanmoins de son champ d’application. Il est donc proposé de leur accorder un régime simplifié. Votre rapporteur suggère par conséquent de ne plus obliger les PME à informer les autorités lorsqu’elles souhaitent appliquer l’exception prévue aux articles 12 et 22.

**Conclusions**

Votre rapporteur soutient sans réserve l’objectif de la Commission, qui est d’améliorer l’accessibilité pour les personnes handicapées. Le marché unique permet d’y parvenir. En supprimant les obstacles et en évitant l’apparition de nouveaux obstacles à l’avenir, on renforcera le marché unique au profit de tous les citoyens et de toutes les entreprises d’Europe. Les bonnes pratiques législatives doivent être le moteur permettant d’adopter un texte qui va dans ce sens.

L’innovation est cruciale si l’on veut que la proposition atteigne son objectif, raison pour laquelle votre rapporteur suggère de laisser suffisamment de marge aux entreprises innovantes. Par conséquent, il propose de fonder les exigences d’accessibilité sur les fonctionnalités et non sur les spécifications techniques, solution qui a déjà fait ses preuves.

<Date>{06/04/2017}6.4.2017</Date>

AVIS <CommissionResp>de la commission de l’emploi et des affaires socialeS (\*)</CommissionResp>

<CommissionInt>à l’intention de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs</CommissionInt>

<Titre>sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services</Titre>

<DocRef>(COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD))</DocRef>

Rapporteur pour avis (\*): <Depute>Ádám Kósa</Depute>

(\*) (Commission associée – article 54 du règlement)

JUSTIFICATION SUCCINCTE

La commission de l’emploi et des affaires sociales invite la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, compétente au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

<RepeatBlock-Amend><Amend>Amendement <NumAm>1</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres ***grâce à l’élimination des*** obstacles à la libre circulation de certains produits et services accessibles. Cela augmentera la disponibilité de produits et services accessibles sur le marché intérieur. | (1) La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres ***et en éliminant les*** obstacles à la libre circulation de certains produits et services accessibles. Cela augmentera la disponibilité ***et améliorera l’accessibilité et l’aspect pratique des informations sur des*** produits et services accessibles ***au sein du*** marché intérieur. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>2</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de ***citoyens*** présentant ***un handicap et/ou*** une limitation fonctionnelle est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive et ***facilite*** l’autonomie. | (2) La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de ***personnes*** présentant une limitation fonctionnelle***, y compris de personnes handicapées au sens de l’article 1 de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées,*** est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive et ***constitue une condition préalable à*** l’autonomie. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>3</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Les divergences entre les exigences nationales en matière d’accessibilité dissuadent notamment les professionnels individuels, les PME et les micro-entreprises de se lancer dans des activités commerciales en dehors de leurs marchés nationaux. Les exigences en matière d’accessibilité fixées par les États membres à l’échelle nationale, voire régionale ou locale, diffèrent tant du point de vue de leur champ d’application que de leur degré de précision. Ces divergences ont une incidence négative sur la compétitivité et ***la croissance*** en raison du surcoût engendré par la mise au point et la commercialisation, pour chaque marché national, de produits et services accessibles. | (4) Les divergences entre les exigences nationales en matière d’accessibilité dissuadent notamment les professionnels individuels, les PME et les micro-entreprises de se lancer dans des activités commerciales en dehors de leurs marchés nationaux. Les exigences en matière d’accessibilité fixées par les États membres à l’échelle nationale, voire régionale ou locale, diffèrent tant du point de vue de leur champ d’application que de leur degré de précision. Ces divergences ont une incidence négative sur la compétitivité et ***le développement économique*** en raison du surcoût engendré par la mise au point et la commercialisation, pour chaque marché national, de produits et services accessibles. ***Parallèlement, les autorités nationales, les fabricants et les prestataires de services font face à des incohérences quant aux exigences en matière d’accessibilité qu’ils doivent respecter pour pouvoir éventuellement fournir des services transfrontières et quant au cadre réglementaire applicable.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>4</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (5) Les consommateurs de produits accessibles et les bénéficiaires de services accessibles doivent s’accommoder de prix élevés du fait de la concurrence limitée qui existe entre les fournisseurs. La fragmentation des réglementations nationales limite les avantages qui pourraient résulter du partage d’expériences en matière d’adaptation aux évolutions sociétales et technologiques avec des pairs nationaux et internationaux. | (5) Les consommateurs de produits accessibles***, notamment de technologies d’assistance,*** et les bénéficiaires de services accessibles doivent s’accommoder de prix élevés du fait de la concurrence limitée qui existe entre les fournisseurs. La fragmentation des réglementations nationales limite les avantages qui pourraient résulter du partage d’expériences en matière d’adaptation aux évolutions sociétales et technologiques avec des pairs nationaux et internationaux. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>5</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) Il est donc ***nécessaire*** de rapprocher les mesures nationales à l’échelle de l’Union pour assurer ***le bon*** fonctionnement du marché intérieur et ***mettre un terme à*** la fragmentation du marché des produits et services accessibles, pour réaliser des économies d’échelle, pour faciliter les échanges ***et*** ***la*** ***mobilité*** transfrontières, ainsi que pour aider les opérateurs économiques à concentrer des ressources sur l’innovation plutôt qu’à les affecter à la mise en conformité avec des exigences légales fragmentées dans l’Union. | (6) Il est donc ***utile*** de rapprocher les mesures nationales à l’échelle de l’Union pour assurer ***un meilleur*** fonctionnement du marché intérieur et ***limiter*** la fragmentation du marché des produits et services accessibles, pour réaliser des économies d’échelle, pour faciliter les échanges transfrontières***,*** ***la*** ***circulation sans entrave des produits, des services et des personnes, et la mobilité des personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris des personnes handicapées***, ainsi que pour aider les opérateurs économiques à concentrer des ressources sur l’innovation plutôt qu’à les affecter à la mise en conformité avec des exigences légales fragmentées dans l’Union. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>6</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (9) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés notamment par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Elle vise en particulier à assurer le plein respect du droit des personnes handicapées de bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté, et à promouvoir l’application ***de l’article*** 26 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. | (9) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés notamment par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Elle vise en particulier à assurer le plein respect du droit des personnes handicapées ***et des personnes âgées*** de bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté, et à promouvoir l’application ***des articles 21, 25 et*** 26 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>7</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (10) L’objectif général de la «stratégie pour le marché unique numérique» est de procurer des avantages économiques et sociaux durables grâce à un marché unique numérique connecté. Les consommateurs de l’Union ne profitent toujours pas pleinement des avantages en matière de prix et de choix que peut offrir le marché unique car les transactions en ligne transfrontières sont encore très limitées. La fragmentation a aussi pour effet de limiter la demande de transactions transfrontières de commerce électronique. Il convient également de mener des actions concertées pour faire en sorte que le nouveau contenu électronique soit totalement accessible aux personnes handicapées. Il est donc nécessaire d’harmoniser les exigences en matière d’accessibilité sur le marché unique numérique et de veiller à ce que tous les citoyens de l’Union, quelles que soient leurs capacités, puissent profiter de ses avantages. | (10) L’objectif général de la «stratégie pour le marché unique numérique» est de procurer des avantages économiques et sociaux durables grâce à un marché unique numérique connecté ***en facilitant les échanges commerciaux et en renforçant l’emploi au sein de l’Union***. Les consommateurs de l’Union ne profitent toujours pas pleinement des avantages en matière de prix et de choix que peut offrir le marché unique car les transactions en ligne transfrontières sont encore très limitées. La fragmentation a aussi pour effet de limiter la demande de transactions transfrontières de commerce électronique. Il convient également de mener des actions concertées pour faire en sorte que le nouveau contenu électronique soit totalement accessible aux personnes handicapées. Il est donc nécessaire d’harmoniser les exigences en matière d’accessibilité sur le marché unique numérique et de veiller à ce que tous les citoyens de l’Union, quelles que soient leurs capacités, puissent profiter de ses avantages. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>8</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 13</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (13) L’entrée en vigueur de la convention dans l’ordre juridique des États membres rend nécessaire l’adoption de dispositions nationales supplémentaires en matière d’accessibilité des produits et services qui, sans une action de l’Union, accroîtraient encore les divergences entre les dispositions nationales. | (13) L’entrée en vigueur de la convention dans l’ordre juridique des États membres rend nécessaire l’adoption de dispositions nationales supplémentaires en matière d’accessibilité des produits et services***, ainsi que de l’environnement bâti en rapport avec la fourniture de biens et services,*** qui, sans une action de l’Union, accroîtraient encore les divergences entre les dispositions nationales. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>9</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 15</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (15) La «Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves»33, en phase avec la convention, mentionne l’accessibilité parmi les huit domaines d’action qu’elle a répertoriés et a pour objectif de garantir l’accessibilité des produits et des services. | (15) La «Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves»33, en phase avec la convention, mentionne l’accessibilité***, qui est une condition fondamentale de la participation à la société,*** parmi les huit domaines d’action qu’elle a répertoriés et a pour objectif de garantir l’accessibilité des produits et des services. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 33 COM(2010) 636. | 33 COM(2010)636. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>10</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 17</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (17) Pour ***être accessible aux personnes handicapées et aux personnes âgées***, chaque produit ou service ***doit respecter*** les exigences en matière d’accessibilité prévues à l’article 3 et énumérées à l’annexe I. Les obligations en matière d’accessibilité pour le commerce électronique s’appliquent également à la vente en ligne de services en vertu de l’article1er, paragraphe2, pointsa) à e), de la présente directive. | (17) Pour chaque produit ou service ***entrant dans le champ d’application de la présente directive***, ***il convient de mettre à disposition un rapport d’accessibilité précisant quelles sont*** les exigences en matière d’accessibilité prévues à l’article 3 et énumérées à l’annexe I ***qui ont été mises en œuvre pour rendre le produit ou service accessible aux personnes handicapées et aux personnes âgées. Le rapport d’accessibilité consiste en une liste ou un énoncé des caractéristiques d’accessibilité qui font partie de la description générale du produit, comme l’exige l’annexe II, et des services, comme l’exige l’annexe III***. Les obligations en matière d’accessibilité pour le commerce électronique s’appliquent également à la vente en ligne de services en vertu de l’article1er, paragraphe2, pointsa) à e), de la présente directive. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>11</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 18</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (18) Il est nécessaire ***que les*** exigences en matière d’accessibilité ***soient introduites*** de telle manière qu’elles entraînent le moins de contraintes possible pour les opérateurs économiques et les États membres***, ce qui implique notamment*** ***qu’elles*** ***ne s’appliquent qu’aux produits*** ***et*** ***services soigneusement sélectionnés***. | (18) Il est nécessaire ***d’introduire des*** exigences en matière d’accessibilité***, qui permettent à toutes les personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées,*** ***de*** ***faire pleinement usage des produits, des services*** ***et*** ***des infrastructures entrant dans le champ de la présente directive. Il convient d’introduire ces exigences en matière d’accessibilité*** de telle manière qu’elles entraînent le moins de contraintes possible pour les opérateurs économiques et les États membres. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>12</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 23</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (23) ***Dans certains cas, des*** exigences communes en matière d’accessibilité applicables à l’environnement bâti ***faciliteraient*** la libre circulation ***des services*** ***concernés*** ***et*** des personnes handicapées. C’est pourquoi la présente directive ***permet*** aux États membres d’inclure l’environnement bâti utilisé dans la fourniture des services dans le champ d’application de la présente directive, garantissant le respect des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe X. | (23) ***Des*** exigences communes en matière d’accessibilité applicables à l’environnement bâti ***constituent une caractéristique importante pour les produits et essentielle pour garantir*** ***des services*** ***accessibles,*** ***et*** ***devraient faciliter*** la libre circulationdes personnes handicapées. C’est pourquoi la présente directive ***fait obligation*** aux États membres d’inclure ***entièrement*** l’environnement bâti utilisé dans la fourniture des services dans le champ d’application de la présente directive, garantissant le respect des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe X. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>13</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 25 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(25 bis)*** ***Lors de la définition et de la classification des besoins des personnes handicapées auxquels le produit ou service doit répondre, le principe de la conception universelle devrait être considéré à la lumière de l’observation générale nº 2(2014) sur l’article 9 de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées1 bis.*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis*** [***https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G14/033/13/PDF/G1403313.pdf?OpenElement***](https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G14/033/13/PDF/G1403313.pdf?OpenElement) |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>14</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 28</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (28) Tous les opérateurs économiques intervenant dans la chaîne d’approvisionnement et de distribution devraient faire en sorte qu’ils ne mettent à disposition sur le marché que des produits conformes aux exigences en matière d’accessibilité de la présente directive. Il convient de prévoir une répartition claire et proportionnée des obligations correspondant au rôle de chaque opérateur dans le processus d’approvisionnement et de distribution. | (28) Tous les opérateurs économiques intervenant dans la chaîne d’approvisionnement et de distribution devraient faire en sorte qu’ils ne mettent à disposition sur le marché que des produits conformes aux exigences en matière d’accessibilité de la présente directive***, y compris aux exigences en matière de présentation des rapports***. Il convient de prévoir une répartition claire et proportionnée des obligations correspondant au rôle de chaque opérateur dans le processus d’approvisionnement et de distribution. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>15</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 37</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (37) La présente directive devrait ***suivre le principe du «penser*** ***en*** ***priorité aux PME» et tenir*** compte des charges administratives qui pèsent sur ***elles***. ***Plutôt que de prévoir*** ***des exceptions et*** ***des dérogations généralisées pour ces entreprises, elle*** devrait fixer des règles ***allégées*** en matièred’évaluation de la conformité ***et établir des clauses de sauvegarde pour les opérateurs économiques***. Par conséquent, lors de la fixation des règles de sélection et d’application des procédures d’évaluation de la conformité les plus appropriées, il convient de tenir compte de la situation des PME et de limiter les obligations d’évaluer la conformité des exigences en matière d’accessibilité de telle manière qu’elles n’imposent pas de charge disproportionnée aux PME. De plus, les autorités de surveillance du marché devraient opérer de manière proportionnée à la taille des entreprises et au caractère de petite série ou hors série de la production concernée, sans créer d’obstacles inutiles pour les PME et sans compromettre la protection de l’intérêt public. | (37) La présente directive devrait ***aussi embrasser large tout*** ***en*** ***tenant*** compte des charges administratives ***et*** ***des*** ***coûts financiers*** qui pèsent sur ***les PME***. ***Elle*** devrait fixer des règles ***précises et*** ***effectives*** en matière d’évaluation de la conformité. ***Les exceptions aux*** ***règles d’évaluation de la conformité*** ***devraient être interprétées dans le strict respect de la présente directive***. Par conséquent, lors de la fixation des règles de sélection et d’application des procédures d’évaluation de la conformité les plus appropriées, il convient de tenir compte de la situation des PME et de limiter les obligations d’évaluer la conformité des exigences en matière d’accessibilité de telle manière qu’elles n’imposent pas de charge disproportionnée aux PME. De plus, les autorités de surveillance du marché devraient opérer de manière proportionnée à la taille des entreprises et au caractère de petite série ou hors série de la production concernée, sans créer d’obstacles inutiles pour les PME et sans compromettre la protection de l’intérêt public. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>16</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 39</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (39) Afin de faciliter l’évaluation de la conformité aux exigences applicables, il est nécessaire d’instaurer une présomption de conformité pour les produits et services qui répondent aux normes harmonisées volontaires adoptées conformément au règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil39 aux fins de la formulation des spécifications techniques détaillées de ces exigences. La Commission a déjà adressé aux organismes européens de normalisation un certain nombre de demandes de normalisation portant sur l’accessibilité, qui seraient pertinentes pour l’élaboration de normes harmonisées. | (39) Afin de faciliter l’évaluation de la conformité aux exigences applicables ***en matière d’accessibilité***, il est nécessaire d’instaurer une présomption de conformité pour les produits et services qui répondent aux normes harmonisées volontaires adoptées conformément au règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil39 aux fins de la formulation des spécifications techniques détaillées de ces exigences. La Commission a déjà adressé aux organismes européens de normalisation un certain nombre de demandes de normalisation portant sur l’accessibilité, qui seraient pertinentes pour l’élaboration de normes harmonisées. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 39 Règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision nº 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 316 du 14.11.2012, p. 12). | 39 Règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision nº 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 316 du 14.11.2012, p. 12). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>17</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 40</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (40) En l’absence de normes harmonisées et, si nécessaire, à des fins d’harmonisation du marché, la Commission devrait être en mesure d’adopter des actes d’exécution établissant des spécifications techniques communes pour les exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. | *(Ne concerne pas la version française.)* |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>18</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 42</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (42) Pour l’évaluation de la conformité des produits, la présente directive devrait utiliser la procédure du contrôle interne de la fabrication du «module A», décrite à l’annexe II de la décision nº 768/2008/CE, dans la mesure où elle permet aux opérateurs économiques de prouver et aux autorités compétentes de garantir que les produits mis à disposition sur le marché sont conformes aux exigences en matière d’accessibilité, sans pour autant leur imposer une charge disproportionnée. | (42) Pour l’évaluation de la conformité des produits, la présente directive devrait utiliser la procédure du contrôle interne de la fabrication du «module A», décrite à l’annexe II de la décision nº 768/2008/CE, dans la mesure où elle permet aux opérateurs économiques de prouver et aux autorités compétentes de garantir que les produits mis à disposition sur le marché sont conformes aux exigences en matière d’accessibilité, ***en harmonie avec le*** ***rapport du fabricant sur les éléments d’accessibilité*** ***que contient l’appareil en question,*** sans pour autant leur imposer une charge disproportionnée. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>19</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 44</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (44) Le marquage «CE», qui matérialise la conformité d’un produit aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive, est le résultat visible d’un processus global comprenant l’évaluation de la conformité au sens large. Il convient que la présente directive respecte les principes généraux régissant le marquage «CE» établis dans le règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil40 ***fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits***. | (44) Le marquage «CE», qui matérialise la conformité d’un produit aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive, est le résultat visible d’un processus global comprenant l’évaluation de la conformité au sens large. Il convient que la présente directive respecte les principes généraux régissant le marquage «CE» établis dans le règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil40. ***Les États membres devraient échanger les bonnes pratiques relatives aux procédures appliquées pour l’évaluation des produits et services accessibles et devraient se tenir mutuellement informés de la disponibilité d’experts dans le domaine des biens et produits accessibles, en collaboration avec les organisations faîtières opérant dans le domaine de l’accessibilité et représentant les personnes handicapées.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 40 Règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) nº 339/93 du Conseil (JO L 218 du 13.8.2008, p. 30). | 40 Règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) nº 339/93 du Conseil (JO L 218 du 13.8.2008, p. 30). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>20</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article -1 (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article -1*** |
|  | ***Objectifs*** |
|  | ***La présente directive a pour objet de rapprocher les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres et d’éliminer les obstacles à la libre circulation de certains produits et services accessibles, afin d’améliorer le fonctionnement du marché intérieur.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>21</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point a </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) matériel informatique et systèmes d’exploitation à usage général; | a) matériel informatique et systèmes d’exploitation à usage général***, et appareils domestiques opérés par une interface utilisateur faisant appel aux TIC***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>22</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) terminaux en libre-service ***suivants***: | b) terminaux en libre-service***, tels que***: |
| i) guichets de banque automatiques; | i) guichets de banque automatiques; |
|  | ***ii)*** ***terminaux de paiement;*** |
| ***ii)*** distributeurs automatiques de titres de transport; | ***iii)*** distributeurs automatiques de titres de transport; |
| ***iii)*** bornes d’enregistrement automatiques. | ***iv)*** bornes d’enregistrement automatiques. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>23</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) services de médias audiovisuels et équipements connexes grand public avec capacités informatiques avancées; | b) services de médias audiovisuels***, sites web d’actualité et de médias commerciaux et financés par des fonds publics,*** et équipements connexes grand public avec capacités informatiques avancées; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>24</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs; | c) services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs ***et infrastructures en rapport***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>25</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2) «conception universelle» ***ou*** «conception pour tous»: la conception de produits, d’équipements, de programmes et de services qui puissent être utilisés par tous, dans toute la mesure possible, sans nécessiter ni adaptation ni conception spéciale. La «conception universelle» n’exclut pas les appareils et accessoires fonctionnels pour des catégories particulières de personnes handicapées là où ils sont nécessaires; | 2) «conception universelle»***, également appelée*** «conception pour tous»: la conception de produits, d’équipements, de programmes et de services qui puissent être utilisés par tous, dans toute la mesure possible, sans nécessiter ni adaptation ni conception spéciale. La «conception universelle» n’exclut pas les appareils et accessoires fonctionnels pour des catégories particulières de personnes***, y compris des personnes*** handicapées***,*** là où ils sont nécessaires; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>26</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5) «produit»: une substance, une préparation ou une autre marchandise produite par un procédé de fabrication, à l’exclusion des denrées alimentaires, des aliments pour animaux, des plantes et animaux vivants, des produits d’origine humaine et des produits de plantes et d’animaux se rapportant directement à leur reproduction future; | 5) «produit»: une substance, une préparation ou une autre marchandise produite par un procédé de fabrication, à l’exclusion des denrées alimentaires, des aliments pour animaux, des plantes et animaux vivants, des produits d’origine humaine et des produits de plantes et d’animaux se rapportant directement à leur reproduction future***, conformément à la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil46 bis,*** ***avec les exceptions prévues dans cette directive***; |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***46 bis Directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits (JO L 11 du 15.1.2002, p. 4).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>27</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 5 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***5 bis)*** ***«prestataire de services»: toute personne physique ou morale dans l’Union au sens de l’article 56 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, établie dans un État membre, qui offre ou fournit un service relevant du champ d’application de la présente directive;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>28</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 21) «commerce électronique»: la vente en ligne de produits et de services***.*** | 21) «commerce électronique»: la vente en ligne de produits et de services***, y compris tout élément tiers nécessaire pour la prestation de la vente en ligne;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>29</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 bis)*** ***«technologies d’assistance»: un objet, une pièce d’équipement ou un système produit qui sert à accroître, à préserver ou à améliorer les capacités fonctionnelles des personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>30</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 ter)*** ***«service d’accès»: un service, comme l’audiodescription, le sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes et l’interprétation en langue des signes, qui améliore l’accessibilité d’un contenu audiovisuel pour les personnes handicapées;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>31</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 quater)*** ***«audiodescription»: récit audible additionnel, combiné avec le dialogue, qui décrit les aspects significatifs du contenu visuel d’un média audiovisuel qui ne peuvent être compris à partir seulement de la principale bande sonore;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>32</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 quinquies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 quinquies)*** ***«sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes»: l’équivalent visuel synchronisé sous forme de texte de l’information audio, à la fois langagière et non langagière, qui est nécessaire pour comprendre le contenu du média;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>33</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 sexies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 sexies)*** ***«sous-titrage audio»: lecture à voix haute des sous-titres en langue nationale quand le dialogue se fait dans une langue différente;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>34</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 septies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 septies)*** ***«texte en temps réel»: communication recourant à la transmission d’un texte dont les caractères sont transmis par le terminal à mesure qu’ils sont tapés, de sorte que la communication soit perçue par l’usager comme continue;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>35</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 octies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 octies)*** ***«outil d’auteur»: un logiciel ou un assemblage d’éléments de logiciel qui peut être utilisé par des auteurs, seuls ou en collaboration, pour créer ou modifier un contenu à l’usage d’autres personnes, y compris d’autres auteurs;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>36</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 nonies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 nonies)*** ***«services de relais»: services de téléphonie rendus par des interprètes ou un logiciel d’interprétation qui permettent aux personnes sourdes ou malentendantes ou présentant une difficulté d’élocution de communiquer par téléphone, par l’intermédiaire d’un interprète (ou d’un logiciel), avec une personne qui peut entendre ou communiquer d’une manière qui est «fonctionnellement équivalente» à la capacité d’un individu dépourvu de handicap;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>37</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Le matériel informatique et les systèmes d’exploitation à usage général sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section I. | 2. Le matériel informatique et les systèmes d’exploitation à usage général***, de même que les appareils domestiques opérés par une interface utilisateur faisant appel aux TIC,*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section I. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>38</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Les terminaux en libre-service ***suivants***: guichets de banque, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionII. | 3. Les terminaux en libre-service: guichets de banque, distributeurs de titres de transport***, terminaux de paiement*** et bornes d’enregistrement automatiques sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionII. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>39</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les services de téléphonie, y compris les services d’urgence et les équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section III. | 4. Les services de téléphonie, y compris les services d’urgence et les équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section III. ***Les États membres assurent la disponibilité d’un service de relais à base textuelle et d’un service de relais à base visuelle, au moins, sur l’ensemble de leur territoire, en consultation avec les associations d’usagers, y compris les organisations représentant les personnes handicapées, et veillent à ce que ces services de relais soient interopérables avec les services de téléphonie. Les États membres assurent aussi la disponibilité d’une communication sonore, visuelle et textuelle en temps réel avec les services d’urgence nationaux, régionaux et locaux, conformément à la perspective de conversation totale.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>40</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***5.*** Les services de médias audiovisuels et les équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section IV. | 5. Les services de médias audiovisuels***, les sites web d’actualité et de médias commerciaux et financés par des fonds publics,*** et les équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section IV. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>41</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 5 – alinéa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***À la date fixée à l’article 27, paragraphe 2, les prestataires de services de média audiovisuel diffusant dans l’Union rendent leurs services accessibles de la manière suivante:*** |
|  | ***– au moins 75 % de la programmation totale incluent un sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes,*** |
|  | ***– au moins 75 % de la programmation totale sous-titrée dans la langue nationale incluent un sous-titrage audio;*** |
|  | ***– au moins 5 % de la programmation totale incluent une audiodescription;*** |
|  | ***– au moins 5 % de la programmation totale incluent une interprétation en langue des signes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>42</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. Les services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs, les sites web, les services intégrés sur appareils mobiles, les systèmes de billetterie intelligents et l’information en temps réel ainsi que les terminaux en libre-service, les distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, ***section*** V. | 6. Les ***infrastructures et*** services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs, les sites web, les services intégrés sur appareils mobiles, les systèmes de billetterie intelligents et l’information en temps réel ainsi que les terminaux en libre-service, les distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, ***sections*** V ***et X***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>43</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 7</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 7. Les services bancaires, les sites web, les services bancaires intégrés sur appareils mobiles, les terminaux en libre-service, y compris les guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionVI. | 7. Les services bancaires, les sites web, les services bancaires ***et les terminaux de paiement*** intégrés sur appareils mobiles, les terminaux en libre-service, y compris les guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionVI. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>44</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 9 – alinéa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Le contenu créé par les utilisateurs est exempté des exigences visées à l’annexe I, section VIII; dans le même temps, les outils d’auteur disponibles doivent être accessibles aux personnes handicapées et faciliter la création de contenu accessible conformément aux règles établies dans la présente directive.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>45</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 10. Les États membres ***peuvent décider, compte tenu des circonstances nationales,*** que l’environnement bâti utilisé par les clients de services de transport de voyageurs – y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires, les centres de services à la clientèle et les magasins gérés par des opérateurs de téléphonie *–* ***doit être*** conforme aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexeI, sectionX, afin d’optimiser leur utilisation par des personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées. | 10. Les États membres ***veillent à ce*** que l’environnement bâti utilisé par les clients de services de transport de voyageurs – y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires, les centres de services à la clientèle et les magasins gérés par des opérateurs de téléphonie – ***soit*** conforme aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexeI, sectionX, afin d’optimiser leur utilisation par des personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>46</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2 – alinéa 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Lorsqu’il a été démontré, à l’aide de cette procédure, qu’un produit respecte les exigences en matière d’accessibilité applicables, les fabricants établissent une déclaration UE de conformité et apposent le marquage CE. | Lorsqu’il a été démontré, à l’aide de cette procédure, qu’un produit respecte les exigences en matière d’accessibilité applicables, les fabricants établissent une déclaration UE de conformité et apposent le marquage CE. ***Ils ajoutent une référence supplémentaire claire à l’accessibilité, telle que «produit accessible».*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>47</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les fabricants tiennent un registre des plaintes, des produits non conformes et des rappels de ***produits*** et tiennent les distributeurs informés de toute mesure de suivi de ce type. | 4. Les fabricants tiennent un registre des plaintes ***se référant à des groupes définis de personnes handicapées***, des produits non conformes et des rappels de ***produit***, et tiennent les distributeurs informés de toute mesure de suivi de ce type. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>48</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 7</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 7. Les fabricants veillent à ce que le produit soit accompagné d’instructions et d’informations de sécurité fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et les utilisateurs finals, ***déterminée par l’État membre concerné***. | 7. Les fabricants veillent à ce que le produit soit accompagné d’instructions et d’informations de sécurité fournies dans une langue ***déterminée par l’État membre concerné,*** aisément compréhensible par les consommateurs et les utilisateurs finals, ***dans plusieurs formats accessibles***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>49</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 8</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 8. Les fabricants qui considèrent ou ont des raisons de croire qu’un produit qu’ils ont mis sur le marché n’est pas conforme à la présente directive prennent sans délai les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité, le retirer ou le rappeler, selon le cas. En outre, si le produit ***présente un risque lié à l’***accessibilité, les fabricants en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et toute mesure corrective adoptée. | 8. Les fabricants qui considèrent ou ont des raisons de croire qu’un produit qu’ils ont mis sur le marché n’est pas conforme à la présente directive prennent sans délai les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité, le retirer ou le rappeler, selon le cas. En outre, si le produit ***est caractérisé par*** ***un manque d’***accessibilité, les fabricants en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et toute mesure corrective adoptée. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>50</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Avant de mettre un produit sur le marché, les importateurs s’assurent que la procédure d’évaluation de la conformité prévue à l’annexe II a été appliquée par le fabricant. Ils s’assurent que le fabricant a établi la documentation technique prévue à ladite annexe, que le produit porte le marquage CE, qu’il est accompagné des documents requis et que le fabricant a respecté les exigences visées à l’article 5, paragraphes 5 et 6. | 2. Avant de mettre un produit sur le marché, les importateurs s’assurent que la procédure d’évaluation de la conformité prévue à l’annexe II***, fondée sur le rapport du fabricant sur l’accessibilité des produits,*** a été appliquée par le fabricant. Ils s’assurent que le fabricant a établi la documentation technique prévue à ladite annexe, que le produit porte le marquage CE, qu’il est accompagné des documents requis et que le fabricant a respecté les exigences visées à l’article 5, paragraphes 5 et 6. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>51</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les prestataires de services préparent les informations nécessaires conformément à l’annexeIII, en expliquant comment ***les*** services répondent aux exigences d’accessibilité visées à l’article 3. Les informations sont mises à la disposition du public ***sous forme écrite et orale, y compris d’une façon qui soit accessible aux personnes présentant des limitations fonctionnelles et aux personnes handicapées***. Les prestataires de services conservent les informations aussi longtemps que le service est disponible. | 2. Les prestataires de services préparent les informations nécessaires conformément à l’annexeIII, en expliquant comment ***leurs*** services répondent aux exigences d’accessibilité visées à l’article3. Les informations sont mises à la disposition du public ***dans plusieurs formats accessibles***. Les prestataires de services conservent les informations aussi longtemps que le service ***en question*** est disponible. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>52</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Les prestataires de services veillent à disposer des procédures garantissant que les services restent, aussi longtemps qu’ils sont disponibles, en conformité avec les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3. Tout changement dans les caractéristiques de la prestation du service et dans les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3 est dûment pris en considération par les prestataires de services. En cas de non-conformité du service, les prestataires prennent les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité avec les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3. | 3. Les prestataires de services veillent à disposer des procédures garantissant que les services restent, aussi longtemps qu’ils sont disponibles, en conformité avec les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3 ***et s’assurent que, dans le cadre du portefeuille de services qu’ils proposent, tous les groupes de personnes handicapées aient accès, dans la mesure du possible, aux services disponibles répondant à leurs besoins en termes d’accessibilité***. Tout changement dans les caractéristiques de la prestation du service et dans les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3 est dûment pris en considération par les prestataires de services. En cas de non-conformité du service, les prestataires prennent les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité avec les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>53</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article3 s’appliquent pour autant qu’elles n’introduisent pas de modification significative d’un aspect ou d’une caractéristique d’un produit ou d’un service qui entraîne une modification de la nature fondamentale de ***celui-ci***. | 1. Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article3 s’appliquent pour autant qu’elles n’introduisent pas de modification significative d’un aspect ou d’une caractéristique d’un produit ou d’un service qui entraîne une modification ***quelconque*** de la nature fondamentale ***du produit ou du service concerné.*** ***Le fabricant peut choisir de satisfaire aux exigences en matière d’accessibilité en incorporant des composants tiers compatibles, dès lors que ceux-ci sont incorporés comme partie intégrante du produit sans entraîner de coût supplémentaire pour l’utilisateur.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>54</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 3 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) l’estimation des ***coûts*** et des avantages pour les opérateurs économiques par rapport à l’avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique. | b) l’estimation des ***surcoûts*** et des avantages pour les opérateurs économiques par rapport à l’avantage estimé pour ***les personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris*** les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>55</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. La charge n’est pas réputée disproportionnée si elle est compensée par un financement provenant d’autres sources que les ressources propres de l’opérateur économique, qu’elles soient d’origine publique ou privée. | 4. La charge n’est pas réputée disproportionnée si elle est compensée par un financement provenant d’autres sources que les ressources propres de l’opérateur économique, qu’elles soient d’origine publique ou privée. ***Les manques de priorité, d’échéancier ou de connaissance ne sont pas considérés comme des excuses légitimes pour alléguer d’un coût disproportionné.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>56</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Il incombe à l’opérateur économique d’évaluer si la conformité des produits ou services avec les exigences en matière d’accessibilité impose une modification essentielle ou une charge disproportionnée. | 5. Il incombe à l’opérateur économique d’évaluer si la conformité des produits ou services avec les exigences en matière d’accessibilité impose une modification essentielle ou une charge disproportionnée***, en consultant les associations d’usagers et les experts de l’autorité nationale de surveillance du marché sur la question des exigences relatives à l’accessibilité***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>57</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. Lorsque les opérateurs économiques ont appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1 à 5 pour un produit ou un service spécifique, ils en informent l’autorité de surveillance du marché compétente de l’État membre sur le territoire duquel le produit ou le service est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché. Cette notification inclut l’évaluation visée au paragraphe 3. Les micro-entreprises sont exemptées de cette obligation de notification, mais elles doivent être en mesure de fournir la documentation concernée à la demande d’une autorité de surveillance du marché compétente. | 6. Lorsque les opérateurs économiques ont appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1 à 5 pour un produit ou un service spécifique, ils en informent l’autorité de surveillance du marché compétente de l’État membre sur le territoire duquel le produit ou le service est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché. Cette notification inclut l’évaluation visée au paragraphe 3. ***Afin d’octroyer une exemption en vertu de cette exception, l’autorité de surveillance du marché vérifie toutes les évaluations, à moins que l’opérateur économique n’ait fourni une évaluation publiée par un organisme tiers indépendant officiellement agréé par l’autorité de surveillance du marché.*** Les micro-entreprises sont exemptées de cette obligation de notification, mais elles doivent être en mesure de fournir la documentation concernée à la demande d’une autorité de surveillance du marché compétente. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>58</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 bis.*** ***Un dialogue structuré est établi entre les parties prenantes concernées, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent ainsi que les autorités de surveillance du marché, pour s’assurer que des principes adéquats et cohérents pour l’évaluation des exemptions sont établis.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>59</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 ter.*** ***Les États membres sont encouragés à prévoir des incitations et des lignes directrices à l’intention des micro-entreprises pour faciliter la mise en œuvre de la présente directive. Les procédures et lignes directrices sont élaborées en concertation avec les parties intéressées concernées, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>60</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 1 – alinéa 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Lorsque les autorités de surveillance du marché d’un État membre ont pris des mesures conformément à l’article 20 du règlement (CE) nº 765/2008 ou qu’elles ont des raisons suffisantes de croire qu’un produit relevant de la présente directive ***présente un risque lié à des aspects*** d’accessibilité ***régis par*** la présente directive, elles effectuent une évaluation du produit en cause en tenant compte de toutes les exigences établies dans la présente directive. Les opérateurs économiques concernés coopèrent pleinement avec les autorités de surveillance du marché. | Lorsque les autorités de surveillance du marché d’un État membre ont pris des mesures conformément à l’article 20 du règlement (CE) nº 765/2008 ou qu’elles ont des raisons suffisantes de croire qu’un produit relevant de la présente directive ***est caractérisé de manière claire et avec certitude, à tout égard, par un manque*** d’accessibilité ***au sens de*** la présente directive, elles effectuent une évaluation du produit en cause en tenant compte de toutes les exigences établies dans la présente directive. Les opérateurs économiques concernés coopèrent pleinement avec les autorités de surveillance du marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>61</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 21 – paragraphe 1 – point d bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis)*** ***le cas échéant, à l’ensemble de la législation de l’Union en la matière ou aux dispositions de la législation de l’Union faisant mention de l’accessibilité pour les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>62</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) l’estimation des ***coûts*** et des avantages pour les autorités compétentes concernées par rapport à l’avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique. | b) l’estimation des ***surcoûts*** et des avantages pour les autorités compétentes concernées par rapport à l’avantage estimé pour ***les personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris*** les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>63</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. L’évaluation du point de savoir si la conformité aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 21 impose une charge disproportionnée est effectuée par les autorités compétentes concernées. | 3. L’évaluation du point de savoir si la conformité aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 21 impose une charge disproportionnée est effectuée par les autorités compétentes concernées. ***Les manques de priorité, de temps ou de connaissance ne sont pas considérés comme des motifs légitimes pour alléguer une charge disproportionnée.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>64</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Lorsqu’une autorité compétente a appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1, 2 et 3 pour un produit ou un service spécifique, elle en informe la Commission. Cette notification inclut l’évaluation visée au paragraphe2. | 4. Lorsqu’une autorité compétente a appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1, 2 et 3 pour un produit ou un service spécifique, elle en informe la Commission. Cette notification inclut l’évaluation visée au paragraphe2 ***et est mise à la disposition du public dans des formats accessibles***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>65</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis.*** ***Si la Commission a des raisons de remettre en question la décision de l’autorité compétente concernée, elle peut demander au groupe de travail visé à l’article 25, paragraphe 2 bis, de formuler un avis sur l’évaluation visée au paragraphe 2 du présent article.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>66</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) des dispositions permettant à un consommateur de saisir les tribunaux ou les organes administratifs compétents en vertu du droit national, afin de garantir le respect des dispositions nationales transposant la présente directive; | a) des dispositions permettant à un consommateur***, dans le cadre d’un mécanisme de plainte complet et accessible,*** de saisir les tribunaux ou les organes administratifs compétents en vertu du droit national, afin de garantir le respect des dispositions nationales transposant la présente directive; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>67</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Pour veiller à la cohérence dans l’application des exigences établies dans la présente directive et faciliter l’échange d’informations et de bonnes pratiques entre les autorités de surveillance du marché, la Commission établit un groupe de travail constitué de représentants des autorités nationales et des organisations représentant les parties prenantes concernées, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent. Lorsque la Commission estime que cela est nécessaire, le groupe de travail émet un avis sur les exceptions justifiées auxdites exigences.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>68</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 2 – section I – colonne 1 – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Matériel informatique et systèmes d’exploitation à usage général | Matériel informatique et systèmes d’exploitation à usage général***, et appareils domestiques opérés par une interface utilisateur faisant appel aux TIC*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>69</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 2 – section I – colonne 2 – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et production:  Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées ***et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge***, les produits doivent être conçus et fabriqués ***de manière à ce que les éléments suivants soient accessibles***: | 1. Conception et production:  Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués ***dans le respect des exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement)***, qui sont fournies dans plusieurs formats accessibles***. Ces informations: |
| ***i)*** ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |
| iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles; | iv) ont une police de caractères de taille appropriée ***présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***;*** | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination) ***et une indication de la marque, du nom et du type du produit. Ces informations:*** |
|  | ***i)*** ***répondent aux exigences visées au point a);*** |
|  | ***ii)*** ***indiquent aux utilisateurs de manière simple et précise de quelle façon le produit contient des éléments d’accessibilité, et s’il est compatible avec les technologies d’assistance;*** |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions: | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit***. Ces instructions: |
| i) ***ont un contenu disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières*** et ***par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme de document électronique hors internet compréhensible, perceptible*** et ***utilisable;*** |
| ii) ***prévoient*** des ***solutions*** de ***substitution au contenu non textuel;*** | ii) ***contiennent l’énumération*** des ***éléments d’accessibilité du produit par le fabricant, ainsi que les explications*** de ***celui-ci sur la manière de les utiliser et la compatibilité du produit avec les technologies d’assistance;*** |
|  | ***iii)*** ***sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les textes «faciles à lire»;*** |
|  | ***d)*** ***les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit. Ces instructions:*** |
| ***d)*** l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; | ***e)*** l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; |
| ***e)*** les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; | ***f)*** les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; |
| ***f)*** ***l’interfaçage du produit*** avec ***des*** dispositifs d’assistance. | ***g)*** ***le cas échéant, la compatibilité*** avec ***les*** dispositifs ***et technologies*** d’assistance ***disponibles au niveau de l’Union et au niveau international, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>70</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 2 – section I – colonne 2 – point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance: Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité des produits et sur leur compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>71</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 2 – section I – colonne 2 – point 2 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception de*** l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | 2. ***Exigences relatives à*** l’interface utilisateur et ***en matière de performances fonctionnelles*** |
| À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres ***d***) et ***e***), ***doivent être*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: | À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres ***e***) et ***f***), ***sont*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: |
| a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***;*** | a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***, y compris:*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire;*** |
|  | ***ii)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’information et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire;*** |
| b) disponibilité ***de modes de communication et d’orientation autres que*** la ***parole***; | b) disponibilité***, lorsque le produit fonctionne via l’intervention vocale des utilisateurs, d’au moins un mode d’utilisation ne nécessitant pas de production vocale de*** la ***part de l’utilisateur***; |
| c) ***disponibilité*** de fonctions flexibles d’agrandissement et de ***contraste***; | c) ***lorsque le produit prévoit des modes visuels*** de ***communication et d’utilisation, disponibilité d’au moins un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs ayant une vision limitée d’utiliser au mieux leurs capacités visuelles, y compris en offrant des*** fonctions flexibles d’agrandissement ***sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un contraste*** et ***une luminosité adaptables, ainsi que, le cas échéant, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels*** de ***l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler, et les moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire***; |
| d) disponibilité ***d’une couleur de substitution*** pour ***la fourniture d’informations***; | d) disponibilité***, lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, d’au moins un mode d’utilisation*** pour ***lequel il n’est pas nécessaire que l’utilisateur perçoive les couleurs***; |
| e) disponibilité de méthodes flexibles permettant d’isoler ***l’avant-plan*** de ***l’arrière-plan*** et ***notamment*** de ***réduire les bruits de*** fond ***et d’améliorer la clarté;*** | e) ***lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’utilisation, une commande du volume par l’utilisateur ou des fonctionnalités audio poussées afin d’améliorer la clarté du son,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’utilisation avec fonctionnalités audio poussées, y compris pour la clarté et le volume, et*** de méthodes flexibles permettant d’isoler ***et de contrôler les sons*** de ***l’avant-plan*** et ***ceux*** de ***l’arrière-plan, où la voix et le*** fond ***sonore sont disponibles en bandes audio séparées;*** |
| ***f)*** ***disponibilité d’une fonction de réglage du volume par l’utilisateur;*** |  |
| ***g)*** disponibilité ***d’une commande séquentielle et de possibilités de commande autres que fondées*** sur la motricité fine; | ***f)*** disponibilité***, lorsque le produit requiert des actions manuelles, d’un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée*** sur la motricité fine***, la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |
| ***h)*** ***disponibilité de modes de fonctionnement*** à portée et ***à intensité*** limitées; | ***g)*** ***lorsque le produit est autonome ou installé, ses éléments d’information et d’utilisation sont ou peuvent être mis*** à ***la portée de tous les utilisateurs, y compris les utilisateurs dont la*** portée et ***la force sont*** limitées; |
| ***i)*** disponibilité ***d’une fonction permettant d’éviter*** ***le*** déclenchement de réactions photosensibles***.*** | ***h)*** ***lorsque le produit prévoit des modes visuels d’information,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’information qui réduise au maximum*** ***le*** ***risque de*** déclenchement de réactions photosensibles***;*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité d’au moins un mode d’utilisation facilitant et simplifiant l’emploi du produit par tous les utilisateurs, y compris ceux dont les capacités cognitives sont limitées;*** |
|  | ***j)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des fonctionnalités qui en garantissent l’accessibilité, d’au moins un mode d’utilisation qui préserve la vie privée des utilisateurs quand ils se servent desdites fonctionnalités.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>72</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 3 – section II – colonne 1 – titre </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Terminaux en libre-service: guichets de banque automatiques, distributeurs de titres de transport ***et*** bornes d’enregistrement automatiques | Terminaux en libre-service: guichets de banque automatiques, distributeurs de titres de transport***,*** bornes d’enregistrement automatiques ***et terminaux de paiement*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>73</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 3 – section II – colonne 2 – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et fabrication Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées ***et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge***, les produits doivent être conçus et fabriqués ***de manière à rendre accessibles les éléments suivants***: | 1. Conception et fabrication Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués ***dans le respect des exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement)***, qui sont fournies dans plusieurs formats accessibles***. Ces informations: |
| i) ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |
| iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles; | iv) ont une police de caractères de taille appropriée ***présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; |
| b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; | b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; |
| c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; | c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; |
| d) ***l’interfaçage du produit*** avec ***des*** dispositifs d’assistance. | d) ***le cas échéant, la compatibilité*** avec ***les*** dispositifs ***et technologies*** d’assistance ***disponibles au niveau de l’Union, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>74</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 3 – section II – colonne 2 – point 2 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception de*** l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | 2. ***Exigences*** ***relatives à*** l’interface utilisateur et ***en matière de performances fonctionnelles*** |
| À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres b) et c), ***doivent*** être conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: | À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres b) et c), ***sont*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: |
| a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***;*** | a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***, y compris:*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire;*** |
|  | ***ii)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’information et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire;*** |
| b) disponibilité ***de modes de communication et d’orientation autres que*** la ***parole***; | b) disponibilité***, lorsque le produit fonctionne via l’intervention vocale des utilisateurs, d’au moins un mode d’utilisation ne nécessitant pas de production vocale de*** la ***part de l’utilisateur***; |
| c) disponibilité ***de*** fonctions flexibles d’agrandissement ***et de*** contraste; | c) ***lorsque le produit prévoit des modes visuels*** ***de*** ***communication et d’utilisation,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs ayant une vision limitée d’utiliser au mieux leurs capacités visuelles, y compris en offrant des*** fonctions flexibles d’agrandissement ***sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un*** contraste ***et*** ***une luminosité adaptables, ainsi que, le cas échéant, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels de* *l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler, et les moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire***; |
| d) disponibilité ***d’une couleur de substitution*** pour ***la fourniture d’informations***; | d) disponibilité***, lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, d’au moins un mode d’utilisation*** pour ***lequel il n’est pas nécessaire que l’utilisateur perçoive les couleurs***; |
| e) disponibilité de méthodes flexibles permettant ***d’isoler l’avant-plan*** de ***l’arrière-plan et notamment*** de ***réduire les bruits*** de ***fond*** et ***d’améliorer la clarté;*** | e) ***lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’utilisation, une commande du volume par l’utilisateur ou des fonctionnalités audio poussées afin d’améliorer la clarté du son,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’utilisation avec fonctionnalités audio poussées, y compris pour la clarté et le volume, et*** de méthodes flexibles permettant ***d’isoler et*** de ***contrôler les sons*** de ***l’avant-plan et ceux*** de ***l’arrière-plan, où la voix*** et ***le fond sonore sont disponibles en bandes audio séparées;*** |
| ***f)*** ***disponibilité d’une fonction de réglage du volume par l’utilisateur;*** |  |
| ***g)*** disponibilité ***d’une commande séquentielle et de possibilités de commande autres que fondées*** sur la motricité fine; | ***f)*** disponibilité***, lorsque le produit requiert des actions manuelles, d’un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée*** sur la motricité fine***, la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |
| ***h)*** ***disponibilité de modes de fonctionnement*** à portée et ***à intensité*** limitées; | ***g)*** ***lorsque le produit est autonome ou installé, ses éléments d’information et d’utilisation sont ou peuvent être mis*** à ***la portée de tous les utilisateurs, y compris les utilisateurs dont la*** portée et ***la force sont*** limitées; |
| ***i)*** disponibilité ***d’une fonction permettant d’éviter*** le déclenchement de réactions photosensibles***.*** | ***h)*** ***lorsque le produit prévoit des modes visuels d’information,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’information qui réduise au maximum*** le ***risque de*** déclenchement de réactions photosensibles***;*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité d’au moins un mode d’utilisation facilitant et simplifiant l’emploi du produit par tous les utilisateurs, y compris ceux dont les capacités cognitives sont limitées;*** |
|  | ***j)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des fonctionnalités qui en garantissent l’accessibilité, d’au moins un mode d’utilisation qui préserve la vie privée des utilisateurs quand ils se servent desdites fonctionnalités;*** |
|  | ***k)*** ***l’activation, par un utilisateur, d’un élément d’accessibilité dont il a besoin ne nécessite pas que ledit élément soit déjà activé;*** |
|  | ***l)*** ***lorsque le temps de réponse est limité, l’utilisateur est prévenu par un signal visuel, ainsi que par un signal tactile ou sonore, et a la possibilité de prolonger le temps de réponse laissé;*** |
|  | ***m)*** ***le produit est utilisable, notamment les parties permettant de le manipuler, comme les touches et les boutons de commande, qui présentent un contraste suffisant par rapport à l’arrière-plan et sont perceptibles au toucher;*** |
|  | ***n)*** ***il est possible, lorsque des clés, des tickets ou des cartes sont fournis, de percevoir par le toucher leur position, si celle-ci est importante pour l’utilisation de la clé, du ticket ou de la carte;*** |
|  | ***o)*** ***le produit, lorsqu’il se sert des caractéristiques biologiques de l’utilisateur, ne dépend pas de l’utilisation d’une caractéristique biologique en particulier comme seul moyen d’identification de l’utilisateur ou de commande du produit.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>75</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 3 – section II – colonne 2 – point 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>76</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 4 – section III – colonne 2 – point A </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***Afin de*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: | ***1.*** ***De manière à*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: |
| a) les produits utilisés dans la fourniture du service sont ***accessibles conformément*** aux exigences de la partie B «Équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées»; | a) les produits utilisés dans la fourniture du service sont ***conformes*** aux exigences de la partie B «Équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées»; |
| b) ***des*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | b) ***les*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies ***dans plusieurs formats accessibles*** suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs*** et ***par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels***; | i) ***les informations sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme de document électronique hors internet compréhensible, perceptible*** et ***utilisable***; |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***l’opérateur économique énumère les éléments d’accessibilité du service et explique la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du service avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettrec); | iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne ***et mobiles*** connexes ***ainsi que les sites web*** nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettrec); |
|  | ***iv)*** ***les informations sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande.*** ***Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les textes «faciles à lire»;*** |
| c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | c) les sites web ***et les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |
| d) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; | d) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; |
| e) ***sont également incluses*** des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visant*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles***.*** | e) des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visent*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles ***et notamment des personnes handicapées:*** |
|  | ***i)*** ***lorsqu’un service permet la communication vocale bidirectionnelle, il supporte aussi le texte en temps réel en parallèle et au cours du même appel;*** |
|  | ***ii)*** ***lorsqu’un service permet la communication bidirectionnelle et que ce service est spécialement prévu pour une utilisation avec des services de relais, une assistance est fournie pour le service vocal, le texte en temps réel et/ou la vidéo, de manière séparée ou combinée, à la fois pour les appels sortants et entrants;*** |
|  | ***iii)*** ***lorsqu’un service permet la communication bidirectionnelle et que ce service est spécialement prévu pour une utilisation avec des services de secours, une assistance est fournie pour le service vocal, le texte en temps réel et/ou la vidéo, de manière séparée ou combinée, à la fois pour les appels sortants et entrants.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>77</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 4 – section III – colonne 2 – point A – sous-point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>78</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 4 – section III – colonne 2 – point B – sous-point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et fabrication  Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées ***et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge***, les produits doivent être conçus et fabriqués ***de manière à rendre accessibles les éléments suivants***: | 1. Conception et fabrication  Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués ***dans le respect des exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement)***, qui sont fournies dans plusieurs formats accessibles***. Ces informations: |
| i) ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |
| iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles; | iv) ont une police de caractères de taille appropriée ***présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***;*** | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination) ***et une indication de la marque, du nom et du type du produit. Ces informations:*** |
|  | ***i)*** ***répondent aux exigences visées au point a);*** |
|  | ***ii)*** ***indiquent aux utilisateurs de manière simple et précise de quelle façon le produit contient des éléments d’accessibilité, et s’il est compatible avec les technologies d’assistance;*** |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions: | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit***. Ces instructions: |
| i) ***ont un contenu disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières*** et ***par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme de document électronique hors internet à la fois perceptible*** et ***utilisable;*** |
| ii) ***prévoient*** des ***solutions*** de ***substitution au contenu non textuel;*** | ii) ***contiennent l’énumération*** des ***éléments d’accessibilité du produit par le fabricant, ainsi que les explications*** de ***celui-ci sur la manière de les utiliser et la compatibilité du produit avec les technologies d’assistance;*** |
|  | ***iii)*** ***sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les textes «faciles à lire»;*** |
|  | ***c)*** ***les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit. Ces instructions:*** |
| d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; | d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; |
| e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; | e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; |
| f) ***l’interfaçage du produit*** avec ***des*** dispositifs d’assistance. | f) ***le cas échéant, la compatibilité avec les dispositifs et technologies d’assistance disponibles au niveau de l’Union, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>79</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 4 – section III – colonne 2 – point B – sous-point 2 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception de l’interface*** utilisateur et ***des fonctionnalités*** | ***2.*** ***Exigences relatives à l’interface*** utilisateur et ***en matière de performances fonctionnelles*** |
| À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres d) et e), ***doivent être*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: | À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres d) et e), ***sont*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: |
| a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***;*** | a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***, y compris:*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire;*** |
|  | ***ii)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’information et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire;*** |
| b) disponibilité ***de modes de communication et d’orientation autres que*** la ***parole***; | b) ***disponibilité, lorsque le produit fonctionne via l’intervention vocale des utilisateurs, d’au moins un mode d’utilisation ne nécessitant pas de production vocale de la part de l’utilisateur;*** |
| c) disponibilité de fonctions flexibles d’agrandissement ***et de*** contraste; | c) ***lorsque le produit prévoit des modes visuels*** de ***communication et d’utilisation,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs ayant une vision limitée d’utiliser au mieux leurs capacités visuelles, y compris en offrant des*** fonctions flexibles d’agrandissement ***sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un*** contraste ***et*** ***une luminosité adaptables, ainsi que, le cas échéant, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels de*** ***l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler, et les moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire***; |
| d) disponibilité ***d’une couleur de substitution*** pour ***la fourniture d’informations***; | d) disponibilité***, lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, d’au moins un mode d’utilisation*** pour ***lequel il n’est pas nécessaire que l’utilisateur perçoive les couleurs***; |
| e) ***disponibilité*** de méthodes flexibles permettant ***d’isoler l’avant-plan*** de ***l’arrière-plan*** et ***notamment*** de ***réduire les bruits de*** fond ***et d’améliorer la clarté***; | e) ***lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’utilisation, une commande du volume par l’utilisateur ou des fonctionnalités audio poussées afin d’améliorer la clarté du son, disponibilité d’au moins un mode d’utilisation avec fonctionnalités audio poussées, y compris pour la clarté et le volume, et*** de méthodes flexibles permettant ***d’isoler et de contrôler les sons*** de ***l’avant-plan*** et ***ceux*** de ***l’arrière-plan, où la voix et le*** fond ***sonore sont disponibles en bandes audio séparées***; |
| ***f)*** ***disponibilité d’une fonction de réglage du volume par l’utilisateur;*** |  |
| ***g)*** disponibilité ***d’une commande séquentielle et de possibilités de commande autres que fondées*** sur la motricité fine; | ***f)*** disponibilité***, lorsque le produit requiert des actions manuelles, d’un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée*** sur la motricité fine***, la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |
| ***h)*** ***disponibilité de modes de fonctionnement*** à portée et ***à intensité*** limitées; | ***g)*** ***lorsque le produit est autonome ou installé, ses éléments d’information et d’utilisation sont ou peuvent être mis*** à ***la portée de tous les utilisateurs, y compris les utilisateurs dont la*** portée et ***la force sont*** limitées; |
| ***i)*** disponibilité ***d’une fonction permettant d’éviter* *le*** déclenchement de réactions photosensibles***.*** | ***h)*** ***lorsque le produit prévoit des modes visuels d’information,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’information qui réduise au maximum*** ***le*** ***risque de*** déclenchement de réactions photosensibles***;*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité d’au moins un mode d’utilisation facilitant et simplifiant l’emploi du produit par tous les utilisateurs, y compris ceux dont les capacités cognitives sont limitées;*** |
|  | ***j)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des fonctionnalités qui en garantissent l’accessibilité, d’au moins un mode d’utilisation qui préserve la vie privée des utilisateurs quand ils se servent desdites fonctionnalités.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>80</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 4 – section III – colonne 2 – point B – sous-point 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>81</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 5 – section IV – colonne 2 – point A – sous-point 1 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Afin de*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: | 1. ***De*** ***manière à*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: |
| a) les produits utilisés dans la fourniture du service ***doivent être accessibles conformément*** aux exigences de la partie B «Équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées» | a) les produits utilisés dans la fourniture du service ***sont conformes*** aux exigences de la partie B «Équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées»***;*** |
| b) ***des*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | b) ***les*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies ***dans plusieurs formats accessibles*** suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par*** les ***utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels***; | i) ***les informations sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme électronique hors internet en*** les ***rendant compréhensibles, perceptibles et utilisables***; |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***l’opérateur économique énumère les éléments d’accessibilité du service et explique la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du service avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettrec); | iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne ***et mobiles*** connexes ***ainsi que les sites web*** nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettrec); |
| c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | c) les sites web ***et les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |
| d) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; | d) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; |
| e) ***sont également incluses des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visant*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles. | e) ***des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visent*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles ***et notamment des personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>82</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 5 – section IV – colonne 2– point A – sous-point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***En consultation avec les associations d’usagers, y compris les organisations représentant les personnes handicapées, les fournisseurs de services de médias audiovisuels veillent à la qualité des services d’accès, sur la base d’un calendrier progressif et raisonnable; lorsqu’un service permet la communication bidirectionnelle et que ce service est spécialement prévu pour une utilisation avec des services de relais, une assistance est fournie pour le service vocal, le texte en temps réel et/ou la vidéo, de manière séparée ou combinée, à la fois pour les appels sortants et entrants;*** |
|  | ***i)*** ***Les fournisseurs de services veillent à ce que le sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes soit bien synchronisé avec la vidéo, lisible, exact et compréhensible afin de refléter effectivement les informations audio. Cela inclut d’établir des spécifications de qualité couvrant au moins le type et la taille de la police de caractères, le contraste et l’utilisation des couleurs de même que, si possible, les exigences nécessaires pour s’assurer que l’utilisateur ait un contrôle sur le sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes.*** |
|  | ***ii)*** ***Les fournisseurs de services veillent à ce que l’audiodescription et le sous-titrage audio soient bien synchronisés avec la vidéo. Cela inclut d’établir des spécifications de qualité liées au placement du son et à la clarté de la description audio et du sous-titrage audio, ainsi que les exigences nécessaires pour s’assurer que l’utilisateur ait un contrôle sur ces éléments.*** |
|  | ***iii)*** ***Les fournisseurs de services veillent à ce que l’interprétation en langue des signes soit exacte et compréhensible afin de refléter effectivement les informations audio. Cela inclut d’établir des exigences professionnelles pour les interprètes et des spécifications de qualité pour la manière dont la version en langue des signes est présentée. Lorsque cela est techniquement possible, des exigences sont établies pour assurer aux utilisateurs un contrôle sur la présentation de la version en langue des signes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>83</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 5 – section IV – colonne 2 – point A – sous-point 1 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 ter.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>84</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 5 – section IV – colonne 2 – point B – sous-point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et fabrication Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées ***et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge***, les produits doivent être conçus et fabriqués ***de manière à rendre accessibles les éléments suivants***: | 1. Conception et fabrication Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués ***dans le respect des exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement)***, qui sont fournies dans plusieurs formats accessibles***. Ces informations: |
| i) ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |
| iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles; | iv) ont une police de caractères de taille appropriée ***présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***;*** | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination) ***et une indication de la marque, du nom et du type du produit. Ces informations:*** |
|  | ***i)*** ***répondent aux exigences visées au point a);*** |
|  | ***ii)*** ***indiquent aux utilisateurs de manière simple et précise de quelle façon le produit contient des éléments d’accessibilité, et s’il est compatible avec les technologies d’assistance;*** |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions: | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit***. Ces instructions: |
| i) ***ont un contenu disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières*** et ***par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme de document électronique hors internet à la fois perceptible*** et ***utilisable;*** |
| ii) ***prévoient*** des ***solutions*** de ***substitution au contenu non textuel;*** | ii) ***contiennent l’énumération*** des ***éléments d’accessibilité du produit par le fabricant, ainsi que les explications*** de ***celui-ci sur la manière de les utiliser et la compatibilité du produit avec les technologies d’assistance;*** |
|  | ***iii)*** ***sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les textes «faciles à lire»;*** |
|  | ***c)*** ***les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit. Ces instructions:*** |
| d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; | d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; |
| e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; | e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; |
| f) ***l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance.*** | f) ***le cas échéant, la compatibilité*** avec ***les*** dispositifs ***et technologies*** d’assistance ***disponibles au niveau de l’Union, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>85</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 5 – section IV – colonne 2 – point B – sous-point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception de*** l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | 2. ***Exigences relatives à*** l’interface utilisateur et ***en matière de performances fonctionnelles*** |
| À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres d) et e), ***doivent être*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: | À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres d) et e), ***sont*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: |
| a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***;*** | a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***, y compris:*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire;*** |
|  | ***ii)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’information et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire;*** |
| b) disponibilité ***de modes de communication et d’orientation autres que*** la ***parole***; | b) ***disponibilité, lorsque le produit fonctionne via l’intervention vocale des utilisateurs, d’au moins un mode d’utilisation ne nécessitant pas de production vocale de la part de l’utilisateur;*** |
| c) disponibilité de fonctions flexibles d’agrandissement ***et de*** ***contraste***; | c) ***lorsque le produit prévoit des modes visuels*** de ***communication et d’utilisation,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs ayant une vision limitée d’utiliser au mieux leurs capacités visuelles, y compris en offrant des*** fonctions flexibles d’agrandissement ***sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un*** contraste ***et*** ***une luminosité adaptables, ainsi que, le cas échéant, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels de*** ***l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler, et les moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire***; |
| d) disponibilité ***d’une couleur de substitution*** pour ***la fourniture d’informations***; | d) disponibilité***, lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, d’au moins un mode d’utilisation*** pour ***lequel il n’est pas nécessaire que l’utilisateur perçoive les couleurs***; |
| e) disponibilité de méthodes flexibles permettant d’isoler ***l’avant-plan*** de ***l’arrière-plan et notamment*** de ***réduire les bruits*** de fond ***et d’améliorer la clarté***; | e) ***lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’utilisation, une commande du volume par l’utilisateur ou des fonctionnalités audio poussées afin d’améliorer la clarté du son,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’utilisation avec fonctionnalités audio poussées, y compris pour la clarté et le volume, et*** de méthodes flexibles permettant d’isoler ***et*** de ***contrôler les sons*** de ***l’avant-plan et ceux*** de ***l’arrière-plan, où la voix et le*** fond ***sonore sont disponibles en bandes audio séparées***; |
| ***f)*** ***disponibilité d’une fonction de réglage du volume par l’utilisateur;*** |  |
| ***g)*** disponibilité ***d’une commande séquentielle et de possibilités de commande autres que fondées*** sur la motricité fine; | ***f)*** disponibilité***, lorsque le produit requiert des actions manuelles, d’un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée*** sur la motricité fine***, la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |
| ***h)*** ***disponibilité de modes de fonctionnement*** à portée et ***à intensité*** limitées; | ***g)*** ***lorsque le produit est autonome ou installé, ses éléments d’information et d’utilisation sont ou peuvent être mis*** à ***la portée de tous les utilisateurs, y compris les utilisateurs dont la*** portée et ***la force sont*** limitées; |
| ***i)*** disponibilité ***d’une fonction permettant d’éviter*** le déclenchement de réactions photosensibles***.*** | ***h)*** ***lorsque le produit prévoit des modes visuels d’information,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’information qui réduise au maximum*** le ***risque de*** déclenchement de réactions photosensibles***;*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité d’au moins un mode d’utilisation facilitant et simplifiant l’emploi du produit par tous les utilisateurs, y compris ceux dont les capacités cognitives sont limitées;*** |
|  | ***j)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des fonctionnalités qui en garantissent l’accessibilité, d’au moins un mode d’utilisation qui préserve la vie privée des utilisateurs quand ils se servent desdites fonctionnalités.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>86</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 5 – section IV – colonne 2 – point B – sous-point 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>87</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 6 – section V – colonne 2 – point A – sous-point 1 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Afin de*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: | 1. ***De*** ***manière à*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: |
| a) ***des*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | a) ***les*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies ***dans plusieurs formats accessibles*** suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par*** les ***utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels***; | i) ***les informations sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme électronique hors internet en*** les ***rendant compréhensibles, perceptibles et utilisables***; |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***l’opérateur économique énumère les éléments d’accessibilité du service et explique la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du service avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettreb); | iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne ***et mobiles*** connexes ***ainsi que les sites web*** nécessaires à la fourniture d’un service***,*** sont fournies conformément à la lettreb); |
| b) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | b) les sites web ***et les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |
| c) ***sont également incluses des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visant*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles. | c) ***des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visent*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles ***et notamment des personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>88</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 6 – section V – colonne 2 – point A – sous-point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance***  ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>89</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 6 – section V – colonne 2 – point B – sous-point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) Les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale. | a) Les sites web ***et les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>90</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 6 – section V – colonne 2 – point C – sous-point 1 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Afin de*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: | 1. ***De manière à*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: |
| a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies ***dans plusieurs formats accessibles*** suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par*** les ***utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels***; | i) ***les informations sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme électronique hors internet en*** les ***rendant compréhensibles, perceptibles et utilisables***; |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***l’opérateur économique énumère les éléments d’accessibilité du service et explique la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du service avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettreb); | iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne ***et mobiles*** connexes ***ainsi que les sites web*** nécessaires à la fourniture d’un service***,*** sont fournies conformément à la lettreb); |
| b) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | b) les sites web ***et les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>91</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 6 – section V – colonne 2 – point D – sous-point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et production: Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées ***et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge***, les produits doivent être conçus et fabriqués ***de manière à rendre accessibles les éléments suivants***: | 1. Conception et production: Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués ***dans le respect des exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement)***, qui sont fournies dans plusieurs formats accessibles***. Ces informations: |
| i) ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |
| iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles; | iv) ont une police de caractères de taille appropriée ***présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; |
| b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; | b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; |
| c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; | c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; |
| d) ***l’interfaçage du produit*** avec ***des*** dispositifs d’assistance. | d) ***le cas échéant, la compatibilité avec les dispositifs et technologies d’assistance disponibles au niveau de l’Union, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>92</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – colonne 2 – point D – sous-point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>93</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article> Annexe I – ligne 6 – section V – colonne 2 – point D – sous-point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception de*** l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | 2. ***Exigences relatives à*** l’interface utilisateur et ***en matière de performances fonctionnelles*** |
| À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres b) et c), ***doivent être*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: | À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres b) et c), ***sont*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: |
| a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***;*** | a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***, y compris:*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire;*** |
|  | ***ii)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’information et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire;*** |
| b) disponibilité ***de modes de communication et d’orientation autres que*** la ***parole***; | b) ***disponibilité, lorsque le produit fonctionne via l’intervention vocale des utilisateurs, d’au moins un mode d’utilisation ne nécessitant pas de production vocale de la part de l’utilisateur;*** |
| c) ***disponibilité*** de fonctions flexibles d’agrandissement et de ***contraste***; | c) ***lorsque le produit prévoit des modes visuels*** de ***communication et d’utilisation, disponibilité d’au moins un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs ayant une vision limitée d’utiliser au mieux leurs capacités visuelles, y compris en offrant des*** fonctions flexibles d’agrandissement ***sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un contraste*** et ***une luminosité adaptables, ainsi que, le cas échéant, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels*** de ***l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler, et les moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire***; |
| d) disponibilité ***d’une couleur de substitution*** pour ***la fourniture d’informations***; | d) disponibilité***, lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, d’au moins un mode d’utilisation*** pour ***lequel il n’est pas nécessaire que l’utilisateur perçoive les couleurs***; |
| e) disponibilité de méthodes flexibles permettant d’isoler ***l’avant-plan*** de ***l’arrière-plan et notamment*** de ***réduire les bruits*** de fond ***et d’améliorer la clarté***; | e) ***lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’utilisation, une commande du volume par l’utilisateur ou des fonctionnalités audio poussées afin d’améliorer la clarté du son,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’utilisation avec fonctionnalités audio poussées, y compris pour la clarté et le volume, et*** de méthodes flexibles permettant d’isoler ***et*** de ***contrôler les sons*** de ***l’avant-plan et ceux*** de ***l’arrière-plan, où la voix et le*** fond ***sonore sont disponibles en bandes audio séparées***; |
| ***f)*** ***disponibilité d’une fonction de réglage du volume par l’utilisateur;*** |  |
| ***g)*** disponibilité ***d’une commande séquentielle et de possibilités de commande autres que fondées*** sur la motricité fine; | ***f)*** disponibilité***, lorsque le produit requiert des actions manuelles, d’un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée*** sur la motricité fine***, la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |
| ***h)*** ***disponibilité de modes de fonctionnement*** à portée et ***à intensité*** limitées; | ***g)*** ***lorsque le produit est autonome ou installé, ses éléments d’information et d’utilisation sont ou peuvent être mis*** à ***la portée de tous les utilisateurs, y compris les utilisateurs dont la*** portée et ***la force sont*** limitées; |
| ***i)*** disponibilité ***d’une fonction permettant d’éviter* le** déclenchement de réactions photosensibles***.*** | ***h)*** ***lorsque le produit prévoit des modes visuels d’information,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’information qui réduise au maximum*** le ***risque de*** déclenchement de réactions photosensibles***;*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité d’au moins un mode d’utilisation facilitant et simplifiant l’emploi du produit par tous les utilisateurs, y compris ceux dont les capacités cognitives sont limitées;*** |
|  | ***j)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des fonctionnalités qui en garantissent l’accessibilité, d’au moins un mode d’utilisation qui préserve la vie privée des utilisateurs quand ils se servent desdites fonctionnalités.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>94</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 7 – section VI – colonne 1 – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Services bancaires; sites web utilisés pour la fourniture de services bancaires; services bancaires intégrés sur appareils mobiles; terminaux en libre-service, y compris guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires | Services bancaires; sites web utilisés pour la fourniture de services bancaires; services bancaires intégrés sur appareils mobiles; terminaux en libre-service, y compris guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires ***et terminaux de paiement*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>95</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 7 – section VI – colonne 2 – point A – sous-point 1 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Afin de*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: | 1. ***De*** ***manière à*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: |
| a) les produits utilisés dans la fourniture du service sont ***accessibles conformément*** aux exigences de la partieD; | a) les produits utilisés dans la fourniture du service sont ***conformes*** aux exigences de la partieD; |
| b) ***des*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | b) ***les*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies ***dans plusieurs formats accessibles*** suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par*** les ***utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels***; | i) ***les informations sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme électronique hors internet en*** les ***rendant compréhensibles, perceptibles et utilisables***; |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***l’opérateur économique énumère les éléments d’accessibilité du service et explique la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du service avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettrec); | iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne ***et mobiles*** connexes ***ainsi que les sites web*** nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettrec); |
| c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | c) les sites web ***et les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |
| d) ***sont également incluses des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visant*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles. | d) ***des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visent*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles ***et notamment des personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>96</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 7 – section VI – colonne 2 – point A – sous-point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs, notamment les personnes handicapées.*** |
|  |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>97</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 7 – section VI – colonne 2 – point B – sous-point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale. | a) les sites web ***et les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>98</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 7 – section VI – colonne 2 – point C – sous-point 1 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Afin de*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: | 1. ***De manière à*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: |
| a) ***des*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | a) ***les*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies ***dans plusieurs formats accessibles*** suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par*** les ***utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels***; | i) ***les informations sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme électronique hors internet en*** les ***rendant compréhensibles, perceptibles et utilisables***; |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***l’opérateur économique énumère les éléments d’accessibilité du service et explique la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du service avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettreb); | iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne ***et mobiles*** connexes ***ainsi que les sites web*** nécessaires à la fourniture d’un service***,*** sont fournies conformément à la lettreb); |
| b) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***;*** | b) les sites web ***et les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>99</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 7 – section VI – colonne 2 – point D – sous-point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et production Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées ***et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge***, les produits doivent être conçus et fabriqués ***de manière à rendre accessibles les éléments suivants***: | 1. Conception et production Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués ***dans le respect des exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement)***, qui sont fournies dans plusieurs formats accessibles***. Ces informations: |
| i) ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |
| iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles; | iv) ont une police de caractères de taille appropriée ***présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; |
| b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; | b) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; |
| c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; | c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; |
| d) ***l’interfaçage du produit*** avec ***des*** dispositifs d’assistance. | d) ***le cas échéant, la compatibilité avec les dispositifs et technologies d’assistance disponibles au niveau de l’Union, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>100</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 7 – section VI – colonne 2 – point D – sous-point 1 bis (nouveau) </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>101</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 7 – section VI – colonne 2 – point D – sous-point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception de*** l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | 2. ***Exigences relatives à*** l’interface utilisateur et ***en matière de performances fonctionnelles*** |
| À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres b) et c), ***doivent être*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: | À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres b) et c), ***sont*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: |
| a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***;*** | a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***, y compris:*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire;*** |
|  | ***ii)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’information et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire;*** |
| b) disponibilité ***de modes de communication et d’orientation autres que*** la ***parole***; | b) ***disponibilité, lorsque le produit fonctionne via l’intervention vocale des utilisateurs, d’au moins un mode d’utilisation ne nécessitant pas de production vocale de la part de l’utilisateur;*** |
| c) ***disponibilité*** de fonctions flexibles d’agrandissement et de ***contraste***; | c) ***lorsque le produit prévoit des modes visuels*** de ***communication et d’utilisation, disponibilité d’au moins un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs ayant une vision limitée d’utiliser au mieux leurs capacités visuelles, y compris en offrant des*** fonctions flexibles d’agrandissement ***sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un contraste*** et ***une luminosité adaptables, ainsi que, le cas échéant, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels*** de ***l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler, et les moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire***; |
| d) disponibilité ***d’une couleur de substitution*** pour ***la fourniture d’informations***; | d) disponibilité***, lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, d’au moins un mode d’utilisation*** pour ***lequel il n’est pas nécessaire que l’utilisateur perçoive les couleurs***; |
| e) ***disponibilité*** de méthodes flexibles permettant ***d’isoler l’avant-plan*** de ***l’arrière-plan*** et ***notamment*** de ***réduire les bruits de*** fond ***et d’améliorer la clarté***; | e) ***lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’utilisation, une commande du volume par l’utilisateur ou des fonctionnalités audio poussées afin d’améliorer la clarté du son, disponibilité d’au moins un mode d’utilisation avec fonctionnalités audio poussées, y compris pour la clarté et le volume, et*** de méthodes flexibles permettant ***d’isoler et de contrôler les sons*** de ***l’avant-plan*** et ***ceux*** de ***l’arrière-plan, où la voix et le*** fond ***sonore sont disponibles en bandes audio séparées***; |
| ***f)*** ***disponibilité d’une fonction de réglage du volume par l’utilisateur;*** |  |
| ***g***) disponibilité ***d’une commande séquentielle et de possibilités de commande autres que fondées*** sur la motricité fine; | ***f)*** disponibilité***, lorsque le produit requiert des actions manuelles, d’un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée*** sur la motricité fine***, la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |
| ***h)*** ***disponibilité de modes de fonctionnement*** à portée et ***à intensité*** limitées; | ***g)*** ***lorsque le produit est autonome ou installé, ses éléments d’information et d’utilisation sont ou peuvent être mis*** à ***la portée de tous les utilisateurs, y compris les utilisateurs dont la*** portée et ***la force sont*** limitées; |
| ***i)*** disponibilité ***d’une fonction permettant d’éviter*** ***le*** déclenchement de réactions photosensibles***.*** | ***h)*** ***lorsque le produit prévoit des modes visuels d’information,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’information qui réduise au maximum*** ***le*** ***risque de*** déclenchement de réactions photosensibles***;*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité d’au moins un mode d’utilisation facilitant et simplifiant l’emploi du produit par tous les utilisateurs, y compris ceux dont les capacités cognitives sont limitées;*** |
|  | ***j)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des fonctionnalités qui en garantissent l’accessibilité, d’au moins un mode d’utilisation qui préserve la vie privée des utilisateurs quand ils se servent desdites fonctionnalités.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>102</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 8 – section VII – colonne 2 – point A – sous-point 1 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Afin de*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: | 1. ***De manière à*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: |
| a) les produits utilisés dans la fourniture du service ***doivent être accessibles conformément*** aux exigences de la partieB «Produits»; | a) les produits utilisés dans la fourniture du service ***sont conformes*** aux exigences de la partieB «Produits»; |
| b) ***des*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | b) ***les*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies ***dans plusieurs formats accessibles*** suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par*** les ***utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels***; | i) ***les informations sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme électronique hors internet en*** les ***rendant compréhensibles, perceptibles et utilisables***; |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***l’opérateur économique énumère les éléments d’accessibilité du service et explique la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du service avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettrec); | iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne ***et mobiles*** connexes ***ainsi que les sites web*** nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettrec); |
| c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | c) les sites web ***et les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |
| d) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; | d) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; |
| e) ***sont également incluses des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visant*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles. | e) ***des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visent*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles ***et notamment des personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>103</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 8 – section VII – colonne 2 – point A – sous-point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance***  ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>104</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 8 – section VII – colonne 2 – point B – sous-point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et production  Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées ***et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge***, les produits doivent être conçus et fabriqués ***de manière à rendre accessibles les éléments suivants***: | 1. Conception et production  Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués ***dans le respect des exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement)***, qui sont fournies dans plusieurs formats accessibles***. Ces informations: |
| i) ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |
| iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles; | iv) ont une police de caractères de taille appropriée ***présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***;*** | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination) ***et une indication de la marque, du nom et du type du produit. Ces informations:*** |
|  | ***i)*** ***répondent aux exigences visées au point a);*** |
|  | ***ii)*** ***indiquent aux utilisateurs de manière simple et précise de quelle façon le produit contient des éléments d’accessibilité, et s’il est compatible avec les technologies d’assistance;*** |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions: | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit***. Ces instructions: |
| i) ***ont un contenu disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières*** et ***par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme de document électronique hors internet à la fois perceptible*** et ***utilisable;*** |
| ii) ***prévoient*** des ***solutions*** de ***substitution au contenu non textuel;*** | ii) ***contiennent l’énumération*** des ***éléments d’accessibilité du produit par le fabricant, ainsi que les explications*** de ***celui-ci sur la manière de les utiliser et la compatibilité du produit avec les technologies d’assistance;*** |
|  | ***iii)*** ***sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les textes «faciles à lire»;*** |
|  | ***c)*** ***les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit. Ces instructions:*** |
| d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; | d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; |
| e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; | e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; |
| f) ***l’interfaçage du produit avec des dispositifs d’assistance.*** | f) ***le cas échéant, la compatibilité avec les dispositifs et technologies d’assistance disponibles au niveau de l’Union, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>105</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 8 – section VII – colonne 2 – point B – sous-point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance***  ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>106</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 8 – section VII – colonne 2 – point B – sous-point 2 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception de*** l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | 2. ***Exigences relatives à*** l’interface utilisateur et ***en matière de performances fonctionnelles*** |
| À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres d) et e), ***doivent être*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: | À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres d) et e), ***sont*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: |
| a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***;*** | a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***, y compris:*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire;*** |
|  | ***ii)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’information et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire;*** |
| b) disponibilité ***de modes de communication et d’orientation autres que*** la ***parole***; | b) disponibilité***, lorsque le produit fonctionne via l’intervention vocale des utilisateurs, d’au moins un mode d’utilisation ne nécessitant pas de production vocale de*** la ***part de l’utilisateur***; |
| c) disponibilité ***de*** fonctions flexibles d’agrandissement ***et de*** contraste; | c) ***lorsque le produit prévoit des modes visuels*** ***de*** ***communication et d’utilisation,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs ayant une vision limitée d’utiliser au mieux leurs capacités visuelles, y compris en offrant des*** fonctions flexibles d’agrandissement ***sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un*** contraste ***et*** ***une luminosité adaptables, ainsi que, le cas échéant, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels de*** ***l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler, et les moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire***; |
| d) disponibilité ***d’une couleur de substitution*** pour ***la fourniture d’informations***; | d) disponibilité***, lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, d’au moins un mode d’utilisation*** pour ***lequel il n’est pas nécessaire que l’utilisateur perçoive les couleurs***; |
| e) disponibilité de méthodes flexibles permettant ***d’isoler l’avant-plan*** de ***l’arrière-plan*** et ***notamment*** de ***réduire les bruits de*** fond ***et d’améliorer la clarté***; | e) ***lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’utilisation, une commande du volume par l’utilisateur ou des fonctionnalités audio poussées afin d’améliorer la clarté du son,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’utilisation avec fonctionnalités audio poussées, y compris pour la clarté et le volume, et*** de méthodes flexibles permettant ***d’isoler et de contrôler les sons*** de ***l’avant-plan*** et ***ceux*** de ***l’arrière-plan, où la voix et le*** fond ***sonore sont disponibles en bandes audio séparées***; |
| ***f)*** ***disponibilité d’une fonction de réglage du volume par l’utilisateur;*** |  |
| ***g)*** disponibilité ***d’une commande séquentielle et de possibilités de commande autres que fondées*** sur la motricité fine; | ***f)*** disponibilité***, lorsque le produit requiert des actions manuelles, d’un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée*** sur la motricité fine***, la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |
| ***h)*** ***disponibilité de modes de fonctionnement*** à portée et ***à intensité*** limitées; | ***g)*** ***lorsque le produit est autonome ou installé, ses éléments d’information et d’utilisation sont ou peuvent être mis*** à ***la portée de tous les utilisateurs, y compris les utilisateurs dont la*** portée et ***la force sont*** limitées; |
| ***i)*** disponibilité ***d’une fonction permettant d’éviter*** ***le*** déclenchement de réactions photosensibles***.*** | ***h)*** ***lorsque le produit prévoit des modes visuels d’information,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’information qui réduise au maximum*** ***le*** ***risque de*** déclenchement de réactions photosensibles***;*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité d’au moins un mode d’utilisation facilitant et simplifiant l’emploi du produit par tous les utilisateurs, y compris ceux dont les capacités cognitives sont limitées;*** |
|  | ***j)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des fonctionnalités qui en garantissent l’accessibilité, d’au moins un mode d’utilisation qui préserve la vie privée des utilisateurs quand ils se servent desdites fonctionnalités.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>107</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 9 – section VIII – colonne 2 – point A – sous-point 1 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Afin de*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: | 1. ***De manière à*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: |
| a) ***des*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | a) ***les*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies ***dans plusieurs formats accessibles*** suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par*** les ***utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels***; | i) ***les informations sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme électronique hors internet en*** les ***rendant compréhensibles, perceptibles et utilisables***; |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***l’opérateur économique énumère les éléments d’accessibilité du service et explique la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du service avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettreb); | iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne ***et mobiles*** connexes ***ainsi que les sites web*** nécessaires à la fourniture d’un service***,*** sont fournies conformément à la lettreb); |
| b) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale. | b) les sites web ***et les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>108</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – ligne 9 – section VIII – colonne 2 – point A – sous-point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance***  ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>109</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Conception et production  Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées ***et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge***, les produits doivent être conçus et fabriqués ***de manière à rendre accessibles les éléments suivants***: | 1. Conception et production  Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées, les produits doivent être conçus et fabriqués ***dans le respect des exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement)***, qui sont fournies dans plusieurs formats accessibles***. Ces informations: |
| i) ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |
| iv) ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles; | iv) ont une police de caractères de taille appropriée ***présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***;*** | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination) ***et une indication de la marque, du nom et du type du produit. Ces informations:*** |
|  | ***i)*** ***répondent aux exigences visées au point 1, lettre a);*** |
|  | ***ii)*** ***indiquent aux utilisateurs de manière simple et précise de quelle façon le produit contient des éléments d’accessibilité, et s’il est compatible avec les technologies d’assistance;*** |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions: | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit***. Ces instructions: |
| i) ***ont un contenu disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières*** et ***par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme de document électronique hors internet à la fois perceptible*** et ***utilisable;*** |
| ii) ***prévoient*** des ***solutions*** de ***substitution au contenu non textuel;*** | ii) ***contiennent l’énumération*** des ***éléments d’accessibilité du produit par le fabricant, ainsi que les explications*** de ***celui-ci sur la manière de les utiliser et la compatibilité du produit avec les technologies d’assistance;*** |
|  | ***iii)*** ***sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les textes «faciles à lire»;*** |
|  | ***c)*** ***les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit. Ces instructions:*** |
| d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; | d) l’interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d’informations, entrée-sortie) conformément au point 2; |
| e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; | e) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles sont proposées conformément au point 2; |
| f) ***l’interfaçage du produit*** avec ***des*** dispositifs d’assistance. | f) ***le cas échéant, la compatibilité avec les dispositifs et technologies d’assistance disponibles au niveau de l’Union, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>110</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception de*** l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | 2. ***Exigences relatives à*** l’interface utilisateur et ***en matière de performances fonctionnelles*** |
| À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres d) et e), ***doivent être*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: | À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres d) et e), ***sont*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: |
| a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***;*** | a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***, y compris:*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire;*** |
|  | ***ii)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’information et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire;*** |
| b) disponibilité ***de modes de communication et d’orientation autres que*** la ***parole***; | b) disponibilité***, lorsque le produit fonctionne via l’intervention vocale des utilisateurs, d’au moins un mode d’utilisation ne nécessitant pas de production vocale de*** la ***part de l’utilisateur***; |
| c) ***disponibilité*** de fonctions flexibles d’agrandissement et de ***contraste***; | c) ***lorsque le produit prévoit des modes visuels*** de ***communication et d’utilisation, disponibilité d’au moins un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs ayant une vision limitée d’utiliser au mieux leurs capacités visuelles, y compris en offrant des*** fonctions flexibles d’agrandissement ***sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un contraste*** et ***une luminosité adaptables, ainsi que, le cas échéant, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels*** de ***l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler, et les moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire***; |
| d) disponibilité ***d’une couleur de substitution*** pour ***la fourniture d’informations***; | d) disponibilité***, lorsque le produit prévoit des modes visuels d’utilisation, d’au moins un mode d’utilisation*** pour ***lequel il n’est pas nécessaire que l’utilisateur perçoive les couleurs***; |
| e) ***disponibilité*** de méthodes flexibles permettant ***d’isoler l’avant-plan*** de ***l’arrière-plan*** et ***notamment*** de ***réduire les bruits de*** fond ***et d’améliorer la clarté***; | e) ***lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’utilisation, une commande du volume par l’utilisateur ou des fonctionnalités audio poussées afin d’améliorer la clarté du son, disponibilité d’au moins un mode d’utilisation avec fonctionnalités audio poussées, y compris pour la clarté et le volume, et*** de méthodes flexibles permettant ***d’isoler et de contrôler les sons*** de ***l’avant-plan*** et ***ceux*** de ***l’arrière-plan, où la voix et le*** fond ***sonore sont disponibles en bandes audio séparées***; |
| ***f)*** ***disponibilité d’une fonction de réglage du volume par l’utilisateur;*** |  |
| ***g)*** disponibilité ***d’une commande séquentielle et de possibilités de commande autres que fondées*** sur la motricité fine; | ***f)*** disponibilité***, lorsque le produit requiert des actions manuelles, d’un mode d’utilisation permettant aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée*** sur la motricité fine***, la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |
| ***h)*** ***disponibilité de modes de fonctionnement*** à portée et ***à intensité*** limitées; | ***g)*** ***lorsque le produit est autonome ou installé, ses éléments d’information et d’utilisation sont ou peuvent être mis*** à ***la portée de tous les utilisateurs, y compris les utilisateurs dont la*** portée et ***la force sont*** limitées; |
| ***i)*** disponibilité ***d’une fonction permettant d’éviter*** ***le*** déclenchement de réactions photosensibles***.*** | ***h)*** ***lorsque le produit prévoit des modes visuels d’information,*** disponibilité ***d’au moins un mode d’information qui réduise au maximum*** ***le*** ***risque de*** déclenchement de réactions photosensibles***;*** |
|  | ***i)*** ***disponibilité d’au moins un mode d’utilisation facilitant et simplifiant l’emploi du produit par tous les utilisateurs, y compris ceux dont les capacités cognitives sont limitées;*** |
|  | ***j)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des fonctionnalités qui en garantissent l’accessibilité, d’au moins un mode d’utilisation qui préserve la vie privée des utilisateurs quand ils se servent desdites fonctionnalités.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>111</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie B – point 1 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. ***Afin de*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: | 1. ***De manière à*** garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes: |
| a) l’environnement bâti à l’endroit où le service est fourni, y compris les infrastructures de transport conformément à la partie C, est rendu accessible, sans préjudice de la législation nationale et de l’Union en matière de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; | a) l’environnement bâti à l’endroit où le service est fourni, y compris les infrastructures de transport conformément à la partie C, est rendu accessible, sans préjudice de la législation nationale et de l’Union en matière de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; |
| b) les installations, y compris les véhicules, les embarcations et les équipements nécessaires à la fourniture du service, sont rendues accessibles selon les modalités suivantes: | b) les installations, y compris les véhicules, les embarcations et les équipements nécessaires à la fourniture du service, sont rendues accessibles selon les modalités suivantes: |
| i) la conception de l’espace bâti est conforme aux exigences de la partie C en ce qui concerne l’embarquement, le débarquement, la circulation et l’utilisation; | i) la conception de l’espace bâti est conforme aux exigences de la partie C en ce qui concerne l’embarquement, le débarquement, la circulation et l’utilisation; |
| ii) les informations sont disponibles sous différentes formes et au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | ii) les informations sont disponibles sous différentes formes et au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |
| iii) des solutions de substitution au contenu visuel non textuel sont fournies; | iii) des solutions de substitution au contenu visuel non textuel sont fournies; |
| c) les produits utilisés dans la fourniture du service sont ***accessibles, conformément*** aux exigences de la partie A; | c) les produits utilisés dans la fourniture du service sont ***conformes*** aux exigences de la partie A; |
| d) ***des*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | d) ***les*** informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies ***dans des formats numériques et accessibles*** suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible*** dans ***des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par*** les ***utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels***; | i) ***les informations sont mises à disposition*** dans ***un format web accessible et sous forme électronique hors internet en*** les ***rendant compréhensibles, perceptibles et utilisables***; |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***l’opérateur économique énumère les éléments d’accessibilité du service et explique la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du service avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettree); | iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne ***et mobiles*** connexes ***ainsi que les sites web*** nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettree); |
| e) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à ***l’échelle*** internationale; | e) les sites web ***et les applications en ligne nécessaires à la prestation du service*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière ***solide*** facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à ***l’échelle*** internationale; |
| f) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; | f) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; |
| g) ***sont également incluses des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visant*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles. | g) ***des*** fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service ***visent*** à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles ***et notamment des personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>112</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie C – point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Le nombre minimum de chambres accessibles par établissement est le suivant:*** |
|  | ***a)*** ***une chambre accessible pour les établissements de moins de 20 chambres au total;*** |
|  | ***b)*** ***deux chambres accessibles pour les établissements ayant entre 20 et 50 chambres;*** |
|  | ***c)*** ***une chambre accessible supplémentaire par tranche de 50 chambres supplémentaires.*** |

</Amend></RepeatBlock-Amend>

PROCÉDURE DE LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre** | Rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services | | | |
| **Références** | COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD) | | | |
| **Commission compétente au fond**         Date de l’annonce en séance | IMCO  18.1.2016 |  |  |  |
| **Avis émis par**         Date de l’annonce en séance | EMPL  18.1.2016 | | | |
| **Commissions associées - date de l’annonce en séance** | 15.12.2016 | | | |
| **Rapporteur(e) pour avis**         Date de la nomination | Ádám Kósa  8.6.2016 | | | |
| **Examen en commission** | 1.9.2016 | 26.9.2016 | 5.12.2016 | 28.2.2017 |
| **Date de l’adoption** | 3.4.2017 |  |  |  |
| **Résultat du vote final** | +:  –:  0: | 46  0  3 | | |
| **Membres présents au moment du vote final** | Laura Agea, Brando Benifei, Mara Bizzotto, Vilija Blinkevičiūtė, Enrique Calvet Chambon, Martina Dlabajová, Lampros Fountoulis, Elena Gentile, Marian Harkin, Danuta Jazłowiecka, Agnes Jongerius, Jan Keller, Ádám Kósa, Kostadinka Kuneva, Jérôme Lavrilleux, Jeroen Lenaers, Verónica Lope Fontagné, Thomas Mann, Dominique Martin, Anthea McIntyre, Joëlle Mélin, Emilian Pavel, João Pimenta Lopes, Georgi Pirinski, Marek Plura, Terry Reintke, Sofia Ribeiro, Robert Rochefort, Maria João Rodrigues, Claude Rolin, Sven Schulze, Jutta Steinruck, Romana Tomc, Yana Toom, Marita Ulvskog, Renate Weber, Tatjana Ždanoka, Jana Žitňanská | | | |
| **Suppléants présents au moment du vote final** | Georges Bach, Elmar Brok, Karima Delli, Tania González Peñas, Sergio Gutiérrez Prieto, Evelyn Regner, Joachim Schuster, Helga Stevens, Tom Vandenkendelaere | | | |
| **Suppléants (art. 200, par. 2) présents au moment du vote final** | Françoise Grossetête, Andrejs Mamikins | | | |

VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL  
EN COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |
| --- | --- |
| **46** | **+** |
| ALDE  ECR  EFDD  PPE  Verts/ALE  GUE/NGL  NI  S&D | Enrique Calvet Chambon, Martina Dlabajová, Marian Harkin, Robert Rochefort, Yana Toom, Renate Weber  Anthea McIntyre, Helga Stevens, Jana Žitňanská  Laura Agea  Georges Bach, Elmar Brok, Françoise Grossetête, Danuta Jazłowiecka, Ádám Kósa, Jérôme Lavrilleux, Jeroen Lenaers, Verónica Lope Fontagné, Thomas Mann, Marek Plura, Sofia Ribeiro, Claude Rolin, Sven Schulze, Romana Tomc, Tom Vandenkendelaere  Karima Delli, Terry Reintke, Tatjana Ždanoka  Tania González Peñas, Kostadinka Kuneva, João Pimenta Lopes  Lampros Fountoulis  Brando Benifei, Vilija Blinkevičiūtė, Elena Gentile, Sergio Gutiérrez Prieto, Agnes Jongerius, Jan Keller, Andrejs Mamikins, Emilian Pavel, Georgi Pirinski, Evelyn Regner, Maria João Rodrigues, Joachim Schuster, Jutta Steinruck, Marita Ulvskog |

|  |  |
| --- | --- |
| **0** | **-** |
|  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **3** | **0** |
| ENF | Mara Bizzotto, Dominique Martin, Joëlle Mélin |

Légende des signes utilisés:

+ : pour

- : contre

0 : abstention

<Date>{19/04/2017}19.4.2017</Date>

AVIS <CommissionResp>de la commission des transports et du tourismE (\*)</CommissionResp>

<CommissionInt>à l’intention de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs</CommissionInt>

<Titre>sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services</Titre>

<DocRef>(COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD))</DocRef>

Rapporteur pour avis: <Depute>Keith Taylor</Depute>

(\*) Commission associée – article 54 du règlement

JUSTIFICATION SUCCINCTE

La proposition de directive encourage les États membres à respecter leurs engagements nationaux ainsi que les obligations en matière d’accessibilité qui leur incombent en vertu de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (ci-après la «convention des Nations unies»), à laquelle l’Union est partie, ainsi que 25 de ses États membres.

Dans le secteur des transports, la directive accorde une place importante à la non-discrimination des personnes à mobilité réduite dans l’utilisation des transports, notamment aux règlements relatifs aux droits des passagers des différents modes de transport.

Du fait de l’existence d’une législation de l’Union en matière d’accessibilité des véhicules de transport de personnes et de normes techniques garantissant cette accessibilité pour différents modes de transport, la directive n’aura aucune influence sur le champ d’application de ces textes.

**Définitions**

Le rapporteur étend la définition de «personnes présentant des limitations fonctionnelles» aux «personnes à mobilité réduite», comme l’avaient demandé différentes ONG.

**Champ d’application**

Certains amendements proposent d’élargir le champ d’application de la directive. Les modes de transport devraient aussi inclure les transports urbains, sans quoi l’intermodalité ne pourra être réalisée. Aucune mobilité libre ne sera possible tant que l’accessibilité n’aura pas été étendue aux centres urbains.

L’environnement bâti doit aussi être adapté afin d’appliquer l’accessibilité de manière effective aux principaux systèmes de transport. Le rapporteur propose que la directive comporte une obligation en ce sens pour les États membres.

Les services de tourisme sont aussi cités comme l’un des principaux objectifs dans le champ d’application de la directive.

Le secteur ferroviaire européen est le secteur de transport dont la législation est la mieux adaptée aux nouveaux critères d’accessibilité, mais l’objectif du présent avis est d’étendre ces législations nationales aux autres modes de transport, notamment – dans certains cas – au secteur privé.

**Date butoir**

Le délai de six ans pour l’entrée en vigueur de la directive devrait être réduit à quatre ans, à l’exception de l’adaptation des véhicules et de l’environnement bâti (pour laquelle la durée de six ans devrait être conservée).

AMENDEMENTS

La commission des transports et du tourisme invite la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, compétente au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

<RepeatBlock-Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>1</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres grâce à l’élimination des obstacles à la libre circulation ***de certains*** produits et services accessibles. Cela augmentera la disponibilité de produits et services accessibles sur le marché intérieur. | (1) La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres grâce à l’élimination des obstacles à la libre circulation ***des*** produits et services accessibles. Cela augmentera la disponibilité de produits et services accessibles sur le marché intérieur. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>2</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de citoyens présentant un handicap et/ou une limitation fonctionnelle est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive et ***facilite*** l’autonomie. | (2) La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de citoyens présentant un handicap et/ou une limitation fonctionnelle est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive et ***constitue une condition préalable à*** l’autonomie. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>3</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (3) La disparité des dispositions législatives et administratives adoptées par les États membres en matière d’accessibilité des produits et services aux personnes présentant des limitations fonctionnelles***, y compris les*** personnes handicapées***,*** crée des obstacles à la libre circulation de ces produits et services et fausse la concurrence effective sur le marché intérieur. Ces obstacles portent tout particulièrement préjudice aux opérateurs économiques, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME). | (3) La disparité des dispositions législatives et administratives adoptées par les États membres en matière d’accessibilité des produits et services aux personnes présentant des limitations fonctionnelles ***et aux*** personnes handicapées crée des obstacles à la libre circulation de ces produits et services et fausse la concurrence effective sur le marché intérieur. Ces obstacles portent tout particulièrement préjudice aux opérateurs économiques, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>4</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) Il est donc nécessaire de rapprocher les mesures nationales à l’échelle de l’Union pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et mettre un terme à la fragmentation du marché des produits et services accessibles, pour réaliser des économies d’échelle, pour faciliter les échanges et la ***mobilité transfrontières***, ainsi que pour aider les opérateurs économiques à concentrer des ressources sur l’innovation plutôt qu’à les affecter à la mise en conformité avec des exigences légales fragmentées dans l’Union. | (6) Il est donc nécessaire de rapprocher les mesures nationales à l’échelle de l’Union pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et mettre un terme à la fragmentation du marché des produits et services accessibles, pour réaliser des économies d’échelle, pour faciliter les échanges ***transfrontières, la libre circulation des marchandises*** et ***des services,*** la ***libre circulation des personnes et la mobilité***, ainsi que pour aider les opérateurs économiques à concentrer des ressources sur l’innovation plutôt qu’à les affecter à la mise en conformité avec des exigences légales fragmentées dans l’Union. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>5</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 8 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(8 bis)*** ***L’article 10 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne (traité FUE) exige de l’Union qu’elle combatte toute discrimination fondée sur un handicap dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, et l’article 19 du traité FUE lui confère le pouvoir de légiférer en vue de lutter contre toute discrimination.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>6</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (9) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés notamment par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Elle vise en particulier à assurer le plein respect du droit des personnes handicapées de bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté, et à promouvoir l’application ***de l’article*** 26 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. | (9) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés notamment par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Elle vise en particulier à assurer le plein respect du droit des personnes handicapées de bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle***, leur dignité*** et leur participation à la vie de la communauté, ***en visant l’égalité entre les hommes et les femmes,*** et à promouvoir l’application ***des articles 21 et***26 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne ***ainsi que de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (ci-après «la convention»), qui interdisent expressément toute discrimination fondée sur un handicap et prévoient la participation égale des personnes handicapées au sein de la société***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>7</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 12 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(12 bis)*** ***Dans le secteur du transport ferroviaire, la directive (UE) 2016/797 relative à l’interopérabilité du système ferroviaire au sein de l’Union européenne1 bis et les spécifications techniques d’interopérabilité établies dans le règlement (UE) nº 1300/2014 de la Commission (STI PMR)1 ter font explicitement référence à l’article 9 de la convention et mettent en œuvre les exigences en matière d’accessibilité qui y sont énoncées. Par conséquent, ces instruments réglementent l’accessibilité des transports ferroviaires aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite. Afin de garantir la cohérence entre la directive (UE) 2016/797 et le règlement (UE) nº 1300/2014 de la Commission, d’une part, et l’acte législatif européen sur l’accessibilité1 quater, d’autre part, il convient que toute future révision des STI PMR tienne aussi compte des exigences en matière d’accessibilité découlant de celui-ci.*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis*** ***Directive (UE) 2016/797 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à l’interopérabilité du système ferroviaire au sein de l’Union européenne (JO L 138 du 26.5.2016, p. 44 à 101).*** |
|  | ***1 ter*** ***Règlement (UE) nº 1300/2014 de la Commission du 18 novembre 2014 sur les spécifications techniques d’interopérabilité relatives à l’accessibilité du système ferroviaire de l’Union pour les personnes handicapées et les personnes à mobilité réduite (JO L 356 du 12.12.2014, p. 110 à 178).*** |
|  | ***1 quater*** ***Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services (COM(2015)0615).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>8</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 12 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(12 ter)*** ***Il existe des services et des prestations dont bénéficient les personnes handicapées et qui doivent également être pris en considération.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>9</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 12 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(12 quater)*** ***L’article 4 de la Convention demande d’entreprendre ou d’encourager la recherche et le développement, et de promouvoir l’offre et l’utilisation de nouvelles technologies – y compris les technologies de l’information et de la communication, les aides à la mobilité, les appareils et accessoires, et les technologies d’assistance – qui soient adaptées aux personnes handicapées. La convention invite également à privilégier les technologies d’un coût abordable.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>10</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 13</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (13) L’entrée en vigueur de la convention dans l’ordre juridique des États membres rend nécessaire l’adoption de dispositions nationales supplémentaires en matière d’accessibilité des produits et services qui, sans une action de l’Union, accroîtraient encore les divergences entre les dispositions nationales. | (13) L’entrée en vigueur de la convention dans l’ordre juridique des États membres rend nécessaire l’adoption de dispositions nationales supplémentaires en matière d’accessibilité des produits et services***, ainsi que de l’environnement bâti en rapport avec la fourniture de biens et services,*** qui, sans une action de l’Union, accroîtraient encore les divergences entre les dispositions nationales. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>11</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 13 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(13 bis)*** ***La Commission devrait encourager les autorités compétentes, y compris locales, à incorporer l’accessibilité sans obstacle aux services de transport urbain dans leurs plans de mobilité urbaine durable.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>12</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 13 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(13 ter)*** ***Au-delà des exigences définies dans la présente directive, des efforts doivent être consentis pour mettre en œuvre et faire respecter la législation de l’Union concernant les droits des passagers utilisant les transports en avion, en autobus, en train et par voie navigable. Ces efforts devraient se concentrer sur les aspects intermodaux en vue de promouvoir l’accessibilité sans obstacle, y compris des aspects tels que les infrastructures et les véhicules de transport.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>13</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 13 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(13 quater)*** ***La Commission devrait encourager les pouvoirs publics des villes à incorporer l’accessibilité sans obstacle aux services de transport urbain dans leurs plans de mobilité urbaine durable et à publier régulièrement une liste des pratiques exemplaires en matière d’accessibilité sans obstacle aux transports publics urbains et de mobilité sans entrave.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>14</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) Les produits et services relevant du champ d’application de la présente directive ont été sélectionnés à l’issue d’un examen réalisé au cours de l’élaboration de l’analyse d’impact, qui a recensé les produits et services pertinents pour les personnes présentant des limitations fonctionnelles, ***y compris*** les personnes ***handicapées*** et les personnes ***âgées***, pour lesquels les États membres ont adopté ou sont susceptibles d’adopter des exigences nationales divergentes en matière d’accessibilité. | (16) Les produits et services relevant du champ d’application de la présente directive ont été sélectionnés à l’issue d’un examen réalisé au cours de l’élaboration de l’analyse d’impact, qui a recensé les produits et services pertinents pour les personnes présentant des limitations fonctionnelles, les personnes ***âgées*** et les personnes ***handicapées***, pour lesquels les États membres ont adopté ou sont susceptibles d’adopter des exigences nationales divergentes en matière d’accessibilité. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>15</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 17</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (17) Pour être accessible aux personnes handicapées et aux personnes âgées, chaque produit ou service doit respecter les exigences en matière d’accessibilité prévues à l’article 3 et énumérées à l’annexe I. Les obligations en matière d’accessibilité pour le commerce électronique s’appliquent également à la vente en ligne de services en vertu de l’article 1er, paragraphe 2, points a) à e), de la présente directive. | (17) Pour être accessible aux personnes handicapées et aux personnes âgées, chaque produit ou service ***relevant du champ d’application de la présente directive et mis sur le marché après la date d’entrée en vigueur de la présente directive*** doit respecter les exigences en matière d’accessibilité prévues à l’article 3 et énumérées à l’annexe I. Les obligations en matière d’accessibilité pour le commerce électronique s’appliquent également à la vente en ligne de services en vertu de l’article 1er, paragraphe 2, points a) à e), de la présente directive. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>16</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 18</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (18) Il est nécessaire que les exigences en matière d’accessibilité soient introduites de telle manière qu’elles entraînent le moins de contraintes possible pour les opérateurs économiques et les États membres, ce qui implique notamment qu’elles ne s’appliquent qu’aux produits et services soigneusement sélectionnés. | (18) Il est nécessaire que les exigences en matière d’accessibilité ***qui permettent à toute personne de faire pleinement usage des produits, des services et des infrastructures, y compris de l’environnement bâti, entrant dans le champ de la présente directive,*** soient introduites ***de la façon la plus efficace possible et*** de telle manière qu’elles entraînent le moins de contraintes possible pour les opérateurs économiques et les États membres, ce qui implique notamment qu’elles ne s’appliquent qu’aux produits et services soigneusement sélectionnés ***et mis sur le marché après la date d’entrée en vigueur de la présente directive.*** ***Il est nécessaire de permettre aux opérateurs économiques de mettre efficacement en œuvre les exigences en matière d’accessibilité prévues dans la présente directive, en tenant tout particulièrement compte de la durée de vie économique et opérationnelle des terminaux en libre-service, tels que les distributeurs de titres de transport et les bornes d’enregistrement automatiques.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>17</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 19</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (19) Il est par conséquent nécessaire de préciser les exigences en matière d’accessibilité applicables à la mise sur le marché des produits et services relevant du champ d’application de la présente directive afin de garantir leur libre circulation sur le marché intérieur. | (19) Il est par conséquent nécessaire de préciser les exigences en matière d’accessibilité applicables à la mise sur le marché des produits et services relevant du champ d’application de la présente directive ***ainsi qu’à l’environnement bâti en rapport avec la fourniture desdits produits et services,*** afin de garantir leur libre circulation sur le marché intérieur. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>18</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 22 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(22 bis)*** ***Certains aspects des exigences en matière d’accessibilité énoncées dans la présente directive sont déjà couverts par des actes législatifs en vigueur de l’Union dans le domaine des transports. Ces actes sont notamment le règlement (CE) nº 1371/20071 bis et le règlement (UE) nº 1300/2014 du Parlement européen et du Conseil1 ter, et le règlement (UE) nº 454/20111 quater de la Commission; le règlement (UE) nº 181/2011 du Parlement européen et du Conseil1 quinquies; le règlement (UE) nº 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil1 sexies et le règlement (CE) nº 1107/20061 septies. Dans un souci de cohérence et de prévisibilité réglementaires pour les opérateurs économiques auxquels ces actes s’appliquent, si les exigences en matière d’accessibilité de la directive (UE) 2016/797 et du règlement (UE) nº 1300/2014 de la Commission sont respectées, alors les exigences correspondantes définies dans la présente directive devraient également être réputées respectées. Toutefois, si les exigences en matière d’accessibilité énoncées dans la directive (UE) 2016/797 et le règlement (UE) nº 1300/2014 de la Commission ne sont pas satisfaites, la présente directive s’applique.*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis*** ***Règlement (CE) nº 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires (JO L 315 du 3.12.2007, p. 14).*** |
|  | ***1 ter*** ***Règlement (UE) nº 1300/2014 du Parlement européen et du Conseil du 18 novembre 2014 sur les spécifications techniques d’interopérabilité relatives à l’accessibilité du système ferroviaire de l’Union pour les personnes handicapées et les personnes à mobilité réduite (JO L 356 du 12.12.2014, p. 110).*** |
|  | ***1 quater*** ***Règlement (UE) nº 454/2011 de la Commission du 5 mai 2011 relatif à la spécification technique d’interopérabilité concernant le sous-système «applications télématiques au service des voyageurs» du système ferroviaire transeuropéen (JO L 123 du 12.5.2011, p. 11).*** |
|  | ***1 quinquies*** ***Règlement (UE) nº 181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) nº 2006/2004 (JO L 55 du 28.2.2011, p. 1).*** |
|  | ***1 sexies*** ***Règlement (UE) nº 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 concernant les droits des passagers voyageant par mer ou par voie de navigation intérieure et modifiant le règlement (CE) nº 2006/2004 (JO L 334 du 17.12.2010, p. 1).*** |
|  | ***1 septies*** ***Règlement (CE) nº 1107/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 concernant les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite lorsqu’elles font des voyages aériens (JO L 204 du 26.7.2006, p. 1).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>19</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 24 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(24 bis)*** ***Compte tenu de l’importance du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) pour permettre une mobilité ininterrompue et l’accessibilité pour tous les usagers, les États membres devraient être autorisés à prendre dûment en considération l’application des critères d’accessibilité relatifs à l’environnement bâti lors d’investissements dans les infrastructures de transport du RTE-T.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>20</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 40</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (40) En l’absence de normes harmonisées et, si nécessaire, à des fins d’harmonisation du marché, la Commission devrait être en mesure d’adopter des actes d’exécution établissant des spécifications techniques communes pour les exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. | (40) En l’absence de normes harmonisées et, si nécessaire, à des fins d’harmonisation du marché, la Commission devrait être en mesure d’adopter***, en coopération avec les organisations représentant les personnes handicapées,*** des actes d’exécution établissant des spécifications techniques communes pour les exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. ***Afin de permettre aux États membres de déroger aux exigences communes relatives à l’environnement bâti, il convient de déléguer à la Commission le pouvoir d’adopter des actes conformément à l’article 290 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne pour définir des critères en vue d’autoriser les États membres à déroger aux exigences matière d’accessibilité visées à la section X de l’annexe I. Il est particulièrement important que la Commission procède à une consultation appropriée pendant ses travaux préparatoires, y compris au niveau des experts, conformément aux principes établis dans l’accord interinstitutionnel «Mieux légiférer» du 13 avril 2016.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>21</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 42 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(42 bis)*** ***Lorsqu’elles effectuent la surveillance d’un produit sur le marché, les autorités de surveillance du marché devraient examiner l’évaluation en coopération avec des personnes handicapées et leurs organisations.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>22</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 48</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (48) Les États membres devraient veiller à ce que les autorités de surveillance du marché contrôlent si les opérateurs économiques ont respecté les critères mentionnés à l’article12, paragraphe3, conformément au chapitreV. | (48) Les États membres devraient veiller à ce que les autorités de surveillance du marché contrôlent si les opérateurs économiques ont respecté les critères mentionnés à l’article12, paragraphe3, conformément au chapitre V ***et s’ils organisent régulièrement des consultations avec les organisations qui représentent les personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>23</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 48 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(48 bis)*** ***La création de bases de données nationales contenant l’ensemble des informations pertinentes relatives au degré d’accessibilité des produits et services mentionnés à l’article 1er, paragraphes 1 et 2, permettrait de mieux intégrer dans la surveillance des marchés les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées et leurs organisations.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>24</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 50</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (50) Il convient d’instaurer une procédure de sauvegarde qui ne s’appliquerait qu’en cas de désaccord entre les États membres sur les mesures prises par un État membre et qui permettrait aux parties intéressées d’être informées des mesures qu’il est prévu de prendre à l’égard des produits non conformes aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. Cette procédure de sauvegarde devrait également permettre aux autorités de surveillance du marché, en coopération avec les opérateurs économiques concernés, d’agir à un stade plus précoce en ce qui concerne ces produits. | (50) Il convient d’instaurer une procédure de sauvegarde qui ne s’appliquerait qu’en cas de désaccord entre les États membres sur les mesures prises par un État membre et qui permettrait aux parties intéressées d’être informées des mesures qu’il est prévu de prendre à l’égard des produits non conformes aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. Cette procédure de sauvegarde devrait également permettre aux autorités de surveillance du marché, en coopération avec les ***organisations représentant les personnes handicapées et les*** opérateurs économiques concernés, d’agir à un stade plus précoce en ce qui concerne ces produits. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>25</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 54 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(54 bis)*** ***Le déploiement d’applications qui fournissent des informations grâce à des services de données géographiques contribue à la circulation de manière autonome et en toute sécurité des personnes présentant des limitations fonctionnelles et des personnes handicapées. Les données géographiques servant à de telles applications devraient fournir des informations adaptées aux besoins spécifiques des personnes présentant des limitations fonctionnelles et des personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>26</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les chapitres I, II à V et VII s’appliquent aux produits suivants: | 1. Les chapitres I, II à V et VII s’appliquent aux ***nouveaux*** produits suivants***, mis sur le marché après la date d’entrée en vigueur de la présente directive***: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>27</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) matériel informatique et systèmes d’exploitation à usage général; | a) matériel informatique et systèmes d’exploitation à usage général***, destinés à être utilisés par les consommateurs***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>28</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point a bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***a bis)*** ***terminaux de paiement;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>29</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) terminaux en libre-service suivants: | b) terminaux en libre-service suivants ***si les services proposés ne sont pas gratuits pour les personnes visées à l’article 2, points 3 et 4***: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>30</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les chapitres I, II à V et VII s’appliquent aux services suivants: | 2. Les chapitres I, II à V et VII s’appliquent aux services suivants***, prestés après la date d’entrée en vigueur de la présente directive***: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>31</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) services de médias audiovisuels ***et*** équipements connexes grand public avec capacités informatiques avancées; | b) services ***fournissant un accès aux services*** de médias audiovisuels***, y compris*** équipements connexes grand public avec capacités informatiques avancées ***utilisés pour la fourniture de ces services***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>32</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs***;*** | c) services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs, et les services de mobilité et de connexion intermodale, notamment les transports publics urbains tels que le métro, le train, le tramway, le trolleybus et le bus, en ce qui concerne: |
|  | ***i)*** ***les terminaux en libre-service situés sur le territoire de l’Union, y compris les distributeurs de titres de transport, les terminaux de paiements et les bornes d’enregistrement;*** |
|  | ***ii)*** ***les sites web, les services intégrés sur appareils mobiles, les systèmes de billetterie intelligents et l’information en temps réel;*** |
|  | ***iii)*** ***les véhicules, les infrastructures connexes et l’environnement bâti, y compris l’accès sans marche à toutes les gares et stations publiques;*** |
|  | ***iv)*** ***les parcs de taxis et de voitures de location, les États membres veillant à ce que ceux-ci comprennent, sur leur territoire, une proportion suffisante de véhicules aménagés.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>33</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point f bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***f bis)*** ***services touristiques, y compris la prestation de services d’hébergement et de restauration.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>34</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) ***marchés*** publics et concessions régis par la directive 2014/23/UE42, la directive 2014/24/UE et la directive 2014/25/UE. | a) ***tout type de marchés*** publics et concessions régis par la directive 2014/23/UE42, la directive 2014/24/UE et la directive 2014/25/UE. |
| ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 42 Directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l’attribution de contrats de concession (JO L 94 du 28.3.2014, p. 1). | 42 Directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l’attribution de contrats de concession (JO L 94 du 28.3.2014, p. 1). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>35</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) ***procédures*** d’appel d’offres pour ***des*** services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route en vertu du règlement (CE) nº1370/2007 du Parlement européen et du Conseil45***.*** | c) ***toutes les procédures*** d’appel d’offres pour ***de nouveaux contrats, notamment l’attribution directe de contrats de services publics, attribués après la date d’entrée en vigueur de la présente directive, en ce qui concerne les*** services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route en vertu du règlement (CE) nº1370/2007 du Parlement européen et du Conseil45***;*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 45 Règlement (CE) nº 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE) nº 1191/69 et (CEE) nº 1107/70 du Conseil (JO L 315 du 3.12.2007, p. 1). | 45 Règlement (CE) nº 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE) nº 1191/69 et (CEE) nº 1107/70 du Conseil (JO L 315 du 3.12.2007, p. 1). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>36</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) infrastructures de transport conformément au règlement (UE) nº 1315/***2013 du Parlement européen et du Conseil46***. | d) infrastructures de transport conformément au règlement (UE) nº 1315/***201346 et au règlement (UE) nº 1316/201346 bis, ainsi qu’au règlement (UE) nº 1300/201446 ter. Toute future révision des STI PMR tiendra également compte des exigences en matière d’accessibilité découlant de la présente directive.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 46Règlement (UE) nº 1315/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 sur les orientations de l’Union pour le développement du réseau transeuropéen de transport (JO L 348 du 20.12.2013, p. 1). | 46 Règlement (UE) nº 1315/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 sur les orientations de l’Union pour le développement du réseau transeuropéen de transport (JO L 348 du 20.12.2013, p. 1). |
|  | ***46 bis*** ***Règlement (UE) nº 1316/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant le mécanisme pour l’interconnexion en Europe, modifiant le règlement (UE) nº 913/2010 et abrogeant les règlements (CE) nº 680/2007 et (CE) nº 67/2010 (JO L 348 du 20.12.2013, p. 129).*** |
|  | ***46 ter*** ***Règlement (UE) nº 1300/2014 de la Commission du 18 novembre 2014 sur les spécifications techniques d’interopérabilité relatives à l’accessibilité du système ferroviaire de l’Union pour les personnes handicapées et les personnes à mobilité réduite (JO L 356 du 12.12.2014, p. 110).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>37</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 – point d bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis)*** ***Les nombreux règlements existants qui traitent des services de transport servent de socle aux règles sur l’accessibilité des services de transport et de mobilité, de manière à permettre une cohérence accrue entre ces actes législatifs tout en incluant les aspects intermodaux indispensables à l’obtention d’une accessibilité sans obstacle.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>38</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 bis.*** ***Les États membres peuvent maintenir ou introduire des mesures conformes au droit de l’Union allant au-delà des exigences minimales établies par la présente directive en matière d’accessibilité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>39</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis)*** ***«sans obstacle»: perceptible, utilisable et compréhensible sans rencontrer d’obstacle particulier et qui n’induit pas de perte d’autonomie;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>40</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3) «personnes présentant des limitations fonctionnelles»: les personnes présentant une incapacité physique, mentale, intellectuelle ou sensorielle, une incapacité liée à l’âge ou toute autre limitation des performances du corps humain, permanente ou temporaire, dont l’interaction avec divers obstacles peut limiter l’accès à des produits et services et conduire à une situation nécessitant une adaptation des produits et services à leurs besoins particuliers; | 3) «personnes présentant des limitations fonctionnelles»: les personnes présentant une incapacité physique, mentale, intellectuelle ou sensorielle, une ***mobilité réduite, une*** incapacité liée à l’âge ou toute autre limitation des performances du corps humain, permanente ou temporaire, dont l’interaction avec divers obstacles peut limiter l’accès à des produits et services et conduire à une situation nécessitant une adaptation des produits et services à leurs besoins particuliers; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>41</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 7 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***7 bis)*** ***«services de transport aérien de voyageurs»: les services fournis par des transporteurs aériens qui assurent des services aériens réguliers dans le territoire de l’Union ou vers/depuis le territoire de l’Union, ou tout autre service se rapportant aux services aériens fourni par les propriétaires des terminaux en libre-service;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>42</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 7 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***7 ter)*** ***«services de transport de passagers par autobus»: les services couverts par l’article 2, paragraphes 1 et 2, du règlement (CE) nº 181/2011;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>43</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 7 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***7 quater)*** ***«services de transport ferroviaire de voyageurs»: tous les services de transport ferroviaire de voyageurs visés à l’article 2, paragraphes 1 et 2, du règlement (CE) nº 1371/2007;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>44</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 7 quinquies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***7 quinquies)*** ***«services de transport de passagers par voie d’eau»: les services de transport de passagers couverts par l’article 2, paragraphe 1, à l’exception des services définis à l’article 2 paragraphe 2, du règlement (CE) nº 1177/2010;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>45</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 20</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 20) «retrait»: toute mesure visant à empêcher la mise à disposition sur le marché d’un produit présent dans la chaîne d’approvisionnement; | *(Ne concerne pas la version française.)* |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>46</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 bis)*** ***«services de données géographiques»: conformément à l’article 3 de la directive 2007/2/CE, les opérations qui peuvent être exécutées à l’aide d’une application informatique sur les données géographiques contenues dans des séries de données géographiques ou sur les métadonnées qui s’y rattachent;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>47</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 ter)*** ***«services d’hébergement»: les services offrant un hébergement de courte durée et d’autres prestations d’hôtellerie, comme les hôtels, les auberges, les campings et les appartements à louer, ainsi que d’autres structures d’hébergement privées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>48</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Les terminaux en libre-service suivants: guichets de banque, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section II. | 3. Les terminaux en libre-service suivants: guichets de banque, distributeurs de titres de transport***, machines de paiement*** et bornes d’enregistrement automatiques sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section II. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>49</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. Les services de transport aérien, ferroviaire, par ***voie d’eau*** et par autobus de voyageurs, les sites web, les services intégrés sur appareils mobiles, les systèmes de billetterie intelligents et l’information en temps réel ainsi que les terminaux en libre-service***, les distributeurs de titres*** de ***transport et*** bornes d’enregistrement automatiques ***utilisés*** pour la fourniture de services de transport de voyageurs ***sont conformes*** aux exigences énoncées à l’annexe I, section V***.*** | 6. Les services de transport aérien, ferroviaire, ***maritime,*** par ***autocar*** et par autobus de voyageurs ***ainsi que les services intermodaux de transport de voyageurs, y compris les services relatifs aux transports urbains et à la mobilité, ainsi que l’environnement bâti***, les sites web, les services intégrés sur appareils mobiles, les systèmes de billetterie intelligents et l’information en temps réel ainsi que les terminaux en libre-service ***tels que les machines*** de ***paiement, les*** bornes d’enregistrement automatiques ***utilisées*** pour la fourniture de services de transport de voyageurs***, les services liés au tourisme, notamment les services d’hébergement et de restauration, satisfont*** aux exigences énoncées à l’annexe I, section V***, uniquement si ces exigences ne sont pas déjà couvertes par les actes législatifs spécifiques suivants:*** |
|  | ***–*** ***en ce qui concerne le transport ferroviaire, le règlement (CE) nº 1371/2007, le règlement (UE) nº 1300/2014 et le règlement (UE) nº 454/2011,*** |
|  | ***–*** ***en ce qui concerne le transport par autobus et autocar, le règlement (UE) nº 181/2011,*** |
|  | ***–*** ***en ce qui concerne le transport maritime ou par voie de navigation intérieure, le règlement (UE) nº 1177/2010, et*** |
|  | ***–*** ***en ce qui concerne le transport aérien, le règlement (CE) nº 1107/2006.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>50</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 6 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 bis.*** ***En ce qui concerne le transport ferroviaire de voyageurs, les exigences en matière d’accessibilité de la présente directive relatives aux sites web sont réputées satisfaites dès lors que les services sont conformes aux dispositions correspondantes du règlement (UE) nº 454/2011.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>51</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 6 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 ter.*** ***En ce qui concerne le transport de passagers par autobus, les exigences en matière d’accessibilité de la présente directive relatives à la fourniture d’informations sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont réputées satisfaites dès lors que les services sont conformes aux dispositions de l’article 11 du règlement (UE) nº 181/2011.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>52</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 6 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 quater.*** ***En ce qui concerne le transport de voyageurs par mer ou par voies navigables intérieures, les exigences en matière d’accessibilité de la présente directive relatives à la fourniture d’informations sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité des services sont réputées satisfaites dès lors que les services sont conformes aux dispositions de l’article 9 du règlement (UE) nº 1177/2010.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>53</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 7</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 7. Les services bancaires, les sites web, les services bancaires intégrés sur appareils mobiles, les terminaux en libre-service, y compris les guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionVI. | 7. Les services bancaires, les sites web, les services bancaires intégrés sur appareils mobiles, les terminaux en libre-service, y compris les ***terminaux de paiement et les*** guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires ***et de paiement***, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionVI. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>54</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 10. Les États membres ***peuvent décider***, compte tenu des circonstances nationales, que l’environnement bâti utilisé par les clients de services de transport de voyageurs – y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires, les centres de services à la clientèle et les magasins gérés par des opérateurs de téléphonie – ***doit être*** conforme aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe I, section X, afin d’optimiser leur utilisation par des personnes présentant des limitations fonctionnelles***, y compris les*** personnes handicapées. | 10. Les États membres ***veillent***, compte tenu des circonstances nationales, ***à ce*** que l’environnement bâti utilisé par les clients de services de transport de voyageurs – y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires, les centres de services à la clientèle et les magasins gérés par des opérateurs de téléphonie***, ainsi que tout autre service ou lieu servant à l’acquisition de tout produit relevant de la présente directive*** – ***soit*** conforme aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe I, section X, afin d’optimiser leur utilisation par des personnes présentant des limitations fonctionnelles ***et des*** personnes handicapées. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>55</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 10 – alinéa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Avant la date d’entrée en application des dispositions adoptées par les États membres afin de transposer la présente directive, la Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l’article 27 bis, en vue de définir des critères pour autoriser les États membres à déroger aux exigences en matière d’accessibilité aux fins du présent paragraphe, comme prévu à l’annexe I, section X, en ce qui concerne l’environnement bâti.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>56</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 10 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***10 bis.*** ***Les services d’hébergement sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, sections VIII et X.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>57</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 9. ***Sur requête motivée d’une autorité nationale compétente, les*** fabricants communiquent ***à celle-ci*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit, dans une langue aisément compréhensible par ***cette autorité***. Ils coopèrent, à sa demande, avec cette autorité à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché et d’assurer la conformité aux exigences visées à l’article 3. | 9. ***Les*** fabricants communiquent ***aux autorités nationales compétentes*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit, dans une langue aisément compréhensible par ***l’autorité concernée***. Ils coopèrent, à sa demande, avec cette autorité à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché et d’assurer la conformité aux exigences visées à l’article 3. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>58</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 9. ***Sur requête motivée d’une autorité nationale compétente, les*** importateurs communiquent ***à celle-ci*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit, dans une langue aisément compréhensible par ***cette autorité***. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché. | 9. ***Les*** importateurs communiquent ***aux autorités nationales compétentes*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit, dans une langue aisément compréhensible par ***l’autorité concernée***. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>59</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. ***Sur requête motivée d’une autorité nationale compétente, les*** distributeurs communiquent ***à celle-ci*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit. Ils coopèrent avec l’autorité ***en question***, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis à disposition sur le marché. | 6. ***Les*** distributeurs communiquent ***aux autorités nationales compétentes*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit. Ils coopèrent avec l’autorité ***concernée***, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis à disposition sur le marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>60</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Les services et les produits utilisés pour prester des services sont considérés comme conformes à l’article 3 s’ils satisfont aux exigences en matière d’accessibilité énoncées dans d’autres actes législatifs de l’Union.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>61</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les prestataires de services préparent les informations nécessaires conformément à l’annexe III, en expliquant comment les services répondent aux exigences d’accessibilité visées à l’article 3. Les informations sont mises à la disposition du public sous forme écrite et orale, y compris d’une façon qui soit accessible aux personnes présentant des limitations fonctionnelles et aux personnes handicapées. Les prestataires de services conservent les informations aussi longtemps que le service est disponible. | 2. Les prestataires de services préparent les informations nécessaires conformément à l’annexe III, en expliquant comment les services répondent aux exigences d’accessibilité visées à l’article 3. ***Les prestataires de services peuvent pour ce faire s’appuyer sur les réglementations existantes qui contiennent des exigences en matière d’accessibilité.*** Les informations sont mises à la disposition du public sous forme écrite et orale, y compris d’une façon qui soit accessible aux personnes présentant des limitations fonctionnelles et aux personnes handicapées. Les prestataires de services conservent les informations aussi longtemps que le service est disponible. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>62</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Les exigences en matière d’accessibilité prévues à l’article 3 ne s’appliquent pas si des solutions de substitution adéquates, comme des produits ou des services accessibles, sont mises à la disposition de tous les consommateurs dans des conditions identiques ou quasiment identiques.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>63</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3 s’appliquent dans ***la mesure où elles*** n’imposent pas de charge disproportionnée aux opérateurs économiques concernés. | 2. Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3 s’appliquent dans ***des délais raisonnables et*** n’imposent pas de charge disproportionnée aux opérateurs économiques concernés. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>64</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 3 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) l’estimation des ***coûts*** et des avantages pour les opérateurs économiques par rapport à l’avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique***.*** | b) l’estimation des ***surcoûts*** et des avantages pour les opérateurs économiques par rapport à l’avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique***;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>65</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 3 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***la durée de vie des machines nécessaires à la prestation d’un service;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>66</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 3 – point b ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b ter)*** ***les solutions de substitution proposées et mises gratuitement à disposition par les prestataires de services de transport de voyageurs.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>67</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 bis.*** ***Les États membres sont encouragés à prévoir des incitations et des lignes directrices pour faciliter la mise en œuvre de la présente directive. Les procédures et lignes directrices sont élaborées en concertation avec les parties intéressées concernées, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>68</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 14 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Les parties prenantes pertinentes, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent, sont consultées systématiquement dans le cadre de la procédure d’adoption d’actes d’exécution.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>69</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 21 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***lors de la révision des règlements de l’Union qui établissent les droits des passagers dans le transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs, en tenant compte de leurs aspects intermodaux;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>70</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 21 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) lors de l’établissement des exigences en matière d’accessibilité liées aux critères sociaux ***et critères*** de qualité établis par les autorités compétentes dans les procédures d’appel d’offres concernant des services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route en vertu du règlement (CE) nº 1370/2007; | c) lors de l’établissement des exigences en matière d’accessibilité ***sans obstacle*** liées aux critères sociaux***, d’égalité et*** de qualité établis par les autorités compétentes dans les procédures d’appel d’offres concernant des services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route en vertu du règlement (CE) nº 1370/2007; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>71</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 21 – point d bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis)*** ***lorsque l’Union cofinance des projets d’infrastructure de télécommunications et de transports accessibles sans obstacle, le MIE, le Fonds de cohésion, les fonds structurels régionaux et l’EFSI devraient mettre davantage l’accent sur le soutien financier de ces projets.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>72</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 21 s’appliquent dans la mesure où elles n’imposent pas de charge disproportionnée aux autorités compétentes aux fins dudit article. | 1. Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 21 s’appliquent dans la mesure où elles n’imposent pas de charge disproportionnée aux autorités compétentes ***ou aux opérateurs en leur qualité de contractants desdites autorités*** aux fins dudit article. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>73</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) l’estimation des coûts et des avantages pour les autorités compétentes concernées par rapport à l’avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique***.*** | b) l’estimation des coûts et des avantages pour les autorités compétentes concernées par rapport à l’avantage estimé pour les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles et les personnes*** handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique***;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>74</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***l’environnement bâti, la topographie et les droits de propriété existants.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>75</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Lorsqu’une autorité compétente a appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1, 2 et 3 pour un produit ou un service spécifique, elle en informe la Commission. Cette notification inclut l’évaluation visée au paragraphe2. | 4. Lorsqu’une autorité compétente a appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1, 2 et 3 pour un produit ou un service spécifique, elle en informe la Commission. Cette notification inclut l’évaluation visée au paragraphe 2 ***et est mise à la disposition du public dans un format accessible***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>76</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***des dispositions prévoyant l’établissement d’un mécanisme de plainte global doté des ressources adéquates et destiné aux consommateurs, visant à compléter un système de mise en œuvre et de suivi.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>77</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 26 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les sanctions ainsi prévues sont effectives, proportionnées et dissuasives. | 2. Les sanctions ainsi prévues sont effectives, proportionnées et dissuasives***, mais ne se substituent pas au respect, par les opérateurs économiques, de leur obligation de rendre leurs produits ou leurs services accessibles***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>78</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 26 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis.*** ***Les recettes provenant des sanctions imposées sont réinvesties dans des mesures dans le domaine de l’accessibilité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>79</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 27 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Ils appliquent ces dispositions à partir du [... insérer la date – ***six*** ans après l’entrée en vigueur de la présente directive]. | 2. Ils appliquent ces dispositions à partir du [... insérer la date – ***quatre*** ans après l’entrée en vigueur de la présente directive]. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>80</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 27 – paragraphe 2 – alinéa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Les dispositions relatives à l’environnement bâti s’appliquent dix ans après l’entrée en vigueur de ce règlement et celles relatives aux terminaux en libre-service (y compris les machines de paiement, les bornes d’enregistrement et les distributeurs de titres de transport) s’appliquent huit ans après l’entrée en vigueur de la présente directive.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>81</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 27 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 27 bis*** |
|  | ***Exercice de la délégation*** |
|  | ***1.*** ***Le pouvoir d’adopter des actes délégués conféré à la Commission est soumis aux conditions fixées au présent article.*** |
|  | ***2.*** ***Le pouvoir d’adopter des actes délégués visé à l’article 3, paragraphe 10, est conféré à la Commission pour une durée indéterminée à compter du (date d’entrée en vigueur de la présente directive).*** |
|  | ***3.*** ***La délégation de pouvoir visée à l’article 3, paragraphe 10, peut être révoquée à tout moment par le Parlement européen ou le Conseil. La décision de révocation met fin à la délégation de pouvoir qui y est précisée. La révocation prend effet le jour suivant celui de la publication de ladite décision au* Journal officiel de l’Union européenne *ou à une date ultérieure qui est précisée dans ladite décision. Elle ne porte pas atteinte à la validité des actes délégués déjà en vigueur.*** |
|  | ***4.*** ***Avant l’adoption d’un acte délégué, la Commission consulte les experts désignés par chaque État membre, conformément aux principes définis dans l’accord interinstitutionnel «Mieux légiférer» du 13 avril 2016.*** |
|  | ***5.*** ***Dès qu’elle adopte un acte délégué, la Commission le notifie au Parlement européen et au Conseil simultanément.*** |
|  | ***6.*** ***Un acte délégué adopté en vertu de l’article 3, paragraphe 10, n’entre en vigueur que si le Parlement européen ou le Conseil n’a pas exprimé d’objection dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet acte au Parlement européen et au Conseil ou si, avant l’expiration de ce délai, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux informé la Commission de leur intention de ne pas exprimer d’objection. Ce délai peut être prolongé de deux mois à l’initiative du Parlement européen ou du Conseil.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>82</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception*** de l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | 2. ***Exigences*** de ***fonctionnalité pour*** l’interface utilisateur et ***la conception du produit*** |
| À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres d) et e), ***doivent être*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: | À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres d) et e), ***sont*** conçues de manière à respecter le cas échéant les exigences suivantes: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>83</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – sous-point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***;*** | a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***, y compris:*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>84</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – sous-point a i bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i bis)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>85</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – sous-point a i ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i ter)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’information et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>86</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – sous-point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) disponibilité ***de*** fonctions flexibles d’agrandissement ***et de***contraste; | c) ***lorsque le produit prévoit des modes visuels*** ***de******communication et d’utilisation,*** disponibilité ***d’éléments qui permettent aux utilisateurs d’utiliser au mieux leur vision limitée, y compris en offrant des*** fonctions flexibles d’agrandissement ***sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un*** contraste ***et*** ***une luminosité adaptables, ainsi que, le cas échéant, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels de*** ***l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler, et les moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>87</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – sous-point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) disponibilité ***d’une couleur*** de ***substitution pour la fourniture d’informations***; | d) disponibilité ***d’un mode visuel d’utilisation ne nécessitant pas*** de ***perception des couleurs par l’utilisateur***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>88</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – sous-point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| e) ***disponibilité de*** méthodes flexibles permettant d’isoler l’avant-plan de l’arrière-plan ***et notamment de réduire les bruits de fond et d’améliorer la clarté;*** | e) disponibilité ***d’une commande du volume par l’utilisateur et*** de ***fonctionnalités audio poussées afin d’améliorer la clarté du son, y compris des*** méthodes flexibles permettant d’isoler ***les sons de*** l’avant-plan de ***ceux de*** l’arrière-plan ***lorsque la voix et le fond sonore sont disponibles en bandes audio séparées***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>89</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – sous-point f</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| f) disponibilité d’une ***fonction*** de ***réglage du volume par l’utilisateur***; | f) disponibilité d’une ***commande séquentielle et*** de ***possibilités de commande autres que fondées sur la motricité fine, y compris, lorsque le produit requiert des actions manuelles, d’éléments qui permettent aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée sur la motricité fine comme la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>90</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – sous-point g</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| g) disponibilité ***d’une commande séquentielle*** et ***de possibilités de commande autres que fondées sur*** la ***motricité fine***; | g) disponibilité ***de modes de fonctionnement à portée et à intensité limitées, y compris, lorsque le produit est autonome ou installé, en plaçant les éléments d’information*** et ***d’utilisation à un niveau standard d’accessibilité ou en donnant à l’utilisateur*** la ***possibilité de le mettre à sa portée***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>91</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – sous-point i</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| i) disponibilité ***d’une fonction permettant d’éviter le déclenchement de réactions photosensibles.*** | i) disponibilité ***de caractéristiques qui rendent la communication et l’utilisation plus simples et plus faciles;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>92</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – sous-point i bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i bis)*** ***lorsque le produit propose des fonctionnalités permettant l’accessibilité, protection de la vie privée des utilisateurs lorsqu’ils se servent de ces fonctionnalités.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>93</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>94</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Services de transport aérien, ferroviaire, maritime et par autobus de voyageurs; sites web utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs; services intégrés sur appareils mobiles, billetterie intelligente et information en temps réel; terminaux en libre-service, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs | Services de transport aérien, ferroviaire, maritime et par autobus ***ou autocar*** de voyageurs; sites web utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs; services intégrés sur appareils mobiles, billetterie intelligente et information en temps réel; terminaux en libre-service, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs***, de mobilité et de tourisme*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>95</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 1 – point a – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | a) des informations ***dans des formats accessibles*** sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité ***sans obstacle*** sont fournies suivant les modalités suivantes: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>96</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 1 – point a – sous-point i</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| i) ***le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***elles sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et fiables conformément au point b);*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>97</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 1 – point a – sous-point ii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ii) ***des solutions*** de ***substitution*** au ***contenu non textuel sont fournies***; | ii) ***elles énumèrent les éléments d’accessibilité du service et expliquent la manière*** de ***les utiliser, y compris l’accessibilité des véhicules, des infrastructures avoisinantes et de l’environnement bâti, et contiennent des indications sur l’assistance fournie conformément au règlement (CE) nº 1107/2006, au règlement (UE) nº 1177/2010,*** au ***règlement (CE) nº 1371/2007 et au règlement (UE) nº 181/2011***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>98</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 1 – point a – sous-point iii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| iii) ***les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettre b);*** | iii) ***elles sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les formats faciles à lire;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>99</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 1 – point a – point iii bis (nouveau) </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***iii bis)*** ***elles sont fournies au moyen de solutions de substitution au contenu non textuel, telles que les écrans tactiles et les possibilités de commande vocale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>100</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 1 – point a – point iii ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***iii ter)*** ***les éléments d’accessibilité mis à disposition par le service doivent être énumérés et expliqués;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>101</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur***, permettant*** d’adapter la présentation ***du contenu, incluant*** des fonctions interactives ***et prévoyant si nécessaire*** une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | b) les sites web***, y compris les applications en ligne nécessaires à la fourniture des services de transport de voyageurs, de tourisme, d’hébergement et de restauration,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur***. Cela permet notamment*** d’adapter la présentation ***des contenus et d’inclure*** des fonctions interactives***, avec*** une solution électronique accessible de substitution ***mise à disposition le cas échéant,*** d’une manière ***fiable*** facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>102</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles, nécessaires à la prestation du service sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière fiable facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>103</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles***.*** | c) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles ***et des personnes handicapées:*** |
|  | ***i)*** ***billetterie intelligente (réservation électronique, réservation de billets, etc.);*** |
|  | ***ii)*** ***information des passagers en temps réel (horaires, informations relatives aux perturbations du trafic, services de liaison, connexion avec d’autres modes de transport, etc.);*** |
|  | ***iii)*** ***informations sur des services supplémentaires (personnel présent en gare, ascenseurs hors service, services momentanément indisponibles, etc.);*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>104</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 1 – point c bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***c bis)*** ***l’environnement bâti nécessaire à la prestation du service est conforme à la section X de la présente annexe.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>105</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies et les services d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>106</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie B</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***B.*** ***Sites web utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>107</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie B – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***a)*** ***Les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale.*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>108</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie B – point a bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***a bis)*** ***Au minimum, les contenus des sites web relatifs aux processus suivants doivent satisfaire aux exigences du point a):*** |
|  | ***i)*** ***l’accès aux horaires, aux tarifs réduits et aux billets pour l’ensemble du réseau ainsi qu’aux détails des frais de réservation et des prix des titres de transport;*** |
|  | ***ii)*** ***la réservation ou la modification d’une réservation y compris l’ensemble des services de transport de voyageurs;*** |
|  | ***iii)*** ***l’enregistrement;*** |
|  | ***iv)*** ***l’accès à l’itinéraire personnel de voyage;*** |
|  | ***v)*** ***l’accès au statut d’un vol;*** |
|  | ***vi)*** ***l’accès au compte client personnel;*** |
|  | ***vii)*** ***l’accès aux données de contact du transporteur;*** |
|  | ***viii)*** ***l’accès aux informations relatives à l’assistance au transport proposée.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>109</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie C</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***C.*** ***services intégrés sur appareils mobiles, billetterie intelligente et information en temps réel;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>110</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie C – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***1.*** ***Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes:*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>111</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie C – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***a)*** ***des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes:*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>112</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie C – paragraphe 1 – point a – sous-point i</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***i)*** ***le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>113</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie C – paragraphe 1 – point a – sous-point ii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***ii)*** ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>114</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie C – paragraphe 1 – point a – sous-point iii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***iii)*** ***les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettre b);*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>115</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie C – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***b)*** ***les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale.*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>116</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| D. Terminaux en libre-service, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs | D. Terminaux en libre-service, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs ***et de services touristiques*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>117</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués ***de manière à ce que les éléments suivants soient accessibles***: | Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge ***et à la santé***, les produits doivent être conçus et fabriqués ***dans le respect des exigences suivantes en matière d’accessibilité sans obstacle***: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>118</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 1 – point a – sous-point i</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| i) ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>119</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 1 – point a – sous-point ii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>120</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 1 – point a – sous-point iii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>121</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 1 – point a – sous-point iii bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***iii bis)*** ***énumèrent les éléments d’accessibilité du produit et expliquent la manière de les activer et de les utiliser ainsi que la compatibilité du produit avec des technologies d’assistance;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>122</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 1 – point a – sous-point iv</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| iv) ***ont*** une police de caractères de ***taille appropriée*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; | iv) ***sont écrites dans une taille et*** une police de caractères ***appropriées présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin*** de ***maximiser leur lisibilité*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>123</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 1 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) ***l’interfaçage*** du produit avec des dispositifs d’assistance. | d) ***la compatibilité*** du produit avec des dispositifs ***et technologies*** d’assistance***, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition. Le produit permet également l’utilisation d’écouteurs personnels.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>124</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 2 – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception de*** l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | 2. ***Exigences de fonctionnalité pour*** l’interface utilisateur et ***la conception du produit*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>125</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 2 – alinéa 1 </Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres b) et c), doivent être conçues ***de manière*** à ***respecter le cas échéant les exigences suivantes***: | À des fins d’accessibilité, les fonctionnalités des produits et leur interface utilisateur telles que visées au point 1, lettres b) et c), doivent être conçues***, le cas échéant, conformément*** à ***la section I, point 2, ainsi qu’aux points suivants***: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>126</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) ***disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** | a) ***il n’est pas nécessaire, pour qu’un utilisateur active un élément d’accessibilité dont il a besoin, que ledit élément soit déjà activé;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>127</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) ***disponibilité de modes de communication et d’orientation autres que la parole;*** | b) ***lorsque le temps de réponse est limité, l’utilisateur est prévenu par un signal visuel, ainsi que par un signal tactile ou sonore, et a la possibilité de prolonger le temps de réponse laissé;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>128</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 2 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) ***disponibilité de fonctions flexibles d’agrandissement et de contraste;*** | c) ***le produit est utilisable, notamment les parties permettant de le manipuler, comme les touches et les boutons de commande, qui présentent un contraste suffisant par rapport à l’arrière-plan et sont perceptibles au toucher;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>129</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 2 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) ***disponibilité d’une couleur de substitution pour la fourniture d’informations;*** | d) ***il est possible, lorsque des clés, des tickets ou des cartes sont fournis, de percevoir par le toucher leur position, si celle-ci est importante pour l’utilisation de la clé, du ticket ou de la carte;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>130</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – paragraphe 2 – point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| e) ***disponibilité de méthodes flexibles permettant d’isoler l’avant-plan de l’arrière-plan et notamment de réduire les bruits de fond et d’améliorer la clarté;*** | e) ***le produit, lorsqu’il se sert des caractéristiques biologiques de l’utilisateur, ne dépend pas de l’utilisation d’une caractéristique biologique en particulier comme seul moyen d’identification de l’utilisateur ou de commande du produit.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>131</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – paragraphe 1 – point a – sous-point i</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| i) ***le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***elles sont mises à disposition dans un format web accessible en les rendant perceptibles, utilisables, compréhensibles et fiables conformément à la lettre b);*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>132</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – paragraphe 1 – point a – sous-point ii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***elles énumèrent les éléments d’accessibilité du service et expliquent la manière de les utiliser ainsi que la complémentarité du service avec diverses technologies d’assistance;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>133</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – paragraphe 1 – point a – sous-point iii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***iii)*** ***les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettre b);*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>134</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***.*** | b) les sites web ***et les applications en ligne nécessaires à la prestation du service*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière ***fiable*** facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>135</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles, nécessaires à la prestation des services sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière fiable facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>136</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – paragraphe 1 – point b ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b ter)*** ***les méthodes d’identification électronique, de sécurité et de paiement nécessaires à la prestation du service sont compréhensibles, perceptibles, utilisables et fiables, sans porter atteinte à la sécurité et au respect de la vie privée de l’utilisateur.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>137</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies et les services d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs présentant des limitations fonctionnelles et les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>138</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***SECTION VIII bis*** |
|  | ***Services d’hébergement*** |
|  | ***Services*** |
|  | ***1.*** ***Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, la prestation de services doit respecter les exigences suivantes:*** |
|  | ***a)*** ***des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes:*** |
|  | ***i)*** ***elles sont mises à disposition dans un format web accessible en les rendant perceptibles, utilisables, compréhensibles et fiables conformément à la lettre b);*** |
|  | ***ii)*** ***elles énumèrent les éléments d’accessibilité du service et expliquent la manière de les utiliser ainsi que la complémentarité du service avec diverses technologies d’assistance;*** |
|  | ***b)*** ***les sites web et les applications en ligne nécessaires à la prestation du service sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière fiable facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |
|  | ***c)*** ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles, nécessaires à la prestation de services de commerce électronique sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière fiable facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |
|  | ***d)*** ***les méthodes d’identification électronique, de sécurisation et de paiement nécessaires à la prestation du service sont compréhensibles, perceptibles, utilisables et fiables, sans porter atteinte à la sécurité et au respect de la vie privée de l’utilisateur;*** |
|  | ***e)*** ***l’environnement bâti est rendu accessible aux personnes handicapées conformément aux exigences visées à la section X. Cela s’applique:*** |
|  | ***i)*** ***à toutes les zones communes (accueil, entrée, équipements de loisirs, salles de conférence, etc.);*** |
|  | ***ii)*** ***aux chambres, conformément aux exigences énoncées à la section X, le nombre minimum de chambres accessibles par établissement étant le suivant:*** |
|  | ***–*** ***une chambre accessible pour les établissements de moins de 20 chambres au total;*** |
|  | ***–*** ***deux chambres accessibles pour les établissements ayant entre 20 et 50 chambres;*** |
|  | ***–*** ***une chambre accessible supplémentaire par tranche de 50 chambres supplémentaires.*** |
|  | ***2.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies et les services d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>139</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, ***notamment*** les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués ***de manière à ce que les éléments suivants soient accessibles***: | Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes présentant des limitations fonctionnelles, les personnes handicapées et les personnes présentant des déficiences liées à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués ***dans le respect des exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>140</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point a – sous-point i</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| i) ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>141</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point a – sous-point ii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>142</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annex I – section IX – part A – paragraph 1 – point a – sous-point iii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>143</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point a – sous-point iv</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| iv) ***ont*** une police de caractères de ***taille appropriée*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; | iv) ***sont écrites dans une taille et*** une police de caractères ***adéquates présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin*** de ***maximiser leur lisibilité*** dans des conditions d’utilisation prévisibles; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>144</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point a – sous-point iv bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***iv bis)*** ***sont mises à disposition dans un format accessible via internet et sous forme électronique hors internet en les rendant perceptibles, utilisables, compréhensibles et fiables;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>145</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***;*** | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***:*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>146</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX– partie A – paragraphe 1 – point b – sous-point i (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i)*** ***répondent aux exigences énoncées au point 1, lettre a);*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>147</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point b – sous-point ii (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***ii)*** ***indiquent aux utilisateurs de manière simple et précise que le produit contient des éléments d’accessibilité, et s’il est compatible avec les technologies d’assistance;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>148</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point c – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions: | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit***. Ces instructions: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>149</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point c – sous-point i</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***i)*** ***ont un contenu disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>150</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point c – sous-point ii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***ii)*** ***prévoient des solutions de substitution au contenu non textuel;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>151</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point c – sous-point ii bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***ii bis)*** ***sont mises à disposition dans un format accessible via internet et sous forme électronique hors internet en les rendant perceptibles, utilisables, compréhensibles et fiables;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>152</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point c – sous-point ii ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***ii ter)*** ***énumèrent les éléments d’accessibilité du produit et expliquent la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du produit avec diverses technologies d’assistance disponibles au niveau international et de l’Union;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>153</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point c – sous-point ii quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***ii quater)*** ***sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les textes «faciles à lire»;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>154</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 1 – point f</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| f) ***l’interfaçage*** du produit avec ***des*** dispositifs d’assistance. | f) ***la compatibilité*** du produit avec ***divers*** dispositifs ***et technologies*** d’assistance ***disponibles au niveau international et de l’Union, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>155</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***Conception*** de l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | ***Exigences*** de ***fonctionnalité pour*** l’interface utilisateur et ***la conception du produit*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>156</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***;*** | a) disponibilité de communications et d’orientations au moyen de plusieurs canaux sensoriels***, y compris:*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>157</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point a – sous-point i (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel la vue n’est pas nécessaire;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>158</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point a – sous-point ii (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***ii)*** ***disponibilité, lorsque le produit prévoit des modes auditifs d’information et d’utilisation, d’au moins un mode d’information et d’utilisation pour lequel l’audition n’est pas nécessaire;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>159</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) disponibilité de modes de communication et d’orientation autres que la parole; | b) disponibilité de modes de communication et d’orientation autres que la parole***. Lorsque le produit fonctionne via l’intervention vocale des utilisateurs, il prévoit au moins un mode d’utilisation ne nécessitant pas de production orale de sons tels que des paroles, des sifflements ou des claquements de langue***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>160</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) ***disponibilité*** de fonctions flexibles d’agrandissement ***et de*** contraste; | c) ***lorsque le produit prévoit des modes visuels*** de ***communication et d’utilisation, disponibilité d’éléments qui permettent aux utilisateurs d’utiliser au mieux leur vision limitée, y compris en offrant des*** fonctions flexibles d’agrandissement ***sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un*** contraste ***et*** ***une luminosité adaptables, ainsi que, le cas échéant, la possibilité d’isoler, en toute flexibilité, les éléments visuels de*** ***l’avant-plan de ceux de l’arrière-plan et de les contrôler, et les moyens de contrôler avec souplesse le champ visuel nécessaire***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>161</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) disponibilité ***d’une couleur*** de ***substitution pour la fourniture d’informations***; | d) disponibilité ***d’un mode visuel d’utilisation ne nécessitant pas*** de ***perception des couleurs par l’utilisateur***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>162</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| e) disponibilité de méthodes flexibles permettant d’isoler l’avant-plan de l’arrière-plan ***et notamment de réduire les bruits de fond et d’améliorer la clarté***; | e) disponibilité ***d’une commande du volume par l’utilisateur et*** de ***fonctionnalités audio poussées afin d’améliorer la clarté du son, y compris des*** méthodes flexibles permettant d’isoler ***les sons de*** l’avant-plan de ***ceux de*** l’arrière-plan ***lorsque la voix et le fond sonore sont disponibles en bandes audio séparées***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>163</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point f</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| f) disponibilité d’une ***fonction*** de ***réglage du volume par l’utilisateur***; | f) disponibilité d’une ***commande séquentielle et*** de ***possibilités de commande autres que fondées sur la motricité fine, y compris, lorsque le produit requiert des actions manuelles, d’éléments qui permettent aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée sur la motricité fine comme la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>164</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point g</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| g) disponibilité ***d’une commande séquentielle*** et ***de possibilités de commande autres que fondées sur*** la ***motricité fine***; | g) disponibilité ***de modes de fonctionnement à portée et à intensité limitées, y compris, lorsque le produit est autonome ou installé, en plaçant les éléments d’information*** et ***d’utilisation à un niveau standard d’accessibilité ou en donnant à l’utilisateur*** la ***possibilité de le mettre à sa portée***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>165</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point h</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| h) ***disponibilité de*** modes ***de fonctionnement à portée et à intensité limitées***; | h) ***lorsque le produit prévoit des*** modes ***visuels d’information, disponibilité d’au moins un mode d’information qui réduise au maximum le risque de déclenchement de réactions photosensibles***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>166</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point i</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| i) disponibilité ***d’une fonction permettant d’éviter le déclenchement de réactions photosensibles.*** | i) disponibilité ***de caractéristiques qui rendent la communication et l’utilisation plus simples et plus faciles;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>167</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie A – paragraphe 2 – point i bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i bis)*** ***lorsque le produit propose des fonctionnalités permettant l’accessibilité, protection de la vie privée des utilisateurs lorsqu’ils se servent de ces fonctionnalités.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>168</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie B – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) l’environnement bâti à l’endroit où le service est fourni, y compris les infrastructures de transport conformément à la partie C, est rendu accessible, sans préjudice de la législation nationale et de l’Union en matière de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; | a) l’environnement bâti à l’endroit où le service est fourni, y compris les infrastructures de transport ***transfrontière et intermodal*** conformément à la partie C, est rendu accessible, sans préjudice de la législation nationale et de l’Union en matière de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>169</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie B – paragraphe 1 – point g bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***g bis)*** ***le transport gratuit et approprié des fauteuils roulants et des chiens guides d’aveugles dans les services de transport est garanti.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>170</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section X – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) utilisation des ***zones et installations extérieures sous la responsabilité du prestataire de services***; | a) utilisation des ***espaces extérieurs et des installations connexes***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>171</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section X – point g</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| g) utilisation d’équipements et d’installations utilisés pour la fourniture du service; | g) utilisation d’équipements et d’installations utilisés pour la fourniture du ***produit ou du*** service; |

</Amend>

</RepeatBlock-Amend>

PROCÉDURE DE LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre** | Rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services | | | |
| **Références** | COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD) | | | |
| **Commission compétente au fond**         Date de l’annonce en séance | IMCO  18.1.2016 |  |  |  |
| **Avis émis par**         Date de l’annonce en séance | TRAN  18.1.2016 | | | |
| **Commissions associées - date de l’annonce en séance** | 15.12.2016 | | | |
| **Rapporteur(e) pour avis**         Date de la nomination | Keith Taylor  25.2.2016 | | | |
| **Examen en commission** | 26.9.2016 | 25.1.2017 | 22.3.2017 |  |
| **Date de l’adoption** | 11.4.2017 |  |  |  |
| **Résultat du vote final** | +:  –:  0: | 24  1  19 | | |
| **Membres présents au moment du vote final** | Daniela Aiuto, Lucy Anderson, Inés Ayala Sender, Georges Bach, Izaskun Bilbao Barandica, Deirdre Clune, Michael Cramer, Luis de Grandes Pascual, Andor Deli, Isabella De Monte, Ismail Ertug, Jacqueline Foster, Dieter-Lebrecht Koch, Miltiadis Kyrkos, Bogusław Liberadzki, Peter Lundgren, Marian-Jean Marinescu, Cláudia Monteiro de Aguiar, Jens Nilsson, Markus Pieper, Salvatore Domenico Pogliese, Tomasz Piotr Poręba, Gabriele Preuß, Christine Revault D’Allonnes Bonnefoy, Dominique Riquet, Massimiliano Salini, David-Maria Sassoli, Claudia Schmidt, Claudia Țapardel, Keith Taylor, Pavel Telička, István Ujhelyi, Peter van Dalen, Wim van de Camp, Elissavet Vozemberg-Vrionidi, Janusz Zemke, Roberts Zīle, Kosma Złotowski, Elżbieta Katarzyna Łukacijewska | | | |
| **Suppléants présents au moment du vote final** | Jakop Dalunde, Werner Kuhn, Matthijs van Miltenburg | | | |
| **Suppléants (art. 200, par. 2) présents au moment du vote final** | John Stuart Agnew, Jiří Maštálka | | | |

VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL EN COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |
| --- | --- |
| **24** | **+** |
| ALDE | Izaskun Bilbao Barandica, Dominique Riquet, Pavel Telička, Matthijs van Miltenburg |
| EFDD | Daniela Aiuto, Peter Lundgren |
| GUE/NGL | Jiří Maštálka |
| PPE | Deirdre Clune |
| S&D | Lucy Anderson, Inés Ayala Sender, Isabella De Monte, Ismail Ertug, Miltiadis Kyrkos, Bogusław Liberadzki, Jens Nilsson, Gabriele Preuß, Christine Revault D’Allonnes Bonnefoy, David-Maria Sassoli, Claudia Țapardel, István Ujhelyi, Janusz Zemke |
| Verts/ALE | Michael Cramer, Jakop Dalunde, Keith Taylor |

|  |  |
| --- | --- |
| **1** | **-** |
| EFDD | John Stuart Agnew |

|  |  |
| --- | --- |
| **19** | **0** |
| ECR | Jacqueline Foster, Tomasz Piotr Poręba, Roberts Zīle, Kosma Złotowski, Peter van Dalen |
| PPE | Georges Bach, Andor Deli, Dieter-Lebrecht Koch, Werner Kuhn, Elżbieta Katarzyna Łukacijewska, Marian-Jean Marinescu, Cláudia Monteiro de Aguiar, Markus Pieper, Salvatore Domenico Pogliese, Massimiliano Salini, Claudia Schmidt, Elissavet Vozemberg-Vrionidi, Luis de Grandes Pascual, Wim van de Camp |

Légende des signes utilisés:

+ : pour

- : contre

0 : abstention

<Date>{14/07/2016}14.7.2016</Date>

AVIS <CommissionResp>Commission de la culture et de l’éducation</CommissionResp>

<CommissionInt>à l’intention de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs</CommissionInt>

<Titre>sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services</Titre>

<DocRef>(COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD))</DocRef>

Rapporteure pour avis: <Depute>Petra Kammerevert</Depute>

JUSTIFICATION SUCCINTE

Cette proposition prévoit l’application dans toute l’Union européenne des dispositions de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées[[3]](#footnote-3) concernant l’accessibilité, ce qui favorisera la libre circulation des marchandises et des services correspondants au sein de l’Union. Il est indispensable de promouvoir et de protéger les droits des personnes handicapées.

Les services de médias audiovisuels et les livres électroniques font partie intégrante de la proposition.

Toutefois, les services de médias audiovisuels sont régis par la directive 2010/13/UE[[4]](#footnote-4) qui fait office de réglementation spécifique. Les règles qu’elle prévoit, notamment en matière de liberté d’accès aux services de médias audiovisuels, respectent la liberté d’information et des médias, protègent et encouragent le pluralisme dans les médias ainsi que la diversité culturelle sans empiéter sur les compétences médiatiques, culturelles et politiques des États membres.

La directive sur les services de médias audiovisuels est actuellement révisée par la Commission, qui publiera vraisemblablement sa proposition à ce sujet le 25 mai 2016. En ce qui concerne les libertés fondamentales et les compétences nationales précitées, la promotion de services de médias audiovisuels accessibles au moyen d’un mécanisme d’incitation de type autonome semble préférable à l’approche restrictive et répressive privilégiée ici. C’est la seule manière de prendre en compte la caractéristique propre à tous les services de médias audiovisuels, à savoir de véhiculer des biens culturels. Cette caractéristique justifie également la fixation de règles définitives dans la directive sur les services de médias audiovisuels.

Le modèle choisi pour la proposition de directive pourrait se révéler néfaste pour la diversité dans le domaine des médias audiovisuels.

Il est sans aucun doute souhaitable de prévoir des règles visant à rendre les services de médias audiovisuels aussi accessibles que possible. La mission du législateur consiste à déterminer l’équilibre optimal entre les intérêts contradictoires qui se dégagent de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, d’une part, et de la convention de l’Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles[[5]](#footnote-5), d’autre part. L’Union a adhéré à ces deux conventions des Nations unies en tant que personne morale, à la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées le 23 décembre 2010 et à la convention sur la diversité culturelle dès le 18 décembre 2006. L’équilibre qui s’impose entre ces intérêts ne transparaît pas dans la proposition de directive.

L’article 167 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne (traité FUE) prévoit que l’Union tienne compte des aspects culturels dans son action et respecte le principe de subsidiarité. En vertu de ce principe, l’Union ne peut intervenir dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive que si, et dans la mesure où, les objectifs de l’action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu’au niveau régional et local (article 5, alinéa 3, du traité sur l’Union européenne). L’accessibilité des livres électroniques et des services de médias audiovisuels peut être réalisée de manière suffisante par les États membres, de sorte que l’effet positif désiré pour le marché intérieur peut être atteint sans intervention de l’Union. Il n’est pas possible d’expliquer autrement l’augmentation, tous pays confondus, de la demande de services de médias audiovisuels et de livres électroniques, dont l’accessibilité s’est sensiblement améliorée au cours des dernières années. Dans l’ensemble, le nombre d’audiodescriptions et de sous-titres est en forte hausse dans toute l’Union. Par conséquent, le présent avis vise à proposer de retirer les livres électroniques et les services de médias audiovisuels de la proposition de directive et d’y ménager une exception culturelle et médiatique. Il en va de même pour les services de radiodiffusion sonore et pour les services qui accompagnent les services de médias audiovisuels ou de radiodiffusion sonore et qui sont absents de la proposition de directive.

Enfin, l’article 12, paragraphes 2 et 5, de la proposition laisse planer le doute quant à la capacité de celle-ci à être efficace dans la totalité de son champ d’application. Ces dispositions prévoient qu’un acteur économique doit déclarer et justifier que la réalisation des exigences en matière d’accessibilité représente pour lui une charge disproportionnée et se contenter de le signaler aux autorités de surveillance du marché correspondantes. L’évaluation du caractère disproportionné est alors du ressort exclusif de l’acteur économique, comme le précise le paragraphe 5, mais les autorités ont toutefois la possibilité de vérifier toute déclaration suspecte conformément à l’article 17, paragraphe 2. Toutefois, les conséquences d’une divergence entre l’évaluation effectuée par l’acteur économique et l’avis de l’autorité de surveillance du marché ne sont pas clairement expliquées.

Néanmoins, il semble opportun de poursuivre les efforts de normalisation pour les «équipements terminaux grand public avec capacités avancées liés aux services de médias audiovisuels», notamment les télévisions connectées, et pour les appareils de lecture pour contenu littéraire stocké électroniquement.

AMENDEMENTS

La commission de la culture et de l’éducation invite la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, compétente au fond, à incorporer dans la proposition de résolution qu’elle adoptera les suggestions suivantes:

**<RepeatBlock-Amend>**

<Amend>Amendement <NumAm>1</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Visa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***vu la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, et en particulier son article 26,*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>2</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de citoyens présentant un handicap et/ou une limitation fonctionnelle est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive ***et*** facilite l’autonomie. | (2) La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de citoyens présentant un handicap et/ou une limitation fonctionnelle est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive***,*** facilite l’autonomie ***et*** ***réduit le risque d’exclusion sociale***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>3</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (3) La disparité des dispositions législatives et administratives adoptées par les États membres en matière d’accessibilité des produits et services aux personnes présentant des limitations fonctionnelles, ***y compris*** les personnes handicapées, crée des obstacles à la libre circulation de ces produits et services et fausse la concurrence effective sur le marché intérieur. Ces obstacles portent tout particulièrement préjudice aux opérateurs économiques, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME). | (3) La disparité des dispositions législatives et administratives adoptées par les États membres en matière d’accessibilité des produits et services aux personnes présentant des limitations fonctionnelles, ***surtout*** les personnes handicapées, crée des obstacles à la libre circulation de ces produits et services et fausse la concurrence effective sur le marché intérieur. Ces obstacles portent tout particulièrement préjudice aux opérateurs économiques, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>4</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 12</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (12) Dans son article9, la convention exige des États parties qu’ils prennent des mesures appropriées pour assurer aux personnes handicapées, sur la base de l’égalité avec les autres, l’accès à l’environnement physique, aux transports, à l’information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l’information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Le comité des droits des personnes handicapées des Nations unies a souligné la nécessité d’instaurer un cadre législatif prévoyant des critères concrets, contraignants et temporels pour le suivi de l’instauration progressive des mesures en matière d’accessibilité. | (12) Dans son article9, la convention exige des États parties qu’ils prennent des mesures appropriées pour assurer aux personnes handicapées, sur la base de l’égalité avec les autres, l’accès à l’environnement physique, aux transports***, aux services de tourisme***, à l’information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l’information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Le comité des droits des personnes handicapées des Nations unies a souligné la nécessité d’instaurer un cadre législatif prévoyant des critères concrets, contraignants et temporels pour le suivi de l’instauration progressive des mesures en matière d’accessibilité. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>5</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 23</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (23) Dans certains cas, des exigences communes en matière d’accessibilité applicables à l’environnement bâti faciliteraient la libre circulation des services concernés et des personnes handicapées. C’est pourquoi la présente directive permet aux États membres d’inclure l’environnement bâti utilisé dans la fourniture des services dans le champ d’application de la présente directive, garantissant le respect des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe X. | (23) Dans certains cas, ***l’accessibilité à l’environnement bâti est indispensable pour permettre aux personnes handicapées de bénéficier effectivement des services connexes.*** Des exigences communes en matière d’accessibilité applicables à l’environnement bâti faciliteraient la libre circulation des services concernés et des personnes handicapées. C’est pourquoi la présente directive permet aux États membres d’inclure l’environnement bâti utilisé dans la fourniture des services dans le champ d’application de la présente directive, garantissant le respect des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe X. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>6</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 50</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (50) Il convient d’instaurer une procédure de sauvegarde qui ne s’appliquerait qu’en cas de désaccord entre les États membres sur les mesures prises par un État membre et qui permettrait aux parties intéressées d’être informées des mesures qu’il est prévu de prendre à l’égard des produits non conformes aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. Cette procédure de sauvegarde devrait également permettre aux autorités de surveillance du marché, en coopération avec les opérateurs économiques concernés, d’agir à un stade plus précoce en ce qui concerne ces produits. | (50) Il convient d’instaurer une procédure de sauvegarde qui ne s’appliquerait qu’en cas de désaccord entre les États membres sur les mesures prises par un État membre et qui permettrait aux parties intéressées d’être informées des mesures qu’il est prévu de prendre à l’égard des produits non conformes aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. Cette procédure de sauvegarde devrait également permettre aux autorités de surveillance du marché, en coopération avec les ***organisations représentant les personnes handicapées et les*** opérateurs économiques concernés, d’agir à un stade plus précoce en ce qui concerne ces produits. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>7</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) équipements terminaux grand public ***avec capacités informatiques avancées***, liés aux services de médias audiovisuels. | d) équipements terminaux grand public liés aux services de médias audiovisuels ***au sens de l’article 1er***, ***paragraphe 1, point a),*** ***de*** ***la directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil1 bis***. |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis Directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (JO L 95 du 15.4.2010, p. 1).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>8</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point d bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis) appareils de lecture pour contenu littéraire stocké électroniquement.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>9</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***b) services de médias audiovisuels et équipements connexes grand public avec capacités informatiques avancées;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>10</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***e) livres numériques;*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>11</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 3 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 bis. La présente directive ne s’applique pas aux services de radiodiffusion sonore, aux services de médias audiovisuels et aux services qui les accompagnent, ni aux prestations et aux biens culturels.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>12</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***6) «services de médias audiovisuels»: les services au sens de l’article 1er, paragraphe 1, point a), de la directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil47;*** | ***supprimé*** |
| ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |  |
| ***47 Directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (JO L 95 du 15.4.2010, p. 1).*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>13</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis. Les exigences définies dans les annexes ne peuvent en aucun cas réduire les prescriptions des législations nationales en vigueur et des normes régissant l’accessibilité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>14</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Les ***services de médias audiovisuels et les*** équipements terminaux ***connexes*** grand public ***avec capacités informatiques avancées*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionIV. | 5. Les équipements terminaux grand public ***liés aux services de médias audiovisuels*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionIV. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>15</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 8</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 8.Les ***livres numériques*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionVII. | 8.Les ***appareils de lecture pour contenu littéraire stocké électroniquement*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionVII. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>16</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis. Les exigences en matière d’accessibilité prévues à l’article 3 ne s’appliquent pas si des solutions de substitution, comme des produits ou des services accessibles, sont mises à la disposition des consommateurs à des conditions identiques.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>17</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. Lorsque les opérateurs économiques ont ***appliqué*** l’exception prévue aux paragraphes1 à5 pour un produit ou un service spécifique, ils en informent l’autorité ***de surveillance du marché compétente*** de l’État membre sur le territoire duquel le produit ou le service est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché. Cette notification inclut l’évaluation visée au paragraphe 3. Les micro-entreprises sont exemptées de cette obligation de notification, mais elles doivent être en mesure de fournir la documentation concernée à la demande d’une autorité ***de surveillance du marché compétente***. | 6. Lorsque les opérateurs économiques ont ***revendiqué le droit d’invoquer*** l’exception prévue aux paragraphes1 à5 pour un produit ou un service spécifique, ils en informent l’autorité ***compétente concernée*** de l’État membre sur le territoire duquel le produit ou le service est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché. Cette notification inclut l’évaluation visée au paragraphe 3. Les micro-entreprises ***et les organisations à but non lucratif*** sont exemptées de cette obligation de notification, mais elles doivent être en mesure de fournir la documentation concernée à la demande d’une autorité ***compétente concernée***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>18</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 bis. Pour veiller à la bonne application et au contrôle des exceptions prévues aux paragraphes 1 à 5, les autorités compétentes concernées nouent un dialogue structuré avec les organisations de personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>19</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 18 – paragraphe 2 – alinéa 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Chaque État membre veille à ce que le public soit informé de l’existence, des responsabilités et de l’identité des autorités nationales visées au premier alinéa. Ces autorités mettent les informations à disposition sur demande dans des formats appropriés. | Chaque État membre veille à ce que le public soit informé de l’existence, des responsabilités et de l’identité des autorités nationales visées au premier alinéa. Ces autorités mettent les informations ***relatives aux activités qu’elles mènent et aux décisions qu’elles prennent*** à disposition sur demande ***du public concerné*** dans des formats appropriés. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>20</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 19 – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Procédure applicable aux produits ***qui présentent un risque en matière d’accessibilité*** à ***l’échelle nationale*** | Procédure applicable aux produits ***non conformes aux dispositions relatives*** à ***l’accessibilité*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>21</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 27 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Ils appliquent ces dispositions ***à partir du [... insérer la date –*** six ans après l’entrée en vigueur de la présente directive***]***. | 2. Ils appliquent ces dispositions ***de manière progressive en référence au cycle de vie d’un produit ou d’un service, toutefois au plus tard*** six ans après l’entrée en vigueur de la présente directive. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>22</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***Services de médias audiovisuels et les*** équipements ***connexes*** grand public ***avec capacités informatiques avancées*** | Équipements ***terminaux*** grand public ***liés aux services de médias audiovisuels*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>23</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – point A</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***A. Services*** | ***supprimé*** |
| ***1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes:*** |  |
| ***a) les produits utilisés dans la fourniture du service doivent être accessibles conformément aux exigences de la partie B «Équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées»;*** |  |
| ***b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes:*** |  |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettre c);*** |  |
| ***c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |  |
| ***d) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance;*** |  |
| ***e) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles.*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>24</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – point B – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***B. Équipements connexes grand public avec capacités informatiques avancées*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>25</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***Livres numériques*** | ***Appareils de lecture pour contenu littéraire stocké électroniquement*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>26</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – point A</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***A. Services*** | ***supprimé*** |
| ***1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par des personnes présentant des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées, les services doivent respecter les exigences suivantes:*** |  |
| ***a) les produits utilisés dans la fourniture du service doivent être accessibles conformément aux exigences de la partie B «Produits»;*** |  |
| ***b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes:*** |  |
| ***i) le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** |  |
| ***ii) des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** |  |
| ***iii) les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettre c);*** |  |
| ***c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |  |
| ***d) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance;*** |  |
| ***e) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes présentant des limitations fonctionnelles.*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>27</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – point B – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***B. Produits*** | ***supprimé*** |

</Amend></RepeatBlock-Amend>

PROCÉDURE DE LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre** | Rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services | | | |
| **Références** | COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD) | | | |
| **Commission compétente au fond**         Date de l’annonce en séance | IMCO  18.1.2016 |  |  |  |
| **Avis émis par**         Date de l’annonce en séance | CULT  18.1.2016 | | | |
| **Rapporteur(e) pour avis**         Date de la nomination | Petra Kammerevert  2.2.2016 | | | |
| **Date de l’adoption** | 13.7.2016 |  |  |  |
| **Résultat du vote final** | +:  –:  0: | 18  10  2 | | |
| **Membres présents au moment du vote final** | Isabella Adinolfi, Dominique Bilde, Andrea Bocskor, Nikolaos Chountis, Silvia Costa, Mircea Diaconu, Angel Dzhambazki, Jill Evans, María Teresa Giménez Barbat, Giorgos Grammatikakis, Petra Kammerevert, Andrew Lewer, Svetoslav Hristov Malinov, Curzio Maltese, Stefano Maullu, Luigi Morgano, Michaela Šojdrová, Yana Toom, Helga Trüpel, Sabine Verheyen, Julie Ward, Bogdan Brunon Wenta, Bogdan Andrzej Zdrojewski, Milan Zver, Krystyna Łybacka | | | |
| **Suppléants présents au moment du vote final** | Marc Joulaud, Dietmar Köster, Monika Smolková | | | |
| **Suppléants (art. 200, par. 2) présents au moment du vote final** | Julia Reid, Helga Stevens | | | |

<Date>{23/03/2017}23.3.2017</Date>

AVIS <CommissionResp>de la commission des droits de la femme et de l’égalité des genres</CommissionResp>

<CommissionInt>à l’intention de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs</CommissionInt>

<Titre>sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services</Titre>

<DocRef>(COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD))</DocRef>

Rapporteure pour avis: <Depute>Rosa Estaràs Ferragut</Depute>

JUSTIFICATION SUCCINCTE

La rapporteure pour avis se félicite de la publication de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services, qui confirme l’engagement pris par la Commission d’améliorer l’accessibilité pour les personnes atteintes de handicap dans l’Union européenne.

Il est important de rappeler que l’objectif principal de ce texte, également appelé «acte législatif européen sur l’accessibilité», est d’aligner et d’harmoniser les législations respectives des États membres en matière d’accessibilité. Les pays signataires de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées se sont déjà engagés, en vertu de l’article 9 de ladite convention, à intégrer des mesures relatives à l’accessibilité dans leur législation nationale. Dès lors, l’Union aide les États membres à satisfaire à leurs obligations en harmonisant leurs législations en la matière, de manière à éviter tout morcellement du marché intérieur européen.

À cet égard, il est important de replacer cette proposition dans le contexte de l’évaluation de l’Union européenne par le comité des droits des personnes handicapées des Nations unies. À cette occasion, un dialogue constructif a eu lieu lors du 14e cycle de travail (les 27 et 28 août 2015 à Genève), à partir duquel le comité a adopté ses observations finales sur l’Union, qui insistent particulièrement sur la proposition de directive et les questions y afférentes, comme le montre le paragraphe 29 de la section consacrée à l’article 9 (accessibilité). Dans ce paragraphe, le comité invite l’Union à adopter une version modifiée de l’acte législatif européen sur l’accessibilité, qui prévoie des mécanismes d’exécution et de plainte efficaces et accessibles et qui respecte les lignes directrices formulées par le comité dans son observation générale nº 2, après consultation des organisations de personnes handicapées.

De manière générale, on peut estimer que l’acte législatif couvre largement les produits et les services qui relèvent des technologies de l’information et de la communication (TIC), un point important qu’il convient de saluer. Néanmoins, il serait possible d’améliorer sensiblement sa portée en l’étendant à une gamme plus vaste de biens et de services, notamment dans les domaines du transport, de la santé, de l’éducation, de la formation, du logement, du tourisme, des polices d’assurance, des appareils électriques, de la vente au détail, des affaires juridiques, de la justice, de la culture, des activités de loisir et du sport.

**Exigences en matière d’accessibilité**

Il convient de veiller à ce que ces exigences s’accompagnent d’obligations et d’explications exhaustives et plus détaillées, annexées à la proposition, qui traitent des besoins de toutes les personnes handicapées, notamment les filles, les femmes ainsi que les personnes dont le handicap est tel qu’il nécessite un accompagnement accru.

Les exigences relatives à l’environnement bâti sont insuffisantes; elles prévoient que les États membres «peuvent décider» d’inclure l’environnement bâti s’il est lié à la fourniture du produit ou à la prestation du service. Cette disposition doit être renforcée en exigeant que l’environnement bâti soit accessible étant donné qu’un produit ou un service accessible ne sera d’aucune utilité aux personnes handicapées si celles-ci ne peuvent pas y avoir accès physiquement.

**Obligations des fabricants, des mandataires, des importateurs et des distributeurs**

Ceux-ci devraient être en mesure de fournir des informations sur l’accessibilité des produits à tout moment et non uniquement «sur requête motivée d’une autorité nationale compétente».

**Surveillance des produits mis sur le marché**

Les autorités devraient publier systématiquement les informations relatives au non-respect des obligations en matière d’accessibilité dont elles disposent et non uniquement sur demande.

**Mesures d’exécution**

Il est louable que le projet de directive proposée mentionne la possibilité, pour les consommateurs, les organes publics et les associations privées, de saisir les tribunaux nationaux en cas d’infraction à la directive. Toutefois, compte tenu des difficultés que rencontrent bon nombre de personnes handicapées lorsqu’elles tentent d’avoir accès au système juridique en lui-même, cette disposition ne permet pas de prendre les mesures nécessaires contre des acteurs économiques. De ce fait, la charge de l’application de ces dispositions ne devrait pas reposer sur les actions individuelles des consommateurs mais, avant tout, sur un système global d’application et de surveillance, associé à un mécanisme de plainte ouvert aux consommateurs. Les États membres devront doter leur agence de surveillance des marchés de pouvoirs étendus afin que celle-ci puisse surveiller et garantir l’application correcte de la directive.

**Sanctions**

Les montants obtenus devraient être réinvestis dans des mesures relevant du domaine de l’accessibilité. Il convient aussi d’éviter que le paiement de ces sanctions soit considéré comme une solution «rentable» par rapport à l’application des exigences en matière d’accessibilité établies à l’article 3.

AMENDEMENTS

La commission des droits de la femme et de l’égalité des genres invite la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, compétente au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

<RepeatBlock-Amend><Amend>Amendement <NumAm>1</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Visa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***vu la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, et notamment ses articles 21, 23 et 26,*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>2</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres grâce à l’élimination des obstacles à la libre circulation de ***certains*** produits et services accessibles. Cela augmentera la disponibilité de produits et services accessibles sur le marché intérieur. | (1) La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres grâce à l’élimination des obstacles à la libre circulation de produits et services accessibles. Cela augmentera la disponibilité de produits et services accessibles sur le marché intérieur ***pour l’ensemble des citoyens et créera les conditions préalables à une participation ouverte à tous et non discriminatoire***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>3</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***2.*** La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de ***citoyens*** présentant un handicap et***/ou*** une ***limitation fonctionnelle*** est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive et ***facilite*** l’autonomie. | (2) La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de ***personnes*** présentant un handicap et ***de personnes présentant*** une ***incapacité liée à l’âge ou autre*** est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles ***répond aux besoins des consommateurs,*** permet de créer une société plus inclusive et ***constitue une condition préalable à*** l’autonomie ***de l’ensemble des citoyens***. |
|  | *(La première partie de cet amendement, qui modifie la définition en remplaçant «citoyens présentant un handicap et/ou une limitation fonctionnelle» par «personnes présentant un handicap et personnes présentant une incapacité liée à l’âge ou autre», s’applique à l’ensemble du texte législatif à l’examen et son adoption impose des adaptations techniques dans tout le texte.)* |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>4</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 bis)*** ***Les États membres devraient prendre des mesures afin de garantir la pleine et égale jouissance de l’ensemble des libertés et droits fondamentaux. Il est donc nécessaire que les États membres adoptent la perspective de l’égalité des genres lorsqu’ils déterminent des mesures et des exigences relatives à l’accessibilité et à une participation renforcée des personnes handicapées et des personnes présentant une incapacité liée à l’âge ou autre au marché intérieur.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>5</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 ter)*** ***Plus de 80 millions de personnes handicapées vivant dans l’Union européenne ont désespérément besoin d’un environnement accessible. Les personnes handicapées ont des difficultés à participer au marché intérieur et aux activités de loisirs et, selon les Nations unies, la prévalence du handicap est plus élevée chez les femmes que chez les hommes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>6</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 quater)*** ***Étant donné que les femmes et filles handicapées sont confrontées à de nombreuses formes de discrimination et compte tenu du déséquilibre existant entre les hommes et les femmes en matière de soins, une meilleure accessibilité est nécessaire dans tous les secteurs.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>7</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2 quinquies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 quinquies)*** ***L’Union est confrontée à un vieillissement continu de sa population, ce qui résulte en une augmentation significative des personnes présentant une incapacité liée à l’âge qui ont besoin de produits et de services accessibles et d’un environnement intégré bien conçu pour leur permettre de continuer à effectuer leurs activités quotidiennes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>8</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2 sexies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 sexies)*** ***La marginalisation des femmes handicapées est plus importante que l’isolement que les hommes handicapés subissent.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>9</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2 septies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 septies)*** ***Les discriminations multiples, sous différentes formes, fondées sur le sexe et le handicap, persistent et leur apparition engendre une exclusion sociale (faible estime de soi, dépendance économique, isolement social), éducative (taux élevés d’analphabétisme, niveau d’éducation bas, particulièrement chez les femmes) et du marché du travail (participation plus faible au marché du travail, tendance à occuper des postes peu rémunérés, temporaires ou précaires), causant un stress supplémentaire et un fardeau psychologique pour les personnes handicapées, leurs familles et aidants.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>10</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2 octies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 octies)*** ***Malgré les nombreuses conventions internationales et dispositions du droit européen, les citoyens n’en bénéficient pas pleinement et les droits sociaux des personnes handicapées ne sont pas intégralement respectés puisque ces personnes n’ont par exemple pas des possibilités égales et équitables de participer à la vie politique, sociale et économique. Les femmes et filles handicapées restent en marge du processus de prise de décision, du progrès et de l’égalité des genres.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>11</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2 nonies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 nonies) L’accessibilité universelle, la conception pour tous et l’égalité des genres doivent être garanties dans les produits, outils, dispositifs et services afin qu’ils puissent être couramment utilisés par des hommes, des garçons, des femmes et des filles handicapés.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>12</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (3) La disparité des dispositions législatives et administratives adoptées par les États membres en matière d’accessibilité des produits et services aux personnes présentant ***des limitations fonctionnelles***, ***y compris les personnes handicapées***, crée des obstacles à la libre circulation de ces produits et services et fausse la concurrence effective sur le marché intérieur. Ces obstacles portent tout particulièrement préjudice aux opérateurs économiques, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME). | (3) La disparité des dispositions législatives et administratives adoptées par les États membres en matière d’accessibilité des produits et services aux personnes présentant ***un handicap ou une incapacité liée à l’âge***, ***ou de tout autre type***, crée des obstacles à la libre circulation de ces produits et services et fausse la concurrence effective sur le marché intérieur. Ces obstacles portent tout particulièrement préjudice aux opérateurs économiques, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME). |
|  | *(Cette modification s’applique à l’ensemble du texte législatif à l’examen; son adoption impose des adaptations techniques dans tout le texte.)* |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>13</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Les divergences entre les exigences nationales en matière d’accessibilité dissuadent notamment les professionnels individuels, les PME et les micro-entreprises de se lancer dans des activités commerciales en dehors de leurs marchés nationaux. Les exigences en matière d’accessibilité fixées par les États membres à l’échelle nationale, voire régionale ou locale, diffèrent tant du point de vue de leur champ d’application que de leur degré de précision. Ces divergences ont une incidence négative sur la compétitivité et la croissance en raison du surcoût engendré par la mise au point et la commercialisation, pour chaque marché national, de produits et services accessibles. | (4) Les divergences entre les exigences nationales en matière d’accessibilité dissuadent notamment les professionnels individuels, les PME et les micro-entreprises de se lancer dans des activités commerciales en dehors de leurs marchés nationaux. Les exigences en matière d’accessibilité fixées par les États membres à l’échelle nationale, voire régionale ou locale, diffèrent tant du point de vue de leur champ d’application que de leur degré de précision. Ces divergences ont une incidence négative sur la compétitivité et la croissance ***ainsi que sur la participation des consommateurs*** en raison du surcoût engendré par la mise au point et la commercialisation, pour chaque marché national, de produits et services accessibles. ***Parallèlement, les autorités nationales, les fabricants et les prestataires de services font face à des incohérences quant aux exigences en matière d’accessibilité qu’ils doivent respecter pour pouvoir éventuellement fournir des services transfrontières et quant au cadre réglementaire applicable.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>14</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 4 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 bis)*** ***Les PME et les microentreprises génèrent la plupart des emplois dans l’Union, même si elles rencontrent des difficultés et des obstacles dans l’élaboration de leurs produits et services, en particulier dans un contexte transfrontière. Les États membres devraient donc faciliter le travail des PME et des microentreprises en harmonisant les dispositions nationales en matière d’accessibilité, tout en maintenant les garde-fous nécessaires.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>15</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (5) Les consommateurs de produits accessibles et les bénéficiaires de services accessibles doivent s’accommoder de prix élevés du fait de la concurrence limitée qui existe entre les fournisseurs. La fragmentation des réglementations nationales limite les avantages qui pourraient résulter du partage d’expériences en matière d’adaptation aux évolutions sociétales et technologiques avec des pairs nationaux et internationaux. | (5) Les consommateurs de produits accessibles et les bénéficiaires de services accessibles doivent s’accommoder de prix élevés du fait de la concurrence limitée qui existe entre les fournisseurs ***et de l’absence de règles minimales communes en matière d’accessibilité au marché intérieur, qui limite la possibilité d’utiliser ces produits et de profiter de ces services, en particulier pour les personnes aux revenus faibles et ayant plus de risques d’être victimes de la pauvreté***. La fragmentation des réglementations nationales limite les avantages qui pourraient résulter du partage d’expériences en matière d’adaptation aux évolutions sociétales et technologiques avec des pairs nationaux et internationaux. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>16</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) Il est donc nécessaire de rapprocher les mesures nationales à l’échelle de l’Union pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et mettre un terme à la fragmentation du marché des produits et services accessibles, pour réaliser des économies d’échelle, pour faciliter les échanges et la mobilité transfrontières, ainsi que pour aider les opérateurs économiques à concentrer des ressources sur l’innovation plutôt qu’à les affecter à la mise en conformité avec des exigences légales fragmentées dans l’Union. | (6) Il est donc nécessaire de rapprocher les mesures nationales à l’échelle de l’Union pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et mettre un terme à la fragmentation du marché des produits et services accessibles, ***pour contribuer à la création d’emplois,*** pour réaliser des économies d’échelle, pour faciliter les échanges et la mobilité transfrontières, ***pour réduire et prévenir les obstacles au niveau transfrontière,*** ainsi que pour aider les opérateurs économiques à concentrer des ressources sur l’innovation ***et sur la poursuite de leur développement économique*** plutôt qu’à les affecter à la mise en conformité avec des exigences légales fragmentées dans l’Union. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>17</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (9) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés notamment par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Elle vise en particulier à assurer le plein respect du droit des personnes handicapées de bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration ***sociale et*** professionnelle et leur participation à la vie de la communauté, et à promouvoir l’application ***de l’article*** 26 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. | (9) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés notamment par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Elle vise en particulier à assurer le plein respect du droit des personnes handicapées ***et des personnes présentant une incapacité liée à l’âge ou autre, dans une perspective de genre, afin de leur permettre*** de bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration professionnelle et leur participation à la vie de la communauté, et à promouvoir l’application ***des articles 25 et*** 26 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. |
|  | *(La première partie de cet amendement, qui modifie la définition en remplaçant «personnes handicapées» par «personnes handicapées et personnes présentant une incapacité liée à l’âge ou autre», s’applique à l’ensemble du texte législatif à l’examen et son adoption impose des adaptations techniques dans tout le texte.)* |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>18</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(9 bis)*** ***La prévalence du handicap dans l’Union européenne est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. Les femmes handicapées sont confrontées à de nombreuses formes de discrimination et à des obstacles significatifs dans l’exercice de leurs libertés et droits fondamentaux, notamment à une violence physique, émotionnelle, sexuelle, économique et institutionnelle, à des discriminations en matière d’accès à l’éducation et à l’emploi, ce qui peut engendrer un isolement social et un traumatisme psychologique. Les femmes sont également exposées de manière disproportionnée au handicap dans leur rôle d’aidantes de membres de leur famille souffrant de handicap et font face à une discrimination par association plus fréquemment que les hommes. L’égalité de traitement et les mesures et politiques positives en faveur des femmes handicapées et des mères d’enfants handicapés est un droit fondamental de la personne humaine et une obligation morale.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>19</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (10) L’objectif général de la «stratégie pour le marché unique numérique» est de procurer des avantages économiques et sociaux durables grâce à un marché unique numérique connecté. Les consommateurs de l’Union ne profitent toujours pas pleinement des avantages en matière de prix et de choix que peut offrir le marché unique car les transactions en ligne transfrontières sont encore très limitées. La fragmentation a aussi pour effet de limiter la demande de transactions transfrontières de commerce électronique. Il convient également de mener des actions concertées pour faire en sorte que le nouveau contenu électronique soit totalement accessible aux personnes handicapées. Il est donc nécessaire d’harmoniser les exigences en matière d’accessibilité sur le marché unique numérique et de veiller à ce que tous les citoyens de l’Union, quelles que soient leurs capacités, puissent profiter de ses avantages. | (10) L’objectif général de la «stratégie pour le marché unique numérique» est de procurer des avantages économiques et sociaux durables grâce à un marché unique numérique connecté ***en facilitant les échanges commerciaux et en renforçant l’emploi au sein de l’Union***. Les consommateurs de l’Union ne profitent toujours pas pleinement des avantages en matière de prix et de choix que peut offrir le marché unique car les transactions en ligne transfrontières sont encore très limitées. La fragmentation a aussi pour effet de limiter la demande de transactions transfrontières de commerce électronique. Il convient également de mener des actions concertées pour faire en sorte que le nouveau contenu électronique soit totalement accessible aux personnes handicapées ***et aux personnes présentant une incapacité liée à l’âge ou autre***. Il est donc nécessaire d’harmoniser les exigences en matière d’accessibilité sur le marché unique numérique et de veiller à ce que tous les citoyens de l’Union, quelles que soient leurs capacités, puissent profiter de ses avantages. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>20</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 12 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(12 bis)*** ***L’article 6 de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées exige des parties qu’elles prennent toutes mesures appropriées pour assurer le plein épanouissement, la promotion et l’autonomisation des femmes, tandis que son article 9 reconnaît que des mesures appropriées doivent être prises pour assurer aux femmes et filles handicapées un véritable accès à l’environnement physique, aux transports, à l’information et à la communication.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>21</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 13</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (13) L’entrée en vigueur de la convention dans l’ordre juridique des États membres rend nécessaire l’adoption de dispositions nationales supplémentaires en matière d’accessibilité ***des*** produits et services qui, sans une action de l’Union, ***accroîtraient*** encore les divergences entre les dispositions nationales. | (13) L’entrée en vigueur de la convention dans l’ordre juridique des États membres rend nécessaire l’adoption de dispositions nationales supplémentaires en matière d’accessibilité***, de conception pour tous et d’environnement intégré. L’intégration de la dimension d’égalité de genre doit être garantie dans les*** produits***, outils, dispositifs*** et services ***couramment utilisés par les hommes, les garçons, les femmes et les filles handicapés,*** qui, sans une action de l’Union, ***subiraient*** encore les divergences entre les dispositions nationales. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>22</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 15</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (15) La «Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves», en phase avec la convention, mentionne l’accessibilité parmi les huit domaines d’action qu’elle a répertoriés et a pour objectif de garantir l’accessibilité des produits et des services. | (15) La «Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves», en phase avec la convention, mentionne l’accessibilité parmi les huit domaines d’action qu’elle a répertoriés***, qui constitue une condition essentielle de la participation à la société,*** et a pour objectif de garantir l’accessibilité des produits et des services. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 33 COM(2010) 636. | 33 COM(2010) 636. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>23</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 18</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (18) ***Il est nécessaire que les exigences en matière d’accessibilité soient introduites de telle manière qu’elles entraînent le moins de contraintes possible pour*** les ***opérateurs économiques et les États membres, ce qui implique notamment qu’elles ne s’appliquent qu’aux produits*** et ***services soigneusement sélectionnés***. | (18) ***Les exigences établies par la présente directive doivent garantir une pleine participation au marché intérieur pour tous et chercher à réduire les obstacles auxquels les personnes handicapées sont confrontées afin d’assurer le bon fonctionnement du marché intérieur, des conditions de vie égalitaires et une société accessible dans toute l’Union européenne. En renforçant la participation de tous au marché intérieur, les opérateurs économiques pourront chercher de nouveaux débouchés commerciaux***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>24</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 21 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(21 bis)*** ***L’intégration d’une dimension d’égalité des genres dans la proposition de directive sur le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services contribuera à une approche intégrée pour mieux éliminer la discrimination des femmes handicapées, des mères utilisant des poussettes et des femmes s’occupant de personnes à charge.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>25</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 25</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (25) L’accessibilité devrait résulter de l’élimination et de la prévention des obstacles, de préférence ***au moyen*** d’une approche caractérisée par la conception universelle («conception pour tous»). L’accessibilité ne devrait pas exclure la mise à disposition d’aménagements raisonnables, si la législation nationale ou de l’Union l’exige. | (25) L’accessibilité devrait résulter de l’élimination et de la prévention des obstacles, de préférence ***par la mise en œuvre*** d’une approche caractérisée par la conception universelle («conception pour tous»). L’accessibilité ne devrait pas exclure la mise à disposition d’aménagements raisonnables, si la législation nationale ou de l’Union l’exige. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>26</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 30</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (30) En raison de la connaissance détaillée qu’il a de la conception et du processus de production, le fabricant est le mieux placé pour accomplir intégralement la procédure d’évaluation de la conformité. C’est également à lui que devraient incomber les obligations liées à l’évaluation de la conformité. | (30) En raison de la connaissance détaillée qu’il a de la conception et du processus de production, le fabricant est le mieux placé pour accomplir intégralement la procédure d’évaluation de la conformité. C’est également à lui que devraient incomber les obligations liées à l’évaluation de la conformité. ***Néanmoins, les consommateurs, les organisations et les agences publiques concernées devraient pouvoir signaler tout manquement par des opérateurs économiques aux exigences établies par la présente directive, notamment si les produits ou services fournis ont des conséquences négatives sur les conditions de vie ou la capacité à participer au marché intérieur des personnes handicapées ou portent atteinte au principe de l’égalité des genres.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>27</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 39</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (39) Afin de faciliter l’évaluation de la conformité aux exigences applicables, il est nécessaire d’instaurer une présomption de conformité pour les produits et services qui répondent aux normes harmonisées volontaires adoptées conformément au règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil39 aux fins de la formulation des spécifications techniques détaillées de ces exigences. La Commission a déjà adressé aux organismes européens de normalisation un certain nombre de demandes de normalisation portant sur l’accessibilité, qui seraient pertinentes pour l’élaboration de normes harmonisées. | (39) Afin de faciliter l’évaluation de la conformité aux exigences applicables ***en matière d’accessibilité***, il est nécessaire d’instaurer une présomption de conformité pour les produits et services qui répondent aux normes harmonisées volontaires adoptées conformément au règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil39 aux fins de la formulation des spécifications techniques détaillées de ces exigences. La Commission a déjà adressé aux organismes européens de normalisation un certain nombre de demandes de normalisation portant sur l’accessibilité, qui seraient pertinentes pour l’élaboration de normes harmonisées. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 39 Règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision nº 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 316 du 14.11.2012, p. 12). | 39 Règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision nº 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 316 du 14.11.2012, p. 12). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>28</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 41</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (41) En vue de garantir un accès effectif aux informations à des fins de surveillance du marché, les informations requises pour pouvoir déclarer qu’un produit est conforme à tous les actes applicables de l’Union devraient être disponibles dans une déclaration de conformité UE unique. Il convient, pour que la charge administrative pesant sur eux soit réduite, que les opérateurs économiques soient en mesure d’inclure dans cette déclaration de conformité UE unique des déclarations de conformité individuelles pertinentes. | (41) En vue de garantir un accès effectif aux informations à des fins de surveillance du marché, les informations requises pour pouvoir déclarer qu’un produit est conforme à tous les actes applicables de l’Union devraient être disponibles dans une déclaration de conformité UE unique***, en facilitant le libre accès aux informations, et surtout au savoir-faire des États membres***. Il convient, pour que la charge administrative pesant sur eux soit réduite, que les opérateurs économiques soient en mesure d’inclure dans cette déclaration de conformité UE unique des déclarations de conformité individuelles pertinentes. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>29</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 42 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(42 bis)*** ***Lorsqu’elles effectuent la surveillance d’un produit sur le marché, les autorités de surveillance du marché devraient examiner l’évaluation en coopération avec des personnes handicapées et leurs organisations.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>30</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 45</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (45) Conformément au règlement (CE) nº765/2008, en apposant le marquage «CE» sur un produit, le fabricant déclare que celui-ci est conforme à toutes les exigences applicables en matière d’accessibilité et qu’il en assume l’entière responsabilité. | (45) Conformément au règlement (CE) nº765/2008, en apposant le marquage «CE» sur un produit***, et en fournissant des informations complémentaires pour les produits et services qui répondent aux exigences en matière d’accessibilité***, le fabricant déclare que celui-ci est conforme à toutes les exigences applicables en matière d’accessibilité et qu’il en assume l’entière responsabilité. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>31</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 45 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(45 bis)*** ***Le droit des personnes présentant une incapacité et des personnes âgées à participer et à s’intégrer dans la vie sociale et culturelle de l’Union est lié à la fourniture de services de médias audiovisuels accessibles. Par conséquent, les États membres devraient prendre des mesures adaptées et proportionnées pour garantir que les fournisseurs de services de médias relevant de leur compétence s’efforcent activement de rendre le contenu accessible aux personnes souffrant de déficiences visuelles ou auditives à l’horizon 2022.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>32</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 48</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (48) Les États membres devraient veiller à ce que les autorités de surveillance du marché contrôlent si les opérateurs économiques ont respecté les critères mentionnés à l’article12, paragraphe3, conformément au chapitreV. | (48) Les États membres devraient veiller à ce que les autorités de surveillance du marché contrôlent si les opérateurs économiques ont respecté les critères mentionnés à l’article12, paragraphe3, conformément au chapitre V ***et s’ils organisent régulièrement des consultations avec les organisations qui représentent les personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>33</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 48 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(48 bis)*** ***La création de bases de données nationales contenant l’ensemble des informations pertinentes relatives au degré d’accessibilité des produits et services mentionnés à l’article 1, paragraphes 1 et 2, permettrait de mieux intégrer dans la surveillance des marchés les personnes présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes handicapées, et leurs organisations.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>34</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 50</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (50) Il convient d’instaurer une procédure de sauvegarde qui ne s’appliquerait qu’en cas de désaccord entre les États membres sur les mesures prises par un État membre et qui permettrait aux parties intéressées d’être informées des mesures qu’il est prévu de prendre à l’égard des produits non conformes aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. Cette procédure de sauvegarde devrait également permettre aux autorités de surveillance du marché, en coopération avec les opérateurs économiques concernés, d’agir à un stade plus précoce en ce qui concerne ces produits. | (50) Il convient d’instaurer une procédure de sauvegarde qui ne s’appliquerait qu’en cas de désaccord entre les États membres sur les mesures prises par un État membre et qui permettrait aux parties intéressées d’être informées des mesures qu’il est prévu de prendre à l’égard des produits non conformes aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. Cette procédure de sauvegarde devrait également permettre aux autorités de surveillance du marché, en coopération avec ***les organisations représentant les personnes handicapées, les organisations défendant l’égalité hommes-femmes et*** les opérateurs économiques concernés, d’agir à un stade plus précoce en ce qui concerne ces produits. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>35</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 54</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (54) Étant donné que l’objectif de la présente directive, à savoir l’élimination des obstacles à la libre circulation de certains produits et services accessibles en vue de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur, ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les États membres car il requiert l’harmonisation des différentes règles actuellement en vigueur dans leurs systèmes juridiques respectifs, mais peut, en raison de la nécessité de définir des exigences et des règles communes en matière d’accessibilité pour le fonctionnement du marché unique, être mieux réalisé au niveau de l’Union, celle-ci peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité énoncé à l’article 5 du traité sur l’Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité énoncé au même article, la présente directive n’excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre l’objectif visé, | (54) Étant donné que l’objectif de la présente directive, à savoir l’élimination des obstacles à la libre circulation de certains produits et services accessibles en vue de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur ***et de répondre aux besoins de l’ensemble des consommateurs***, ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les États membres car il requiert l’harmonisation des différentes règles actuellement en vigueur dans leurs systèmes juridiques respectifs, mais peut, en raison de la nécessité de définir des exigences et des règles communes en matière d’accessibilité pour le fonctionnement du marché unique, être mieux réalisé au niveau de l’Union, celle-ci peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité énoncé à l’article 5 du traité sur l’Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité énoncé au même article, la présente directive n’excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre l’objectif visé, |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>36</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point b – sous-point ii</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ii) distributeurs automatiques de titres de transport; | ii) distributeurs automatiques de titres de transport***, de denrées alimentaires et de boissons***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>37</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point d bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis)*** ***appareils domestiques électroniques, notamment leur emballage.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>38</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| e) livres numériques; | e) livres numériques***, contenu numérique sur support physique, cours en ligne et supports éducatifs***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>39</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point f bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***f bis)*** ***services postaux.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>40</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis)*** ***«format accessible»: un format adapté à différents types de handicap, y compris l’utilisation de la langue des signes, du braille, d’une communication alternative et améliorée;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>41</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 bis)*** ***«service d’accès»: un service, comme l’audio-description, le sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes et l’interprétation en langue des signes, qui améliore l’accessibilité d’un contenu audiovisuel pour les femmes et les hommes handicapés;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>42</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Les terminaux en libre-service suivants: guichets de banque, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section II. | 3. Les terminaux en libre-service suivants: guichets de banque, distributeurs de titres de transport***, de denrées alimentaires et de boissons*** et bornes d’enregistrement automatiques sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section II. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>43</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 3 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 bis.*** ***Les appareils domestiques électroniques, notamment leur emballage, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section X.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>44</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les services de téléphonie, y compris les services d’urgence et les équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section III. | 4. Les services de téléphonie, y compris les services d’urgence et les équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section III. ***Les États membres assurent la disponibilité d’un service de relais à base textuelle et d’un service de relais à base visuelle, au moins, sur l’ensemble de leur territoire et de manière continue, en consultation avec les associations d’usagers, y compris les organisations représentant les personnes handicapées, en veillant à ce que ces services de relais soient interopérables avec les services de téléphonie.*** |
|  | ***Les États membres assurent aussi la disponibilité d’une communication sonore, visuelle et textuelle en temps réel (conversation totale) avec les services d’urgence nationaux, régionaux et locaux, notamment les services d’assistance téléphonique (par exemple ceux offrant une protection aux femmes victimes de violence).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>45</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 5 – alinéa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Afin de permettre aux personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris aux personnes handicapées, d’utiliser les services de médias audiovisuels, les États membres garantissent l’accessibilité de ces services, notamment en langue des signes, à l’aide de sous-titres, d’audio-descriptions et d’un guide des programmes compréhensible, en mettant en particulier l’accent sur l’accessibilité des services de médias audiovisuels pour les enfants.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>46</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 10. Les États membres ***peuvent décider, compte tenu des circonstances nationales,*** que l’environnement bâti utilisé par les clients de services de transport de voyageurs – y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires, les centres de services à la clientèle et les magasins gérés par des opérateurs de téléphonie – ***doit être*** conforme aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexeI, sectionX, afin d’optimiser leur utilisation par des personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées. | 10. Les États membres ***veillent à ce*** que l’environnement bâti utilisé par les clients de services ***et produits*** de transport de voyageurs – y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires ***et postaux***, les centres de services à la clientèle et les magasins gérés par des opérateurs de téléphonie – ***soit*** conforme aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexeI, sectionX, afin d’optimiser leur utilisation par des personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées ***et les personnes âgées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>47</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 5 – alinéa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Ces registres doivent être rendus publics et mis à jour en continu avec les mesures prises par le fabricant eu égard aux produits non conformes et aux produits rappelés.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>48</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 9. ***Sur requête motivée d’une autorité nationale compétente, les fabricants communiquent à celle-ci*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit, dans une langue aisément compréhensible par ***cette autorité***. Ils coopèrent, à sa demande, avec cette autorité à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché et d’assurer la conformité aux exigences visées à l’article 3. | 9. ***Les fabricants communiquent aux autorités nationales compétentes*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit, dans une langue aisément compréhensible par ***l’autorité concernée***. Ils coopèrent, à sa demande, avec cette autorité à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché et d’assurer la conformité aux exigences visées à l’article 3. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>49</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 7 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***7 bis.*** ***Ces registres doivent être rendus publics et mis à jour en continu avec les mesures prises par l’importateur eu égard aux produits non conformes et aux produits rappelés.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>50</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 9. ***Sur requête motivée d’une autorité nationale compétente, les importateurs communiquent à celle-ci*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit, dans une langue aisément compréhensible par ***cette autorité***. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché. | 9. ***Les importateurs communiquent aux autorités nationales compétentes*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit, dans une langue aisément compréhensible par ***l’autorité concernée***. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>51</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. ***Sur requête motivée d’une autorité nationale compétente, les*** distributeurs communiquent ***à celle-ci*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit. Ils coopèrent avec ***l’autorité en question***, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis à disposition sur le marché. | 6. ***Les*** distributeurs communiquent ***aux autorités nationales compétentes*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit. Ils coopèrent avec ***la ou les autorités concernées***, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis à disposition sur le marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>52</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les prestataires de services communiquent ***à l’autorité compétente, sur demande motivée de celle-ci,*** toutes les informations nécessaires pour démontrer la conformité du service aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3. Ils coopèrent avec cette autorité, sur demande de celle-ci, à toute mesure prise en vue de rendre le service conforme avec ces exigences. | 4. Les prestataires de services communiquent ***aux autorités nationales compétentes*** toutes les informations nécessaires pour démontrer la conformité du service aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 3. Ils coopèrent avec cette autorité, sur demande de celle-ci, à toute mesure prise en vue de rendre le service conforme avec ces exigences. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>53</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. La déclaration UE de conformité atteste que le respect des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3 a été démontré. Lorsque l’exception prévue à l’article 12 a été appliquée, la déclaration UE de conformité précise les exigences en matière d’accessibilité concernées par cette exception. | 1. La déclaration UE de conformité atteste que le respect des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3 a été démontré. Lorsque l’exception prévue à l’article 12 a été appliquée, la déclaration UE de conformité précise les exigences en matière d’accessibilité concernées par cette exception ***et les raisons les sous-tendant***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>54</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 17 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Les États membres veillent à ce que les informations détenues par les autorités de surveillance du marché en ce qui concerne le respect, par les opérateurs économiques, des exigences applicables en matière d’accessibilité énoncées à l’article3 et l’évaluation des exceptions prévues à l’article12, soient mises à la disposition des consommateurs***, sur demande,*** dans un format accessible, sauf lorsque ces informations ne peuvent être fournies pour des raisons de confidentialité conformément aux dispositions de l’article19, paragraphe5, du règlement(CE) nº765/2008. | 3. Les États membres veillent à ce que les informations détenues par les autorités de surveillance du marché en ce qui concerne le respect, par les opérateurs économiques, des exigences applicables en matière d’accessibilité énoncées à l’article3 et l’évaluation des exceptions prévues à l’article12, soient mises à la disposition des consommateurs dans un format accessible, sauf lorsque ces informations ne peuvent être fournies pour des raisons de confidentialité conformément aux dispositions de l’article19, paragraphe5, du règlement(CE) nº765/2008. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>55</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 18 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 18 bis*** |
|  | ***Bases de données nationales*** |
|  | ***Les États membres créent et mettent à jour régulièrement une base de données nationale, accessible à l’ensemble des citoyens et des parties intéressées, qui contient toutes les informations pertinentes relatives au degré d’accessibilité des produits et services mentionnés à l’article 1, paragraphes 1 et 2.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>56</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) des dispositions permettant à un consommateur de saisir les tribunaux ou les organes administratifs compétents en vertu du droit national, afin de garantir le respect des dispositions nationales transposant la présente directive; | a) des dispositions permettant à un consommateur de saisir les tribunaux ou les organes administratifs compétents en vertu du droit national, afin de garantir le respect des dispositions nationales transposant la présente directive; ***les mécanismes de plainte doivent être efficaces, transparents et accessibles, conformément à l’article 9 de la convention;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>57</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***des dispositions prévoyant l’établissement d’un mécanisme de plainte global doté des ressources adéquates et ouvert aux consommateurs, visant à compléter un système de mise en œuvre et de suivi.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>58</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 26 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les sanctions ainsi prévues sont effectives, proportionnées et dissuasives***.*** | 2. Les sanctions ainsi prévues sont effectives, proportionnées et dissuasives***, de sorte à ne pas exonérer les opérateurs économiques de leur obligation de rendre leurs produits ou leurs services accessibles.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>59</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 26 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis.*** ***Les recettes provenant des sanctions imposées sont réinvesties dans des mesures dans le domaine de l’accessibilité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>60</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 27 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Ils appliquent ces dispositions à partir du [... insérer la date – ***six*** ans après l’entrée en vigueur de la présente directive]. | 2. Ils appliquent ces dispositions à partir du [... insérer la date – ***cinq*** ans après l’entrée en vigueur de la présente directive]. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>61</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 28 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Au plus tard le [... insérer la date – ***cinq***ans après la mise en application de la présente directive] et tous les ***cinq*** ans par la suite, la Commission soumet au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport sur l’application de la présente directive. | Au plus tard le [... insérer la date – ***trois***ans après la mise en application de la présente directive] et tous les ***trois***ans par la suite, la Commission soumet au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport sur l’application de la présente directive. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>62</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 28 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Le rapport de la Commission prend en considération le point de vue des acteurs économiques et des organisations non gouvernementales concernées, ***notamment*** les organisations représentant respectivement les personnes handicapées et les personnes âgées. | 3. Le rapport de la Commission prend en considération le point de vue ***et les recommandations*** des acteurs économiques et des organisations non gouvernementales concernées, ***en particulier*** les organisations représentant respectivement les personnes handicapées et les personnes âgées. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>63</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie B – point 1 – sous-point e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| e) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives ***et*** prévoyant ***si nécessaire*** une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | e) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente***, normalisée*** et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives prévoyant une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>64</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie B – point 1 – sous-point f</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| f) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance; | f) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance***, par exemple, des informations sur la disponibilité en ligne d’interprètes pour les personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées***; |

</Amend></RepeatBlock-Amend>

PROCÉDURE DE LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre** | Rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services | | | |
| **Références** | COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD) | | | |
| **Commission compétente au fond**         Date de l’annonce en séance | IMCO  18.1.2016 |  |  |  |
| **Avis émis par**         Date de l’annonce en séance | FEMM  10.3.2016 | | | |
| **Rapporteur(e) pour avis**         Date de la nomination | Rosa Estaràs Ferragut  18.2.2016 | | | |
| **Examen en commission** | 7.11.2016 | 29.11.2016 |  |  |
| **Date de l’adoption** | 28.2.2017 |  |  |  |
| **Résultat du vote final** | +:  –:  0: | 28  1  3 | | |
| **Membres présents au moment du vote final** | Daniela Aiuto, Malin Björk, Vilija Blinkevičiūtė, Viorica Dăncilă, Iratxe García Pérez, Arne Gericke, Anna Hedh, Mary Honeyball, Teresa Jiménez-Becerril Barrio, Elisabeth Köstinger, Florent Marcellesi, Angelika Mlinar, Krisztina Morvai, Angelika Niebler, Maria Noichl, Marijana Petir, Pina Picierno, João Pimenta Lopes, Terry Reintke, Liliana Rodrigues, Michaela Šojdrová, Ernest Urtasun, Elissavet Vozemberg-Vrionidi, Jadwiga Wiśniewska, Anna Záborská, Jana Žitňanská | | | |
| **Suppléants présents au moment du vote final** | Rosa Estaràs Ferragut, Ildikó Gáll-Pelcz, Kostadinka Kuneva, Constance Le Grip, Clare Moody, Mylène Troszczynski | | | |

VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL  
EN COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |
| --- | --- |
| **28** | **+** |
| ECR | Arne Gericke, Jadwiga Wiśniewska, Jana Žitňanská |
| EFDD | Daniela Aiuto |
| GUE/NGL | Malin Björk, Kostadinka Kuneva |
| PPE | Rosa Estaràs Ferragut, Ildikó Gáll-Pelcz, Teresa Jiménez-Becerril Barrio, Elisabeth Köstinger, Constance Le Grip, Angelika Niebler, Marijana Petir, Michaela Šojdrová, Elissavet Vozemberg-Vrionidi, Anna Záborská |
| S&D | Vilija Blinkevičiūtė, Viorica Dăncilă, Iratxe García Pérez, Anna Hedh, Mary Honeyball, Clare Moody, Maria Noichl, Pina Picierno, Liliana Rodrigues |
| Verts/ALE | Florent Marcellesi, Terry Reintke, Ernest Urtasun |

|  |  |
| --- | --- |
| **1** | **-** |
| ALDE | Angelika Mlinar |

|  |  |
| --- | --- |
| **3** | **0** |
| ENF | Mylène Troszczynski |
| GUE/NGL | João Pimenta Lopes |
| NI | Krisztina Morvai |

Légende des signes utilisés:

+ : pour

- : contre

0 : abstention

<Date>{06/02/2017}6.2.2017</Date>

AVIS <CommissionResp>de la commission des pétitions</CommissionResp>

<CommissionInt>à l’intention de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs</CommissionInt>

<Titre>sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services</Titre>

<DocRef>(COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD))</DocRef>

Rapporteure pour avis: <Depute>Kostadinka Kuneva</Depute>

JUSTIFICATION SUCCINCTE

L’acte européen «Accessibilité» qui est proposé est une pièce essentielle dans la législation qui, pour les personnes handicapées, les personnes âgées et toutes les personnes présentant une incapacité, peut améliorer l’accessibilité à une liste concrète de produits et services dans toute l’Union, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées.

La commission des pétitions salue dans la proposition de la Commission un pas en avant vers un marché intérieur davantage inclusif, essayant de satisfaire aussi les besoins des citoyens les plus vulnérables. Il faut adopter les mesures suggérées bien qu’une application obligatoire de la convention par les États membres ne soit pas prévue et que, par conséquent, le problème général de la levée des obstacles aux personnes handicapées ne soit pas résolu une fois pour toutes.

Étant donné que le champ d’application de la proposition se limite à des aspects spécifiques de services et de produits, en ne couvrant que partiellement les exigences justifiées en matière d’accessibilité, il convient d’envisager une approche holistique afin de compenser les omissions qui privent les mesures en question de leur pleine utilité.

L’acte «Accessibilité» doit nécessairement comprendre, outre les conceptions et spécification de la liste concrète des produits et services, l’obligation de bâtir un environnement accessible jusqu’à eux car, autrement, il est impossible d’en faire véritablement usage.

Compte tenu que les adaptations exigées des entreprises pour rendre leurs produits accessibles sont couteuses et comme la plupart des personnes présentant une incapacité affrontent de graves contraintes financières, n’ont pas accès à l’emploi et vivent souvent dans des conditions proches de la pauvreté ou courent le risque de la pauvreté, il convient de garantir que ce ne sera pas à elles de supporter le coût de l’adaptation des produits et des services. Les États membres devraient donc explorer d’autres voies, comme de tirer parti des financements européens, en soutenant en particulier les PME, qui auront une plus grande difficulté à procéder aux changements nécessaires.

Si la définition «personnes présentant un handicap ou des limitations fonctionnelles» devait être gardée, la nouvelle directive ne serait pas aussi inclusive qu’il se peut car la définition ne reflète ni la gamme ni la variété et la complexité des problèmes des personnes concernées. En outre, la définition proposée se fonde sur le modèle médical et s’oppose ainsi à la convention de l’ONU, qui se fonde sur le modèle social. Il est donc proposé la définition suivante: «personnes handicapées et personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type».

Dans le but d’éviter les lacunes involontaires dans la réglementation, il est recommandé d’inclure dans le champ d’application de la directive l’infrastructure de transport et les véhicules qui, par ailleurs, n’entrent pas explicitement dans un règlement européen en matière d’accessibilité.

Même si la proposition concerne les produits nouveaux en production, le besoin d’une adaptation pour les produits déjà en circulation est indéniable, ainsi que le confirment nombre de pétitions qui montrent que bien des commodités pour la vie et les déplacements quotidiens demeurent inadaptées et inaccessibles. Une fois la directive transposée, elle devrait, après évaluation et en consultation avec les parties prenantes, être révisée: une extension de son champ d’application devrait alors être envisagée de façon à aussi couvrir progressivement les produits qui sont déjà en circulation.

Alors que la proposition mentionne «compréhensible» à l’annexe I, en tant que critère visant à faciliter un accès par les personnes présentant un handicap intellectuel, la commission des pétitions recommande d’envisager l’inclusion de «compréhensible» comme exigence pour tous les produits et services concernés entrant dans le champ d’application de la directive et de ses annexes.

Le Comité des droits des personnes handicapées de l’ONU ignore la notion de «charge disproportionnée» et, si celle-ci était retenue comme motif de dérogation à la directive, le danger serait de permettre à certaines parties prenantes de se dérober à leurs obligations. Les critères définissant ce qui peut être considéré comme une «charge disproportionnée» devraient donc être soigneusement pesés.

AMENDEMENTS

La commission des pétitions invite la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, compétente au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

<RepeatBlock-Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>1</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Visa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***vu la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, et notamment ses articles 21 et 26,*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>2</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres grâce à l’élimination des obstacles à la libre circulation de ***certains*** produits et services accessibles. Cela augmentera la disponibilité de produits et services accessibles sur le marché intérieur. | (1) La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres grâce à l’élimination des obstacles à la libre circulation de produits et services accessibles. Cela augmentera la disponibilité de produits et services accessibles sur le marché intérieur. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>3</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) La demande de produits et services accessibles est forte et le nombre de ***citoyens*** présentant un handicap et***/ou*** une ***limitation fonctionnelle*** est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive et ***facilite*** l’autonomie. | (2) La demande de produits et services accessibles est forte***. Cela se traduit par un nombre élevé de pétitions reçues par le Parlement européen dans lesquelles des préoccupations sont soulevées quant à l’accessibilité des produits et services.*** Le nombre de ***personnes*** présentant un handicap et ***de personnes présentant*** une ***incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type,*** est amené à augmenter considérablement avec le vieillissement de la population de l’Union européenne. Un environnement dans lequel les produits et les services sont plus accessibles permet de créer une société plus inclusive et ***constitue une condition essentielle de*** l’autonomie. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>4</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 bis)*** ***Les filles et les femmes handicapées sont exposées à des formes multiples de discrimination. Les États membres devraient prendre des mesures afin de garantir la pleine et égale jouissance de l’ensemble des libertés et droits fondamentaux.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>5</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (3) La disparité des dispositions législatives et administratives adoptées par les États membres en matière d’accessibilité des produits et services aux personnes présentant ***des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées,*** crée des obstacles à la libre circulation de ces produits et services et fausse la concurrence effective sur le marché intérieur. Ces obstacles portent tout particulièrement préjudice aux opérateurs économiques, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME). | (3) La disparité des dispositions législatives et administratives adoptées par les États membres en matière d’accessibilité des produits et services aux personnes présentant ***un handicap ou une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type,*** crée des obstacles à la libre circulation de ces produits et services et fausse la concurrence effective sur le marché intérieur. Ces obstacles portent tout particulièrement préjudice aux opérateurs économiques, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>6</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Les divergences entre les exigences nationales en matière d’accessibilité dissuadent notamment les professionnels individuels, les PME et les micro-entreprises de se lancer dans des activités commerciales en dehors de leurs marchés nationaux. Les exigences en matière d’accessibilité fixées par les États membres à l’échelle nationale, voire régionale ou locale, diffèrent tant du point de vue de leur champ d’application que de leur degré de précision. Ces divergences ont une incidence négative sur la compétitivité et la croissance en raison du surcoût engendré par la mise au point et la commercialisation, pour chaque marché national, de produits et services accessibles. | (4) Les divergences entre les exigences nationales en matière d’accessibilité dissuadent notamment les professionnels individuels, les PME et les micro-entreprises de se lancer dans des activités commerciales en dehors de leurs marchés nationaux. Les exigences en matière d’accessibilité fixées par les États membres à l’échelle nationale, voire régionale ou locale, diffèrent tant du point de vue de leur champ d’application que de leur degré de précision. Ces divergences ont une incidence négative sur la compétitivité et la croissance en raison du surcoût engendré par la mise au point et la commercialisation, pour chaque marché national, de produits et services accessibles. ***Parallèlement, les autorités nationales, les fabricants et les prestataires de services font face à des incohérences quant aux exigences en matière d’accessibilité qu’ils doivent respecter pour pouvoir éventuellement fournir des services transfrontières et quant au cadre réglementaire applicable.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>7</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) Il est donc nécessaire de rapprocher les mesures nationales à l’échelle de l’Union pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et mettre un terme à la fragmentation du marché des produits et services accessibles, pour réaliser des économies d’échelle, pour faciliter les échanges et la mobilité transfrontières, ainsi que pour aider les opérateurs économiques à concentrer des ressources sur l’innovation plutôt qu’à les affecter à la mise en conformité avec des exigences légales fragmentées dans l’Union. | (6) Il est donc nécessaire de rapprocher les mesures nationales à l’échelle de l’Union pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et mettre un terme à la fragmentation du marché des produits et services accessibles, pour réaliser des économies d’échelle, pour faciliter les échanges et la mobilité transfrontières, ***en réduisant et en prévenant les obstacles, et pour faciliter la libre circulation des produits, des services et des personnes handicapées*** ainsi que pour aider les opérateurs économiques à concentrer des ressources sur l’innovation plutôt qu’à les affecter à la mise en conformité avec des exigences légales fragmentées dans l’Union. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>8</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 7</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (7) Les avantages d’une harmonisation des exigences en matière d’accessibilité pour le marché intérieur ont été mis en évidence par l’application de la directive 2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les ascenseurs31 et par le règlement (CE) nº 661/2009 du Parlement européen et du Conseil dans le domaine des transports32. | (7) Les avantages d’une harmonisation des exigences en matière d’accessibilité pour le marché intérieur ont été mis en évidence par l’application de la directive 2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les ascenseurs1 et par le règlement (CE) nº 661/2009 du Parlement européen et du Conseil dans le domaine des transports2 ***– néanmoins, les États membres n’ont pas pleinement transposé la directive ni n’appliquent pleinement le règlement et, s’ils le font, ce n’est pas de la même façon***. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 1 Directive 2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l’harmonisation des législations des États membres concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs (JO L 96 du 29.3.2014, p. 251). | 1 Directive 2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l’harmonisation des législations des États membres concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs (JO L 96 du 29.3.2014, p. 251). |
| 2 Règlement (CE) nº 661/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant les prescriptions pour l’homologation relatives à la sécurité générale des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques distinctes qui leur sont destinés (JO L 200 du 31.7.2009, p. 1). | 2 Règlement (CE) nº 661/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant les prescriptions pour l’homologation relatives à la sécurité générale des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques distinctes qui leur sont destinés (JO L 200 du 31.7.2009, p. 1). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>9</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (9) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés notamment par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Elle vise en particulier à assurer le plein respect du droit des personnes handicapées de bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté, et à promouvoir l’application ***de l’article***26 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. | (9) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés notamment par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. Elle vise en particulier à assurer le plein respect du droit des personnes handicapées ***et des personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type,*** de bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté, et à promouvoir l’application ***des articles 25 et*** 26 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne. |

<TitreJust>Justification</TitreJust>

L’article 25 de la charte dispose: «Droits des personnes âgées

L’Union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle.»

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>10</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (10) L’objectif général de la «stratégie pour le marché unique numérique» est de procurer des avantages économiques et sociaux durables grâce à un marché unique numérique connecté. Les consommateurs de l’Union ne profitent toujours pas pleinement des avantages en matière de prix et de choix que peut offrir le marché unique car les transactions en ligne transfrontières sont encore très limitées. La fragmentation a aussi pour effet de limiter la demande de transactions transfrontières de commerce électronique. Il convient également de mener des actions concertées pour faire en sorte que le nouveau contenu électronique soit totalement accessible aux personnes handicapées. Il est donc nécessaire d’harmoniser les exigences en matière d’accessibilité sur le marché unique numérique et de veiller à ce que tous les citoyens de l’Union, quelles que soient leurs capacités, puissent profiter de ses avantages. | (10) L’objectif général de la «stratégie pour le marché unique numérique» est de procurer des avantages économiques et sociaux durables grâce à un marché unique numérique connecté ***en facilitant les échanges commerciaux et en renforçant l’emploi au sein de l’Union***. Les consommateurs de l’Union ne profitent toujours pas pleinement des avantages en matière de prix et de choix que peut offrir le marché unique car les transactions en ligne transfrontières sont encore très limitées. La fragmentation a aussi pour effet de limiter la demande de transactions transfrontières de commerce électronique. Il convient également de mener des actions concertées pour faire en sorte que le nouveau contenu électronique soit totalement accessible aux personnes handicapées ***et aux personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type***. Il est donc nécessaire d’harmoniser les exigences en matière d’accessibilité sur le marché unique numérique et de veiller à ce que tous les citoyens de l’Union, quelles que soient leurs capacités, puissent profiter de ses avantages. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>11</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 12</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (12) Dans son article 9, la convention exige des États parties qu’ils prennent des mesures appropriées pour assurer aux personnes handicapées, sur la base de l’égalité avec les autres, l’accès à l’environnement physique, aux transports, à l’information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l’information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Le comité des droits des personnes handicapées des Nations unies a souligné la nécessité d’instaurer un cadre législatif prévoyant des critères concrets, contraignants et temporels pour le suivi de l’instauration progressive des mesures en matière d’accessibilité. | *(Ne concerne pas la version française.)* |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>12</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 13</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (13) L’entrée en vigueur de la convention dans l’ordre juridique des États membres rend nécessaire l’adoption de dispositions nationales supplémentaires ***en*** ***matière d’accessibilité des*** produits et services qui, sans une action de l’Union, accroîtraient encore les divergences entre les dispositions nationales. | (13) L’entrée en vigueur de la convention dans l’ordre juridique des États membres rend nécessaire l’adoption de dispositions nationales supplémentaires ***y compris pour l’environnement bâti en*** ***rapport avec la fourniture de*** produits et services qui, sans une action de l’Union, accroîtraient encore les divergences entre les dispositions nationales. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>13</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 15</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (15) La «Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves», en phase avec la convention, mentionne l’accessibilité parmi les huit domaines d’action qu’elle a répertoriés et a pour objectif de garantir l’accessibilité des produits et des services. | (15) La «Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves», en phase avec la convention, mentionne l’accessibilité***, qui est une condition fondamentale de la participation à la société,*** parmi les huit domaines d’action qu’elle a répertoriés et a pour objectif de garantir l’accessibilité des produits et des services. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 33 COM(2010) 636. | 33 COM(2010) 636. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>14</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) Les produits et services relevant du champ d’application de la présente directive ont été sélectionnés à l’issue d’un examen réalisé au cours de l’élaboration de l’analyse d’impact, qui a recensé les produits et services pertinents pour les personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées et les personnes âgées, pour lesquels les États membres ont adopté ou sont susceptibles d’adopter des exigences nationales divergentes en matière d’accessibilité. | (16) Les produits et services relevant du champ d’application de la présente directive ont été sélectionnés à l’issue d’un examen réalisé au cours de l’élaboration de l’analyse d’impact, qui a recensé les produits et services pertinents pour les personnes handicapées et les personnes ***présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type***, pour lesquels les États membres ont adopté ou sont susceptibles d’adopter des exigences nationales divergentes en matière d’accessibilité. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>15</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 18</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (18) Il est nécessaire que les exigences en matière d’accessibilité soient introduites de telle manière qu’elles entraînent le moins de contraintes possible pour les opérateurs économiques et les États membres***, ce qui implique notamment qu’elles ne s’appliquent qu’aux produits et services soigneusement sélectionnés***. | (18) Il est nécessaire que les exigences en matière d’accessibilité***, qui permettent à tout le monde de faire pleinement usage des produits, des services et des infrastructures entrant dans le champ de la présente directive,*** soient introduites de telle manière qu’elles ***présentent la plus grande efficacité et*** entraînent le moins de contraintes possible pour les opérateurs économiques et les États membres. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>16</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 19</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (19) Il est par conséquent nécessaire de préciser les exigences en matière d’accessibilité applicables à la mise sur le marché des produits et services relevant du champ d’application de la présente directive afin de garantir leur libre circulation sur le marché intérieur. | (19) Il est par conséquent nécessaire de préciser les exigences en matière d’accessibilité applicables à la mise sur le marché des produits et services relevant du champ d’application de la présente directive***, ainsi qu’à l’environnement bâti en rapport avec la fourniture desdits produits et services,*** afin de garantir leur libre circulation sur le marché intérieur ***et la mobilité des personnes***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>17</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 22</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (22) ***Il convient que les*** États membres ***prennent*** toutes les mesures appropriées afin que, lorsque les produits et services régis par la présente directive sont conformes aux exigences applicables en matière d’accessibilité, leur libre circulation dans l’Union ne soit pas entravée pour des raisons liées à l’accessibilité. | (22) ***Les*** États membres ***doivent prendre*** toutes les mesures appropriées afin que, lorsque les produits et services régis par la présente directive sont conformes aux exigences applicables en matière d’accessibilité, leur libre circulation dans l’Union ne soit pas entravée pour des raisons liées à l’accessibilité. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>18</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 23</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (23) Dans certains cas, des exigences communes en matière d’accessibilité applicables à l’environnement bâti ***faciliteraient*** la libre circulation des services concernés et des personnes handicapées. C’est pourquoi la présente directive ***permet aux États membres d’inclure*** l’environnement bâti utilisé dans la fourniture des services dans le champ d’application de la présente directive, garantissant le respect des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexeX. | (23) Dans certains cas, ***l’accessibilité à l’environnement bâti est indispensable pour permettre aux personnes handicapées de bénéficier pleinement des services couverts.*** Des exigences communes en matière d’accessibilité applicables à l’environnement bâti ***devraient faciliter*** la libre circulation des services concernés et des personnes handicapées. C’est pourquoi la présente directive ***inclut*** l’environnement bâti utilisé dans la fourniture des services dans le champ d’application de la présente directive, garantissant le respect des exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexeX. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>19</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 24</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (24) Il est nécessaire de prévoir que, pour les actes législatifs de l’Union établissant des obligations en matière d’accessibilité sans prévoir d’exigences ou de spécifications pertinentes, l’accessibilité est définie par référence aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. C’est le cas de la directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil1, de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil2 et de la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil3, qui exigent que les spécifications techniques et les exigences techniques ou fonctionnelles des concessions, travaux ou services relevant de leur champ d’application prennent en considération des critères d’accessibilité pour les personnes handicapées ou la notion de «conception pour tous». | (24) Il est nécessaire de prévoir que, pour les actes législatifs de l’Union établissant des obligations en matière d’accessibilité sans prévoir d’exigences ou de spécifications pertinentes, l’accessibilité est définie par référence aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. C’est le cas de la directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil1, de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil2 et de la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil3, qui exigent que les spécifications techniques et les exigences techniques ou fonctionnelles des concessions, travaux ou services relevant de leur champ d’application prennent en considération des critères d’accessibilité pour les personnes handicapées ou la notion de «conception pour tous». ***De même, la directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil3 bis, la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil3 ter, ainsi que tout autre acte législatif existant de l’Union, doivent prendre en compte l’accessibilité pour les personnes handicapées et pour les personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type. Tout autre acte législatif futur de l’Union devrait, en faisant référence à l’accessibilité pour les personnes handicapées, aider les consommateurs à prendre des décisions en connaissance de cause et, lorsqu’elles révisent la législation de l’Union, les institutions européennes devraient prendre en compte l’accessibilité.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 1 Directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l’attribution de contrats de concession (JO L 94 du 28.3.2014, p. 1). | 1 Directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l’attribution de contrats de concession (JO L 94 du 28.3.2014, p. 1). |
| 2 Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (JO L 94 du 28.3.2014, p. 65). | 2 Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (JO L 94 du 28.3.2014, p. 65). |
| 3 Directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l’eau, de l’énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE (JO L 94 du 28.3.2014, p. 243). | 3 Directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l’eau, de l’énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE (JO L 94 du 28.3.2014, p. 243). |
|  | ***3 bis Directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive Services de médias audiovisuels) (JO L 95 du 15.4.2010, p. 1).*** |
|  | ***3 ter Directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 relative aux droits des consommateurs, modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 85/577/CEE du Conseil et la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 304 du 22.11.2011, p. 64).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>20</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 26</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (26) Dans l’Union, la plupart des emplois sont fournis par les PME et les micro-entreprises. Celles-ci ont une importance cruciale pour ***la croissance future***, mais se heurtent très souvent à des difficultés et obstacles lors de l’élaboration de leurs produits ou services, en particulier dans un contexte transfrontière. Il est donc nécessaire de faciliter le travail des PME et des micro-entreprises en harmonisant les dispositions nationales en matière d’accessibilité, tout en maintenant les garde-fous nécessaires. | (26) Dans l’Union, la plupart des emplois sont fournis par les PME et les micro-entreprises. Celles-ci ont une importance cruciale pour ***le développement économique futur***, mais se heurtent très souvent à des difficultés et obstacles lors de l’élaboration de leurs produits ou services, en particulier dans un contexte transfrontière. Il est donc nécessaire de faciliter le travail des PME et des micro-entreprises en harmonisant les dispositions nationales en matière d’accessibilité, tout en maintenant les garde-fous nécessaires. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>21</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 29</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (29) Les opérateurs économiques devraient être responsables de la conformité des produits et services, en fonction de leur rôle respectif dans la chaîne d’approvisionnement, de manière à garantir un niveau élevé de protection de l’accessibilité et une concurrence loyale sur le marché de l’Union. | (29) Les opérateurs économiques devraient être responsables de la conformité des produits et services, en fonction de leur rôle respectif dans la chaîne d’approvisionnement, ***en assurant le degré nécessaire d’accessibilité,*** de manière à garantir un niveau élevé de protection de l’accessibilité et une concurrence loyale sur le marché de l’Union. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>22</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 30</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (30) ***En raison de la connaissance détaillée qu’il a*** de la conception et du processus de production***, le fabricant est le mieux placé pour accomplir intégralement*** la procédure d’évaluation de la conformité. ***C’est également à lui que devraient incomber les obligations liées à l’évaluation de la conformité***. | (30) ***Le fabricant fournit les connaissances détaillées*** de la conception et du processus de production***, en collaborant à l’accomplissement intégral de*** la procédure d’évaluation de la conformité. ***Les obligations liées à l’évaluation de la conformité devraient incomber à l’autorité de surveillance du marché compétente, en coopération avec les organisations représentant les personnes handicapées, compte tenu, comme il se doit, de la confidentialité et des secrets d’affaires.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>23</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 32</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (32) Les importateurs devraient veiller à ce que les produits en provenance de pays tiers qui entrent sur le marché de l’Union soient conformes aux exigences en matière d’accessibilité de la présente directive, ***et veiller notamment*** ***à*** ***ce que les fabricants aient appliqué les*** procédures d’évaluation de la conformité adaptées à ces produits. | (32) Les importateurs devraient veiller à ce que les produits en provenance de pays tiers qui entrent sur le marché de l’Union soient conformes aux exigences en matière d’accessibilité de la présente directive, ***en fournissant toutes les informations nécessaires*** ***à*** ***l’autorité de surveillance du marché compétente aux fins de l’exécution des*** procédures d’évaluation de la conformité adaptées à ces produits. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>24</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 36</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (36) Pour des raisons de proportionnalité, les exigences en matière d’accessibilité ne devraient s’appliquer que dans la mesure où elles n’imposent pas de charge disproportionnée à l’opérateur économique concerné ou n’exigent pas que des changements soient apportés aux produits et services qui entraîneraient leur modification radicale selon les critères spécifiés. | (36) Pour des raisons de proportionnalité, les exigences en matière d’accessibilité ne devraient s’appliquer que dans la mesure où elles n’imposent pas de charge disproportionnée à l’opérateur économique concerné ou n’exigent pas que des changements soient apportés aux produits et services qui entraîneraient leur modification radicale selon les critères spécifiés. ***Il faut néanmoins des mécanismes de contrôle afin, le cas échéant, de vérifier le bien-fondé d’une exception à l’application des exigences en matière d’accessibilité.*** |

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Le terme de «charge disproportionnée» est trop vague et général. Il laisse trop de latitude, même pour d’importants bâtiments publics, de les laisser inaccessibles si les autorités compétentes en décident ainsi, au nom de «l’avantage estimé» pour les personnes handicapées et du «coût estimé d’adaptation».

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>25</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 37</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (37) La présente directive devrait ***suivre*** le principe du «penser en priorité aux PME» ***et tenir*** compte des charges administratives qui pèsent sur elles. Plutôt que de prévoir des exceptions et des dérogations généralisées pour ces entreprises, elle devrait fixer des règles allégées en matière d’évaluation de la conformité et établir des clauses de sauvegarde pour les opérateurs économiques. Par conséquent, lors de la fixation des règles de sélection et d’application des procédures d’évaluation de la conformité les plus appropriées, il convient de tenir compte de la situation des PME et de ***limiter*** les obligations d’évaluer la conformité des exigences en matière d’accessibilité ***de telle manière qu’elles*** n’imposent pas de charge disproportionnée aux PME. De plus, les autorités de surveillance du marché devraient opérer de manière proportionnée ***à la taille des entreprises et*** au caractère de petite série ou hors série de la production concernée, sans créer d’obstacles inutiles pour les PME et sans compromettre la protection de l’intérêt public. | (37) La présente directive devrait ***avoir un champ d’application étendu tout en suivant*** le principe du «penser en priorité aux PME»***, en tenant*** compte des charges administratives ***et des difficultés*** qui pèsent sur elles.Plutôt que de prévoir des exceptions et des dérogations généralisées pour ces entreprises, elle devrait fixer des règles allégées en matière d’évaluation de la conformité et établir des clauses de sauvegarde pour les opérateurs économiques. ***Bien qu’il y ait lieu d’interpréter de manière restrictive les exceptions aux règles d’évaluation de la conformité, il convient également de les appliquer d’une manière proportionnée, afin de ne pas vider de sa substance l’objectif du soutien aux PME.*** Par conséquent, lors de la fixation des règles de sélection et d’application des procédures d’évaluation de la conformité les plus appropriées, il convient de tenir compte de la situation des PME et de ***faire en sorte que*** les obligations d’évaluer la conformité des exigences en matière d’accessibilité n’imposent pas de charge disproportionnée aux PME. De plus, les autorités de surveillance du marché devraient opérer de manière proportionnée au caractère de petite série ou hors série de la production concernée, sans créer d’obstacles inutiles pour les PME et sans compromettre la protection de l’intérêt public. |

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Il y avait ici une contradiction puisque, d’un côté, nous demandons de ne pas imposer de charge disproportionnée aux PME mais que, d’un autre côté, nous affirmons que les exceptions aux règles devraient être interprétées de manière restrictive. Avec cet ajout, nous essayons de préciser que, bien que nous voulions aider les PME, elles ne devraient pas abuser de leur possibilité d’exceptions.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>26</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 37 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(37 bis)*** ***Lorsque les opérateurs économiques ont eu recours à des clauses de sauvegarde pour un produit ou un service spécifique, ils devraient informer les consommateurs que le produit ou le service concerné n’est pas conforme, entièrement ou partiellement, aux exigences en matière d’accessibilité visées dans la présente directive et communiquer les raisons de la non-conformité ou de la conformité partielle. Les informations devraient être fournies d’une manière claire, accessible et facile à comprendre pour les consommateurs.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>27</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 39</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (39) Afin de faciliter l’évaluation de la conformité aux exigences applicables, il est nécessaire d’instaurer une présomption de conformité pour les produits et services qui répondent aux normes harmonisées volontaires adoptées conformément au règlement (UE) nº1025/2012 du Parlement européen et du Conseil***39*** aux fins de la formulation des spécifications techniques détaillées de ces exigences. La Commission a déjà adressé aux organismes européens de normalisation un certain nombre de demandes de normalisation portant sur l’accessibilité, qui seraient pertinentes pour l’élaboration de normes harmonisées. | (39) Afin de faciliter l’évaluation de la conformité aux exigences applicables ***en matière d’accessibilité***, il est nécessaire d’instaurer une présomption de conformité pour les produits et services qui répondent aux normes harmonisées volontaires adoptées conformément au règlement (UE) nº1025/2012 du Parlement européen et du Conseil aux fins de la formulation des spécifications techniques détaillées de ces exigences. La Commission a déjà adressé aux organismes européens de normalisation un certain nombre de demandes de normalisation portant sur l’accessibilité, qui seraient pertinentes pour l’élaboration de normes harmonisées. ***La Commission devrait envisager d’adresser d’autres demandes de normalisation sur des questions particulières concernant la présente directive puisque l’harmonisation des normes UE peut faciliter de manière significative la mise en œuvre de la présente directive par les États membres et par le secteur privé. Il convient, à cet égard, d’engager directement dans l’élaboration de ces normes les organisations représentant les personnes handicapées ou de les consulter.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 39 Règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision nº 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 316 du 14.11.2012, p. 12). | 39 Règlement (UE) nº 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision nº 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 316 du 14.11.2012, p. 12). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>28</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 40</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (40) En l’absence de normes harmonisées et, si nécessaire, à des fins d’harmonisation du marché, la Commission devrait être en mesure d’adopter des actes d’exécution établissant des spécifications techniques communes pour les exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. | (40) En l’absence de normes harmonisées et, si nécessaire, à des fins d’harmonisation du marché, la Commission devrait être en mesure d’adopter des actes d’exécution établissant des spécifications techniques communes pour les exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive ***avec la participation des organisations représentant les personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>29</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 42 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(42 bis)*** ***Lorsqu’elles effectuent la surveillance d’un produit sur le marché, les autorités de surveillance du marché devraient examiner l’évaluation de la conformité en coopération avec des personnes handicapées et les organisations de personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>30</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 43</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (43) Pour les services, il convient que les informations nécessaires à l’évaluation de la conformité aux exigences en matière d’accessibilité soient fournies dans les conditions générales ou un document équivalent. | (43) Pour les services, il convient que les informations nécessaires à l’évaluation de la conformité aux exigences en matière d’accessibilité soient fournies dans les conditions générales ou un document équivalent***, dans des formats accessibles aux personnes handicapées et aux personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type (par exemple, en braille, audio pour les personnes aveugles ou malvoyantes)***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>31</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 44</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (44) Le marquage «CE», qui matérialise la conformité d’un produit aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive, est le résultat visible d’un processus global comprenant l’évaluation de la conformité au sens large. Il convient que la présente directive respecte les principes généraux régissant le marquage «CE» établis dans le règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil1 fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits. | (44) Le marquage «CE», qui matérialise la conformité d’un produit aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive, est le résultat visible d’un processus global comprenant l’évaluation de la conformité au sens large. Il convient que la présente directive respecte les principes généraux régissant le marquage «CE» établis dans le règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil1 fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits. ***Il convient d’introduire un système de marquage distinct afin qu’il soit plus clair pour tous les consommateurs, y compris les personnes handicapées ou présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type, que, concrètement, produits et services sont conformes à la présente directive. Le marquage «CE» sera donc complété par des informations sur l’emballage indiquant l’accessibilité aux usagers.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 1 Règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) nº 339/93 du Conseil (JO L 218 du 13.8.2008, p. 30). | 1 Règlement (CE) nº 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l’accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) nº 339/93 du Conseil (JO L 218 du 13.8.2008, p. 30). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>32</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 45</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (45) Conformément au règlement (CE) nº 765/2008, en apposant le marquage «CE» sur un produit, le fabricant déclare que celui-ci est conforme à toutes les exigences applicables en matière d’accessibilité et qu’il en assume l’entière responsabilité. | (45) Conformément au règlement (CE) nº 765/2008, en apposant le marquage «CE» sur un produit, ***et des informations complémentaires pour les produits et services qui répondent aux exigences en matière d’accessibilité,*** le fabricant déclare que celui-ci est conforme à toutes les exigences applicables en matière d’accessibilité et qu’il en assume l’entière responsabilité. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>33</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 48</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (48) Les États membres devraient veiller à ce que les autorités de surveillance du marché contrôlent si les opérateurs économiques ont respecté les critères mentionnés à l’article12, paragraphe3, conformément au chapitreV. | (48) Les États membres devraient veiller à ce que les autorités de surveillance du marché contrôlent si les opérateurs économiques ont respecté les critères mentionnés à l’article12, paragraphe3, conformément au chapitreV ***et s’ils consultent régulièrement les organisations représentant les personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>34</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 48 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(48 bis)*** ***La création de bases de données nationales contenant l’ensemble des informations pertinentes relatives au degré d’accessibilité des produits et services mentionnés à l’article 1er, paragraphes 1 et 2, devrait permettre une meilleure inclusion des personnes handicapées ainsi que des personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type, et de leurs organisations, dans la surveillance du marché des produits.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>35</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 49 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(49 bis)*** ***Il convient d’établir aux échelons national et européen des bases de données sur les produits non accessibles.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>36</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 50</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (50) Il convient d’instaurer une procédure de sauvegarde qui ne s’appliquerait qu’en cas de désaccord entre les États membres sur les mesures prises par un État membre et qui permettrait aux parties intéressées d’être informées des mesures qu’il est prévu de prendre à l’égard des produits non conformes aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. Cette procédure de sauvegarde devrait également permettre aux autorités de surveillance du marché, en coopération avec les opérateurs économiques concernés, d’agir à un stade plus précoce en ce qui concerne ces produits. | (50) Il convient d’instaurer une procédure de sauvegarde qui ne s’appliquerait qu’en cas de désaccord entre les États membres sur les mesures prises par un État membre et qui permettrait aux parties intéressées d’être informées des mesures qu’il est prévu de prendre à l’égard des produits non conformes aux exigences en matière d’accessibilité définies dans la présente directive. Cette procédure de sauvegarde devrait également permettre aux autorités de surveillance du marché, en coopération avec les ***organisations représentant les personnes handicapées et les*** opérateurs économiques concernés, d’agir à un stade plus précoce en ce qui concerne ces produits. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>37</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 54</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (54) Étant donné que l’objectif de la présente directive, à savoir l’élimination des obstacles à la libre circulation de certains produits et services accessibles en vue de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur, ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les États membres car il requiert l’harmonisation des différentes règles actuellement en vigueur dans leurs systèmes juridiques respectifs, mais peut, en raison de la nécessité de définir des exigences et des règles communes en matière d’accessibilité pour le fonctionnement du marché unique, être mieux réalisé au niveau de l’Union, celle-ci peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité énoncé à l’article5 du traité sur l’Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité énoncé au même article, la présente directive n’excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre l’objectif visé, | (54) Étant donné que l’objectif de la présente directive, à savoir l’élimination des obstacles à la libre circulation de certains produits et services accessibles en vue de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur ***et de répondre aux besoins de tous les consommateurs***, ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les États membres car il requiert l’harmonisation des différentes règles actuellement en vigueur dans leurs systèmes juridiques respectifs, mais peut, en raison de la nécessité de définir des exigences et des règles communes en matière d’accessibilité pour le fonctionnement du marché unique, être mieux réalisé au niveau de l’Union, celle-ci peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité énoncé à l’article5 du traité sur l’Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité énoncé au même article, la présente directive n’excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre l’objectif visé, |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>38</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 54 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(54 bis)*** ***Les exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexe I de la présente directive se réfèrent souvent à des termes usuellement employés pour des motifs d’accessibilité et dans d’autres actes d’harmonisation de l’Union, comme la directive (UE) 2016/... du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 20161 bis. Ces termes sont «perceptible», «compréhensible», «opérable» et «solide». Autrement dit perceptibilité, c’est-à-dire que les informations, y compris les composants des interfaces utilisateurs, doivent pouvoir être présentées aux utilisateurs de manière à ce qu’ils les perçoivent; opérabilité, c’est-à-dire que les parties opérables, y compris les composants des interfaces utilisateurs et la navigation, doivent pouvoir être utilisées; compréhensibilité, c’est-à-dire que les informations, y compris l’utilisation des interfaces utilisateurs, doivent être compréhensibles; et solidité, c’est-à-dire que le contenu doit être suffisamment solide pour être interprété de manière fiable par une grande diversité d’agents utilisateurs, y compris des technologies d’assistance.*** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | ***1 bis Directive (UE) 2016/... du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relative à l’accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public (JO L...).*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>39</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 54 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(54 ter)*** ***La présente directive a vocation à s’appliquer à toutes les formes de fourniture de biens et de services, y compris la vente à distance.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>40</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les chapitres I, II à V et VII s’appliquent aux produits suivants: | 1. ***La présente directive met en place un cadre pour la fixation d’exigences en matière d’accessibilité à l’échelle de l’Union pour les produits visés dans le présent paragraphe et les services visés à partir du paragraphe 2, dans le but d’assurer la libre circulation de ces produits au sein du marché intérieur, tout en augmentant l’accessibilité de ces produits et services pour les personnes handicapées et les personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type.*** |
|  | Les chapitres I, II à V et VII s’appliquent***, à titre non exclusif,*** aux produits suivants: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>41</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point b – sous-point i</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| i) guichets de banque automatiques; | i) guichets de banque automatiques ***et terminaux de paiement***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>42</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1 – point d bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis)*** ***appareils domestiques, y compris ceux qui sont commandés par une interface utilisateur.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>43</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) services de téléphonie et équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées; | a) services de téléphonie et équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées ***ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de centres de services à la clientèle et de magasins gérés par des opérateurs de téléphonie***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>44</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs; | c) services de transport aérien, ferroviaire, par voie d’eau et par autobus de voyageurs***, et infrastructures associées, y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>45</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) services bancaires; | d) services bancaires ***et services de paiement, ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>46</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point f</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| f) commerce électronique | f) commerce électronique***, sites web de médias ou d’actualité, plates-formes en ligne et réseaux sociaux;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>47</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2 – point f bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***f bis)*** ***services d’hébergement.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>48</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1) «produits et services accessibles»: les produits et services qui sont perceptibles, utilisables et compréhensibles pour les personnes présentant ***des limitations fonctionnelles***, ***y compris les personnes handicapées***, sur la base de l’égalité avec les autres; | 1) «produits et services accessibles»: les produits et services qui sont perceptibles, utilisables et compréhensibles pour les personnes ***handicapées, y compris les personnes*** présentant ***une incapacité liée à l’âge***, ***ou de tout autre type***, sur la base de l’égalité avec les autres; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>49</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 10) «fabricant»: toute personne physique ou morale qui fabrique, ou fait concevoir ou fabriquer ***un produit***, et le commercialise sous son propre nom ou sa propre marque; | 10) «fabricant»: toute personne physique ou morale qui fabrique ***un produit, le modifie de manière à modifier fondamentalement sa nature et sa finalité***, ou ***le*** fait concevoir ou fabriquer, et le commercialise sous son propre nom ou sa propre marque; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>50</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 15</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 15) «consommateur»: toute personne physique qui achète un produit concerné ou bénéficie d’un service concerné à des fins étrangères à son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale; | 15) «consommateur»: toute personne physique qui achète un produit concerné ou ***en est le consommateur final ou*** bénéficie d’un service concerné ***au niveau individuel ou au niveau de la collectivité et*** à des fins étrangères à son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>51</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 bis)*** ***«prestataire de services»: une personne physique ou morale dans l’Union, visée à l’article 48 du traité et établie dans un État membre, qui offre ou fournit un service relevant du champ d’application de la présente directive;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>52</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 ter)*** ***«technologies d’assistance»: un objet, une pièce d’équipement, ou un système produit qui sert à accroître, préserver ou améliorer les capacités fonctionnelles des personnes handicapées et des personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>53</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 quater)*** ***«service d’accès»: un service, comme l’audio-description, le sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes et l’interprétation en langue des signes, qui améliore l’accessibilité d’un contenu audiovisuel pour les personnes handicapées;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>54</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 quinquies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 quinquies)*** ***«sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes»: l’équivalent visuel synchronisé sous forme de texte de l’information audio, à la fois langagière et non langagière, qui est nécessaire pour comprendre le contenu du média;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>55</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 sexies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 sexies)*** ***«audio-description»: récit audible additionnel, combiné avec le dialogue, qui décrit les aspects significatifs du contenu visuel d’un média audiovisuel qui ne peuvent être compris à partir seulement de la principale bande sonore;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>56</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 septies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 septies)*** ***«sous-titrage audio»: lecture à voix haute des sous-titres en langue nationale quand le dialogue se fait dans une langue différente;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>57</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 octies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 octies)*** ***«services de relais»: services de téléphonie rendus par des interprètes qui permettent aux personnes sourdes ou malentendantes ou présentant une difficulté d’élocution de communiquer par téléphone, par l’intermédiaire d’un interprète, avec une personne qui peut entendre d’une manière qui est «fonctionnellement équivalente» à la capacité d’un individu dépourvu de handicap;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>58</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 nonies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 nonies)*** ***«texte en temps réel»: communication recourant à la transmission d’un texte dont les caractères sont transmis par le terminal à mesure qu’ils sont tapés, de sorte que la communication soit perçue par l’usager comme continue;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>59</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 21 decies (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***21 decies)*** ***«outil d’auteur»: un logiciel ou un assemblage d’éléments de logiciel qui peut être utilisé par des auteurs, seuls ou en collaboration, pour créer ou modifier un contenu à l’usage d’autres personnes, y compris d’autres auteurs;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>60</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Le matériel informatique et les systèmes d’exploitation à usage général sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section I. | 2. Le matériel informatique et les systèmes d’exploitation à usage général***, de même que les appareils ménagers commandés par une interface utilisateur,*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section I. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>61</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Les terminaux en libre-service suivants: guichets de banque, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionII. | 3. Les terminaux en libre-service suivants: guichets de banque, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement automatiques***, et les terminaux de paiement*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionII. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>62</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les services de téléphonie, y compris les services d’urgence et les équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section III. | 4. Les services de téléphonie, y compris les services d’urgence et les équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées, sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section III. ***Les États membres assurent la disponibilité d’un service de relais à base textuelle et d’un service de relais à base visuelle, au moins, sur l’ensemble de leur territoire et de manière continue, en consultation avec les associations d’usagers, y compris les organisations représentant les personnes handicapées, en veillant à ce que ces services de relais soient interopérables avec les services de téléphonie.*** |
|  | ***Les États membres assurent aussi la disponibilité d’une communication sonore, visuelle et textuelle en temps réel (conversation totale) avec les services d’urgence nationaux, régionaux et locaux.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>63</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Les services de médias audiovisuels et les équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section IV. | 5. Les services de médias audiovisuels et les équipements terminaux connexes grand public avec capacités informatiques avancées sont conformes aux exigences énoncées à l’annexe I, section IV. |
|  | ***À la date fixée à l’article 27, paragraphe 2, les prestataires de services de média audiovisuel diffusant dans l’Union rendent leurs services accessibles de la manière suivante:*** |
|  | – ***au moins 75 % de la programmation totale inclut un sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes,*** |
|  | – ***au moins 75 % de la programmation totale sous-titrée dans la langue nationale inclut un sous-titrage audio,*** |
|  | – ***au moins 5 % de la programmation totale inclut une interprétation en langue des signes.*** |
|  | ***Les États membres facilitent la création d’un code de conduite applicable aux fournisseurs de services de médias audiovisuels relevant de leur compétence, afin de veiller à ce que les services de médias audiovisuels soient rendus accessibles aux personnes handicapées sans délai.*** |
|  | ***Ces codes de conduite peuvent être des mesures d’autorégulation et de corégulation. La Commission et le groupe des régulateurs européens des services de médias audiovisuels soutiennent l’échange de bonnes pratiques entre les fournisseurs de services de médias audiovisuels aux fins visées au deuxième alinéa.*** |
|  | ***Ces codes de conduite exigent que les fournisseurs de services de médias audiovisuels présentent chaque année un rapport aux États membres sur les mesures prises et les progrès accomplis quant à l’objectif visé au deuxième alinéa.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>64</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 7</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 7. Les services bancaires, les sites web, les services bancaires intégrés sur appareils mobiles, les terminaux en libre-service, y compris les guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires***,*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionVI. | 7. Les services bancaires ***et services de paiement***, les sites web, les services bancaires ***et les services de paiement*** intégrés sur appareils mobiles, les terminaux en libre-service, y compris les ***terminaux de paiement et les*** guichets automatiques utilisés pour la fourniture de services bancaires ***et de services de paiement*** sont conformes aux exigences énoncées à l’annexeI, sectionVI. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>65</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 9. Le commerce électronique ***est conforme*** aux exigences énoncées à l’annexe I, section VIII. | 9. Le commerce électronique***, les sites web de médias ou d’actualité, les plates-formes en ligne et les réseaux sociaux sont conformes*** aux exigences énoncées à l’annexe I, section VIII. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>66</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 10</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 10. Les États membres ***peuvent décider, compte tenu des circonstances nationales,*** que l’environnement bâti utilisé par les clients de services de transport de voyageurs – y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires, les centres de services à la clientèle et les magasins gérés par des opérateurs de téléphonie ***– doit être*** conforme aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexeI, sectionX, afin d’optimiser ***leur*** utilisation par des personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées. | 10. Les États membres ***veillent à ce*** que l’environnement bâti utilisé par les clients de services de transport de voyageurs – y compris l’environnement géré par les prestataires de services et par les gestionnaires d’infrastructures ainsi que l’environnement bâti utilisé par les clients de services bancaires, les centres de services à la clientèle et les magasins gérés par des opérateurs de téléphonie***, ainsi que tout autre service ou lieu servant à l’acquisition de tout produit relevant de la présente directive – soit*** conforme aux exigences en matière d’accessibilité énoncées à l’annexeI, sectionX, afin d’optimiser ***son*** utilisation par des personnes présentant des limitations fonctionnelles, y compris les personnes handicapées ***et les personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>67</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***6.*** Les fabricants indiquent leur nom, raison sociale ou marque déposée, ainsi que l’adresse à laquelle ils peuvent être contactés, sur le produit lui-même ou, lorsque cela n’est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant le produit. L’adresse doit préciser un point unique auquel le fabricant peut être contacté. | 6. Les fabricants indiquent ***au moins*** leur nom, raison sociale ou marque déposée, ainsi que l’adresse à laquelle ils peuvent être contactés ***et leurs coordonnées téléphoniques***, sur le produit lui-même ou, lorsque cela n’est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant le produit. L’adresse doit préciser un point unique auquel le fabricant peut être contacté. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>68</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 7</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 7. Les fabricants veillent à ce que le produit soit accompagné d’instructions et d’informations de sécurité fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et les utilisateurs finals, déterminée par l’État membre concerné. | 7. Les fabricants veillent à ce que le produit soit accompagné d’instructions et d’informations de sécurité fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et les utilisateurs finals, déterminée par l’État membre concerné***, et au moins dans l’une des langues officielles du territoire de l’État dans lequel il est utilisé ou consommé***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>69</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 9. ***Sur requête motivée d’une autorité*** nationale compétente***, les fabricants communiquent à celle-ci*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent, à sa demande, avec cette autorité à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché et d’assurer la conformité aux exigences visées à l’article 3. | 9. ***Les fabricants communiquent à l’autorité*** nationale compétente toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit ***à tout moment donné***, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent, à sa demande, avec cette autorité à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché et d’assurer la conformité aux exigences visées à l’article 3. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>70</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 6 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) ***sur requête motivée d’une*** autorité nationale compétente***, à lui communiquer*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit; | a) ***à communiquer à une*** autorité nationale compétente toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>71</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les importateurs indiquent leur nom, raison sociale ou marque déposée, ainsi que l’adresse à laquelle ils peuvent être contactés***,*** sur le produit ou, lorsque cela n’est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant le produit. | 4. Les importateurs indiquent leur nom, raison sociale ou marque déposée, ainsi que l’adresse à laquelle ils peuvent être contactés ***et toute autre coordonnée*** sur le produit ou, lorsque cela n’est pas possible, sur son emballage ***extérieur*** ou dans un document accompagnant le produit. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>72</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***5.*** Les importateurs veillent à ce que le produit soit accompagné d’instructions et d’informations fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals, déterminée par l’État membre concerné. | 5. Les importateurs veillent à ce que le produit soit accompagné d’instructions et d’informations fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals ***et dans l’une des langues officielles du territoire de l’État membre conformément à la législation nationale***, déterminée par l’État membre concerné. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>73</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 9. ***Sur requête motivée d’une autorité*** nationale compétente***, les importateurs communiquent à celle-ci*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché. | 9. ***Les importateurs communiquent à l’autorité*** nationale compétente toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis sur le marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>74</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Lorsqu’ils mettent un produit à disposition sur le marché, les distributeurs agissent ***avec la diligence requise pour respecter les*** exigences de ***celle-ci***. | 1. Lorsqu’ils mettent un produit à disposition sur le marché, les distributeurs agissent ***conformément aux*** exigences de ***la présente directive***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>75</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***2.*** Avant de mettre un produit à disposition sur le marché, les distributeurs vérifient ***qu’il*** porte le marquageCE***,*** qu’il est accompagné des documents requis ainsi que d’instructions et d’informations fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et les autres utilisateurs finals de l’État membre dans lequel le produit doit être mis à disposition et ***que le fabricant et l’importateur ont respecté les exigences visées à l’article 5, paragraphes 5 et 6***, ***et*** ***à*** ***l’article 7, paragraphe 4***. | 2. Avant de mettre un produit à disposition sur le marché, les distributeurs vérifient ***que le fabricant et l’importateur ont respecté les exigences visées à l’article 5, paragraphes 5 et 6, et à l’article 7, paragraphe 4, que le produit*** porte le marquageCE ***et*** qu’il est accompagné des documents requis ainsi que d’instructions et d’informations fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et les autres utilisateurs finals de l’État membre dans lequel le produit doit être mis à disposition***,*** et ***ce au moins dans l’une des langues officielles du territoire de l’État membre***, ***conformément*** ***à*** ***la législation nationale***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>76</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 6. ***Sur requête motivée d’une autorité*** nationale compétente***, les distributeurs communiquent à celle-ci*** toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis à disposition sur le marché. | 6. ***Les distributeurs communiquent à l’autorité*** nationale compétente toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d’un produit. Ils coopèrent avec l’autorité en question, à sa demande, à toute mesure adoptée en vue d’éliminer les risques présentés par des produits qu’ils ont mis à disposition sur le marché. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>77</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les opérateurs économiques ***sont*** en mesure de communiquer les informations visées au paragraphe1 pendant une durée ***de*** dixans à compter de la date à laquelle le produit leur a été fourni et pendant une durée ***de*** dixans à compter de la date à laquelle ils ont fourni le produit. | 2. Les opérateurs économiques ***tiennent un registre physique ou électronique et sont*** en mesure de communiquer les informations visées au paragraphe1 pendant une durée ***d’au moins*** dixans à compter de la date à laquelle le produit leur a été fourni et pendant une durée ***d’au moins*** dixans à compter de la date à laquelle ils ont fourni le produit. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>78</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les prestataires de services communiquent à l’autorité ***compétente, sur demande motivée de celle-ci,*** toutes les informations nécessaires pour démontrer la conformité du service aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article3. Ils coopèrent avec cette autorité, sur demande de celle-ci, à toute mesure prise en vue de rendre le service conforme avec ces exigences. | 4. Les prestataires de services communiquent à l’autorité ***nationale compétente*** toutes les informations nécessaires pour démontrer la conformité du service aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article3. Ils coopèrent avec cette autorité, sur demande de celle-ci, à toute mesure prise en vue de rendre le service conforme avec ces exigences. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>79</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article3 s’appliquent pour autant qu’elles n’introduisent pas de modification significative ***d’un aspect ou d’une caractéristique*** d’un produit ou d’un service qui entraîne une modification de la nature fondamentale de celui-ci. | 1. Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article3 s’appliquent pour autant qu’elles n’introduisent pas de modification significative d’un produit ou d’un service qui entraîne une modification de la nature fondamentale de celui-ci. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>80</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 3 – point b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) l’estimation des coûts et des avantages pour les opérateurs économiques par rapport à l’avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique. | b) l’estimation des coûts et des avantages pour les opérateurs économiques par rapport à l’avantage estimé pour les personnes handicapées ***et pour les personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type***, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>81</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 3 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***l’importance du volume des ventes et des échanges commerciaux au sein de l’Union selon les chiffres disponibles les plus récents.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>82</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 3 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 bis.*** ***Dans le cadre des programmes dont les petites et moyennes entreprises (PME) et les très petites entreprises peuvent bénéficier, la Commission tient compte d’initiatives qui aident les PME et les très petites entreprises à intégrer des caractéristiques d’accessibilité lors de la conception de leurs produits ou de la prestation de leurs services.*** |
|  | ***Des lignes directrices couvrant les particularités des PME exerçant une activité dans le secteur des produits et des services concerné peuvent être développées. Le cas échéant, et conformément au paragraphe 3, un dispositif spécialisé supplémentaire peut être produit par la Commission afin de faciliter l’application de la présente directive par les PME.*** |
|  | ***Les États membres veillent, en particulier par le renforcement des réseaux et structures de soutien, à encourager les PME et les très petites entreprises à adopter une approche rigoureuse de l’accessibilité dès le stade de la conception du produit et de la prestation du service.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>83</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 4</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. La charge n’est pas réputée disproportionnée si elle est compensée par un financement provenant d’autres sources que les ressources propres de l’opérateur économique, qu’elles soient d’origine publique ou privée. | 4. La charge n’est pas réputée disproportionnée si elle est compensée par un financement provenant d’autres sources que les ressources propres de l’opérateur économique, qu’elles soient d’origine publique ou privée. ***Les manques de priorité, de temps ou de connaissance ne sont pas considérés comme des motifs légitimes pour alléguer une charge disproportionnée.*** |

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Selon l’observation générale nº 2 (2014) du Comité des droits des personnes handicapées de l’ONU, toute notion de «charge disproportionnée» est inacceptable par principe: l’obligation d’assurer l’accessibilité est inconditionnelle.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>84</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 5</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Il incombe à l’opérateur économique d’évaluer si la conformité des produits ou services avec les exigences en matière d’accessibilité impose une modification essentielle ou une charge disproportionnée. | 5. Il incombe à l’opérateur économique d’évaluer si la conformité des produits ou services avec les exigences en matière d’accessibilité impose une modification essentielle ou une charge disproportionnée ***en coopération avec l’autorité nationale de surveillance du marché et les organisations représentatives des personnes handicapées***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>85</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***6.*** Lorsque les opérateurs économiques ont appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1 à 5 pour un produit ou un service spécifique, ils en informent l’autorité de surveillance du marché compétente de l’État membre sur le territoire duquel le produit ou le service est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché. Cette notification inclut l’évaluation visée au paragraphe 3. ***Les micro-entreprises sont exemptées de cette obligation*** ***de*** ***notification, mais elles doivent être en mesure de fournir la documentation concernée à la demande d’une autorité de surveillance du marché compétente***. | 6. Lorsque les opérateurs économiques ont appliqué l’exception prévue aux paragraphes 1 à 5 pour un produit ou un service spécifique, ils en informent l’autorité de surveillance du marché compétente de l’État membre sur le territoire duquel le produit ou le service est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché. Cette notification inclut l’évaluation visée au paragraphe 3. ***La décision finale d’accorder ou non une exception est prise par l’autorité*** ***de*** ***surveillance du marché de l’État membre au cas par cas, compte tenu de l’évaluation indépendante réalisée par un tiers éventuellement fournie par l’opérateur économique***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>86</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 bis.*** ***Un dialogue structuré est établi entre les parties prenantes pertinentes, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent ainsi que les autorités de surveillance du marché afin de s’assurer que des principes adéquats sont établis pour l’évaluation des exceptions et veiller ainsi à leur cohérence.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>87</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 ter.*** ***Lorsque les opérateurs économiques ont appliqué l’exception visée aux paragraphes 1 à 5 pour un produit ou un service spécifique, ils informent les consommateurs que le produit ou le service concerné n’est pas conforme, entièrement ou partiellement, aux exigences en matière d’accessibilité visées dans la présente directive et communiquent les raisons de la non-conformité ou de la conformité partielle.*** |
|  | ***Les informations sont fournies d’une manière claire, accessible et facile à comprendre pour les consommateurs. Les informations, accompagnées des éventuelles informations supplémentaires d’accessibilité, figurent sur le produit lui-même, si possible, et au point ou au moment de la vente ou de la prestation du service, afin de permettre aux consommateurs d’opérer un choix éclairé.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>88</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***6 quater.*** ***Les États membres sont encouragés à prévoir des incitations et des lignes directrices à l’intention des micro-entreprises pour faciliter la mise en œuvre de la présente directive. Les procédures et lignes directrices sont élaborées en concertation avec les parties prenantes pertinentes, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>89</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 14 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Les parties prenantes pertinentes, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent, sont consultées systématiquement dans le cadre de la procédure d’adoption d’actes d’exécution.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>90</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis.*** ***Outre la déclaration de conformité, un avis sur l’emballage informe les consommateurs de manière simple et précise que le produit contient des éléments d’accessibilité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>91</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 17 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***3.*** Les États membres veillent à ce que les informations détenues par les autorités de surveillance du marché en ce qui concerne le respect, par les opérateurs économiques, des exigences applicables en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3 et l’évaluation des exceptions prévues à l’article 12, soient mises à la disposition des consommateurs***, sur demande,*** dans un format accessible, sauf lorsque ces informations ne peuvent être fournies pour des raisons de confidentialité conformément aux dispositions de l’article 19, paragraphe 5, du règlement (CE) nº 765/2008. | 3. Les États membres veillent à ce que les informations détenues par les autorités de surveillance du marché en ce qui concerne le respect, par les opérateurs économiques, des exigences applicables en matière d’accessibilité énoncées à l’article 3 et l’évaluation des exceptions prévues à l’article 12, soient mises à la disposition des consommateurs dans un format accessible, sauf lorsque ces informations ne peuvent être fournies pour des raisons de confidentialité conformément aux dispositions de l’article 19, paragraphe 5, du règlement (CE) nº 765/2008. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>92</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 17 – paragraphe 3 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 bis.*** ***Les États membres établissent un registre sous la forme d’une base de données publiquement accessible des produits non accessibles. Les consommateurs devraient pouvoir consulter et enregistrer des informations sur les produits non accessibles. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour informer les consommateurs ou autres parties intéressées de la possibilité d’introduire des plaintes. Un système interactif entre les bases de données nationales devrait être envisagé, éventuellement sous la responsabilité de la Commission ou des organisations représentatives adéquates, afin que les informations sur les produits non accessibles soient diffusées dans toute l’Europe.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>93</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 17 – paragraphe 3 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 ter.*** ***Un dialogue structuré peut être établi entre les parties prenantes pertinentes, y compris les personnes handicapées et les organisations qui les représentent, ainsi que les autorités de surveillance du marché, pour garantir que des principes adéquats et cohérents sont établis afin d’évaluer les demandes de dérogation quant à la conformité avec les exigences en matière d’accessibilité des produits et des services.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>94</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 18 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Les États membres établissent, appliquent et mettent à jour régulièrement des procédures appropriées en vue: | 1. Les États membres***, en coopération avec les organisations représentant les personnes handicapées,*** établissent, appliquent et mettent à jour régulièrement des procédures appropriées***, détaillées et complètes*** en vue: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>95</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 18 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 18 bis*** |
|  | ***Les États membres créent et mettent à jour régulièrement une base de données nationale qui contient toutes les informations pertinentes relatives au degré d’accessibilité des produits et services mentionnés à l’article 1, paragraphes 1 et 2. Les bases de données nationales sont accessibles à l’ensemble des citoyens et des parties intéressées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>96</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 8 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***8 bis.*** ***Pour faciliter l’échange d’informations et de bonnes pratiques entre les autorités de surveillance du marché et veiller à la cohérence dans l’application des exigences de la présente directive, ou dans les cas où il est jugé nécessaire, à la suite d’une demande de la Commission, de formuler un avis sur les exceptions auxdites exigences, la Commission peut mettre en place un groupe de travail constitué de représentants des autorités nationales de surveillance du marché et des organisations représentant les parties prenantes concernées, y compris les personnes handicapées.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>97</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 20 – paragraphe 1 – alinéa 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Lorsque, au terme de la procédure visée à l’article19, paragraphes3 et 4, des objections sont émises à l’encontre d’une mesure prise par un État membre ou lorsque la Commission considère qu’une mesure nationale est contraire à la législation de l’Union, la Commission entame sans tarder des consultations avec les États membres et le ou les opérateurs économiques concernés et procède à l’évaluation de la mesure nationale. En fonction des résultats de cette évaluation, la Commission décide si la mesure nationale est ou non justifiée. | Lorsque, au terme de la procédure visée à l’article19, paragraphes3 et 4, des objections sont émises à l’encontre d’une mesure prise par un État membre ou lorsque la Commission considère qu’une mesure nationale est contraire à la législation de l’Union, la Commission entame sans tarder des consultations avec les États membres***, les organisations représentant les personnes handicapées,*** et le ou les opérateurs économiques concernés et procède à l’évaluation de la mesure nationale. En fonction des résultats de cette évaluation, la Commission décide si la mesure nationale est ou non justifiée. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>98</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 1</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***1.*** ***Les exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 21 s’appliquent dans la mesure où elles n’imposent pas de charge disproportionnée aux autorités compétentes aux fins dudit article.*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>99</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***2.*** ***Afin d’évaluer si le respect des exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 21 impose une charge disproportionnée, les autorités compétentes concernées tiennent compte des éléments suivants:*** | ***supprimé*** |
| ***a)***  ***la taille, les ressources et la nature des autorités compétentes concernées;*** |  |
| ***b)***  ***l’estimation des coûts et des avantages pour les autorités compétentes concernées par rapport à l’avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d’utilisation d’un produit ou d’un service spécifique.*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>100</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 3</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. L’évaluation du point de savoir si la conformité aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 21 impose une charge disproportionnée est effectuée par les autorités compétentes concernées. | 3. L’évaluation du point de savoir si la conformité aux exigences en matière d’accessibilité visées à l’article 21 impose une charge disproportionnée est effectuée par les autorités compétentes concernées. ***Les manques de priorité, de temps ou de connaissance ne sont pas considérés comme des motifs légitimes pour alléguer une charge disproportionnée.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>101</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis.*** ***Lorsque l’autorité compétente a appliqué une exception pour un produit ou un service spécifique, elle informe la Commission ainsi que les consommateurs que le produit ou le service concerné n’est pas conforme, entièrement ou partiellement, aux exigences en matière d’accessibilité visées dans la présente directive et communique les raisons de la non-conformité ou de la conformité partielle.*** |
|  | ***Les informations sont fournies d’une manière claire, accessible et facile à comprendre pour les consommateurs. Les informations, accompagnées des éventuelles informations supplémentaires d’accessibilité, figurent sur le produit lui-même, si possible, et au point ou au moment de la vente ou de la prestation du service, afin de permettre aux consommateurs d’opérer un choix éclairé.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>102</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 25 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***des dispositions prévoyant l’établissement d’un mécanisme de plainte global, doté des ressources adéquates et ouvert aux consommateurs, visant à compléter un système de mise en œuvre et de suivi.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>103</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 26 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Les sanctions ainsi prévues sont effectives, proportionnées et dissuasives. | 2. Les sanctions ainsi prévues sont effectives, proportionnées et dissuasives***, mais n’exonèrent pas l’opérateur économique de son obligation de rendre ses produits ou ses services accessibles***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>104</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 26 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis.*** ***Les États membres octroient les ressources nécessaires pour garantir que les amendes sont imposées et perçues. Les recettes des sanctions peuvent être réinvesties dans des mesures dans le domaine de l’accessibilité.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>105</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 27 – paragraphe 2</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Ils appliquent ces dispositions à partir du [... insérer la date – ***six*** ans après l’entrée en vigueur de la présente directive]. | 2. Ils appliquent ces dispositions à partir du [... insérer la date – ***trois*** ans après l’entrée en vigueur de la présente directive]. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>106</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 28 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Au plus tard le [... insérer la date – ***cinq*** ans après la mise en application de la présente directive] et tous les ***cinq*** ans par la suite, la Commission soumet au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport sur l’application de la présente directive. | Au plus tard le [... insérer la date – ***trois*** ans après la mise en application de la présente directive] et tous les ***trois*** ans par la suite, la Commission soumet au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport sur l’application de la présente directive. |

</Amend><Amend>Amendement <NumAm>107</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Matériel informatique et systèmes d’exploitation à usage général | Matériel informatique et systèmes d’exploitation à usage général ***et appareils ménagers commandés par une interface utilisateur*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>108</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes*** handicapées et les personnes présentant ***des déficiences liées*** à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***ce que les éléments suivants soient accessibles***: | Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées et les personnes présentant ***une incapacité liée*** à l’âge, ***ou de tout autre type,*** les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***respecter les exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>109</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 1 – lettre a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: |
| i) ***doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels***; | i) ***sont compréhensibles***; |
| ii) ***doivent être compréhensibles***; | ii) ***sont perceptibles***; |
| iii) ***doivent être perceptibles***; | iii) ***sont écrites dans une taille et une police de caractères adéquates présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** |
| iv) ***ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** | iv) ***sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>110</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 1 – lettre b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***;*** | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination) ***qui:*** |
|  | ***i)*** ***répondent aux exigences visées au point a);*** |
|  | ***ii)*** ***informent les utilisateurs de façon simple et précise;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>111</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 1 – lettre c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions: | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions: |
| i) ***ont un contenu disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides;*** |
| ii) ***prévoient des solutions de substitution au contenu non textuel;*** | ii) ***énumèrent les éléments d’accessibilité du produit et expliquent la manière de les utiliser ainsi que sa compatibilité avec diverses technologies d’assistance disponibles au niveau international et de l’Union;*** |
|  | ***ii bis)*** ***sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les formats faciles à lire.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>112</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception*** ***de*** l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | ***2.*** ***Exigences*** ***de*** ***fonctionnalité pour*** l’interface utilisateur et ***la conception du produit:*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>113</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – lettre b bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***lorsque le produit prévoit des modes visuels de communication et d’utilisation, disponibilité d’éléments qui permettent aux utilisateurs d’utiliser au mieux leur vision limitée, y compris en offrant un agrandissement flexible sans perte de contenu ou de fonctionnalité, ou un contraste et une luminosité flexibles;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>114</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – lettre b ter (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b ter)*** ***disponibilité de modes de fonctionnement à portée et à intensité limitées;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>115</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 – lettre g</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| g) disponibilité d’une commande séquentielle et de possibilités de commande autres que fondées sur la motricité fine; | g) disponibilité d’une commande séquentielle et de possibilités de commande autres que fondées sur la motricité fine ***y compris lorsque le produit requiert des actions manuelles, disponibilité d’éléments qui permettent aux utilisateurs d’utiliser le produit à l’aide d’autres modes d’utilisation ne nécessitant pas de commande fondée sur la motricité fine comme la manipulation ou la force manuelle, ni l’utilisation de plus d’une commande au même moment***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>116</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section I – point 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies et les services d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs handicapés et pour les utilisateurs présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>117</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section II – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Terminaux en libre-service: guichets de banque automatiques, distributeurs de titres de transport ***et*** bornes d’enregistrement automatiques | Terminaux en libre-service: guichets de banque automatiques, distributeurs de titres de transport***,*** bornes d’enregistrement automatiques ***et terminaux de paiement*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>118</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section II – point 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes*** handicapées et les personnes présentant ***des déficiences liées*** à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***ce que les éléments suivants soient accessibles***: | Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées et les personnes présentant ***une incapacité liée*** à l’âge, ***ou de tout autre type,*** les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***respecter les exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>119</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section II – point 1 – lettre a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: |
| i) ***doivent être*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; | i) ***sont*** disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels; |
| ii) ***doivent être*** compréhensibles; | ii) ***sont*** compréhensibles; |
| iii) ***doivent être*** perceptibles; | iii) ***sont*** perceptibles; |
| iv) ***ont une police*** de ***caractères*** de ***taille appropriée dans*** des ***conditions d’utilisation prévisibles***; | iv) ***énumèrent les éléments d’accessibilité du produit et expliquent la manière de les activer et de les utiliser ainsi que la compatibilité du produit avec des technologies d’assistance;*** |
|  | ***iv bis)***  ***sont écrites dans une taille et une police de caractères adéquates présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>120</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section II – point 1 – lettre c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes présentant ***des limitations fonctionnelles*** sont proposées conformément au point 2; | c) les fonctionnalités du produit; des fonctions adaptées aux besoins des personnes ***handicapées et des personnes*** présentant ***une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre types,*** sont proposées conformément au point 2; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>121</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie A – point 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***des*** personnes présentant ***des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées***, les services doivent respecter les exigences suivantes: | 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***les personnes handicapées et les*** personnes présentant ***une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type***, les services doivent respecter les exigences suivantes: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>122</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie A – point 1 – lettre b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***elles sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides conformément au point c);*** |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***elles sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les formats faciles à lire.*** |
| ***iii)*** ***les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettre c);*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>123</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie A – point 1 – lettre c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | c) les sites web ***et les applications en ligne nécessaires à la prestation du service*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière ***solide*** facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>124</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie A – point 1 – lettre c bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***c bis)*** ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière solide facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>125</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie A – point 1 – lettre e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| e) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes présentant ***des limitations fonctionnelles.*** | e) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***handicapées et des personnes*** présentant ***une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type:*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>126</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes*** handicapées et les personnes présentant ***des déficiences liées*** à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***ce que les éléments suivants soient accessibles***: | Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées et les personnes présentant ***une incapacité liée*** à l’âge, ***ou de tout autre type,*** les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***respecter les exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>127</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 1 – lettre a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: |
| i) ***doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***sont compréhensibles;*** |
| ii) ***doivent être compréhensibles;*** | ii) ***sont perceptibles;*** |
| iii) ***doivent être perceptibles***; | iii) ***sont écrites dans une taille et une police de caractères adéquates présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité dans des conditions d’utilisation prévisibles***; |
| iv) ***ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles***; | iv) ***sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles et utilisables***; |
|  | ***iv bis)*** ***sont compréhensibles et solides;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>128</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 1 – lettre b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***;*** | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination) ***qui:*** |
|  | ***i)*** ***répondent aux exigences visées au point a);*** |
|  | ***ii)*** ***informent les consommateurs de manière simple et précise sur le fait que le produit contient des éléments d’accessibilité et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>129</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 1 – lettre c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions: | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit***. Ces instructions: |
| i) ***ont un contenu disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides;*** |
| ii) ***prévoient des solutions de substitution au contenu non textuel;*** | ii) ***énumèrent les éléments d’accessibilité du produit et expliquent la manière de les utiliser ainsi que sa compatibilité avec diverses technologies d’assistance disponibles au niveau international et de l’Union;*** |
|  | ***ii bis)*** ***sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les formats faciles à lire;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>130</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 1 – lettre f</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| f) ***l’interfaçage du produit*** avec ***des*** dispositifs d’assistance. | f) ***la compatibilité*** avec ***divers*** dispositifs ***et technologies*** d’assistance ***disponibles au niveau international et de l’Union, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>131</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 2 – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. ***Conception*** de l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | 2. ***Exigences*** de ***fonctionnalité pour*** l’interface utilisateur et ***la conception du produit*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>132</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 2 – lettre i bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i bis)*** ***le produit est en mesure d’encoder et de décoder les communications vocales bidirectionnelles avec un son haute-fidélité;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>133</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 2 – lettre i ter (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i ter)*** ***le produit prenant en charge la communication vocale bidirectionnelle permet également à un utilisateur de communiquer avec un autre par texte en temps réel, de sorte que la fonction de texte en temps réel puisse être utilisée seule ou combinée avec la communication vocale au cours du même appel;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>134</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 2 – lettre i quater (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i quater)*** ***lorsque le produit est interopérable dans un réseau spécifique pour une communication vocale bidirectionnelle, il est également interopérable pour l’envoi de texte en temps réel pour la même conversation vocale à l’aide du format de texte en temps réel spécifié pour ledit réseau;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>135</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 2 – lettre i quinquies (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i quinquies)*** ***lorsque le produit qui permet la communication vocale bidirectionnelle inclut une fonctionnalité de vidéo en temps réel, il supporte une résolution vidéo permettant aux utilisateurs de communiquer à l’aide de la langue des signes et de lire sur les lèvres;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>136</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 2 – lettre i sexies (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i sexies)*** ***lorsque le produit fournit du contenu à l’aide d’un transducteur acoustique, il fournit un moyen de connexion sans fil efficace aux dispositifs liés à l’audition tels que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition, et réduit les interférences avec ces dispositifs au niveau le plus bas possible.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>137</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section III – partie B – point 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs handicapés ou présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>138</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie A – point 1 – lettre b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies ***suivant les modalités suivantes***: | b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies: |
| i) ***le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***elles sont mises à disposition dans un format web accessible et dans les guides électroniques de programmes (EPG) tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides conformément au point c);*** |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***elles énumèrent les éléments d’accessibilité du service en combinaison avec les équipements terminaux connexes et expliquent la manière de les utiliser ainsi que la compatibilité du service avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) ***les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettre c);*** | iii) ***elles fournissent des informations accessibles en vue de faciliter la complémentarité avec d’autres services d’accès fournis par un tiers.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>139</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie A – point 1 – lettre c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***.*** | c) les sites web ***et les applications en ligne nécessaires à la prestation du service*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière ***solide*** facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>140</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie A – point 1 – lettre c bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***c bis)*** ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière solide facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>141</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie A – point 1 – lettre e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| e) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes présentant des ***limitations fonctionnelles.*** | e) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***handicapées et des personnes*** présentant une incapacité liée ***à l’âge, ou de tout autre type, le prestataire de services fournissant au moins les services d’accès suivants:*** |
|  | ***i)*** ***le sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes;*** |
|  | ***ii)*** ***l’audio-description;*** |
|  | ***iii)*** ***le sous-titrage audio;*** |
|  | ***iv)*** ***l’interprétation en langue des signes;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>142</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie A – point 1 – lettre e bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***e bis)*** ***lorsqu’un contenu audiovisuel inclut des services d’accès, ceux-ci sont clairement indiqués dans les informations sur le contenu, ainsi que dans l’EPG;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>143</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie A – point 1 – lettre e ter (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***e ter)*** ***en consultation avec les associations d’usagers, y compris les organisations représentant les personnes handicapées, les fournisseurs de services de médias audiovisuels veillent à la qualité des services d’accès:*** |
|  | ***i)*** ***les fournisseurs de services veillent à ce que le sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes soit bien synchronisé avec la vidéo, lisible, exact et compréhensible afin de refléter effectivement les informations audio. Ceci inclut d’établir des spécifications de qualité couvrant au moins le type et la taille de la police de caractères, le contraste et l’utilisation des couleurs de même que, si possible, les exigences nécessaires pour s’assurer que l’utilisateur ait un contrôle sur le sous-titrage à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes;*** |
|  | ***ii)*** ***les fournisseurs de services veillent à ce que l’audio-description et le sous-titrage audio soient bien synchronisés avec la vidéo. Ceci inclut d’établir des spécifications de qualité liées au placement du son et à la clarté de la description audio et du sous-titrage audio, ainsi que les exigences nécessaires pour s’assurer que l’utilisateur ait un contrôle sur ces éléments;*** |
|  | ***iii)*** ***les fournisseurs de services veillent à ce que l’interprétation en langue des signes soit exacte et compréhensible afin de refléter effectivement les informations audio. Ceci inclut d’établir des exigences professionnelles pour les interprètes et des spécifications de qualité pour la manière dont la version en langue des signes est présentée. Si possible, des exigences sont adoptées pour assurer aux utilisateurs un contrôle sur la présentation de la version en langue des signes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>144</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie A – point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies et les services d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les personnes handicapées et pour les personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>145</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes ***présentant des limitations fonctionnelles, notamment les personnes*** handicapées et les personnes présentant ***des déficiences liées*** à l’âge, les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***ce que les éléments suivants soient accessibles***: | Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées et les personnes présentant ***une incapacité liée*** à l’âge, ***ou de tout autre type,*** les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à ***respecter les exigences en matière d’accessibilité suivantes***: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>146</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 1 – lettre a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: | a) les informations sur l’utilisation du produit, figurant sur le produit lui-même (étiquetage, instructions, avertissement). Ces informations: |
| i) ***doivent être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***sont compréhensibles;*** |
| ii) ***doivent être compréhensibles;*** | ii) ***sont perceptibles;*** |
| iii) ***doivent être perceptibles***; | iii) ***sont écrites dans une taille et une police de caractères adéquates présentant un contraste suffisant entre les caractères et l’arrière-plan afin de maximiser leur lisibilité dans des conditions d’utilisation prévisibles***; |
| iv) ***ont une police de caractères de taille appropriée dans des conditions d’utilisation prévisibles;*** | iv) ***sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>147</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 1 – lettre b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination)***;*** | b) l’emballage du produit, y compris les informations y contenues (ouverture, fermeture, utilisation, élimination) ***qui:*** |
|  | ***i)*** ***répondent aux exigences visées au point a);*** |
|  | ***ii)*** ***informent les consommateurs de manière simple et précise sur le fait que le produit contient des éléments d’accessibilité et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>148</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 1 – lettre c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit. Ces instructions: | c) les instructions concernant l’utilisation, l’installation, l’entretien, le stockage et l’élimination du produit***, qu’elles soient fournies séparément ou avec le produit***. Ces instructions: |
| i) ***ont un contenu disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides;*** |
| ii) ***prévoient des solutions de substitution au contenu non textuel;*** | ii) ***énumèrent les éléments d’accessibilité du produit et expliquent la manière de les utiliser ainsi que sa compatibilité avec diverses technologies d’assistance disponibles au niveau international et de l’Union;*** |
|  | ***ii bis)*** ***sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les formats faciles à lire;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>149</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 1 – lettre f</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| f) ***l’interfaçage du produit*** avec ***des*** dispositifs d’assistance. | f) ***la compatibilité*** avec ***divers*** dispositifs ***et technologies*** d’assistance ***disponibles au niveau international et de l’Union, y compris les technologies auditives, telles que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>150</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2 – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***Conception*** ***de*** l’interface utilisateur et ***des fonctionnalités*** | ***Exigences*** ***de fonctionnalité pour*** l’interface utilisateur et ***la conception du*** ***produit:*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>151</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2 – lettre i bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i bis)*** ***lorsque le produit présente un contenu audiovisuel, il dispose d’un mode de fonctionnement permettant la transmission du sous-titrage disponible à l’intention des personnes sourdes ou malentendantes sur le canal vidéo par défaut;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>152</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2 – lettre i ter (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i ter)*** ***lorsque le produit présente un contenu audiovisuel, il fournit un mécanisme permettant la sélection et la transmission de l’audio-description disponible sur le canal audio par défaut;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>153</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2 – lettre i quater (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i quater)*** ***lorsque le produit présente un contenu audiovisuel, il fournit un mécanisme permettant la sélection et la transmission du sous-titrage audio disponible sur le canal audio par défaut;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>154</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2 – lettre i quinquies (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i quinquies)*** ***lorsque le produit présente un contenu audiovisuel, il fournit, si possible, un mécanisme permettant la sélection et la transmission de l’interprétation en langue des signes disponible sur le canal vidéo par défaut;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>155</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2 – lettre i sexies (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i sexies)*** ***le produit prend en charge la prestation des services d’accès disponibles séparément et combinés les uns aux autres;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>156</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2 – lettre i septies (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i septies)*** ***le produit permet, autant que possible, la personnalisation des services d’accès, y compris en accédant aux services d’accès par d’autres moyens tels que la synchronisation avec d’autres dispositifs;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>157</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2 – lettre i octies (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i octies)*** ***des dispositifs de contrôle pour l’activation des services d’accès sont fournis à l’utilisateur dans la même mesure que les dispositifs de contrôle primaires;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>158</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2 – lettre i nonies (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***i nonies)*** ***le produit fournit un moyen de connexion sans fil efficace aux dispositifs liés à l’audition tels que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>159</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IV – partie B – point 2 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du produit et sur sa compatibilité avec les technologies d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les utilisateurs handicapés et pour les personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>160</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – point 1 – partie introductive</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***des*** personnes présentant ***des limitations fonctionnelles et notamment les personnes handicapées***, les services doivent respecter les exigences suivantes: | 1. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par ***les personnes handicapées et les*** personnes présentant ***une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type***, les services doivent respecter les exigences suivantes: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>161</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – point 1 – lettre a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***les informations sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides conformément au point b);*** |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***les informations énumèrent les éléments d’accessibilité du service et expliquent la manière de les utiliser, y compris l’accessibilité des véhicules et des infrastructures avoisinantes et l’environnement bâti, ainsi que les informations sur l’assistance fournie conformément au règlement 1107/2006, au règlement 1177/2010, au règlement 1371/2007 et au règlement 181/2011;*** |
| iii) ***les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettre b);*** | iii) ***les informations sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les formats faciles à lire.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>162</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – point 1 – lettre b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***.*** | b) les sites web***, y compris les applications en ligne nécessaires à la prestation du service,*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière ***solide*** facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>163</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – point 1 – lettre b bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)***  ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière solide facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>164</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – point 1 – lettre c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***présentant*** ***des*** ***limitations fonctionnelles.*** | c) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***handicapées et*** ***des*** ***personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type:*** |
|  | ***i)*** ***billetterie intelligente (réservation électronique, réservation de billets, etc.)*** |
|  | ***ii)*** ***information des passagers en temps réel (horaires, informations relatives aux perturbations du trafic, services de liaison, connexion avec d’autres modes de transport, etc.)*** |
|  | ***iii)*** ***informations sur des services supplémentaires (personnel présent en gare, ascenseurs hors service, services momentanément indisponibles, etc.)*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>165</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – point 1 – lettre c bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***c bis)*** ***l’environnement bâti nécessaire à la prestation du service est conforme à la section X de la présente annexe:*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>166</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie A – point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies et les services d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les personnes handicapées ou présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>167</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section V – partie D – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| D. ***Terminaux*** en libre-service, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs | D. ***Les terminaux*** en libre-service, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs ***se conforment aux exigences énoncées à la section II:*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>168</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie A – point 1 – lettre b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***elles sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides conformément au point c);*** |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***elles énumèrent les éléments d’accessibilité du service en combinaison avec les équipements terminaux connexes et expliquent la manière de les utiliser;*** |
| iii) ***les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettre c);*** | iii) ***elles sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les formats faciles à lire;*** |
|  | ***iii bis)*** ***elles sont compréhensibles, sans dépasser un niveau de complexité supérieur au niveau B2 (avancé) du cadre européen commun de référence pour les langues du Conseil de l’Europe.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>169</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie A – point 1 – lettre c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***.*** | c) les sites web ***et les applications en ligne*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière ***solide*** facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>170</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie A – point 1 – lettre c bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***c bis)*** ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications nécessaires à la prestation de services bancaires sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière solide facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>171</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie A – point 1 – lettre d</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| d) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes présentant ***des limitations fonctionnelles.*** | d) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***handicapées et des personnes*** présentant ***une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type:*** |
|  | ***i)*** ***les méthodes d’identification électronique, de sécurité et de paiement nécessaires à la prestation du service sont compréhensibles, perceptibles, utilisables et solides, sans porter atteinte à la sécurité et au respect de la vie privée de l’utilisateur;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>172</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie A – point 1 – lettre d bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***d bis)*** ***l’environnement bâti pour la prestation du service est conforme aux exigences visées à la section X.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>173</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie A – point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies et les services d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les personnes handicapées ou présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>174</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VI – partie D – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| D. ***Terminaux*** en libre-service, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs | D. ***Les terminaux*** en libre-service, distributeurs de titres de transport et bornes d’enregistrement utilisés pour la fourniture de services de transport de voyageurs |
|  | ***sont conformes aux exigences visées à la section II:*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>175</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – partie A – point 1 – lettre b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | b) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***elles sont mises à disposition dans un format web accessible et sous forme électronique hors internet tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides conformément au point c);*** |
| ii) ***des solutions*** de ***substitution au contenu non textuel sont fournies***; | ii) ***elles énumèrent les éléments d’accessibilité du service en combinaison avec les équipements terminaux connexes et expliquent la manière de les utiliser ainsi que sa compatibilité avec les technologies d’assistance;*** |
| iii) ***les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service, sont fournies conformément à la lettre c);*** | iii) ***elles sont fournies dans des formats non électroniques de substitution sur demande. Les formats non électroniques de substitution peuvent inclure les gros caractères, le braille ou les formats faciles à lire;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>176</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – partie A – point 1 – lettre c</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| c) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale***.*** | c) les sites web ***et les applications en ligne nécessaires à la prestation du service*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière ***solide*** facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>177</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – partie A – point 1 – lettre c bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***c bis)*** ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation du service sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière solide facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>178</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – partie A – point 1 – lettre e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| e) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***présentant des*** ***limitations fonctionnelles***. | e) sont également incluses des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes ***handicapées et des personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type, en assurant la navigation tout au long du document, des schémas dynamiques, la possibilité de synchroniser les contenus textuels et audio et la technologie de passage du texte à la parole, ce qui permettrait de nouveaux modes de transmission du contenu et son interopérabilité avec toute une série de technologies d’assistance, de manière à ce qu’il soit perceptible, compréhensible, utilisable et à optimiser la compatibilité avec les agents utilisateurs actuels et futurs.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>179</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – partie A – point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies et les services d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les personnes handicapées et pour les personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>180</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VII – partie B – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| B. ***Produits*** | B. ***Les produits sont conformes aux dispositions de la section I*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>181</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Commerce électronique | Commerce électronique***, sites web de fournisseurs de produits et de services, de médias ou d’actualité, plates-formes en ligne et réseaux sociaux*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>182</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – point 1 – lettre a</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: | a) des informations sur le fonctionnement des services et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes: |
| i) ***le contenu informatif est disponible dans des formats texte permettant de générer d’autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l’intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels;*** | i) ***elles sont mises à disposition dans un format web accessible tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides conformément au point b);*** |
| ii) ***des solutions de substitution au contenu non textuel sont fournies;*** | ii) ***elles énumèrent les éléments d’accessibilité du service et expliquent la manière de les utiliser ainsi que sa complémentarité avec diverses technologies d’assistance.*** |
| ***iii)*** ***les informations électroniques, y compris les applications en ligne connexes nécessaires à la fourniture d’un service sont fournies conformément à la lettre b);*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>183</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – point 1 – lettre b</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| b) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | b) les sites web ***et les applications en ligne nécessaires à la prestation du service*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière ***solide*** facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>184</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – point 1 – lettre b bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b bis)*** ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation de services de commerce électronique sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière solide facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>185</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – point 1 – lettre b ter (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***b ter)*** ***les méthodes d’identification électronique, de sécurité et de paiement nécessaires à la prestation du service sont compréhensibles, perceptibles, utilisables et solides, sans porter atteinte à la sécurité et au respect de la vie privée de l’utilisateur;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>186</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII – partie A – point 1 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies et les services d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les personnes handicapées et pour les personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>187</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section VIII bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***SECTION VIII BIS*** |
|  | ***Services d’hébergement*** |
|  | ***A.*** ***Services*** |
|  | ***1.***  ***Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées et les personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type, les services doivent respecter les exigences suivantes:*** |
|  | ***a)*** ***des informations sur le fonctionnement du service et sur les caractéristiques et fonctionnalités en matière d’accessibilité sont fournies suivant les modalités suivantes:*** |
|  | ***i)*** ***elles sont mises à disposition dans un format web accessible tout en étant rendues perceptibles, utilisables, compréhensibles et solides conformément au point b);*** |
|  | ***ii)*** ***elles énumèrent les éléments d’accessibilité du service et expliquent la manière de les utiliser ainsi que sa complémentarité avec diverses technologies d’assistance;*** |
|  | ***b)*** ***les sites web et les applications en ligne nécessaires à la prestation du service sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière solide facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |
|  | ***c)*** ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation de services de commerce électronique sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière solide facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |
|  | ***d)*** ***les méthodes d’identification électronique, de sécurité et de paiement nécessaires à la prestation du service sont compréhensibles, perceptibles, utilisables et solides, sans porter atteinte à la sécurité et au respect de la vie privée de l’utilisateur;*** |
|  | ***e)*** ***l’environnement bâti est rendu accessible aux personnes handicapées conformément aux exigences visées à la section XI;*** |
|  | ***f)*** ***cela s’applique à toutes les zones communes (accueil, entrée, équipements de loisirs, salles de conférence, etc.)*** |
|  | ***g)***  ***des chambres, conformément aux exigences énoncées à la section XI, sont disponibles, considérant que le nombre minimum de chambres accessibles par établissement est fixé selon les modalités suivantes:*** |
|  | ***–*** ***une chambre accessible pour les établissements de moins de 20 chambres au total*** |
|  | ***–*** ***deux chambres accessibles pour les établissements ayant entre 20 et 50 chambres*** |
|  | ***–*** ***une chambre accessible supplémentaire par tranche de 50 chambres supplémentaires.*** |
|  | ***2.*** ***Services d’assistance*** |
|  | ***Le cas échéant, les services d’assistance (services d’aide, centres d’appel, assistance technique, services de relais et services de formation) fournissent des informations sur l’accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies et les services d’assistance, via des modes de communication accessibles pour les personnes handicapées et pour les personnes présentant une incapacité liée à l’âge, ou de tout autre type.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>188</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie B – point 1 – lettre e</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| e) les sites web sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; | e) les sites web ***et les applications en ligne nécessaires à la prestation du service*** sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière ***solide*** facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>189</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie B – point 1 – lettre e bis (nouvelle)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***e bis)***  ***les services intégrés sur appareil mobile, y compris les applications mobiles nécessaires à la prestation des services sont accessibles d’une manière cohérente et appropriée facilitant la perception, l’utilisation et la compréhension par l’utilisateur, permettant d’adapter la présentation du contenu, incluant des fonctions interactives et prévoyant si nécessaire une solution électronique accessible de substitution, d’une manière solide facilitant l’interopérabilité avec divers agents utilisateurs et technologies d’assistance disponibles dans l’Union et à l’échelle internationale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>190</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section IX – partie B – point 1 – lettre f</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| f) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services d’assistance***;*** | f) des informations accessibles sont fournies en vue d’une complémentarité avec des services ***et des technologies*** d’assistance***, y compris les dispositifs liés à l’audition tels que les appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d’aide à l’audition.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>191</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section X – titre</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Exigences en matière d’accessibilité aux fins de l’article3, paragraphe10, en ce qui concerne l’environnement bâti à l’endroit où les services relevant de la présente directive sont fournis | Exigences en matière d’accessibilité aux fins de l’article3, paragraphe10, en ce qui concerne l’environnement bâti à l’endroit où les ***produits et*** services relevant de la présente directive sont fournis |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>192</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Annexe I – section X – lettre g</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| g) utilisation d’équipements et d’installations utilisés pour la fourniture du service; | g) utilisation d’équipements et d’installations utilisés pour la fourniture du ***produit ou du*** service; |

</Amend>

</RepeatBlock-Amend>

PROCÉDURE DE LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre** | Rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services | | | |
| **Références** | COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD) | | | |
| **Commission compétente au fond**         Date de l’annonce en séance | IMCO  18.1.2016 |  |  |  |
| **Avis émis par**         Date de l’annonce en séance | PETI  18.1.2016 | | | |
| **Rapporteur(e) pour avis**         Date de la nomination | Kostadinka Kuneva  23.2.2016 | | | |
| **Date de l’adoption** | 24.1.2017 |  |  |  |
| **Résultat du vote final** | +:  –:  0: | 18  1  0 | | |
| **Membres présents au moment du vote final** | Marina Albiol Guzmán, Margrete Auken, Beatriz Becerra Basterrechea, Pál Csáky, Rosa Estaràs Ferragut, Eleonora Evi, Peter Jahr, Notis Marias, Roberta Metsola, Julia Pitera, Virginie Rozière, Josep-Maria Terricabras, Jarosław Wałęsa, Cecilia Wikström, Tatjana Ždanoka | | | |
| **Suppléants présents au moment du vote final** | Kostadinka Kuneva, Ángela Vallina, Rainer Wieland | | | |
| **Suppléants (art. 200, par. 2) présents au moment du vote final** | Edouard Martin | | | |

PROCÉDURE DE LA COMMISSION COMPÉTENTE AU FOND

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre** | Rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables aux produits et services | | | |
| **Références** | COM(2015)0615 – C8-0387/2015 – 2015/0278(COD) | | | |
| **Date de la présentation au PE** | 2.12.2015 |  |  |  |
| **Commission compétente au fond**         Date de l’annonce en séance | IMCO  18.1.2016 |  |  |  |
| **Commissions saisies pour avis**         Date de l’annonce en séance | ECON  18.1.2016 | EMPL  18.1.2016 | ITRE  18.1.2016 | TRAN  18.1.2016 |
|  | REGI  18.1.2016 | CULT  18.1.2016 | JURI  18.1.2016 | LIBE  18.1.2016 |
|  | FEMM  10.3.2016 | PETI  18.1.2016 |  |  |
| **Avis non émis**         Date de la décision | ECON  21.1.2016 | ITRE  28.1.2016 | REGI  14.1.2016 | JURI  28.1.2016 |
|  | LIBE  2.2.2016 |  |  |  |
| **Commissions associées**         Date de l’annonce en séance | EMPL  15.12.2016 | TRAN  15.12.2016 |  |  |
| **Rapporteurs**         Date de la nomination | Morten Løkkegaard  2.2.2016 |  |  |  |
| **Examen en commission** | 14.3.2016 | 30.5.2016 | 9.11.2016 | 6.3.2017 |
|  | 20.3.2017 |  |  |  |
| **Date de l’adoption** | 25.4.2017 |  |  |  |
| **Résultat du vote final** | +:  –:  0: | 20  0  17 | | |
| **Membres présents au moment du vote final** | Dita Charanzová, Carlos Coelho, Sergio Gaetano Cofferati, Anna Maria Corazza Bildt, Daniel Dalton, Nicola Danti, Dennis de Jong, Pascal Durand, Evelyne Gebhardt, Maria Grapini, Robert Jarosław Iwaszkiewicz, Liisa Jaakonsaari, Antonio López-Istúriz White, Morten Løkkegaard, Eva Maydell, Marlene Mizzi, Marcus Pretzell, Virginie Rozière, Christel Schaldemose, Andreas Schwab, Olga Sehnalová, Jasenko Selimovic, Igor Šoltes, Ivan Štefanec, Catherine Stihler, Róża Gräfin von Thun und Hohenstein, Anneleen Van Bossuyt, Marco Zullo | | | |
| **Suppléants présents au moment du vote final** | Pascal Arimont, Lidia Joanna Geringer de Oedenberg, Antanas Guoga, Franz Obermayr, Ulrike Trebesius | | | |
| **Suppléants (art. 200, par. 2) présents au moment du vote final** | David Coburn, Pál Csáky, Andor Deli, Dieter-Lebrecht Koch | | | |
| **Date du dépôt** | 8.5.2017 | | | |

VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL  
EN COMMISSION COMPÉTENTE AU FOND

|  |  |
| --- | --- |
| **20** | **+** |
| ALDE  ECR  EFDD  PPE | Dita Charanzová, Morten Løkkegaard, Jasenko Selimovic  Daniel Dalton, Ulrike Trebesius, Anneleen Van Bossuyt  Robert Jarosław Iwaszkiewicz, Marco Zullo  Pascal Arimont, Carlos Coelho, Anna Maria Corazza Bildt, Pál Csáky, Andor Deli, Antanas Guoga, Dieter-Lebrecht Koch, Antonio López-Istúriz White, Eva Maydell, Andreas Schwab, Ivan Štefanec, Róża Gräfin von Thun und Hohenstein |

|  |  |
| --- | --- |
| **0** | **-** |
|  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **17** | **0** |
| EFDD  ENF  GUE/NGL  S&D  Verts/ALE | David Coburn  Franz Obermayr, Marcus Pretzell  Dennis de Jong  Sergio Gaetano Cofferati, Nicola Danti, Evelyne Gebhardt, Lidia Joanna Geringer de Oedenberg, Maria Grapini, Liisa Jaakonsaari, Marlene Mizzi, Virginie Rozière, Christel Schaldemose, Olga Sehnalová, Catherine Stihler  Pascal Durand, Igor Šoltes |

Légende des signes utilisés:

+ : pour

- : contre

0 : abstention

1. JO C 303 du 19.8.2016, p. 103. [↑](#footnote-ref-1)
2. Le nouveau cadre législatif se compose de deux règlements ([règlement (CE) nº 764/2008](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32008R0764&locale=fr) et [règlement (CE) nº 765/2008](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32008R0765&locale=fr)) et d’une décision ([décision nº 768/2008](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32008D0768&locale=fr)/CE). Il s’agit d’un ensemble de mesures visant à améliorer la surveillance du marché et la qualité des évaluations de la conformité. Il précise également les modalités d’utilisation du marquage CE et définit une panoplie de mesures à intégrer dans la législation sur les produits. Un des grands objectifs de la Commission est d’aligner la législation sur l’harmonisation des produits sur les dispositions de référence de la [décision nº 768/2008/CE](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32008D0768&locale=fr). C’est ce qui a été fait dans le cadre de la présente directive. [↑](#footnote-ref-2)
3. Convention des Nations unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées. [↑](#footnote-ref-3)
4. Directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (JO L 95 du 15.4.2010, p. 1). [↑](#footnote-ref-4)
5. Décision 2006/515/CE du Conseil du 18 mai 2006 relative à la conclusion de la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (JO L 201 du 25.7.2006, p. 15). [↑](#footnote-ref-5)